M1

© THE QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO
2000

REPRODUCED WITH PERMISSION

L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR L'ONTARIO

REPRODUIT AVEC PERMISSION

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Ministère des Finances

Comptes publics de l'Ontario

Annexes aux états financiers des ministères

1999-2000

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	v
Sources de renseignements supplémentaires	vii

Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses*

Détail des recettes	1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-14
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie des dépenses — Immobilisations	1-20

Section 2 — Annexes — Opérations financières

Remboursements des prêts et dotations en capital	2-3
Prêts et dotations en capital	2-5
Produit de la dette	2-6
Remboursements de la dette	2-10
Dépôt à la Caisse d'épargne de l'Ontario et autre passif (net)	2-14
Annexe aux opérations de la société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	2-17

Section 3 — Annexes — Actif et passif

Prêts et dotations en capital - Sociétés, conseils et commissions	3-3
Prêts aux administrations locales	3-5
Autres prêts	3-6
Dépôts et autre passif	3-8
Sommaire de la dette contractée	3-12
Encours de la dette contractée	3-16
Passif éventuel - Obligations garanties par la province de l'Ontario	3-38
Créances exigibles de la Couronne	3-42

* Pour les Annexes 1 à 4, Rapprochement du Trésor, des états financiers et du Fonds ontarien d'initiative, se reporter au Volume 2.

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

Page

Section 4 — États financiers des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles 4-2
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Fonctionnement 4-4
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles — Capital 4-6
Affaires civiques, Culture et Loisirs 4-9
Affaires intergouvernementales 4-25
Affaires municipales et Logement 4-33
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales 4-51
Bureau de l'Assemblée législative 4-65
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine 4-73
Bureau du Conseil des ministres 4-79
Bureau du directeur général des élections 4-85
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-91
Bureau du vérificateur provincial 4-97
Cabinet du Premier ministre 4-103
Consommation et Commerce 4-109
Développement économique, Commerce et Tourisme 4-135
Développement du Nord et Mines 4-125
Éducation et Formation 4-145
Énergie, Sciences et Technologie 4-159
Environnement 4-169
Finances 4-181
Office des affaires francophones 4-201
Ombudsman Ontario 4-207
Procureur général 4-213
Richesses naturelles 4-229
Santé 4-243
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-263
Secrétariat du Conseil de gestion 4-269
Services sociaux et communautaires 4-287
Solliciteur général et Services correctionnels 4-297
Transports 4-315
Travail 4-329
Index général des dépenses 4-346

101-01153/

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES *COMPTES PUBLICS*

1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 1999-2000 comprennent les états financiers et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des dépenses ainsi que les salaires des cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) Annexes — Opérations financières

(3) Annexes — Actif et passif

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-2 à 4-7, un sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique « Autres comptes » on retrouvera le total par ministère des prêts et dotations en capital et autre passif en excluant le financement à base de prêts. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-9 à 4-357, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les sept états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) « État des dépenses par programme »

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

(b) « État des dépenses par programme et activité »

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses*, d'une part, et avec ceux octroyés par le Trésor, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses »

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant des véhicules et des ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment bonifications d'intérêts et subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

(d) « État des recettes »

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leur états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et dotations en capital »

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et dotations en capital financés par le Trésor.

(f) « État de l'autre passif (net) »

Cet état établit la comparaison entre les dépôts effectués pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent à des comptes spécifiques. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport sur les finances de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Le rapport inclut une version sommaire des états financiers. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour obtenir une version électrique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.gov.on.ca/fin et de cliquer sur « Budget ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la presentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto.

Plans d'activités du gouvernement de l'Ontario

Tous les ans, dans la foulée du budget de l'Ontario et de la publication des budgets des dépenses, chaque ministère produit un plan d'activités. Le plan d'activités souligne les réalisations du ministère au cours de l'année écoulée, les prévisions pour l'année à venir, les objectifs qui ont été établis et la façon dont les résultats seront mesurés. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en les commandant auprès du service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; en composant le (416) 326-5300, ou le numéro sans frais d'appel 1 800 668-9938; ou encore en se rendant à la librairie Publications Ontario au 880, rue Bay, Toronto. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/mbs/french/press/plans98.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant à la Direction des communications du ministère des Finances , 3e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuitement en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère des Finances, 5e étage, édifice Frost nord, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1. Pour une version électrique, visitez le site Web www.gov.on.ca/fin/french/oecong.htm.

NOTE

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au (416) 326-5300, ou au 1 800 668-9938 (interurbain sans frais); On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.gov.on.ca/fin et en cliquant sur « Budget ».

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.gov.on.ca/fin and click on « Budget ».

section 1

Annexes — Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	2000 $	1999 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	17 902 241 692	16 747 749 032
Taxe de vente au détail	12 619 854 520	11 410 164 827
Impôt sur les sociétés	8 245 786 808	7 675 720 111
Impôt-santé des employeurs	3 128 563 099	2 890 144 599
Taxe sur l'essence	2 148 892 687	2 141 556 268
Taxe sur les carburants	644 134 125	589 900 531
Droits de cession immobilière	550 529 118	486 208 478
Taxe sur le tabac	483 827 384	471 870 793
Impôt sur les recettes brutes - *Loi de 1998 sur le financement équitable des municipalités*	283 397 372	51 145 081
Loi de 1998 sur l'administration des successions	71 452 727	63 632 061
Impôt sur les bénéfices miniers	49 971 585	26 704 313
Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations	40 059 377	33 137 772
Impôt foncier provincial	11 521 812	10 327 414
Taxe sur le pari mutuel	5 344 195	5 245 868
Droits de succession	2 345 006	1 630 303
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	1 452 247	1 578 952
Commission des sports professionnels	57 428	68 851
Impôt sur les concentrations commerciales	(468 453)	(1 505 533)
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique		(2 281 952)
TOTAL DES RECETTES FISCALES	46 188 962 729	42 602 997 769

Le gouvernement fédéral perçoit des impôts sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 1 019 785 786 $ en 1998 et 1 025 112 319 $ en 1997. Les recettes fiscales de l'Ontario sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral. Ceux-ci étaient de 8 142 112 $ en 1998 et de 8 102 911 $ en 1997.

Le taux d'imposition de l'Ontario est de 42,75 % de l'impôt fédéral de base en 1998 et de 39,5 % en 1999. Depuis le début de 2000, l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers est calculé en fonction du revenu. Les taux d'imposition de l'Ontario en 2000 sont : de 6,37 % sur les revenus imposables de moins de 30 004 $; de 9,62 % sur les revenus imposables de 30 004 $ à 60 009 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 60 009 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (et comprennent le montant de base, les dépenses médicales du conjoint, etc.) et sont à raison de 6,37 % en 2000 (11,16 % dons de bienfaisance excédant 200 $), calculés avant l'ajout de la surtaxe ou la déduction de la réduction d'impôt de l'Ontario.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 1998, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 4 057,50 $, plus 33 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 5 217,50 $. En 1999, elle équivalait à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 3 750 $, plus 36 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à 4 681 $. En 2000, elle équivaut à 20 % de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à $3,561, plus 36% de l'impôt sur le revenu de l'Ontario supérieur à $4,468.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du (de la) déclarant(e), il se peut que le montant qu'il (elle) ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Le montant déterminant de base en 1998 est de 160,50 $, auquel on ajoute 328 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le (la) déclarant(e) demande la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 1999 est de 160 $, auquel on ajoute 325 $ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le (la) déclarant(e) demandant la réduction d'impôt. Le montant déterminant de base en 2000 est de 156 $, auquel on ajoute 317 $ par enfant à charge ou personne handicapée à charge pour le (la) déclarant(e) demandant la réduction d'impôt.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur, n'incluant pas la taxe sur les produits et services. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12 % pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance automobile font l'objet d'une taxe de 5%, tandis que les autres primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre de bière et le litre de vin. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l 'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le taux d'imposition général sur les bénéfices des sociétés est de 15,5 %. Les revenus provenant des entreprises actives minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation sont assujettis à un taux moindre de 13,5 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont soumises à un taux d'imposition réduit sur les bénéfices inférieurs à 200 000 $. Ce taux est passé de 9,5 % à 9 % le 5 mai 1998, de 9%à 8,5 % le 1er janvier 1999 et de 8,5 % à 8 % le 1er janvier 2000. Le montant de cette déduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 200 000 $ et 500 000 $. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre également divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'enseignement coopératif, (iii) la production cinématographique et télévisuelle, (iv) l'insertion professionnelle des diplômés, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation par ordinateur et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de système antipollution, l'achat de nouveaux autobus scolaires, la recherche et le développement, les garderies en milieu de travail et l'adaptation du milieu de travail aux personnes ayant un handicap.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance versent une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties au même taux d'impôt sur les primes d'assurance des assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés doivent également verser une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Les petites entreprises ont droit à une réduction d'impôt sur le capital et les compagnies d'assurance ne versent pas d'impôt ordinaire sur le capital; les compagnies d'assurance-vie paient plutôt un impôt provisoire spécial et supplémentaire de

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donne également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et est calculé sur la masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ et moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario varie de 200 000 $ à 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux de 1,95 %.

À compter de 1997, on a introduit une exonération progressive de l'impôt-santé sur la première tranche de 400 000 $ de la masse salariale en Ontario pour les employeurs du secteur privé. Cette exonération est de 350 000 $ en 1998 et de 400 000 $ en 1999 et pour les années subséquentes.

Durant les années d'imposition précédant 1999, l'impôt-santé des employeurs est perçu également auprès des travailleurs indépendants sur leurs revenus nets de travail indépendant. L'impôt-santé des employeurs est aboli progressivement pour les travailleurs indépendants depuis 1997. Pour l'année d'imposition 1998, la première tranche de 350 000 $ de revenus nets de travail indépendant est exonérée de cet impôt. Le taux d'imposition afférent aux revenus supérieurs au montant de l'exonération est de 1,95 %. Un crédit d'impôt de 22 % de l'impôt payable est offert en compensation de la non-déductibilité de cet impôt aux fins de l'impôt sur le revenu. L'impôt-santé des employeurs est éliminé à partir de 1999 pour les travailleurs indépendants.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane utilisé comme carburant et inclut toutes les catégories de carburants d'aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules automobiles est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe pour tous les carburants d'aviation est de 2,7 cents le litre. Ce sont principalement les grossistes d'essence et de propane (sociétés pétrolières) qui perçoivent la taxe pour le compte de la province, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

Une taxe sur les carburants est perçue sur le carburant diesel utilisé comme carburant pour le transport. Le taux de taxe pour le carburant diesel est de 14,3 cents le litre. Le taux de taxe du carburant diesel utilisé dans les locomotives est de 4,5 cents le litre. La taxe est principalement perçue pour le compte de la province par les grossistes de carburant diesel (les sociétés pétrolières), mais elle peut, dans certains cas, être acquittée directement par les utilisateurs.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs de l'Ontario. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % (en plus du 1,5 %) s'applique au montant excédant 400 000 $. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 $, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996. La remise maximale des droits de cession est passée à 2 000 $ pour les logements faisant l'objet d'une convention d'achat conclue après le 31 mars 1999.

Tous les produits du tabac sont taxés; en 1998, cette taxe représentait 2,35 cents par cigarette et par gramme pour le tabac coupé fin ou pour tout autre produit du tabac, sauf les cigares. Le taux est passé à 2,65 cents le 5 novembre 1999, en raison de la hausse de la taxe d'accise fédérale, à laquelle se conforme la législation ontarienne. Ce sont principalement les grossistes de produits de tabac qui perçoivent la taxe pour le compte du gouvernement provincial, mais elle peut, dans certains cas, être versée directement par les utilisateurs.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Toute société de télégraphe et téléphone qui mène des activités en Ontario est tenue de verser un impôt sur les recettes brutes. En 1998, un impôt de 5 % sur les recettes des entreprises tenait lieu d'impôt foncier sur leurs poteaux et lignes télégraphiques. En 1999, le taux d'imposition est passé à 4 % et en 2000, à 3 %. En vertu du remaniement des services locaux, cet impôt a été transféré des municipalités de palier inférieur à la province à compter du 1er janvier 1998. Cet impôt est payé en quatre versements. Le montant de 283,4 millions de dollars pour l'année 1999-2000 comprend un montant de 137,2 millions de dollars attribuable à des paiements en retard pour l'année 1998/99.

L'impôt sur l'administration des successions a été instauré en 1998. Cet impôt doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter en vertu de la nouvelle loi est le même que le montant des droits de succession qui étaient exigés auparavant. Il équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers découlant de l'extraction de minerais. Le taux d'imposition de 20 % s'applique à la tranche des bénéfices de l'exploitant qui dépassent 500 000 $.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5 % des recettes brutes des sociétés de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière.*

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

La *Succession Duty Act* a été abrogée en 1979. Les droits perçus sont reliés à des successions non réglées à la suite de décès s'étant produit avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Depuis le 1er janvier 1990, un impôt sur les concentrations commerciales est perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisation dans les transports. La taxe est acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto; elle a été éliminée graduellement à partir du budget de 1993 (concernant l'année en cours 1994) et dans les années subséquentes.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés constitue une remise partielle de l'impôt fédéral sur le revenu connexe. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la *Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique* (Canada).

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	3 958 275 435	3 887 737 583
Supplément pour la santé dans le cadre du TCSPS	1 323 188 924	
Logement social	303 822 887	133 195 361
Aide financière aux étudiants	170 985 986	64 420 836
Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones	107 772 796	76 589 528
Aide à l'employabilité des personnes handicapées	65 362 000	65 362 001
Loi sur les jeunes contrevenants	57 777 933	58 693 473
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario	56 346 622	86 769 770
Expansion du bilinguisme	53 080 161	61 209 974
Aide juridique	36 196 030	33 428 508
La tempête de verglas de l'Ontario	31 694 368	
Formation dans le cadre de l'assurance-emploi	18 619 816	
Programme d'amélioration stratégique des transports	6 968 054	30 855 198
Autres	65 864 277	74 916 300
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	6 255 955 289	4 573 178 532

Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux est un financement global accordé par le gouvernement fédéral dans le cadre des programmes sociaux régis par la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Pour être en mesure de recevoir ce financement en espèces, les provinces doivent se conformer aux exigences de la *Loi canadienne sur la santé* et elles ne peuvent imposer de contraintes en matière de résidence pour établir l'admissibilité à l'aide sociale.

Les droits de base en espèces au chapitre du programme TCSPS totalisent 12,5 milliards de dollars pour tout le Canada. Le gouvernement fédéral répartit ces fonds entre les provinces et territoires en se servant d'une formule qui tient compte de la population de la province et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations transférés aux provinces en 1977-78.

Les montants au chapitre du programme TCSPS comprennent des versements de 5 553 583 $ en 1998-1999 et de 30 270 435 $ en 1999-2000 pour régler des engagements en cours des exercices précédents au titre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). Les transferts au chapitre du RAPC aidaient les provinces à offrir des services d'assistance sociale et de bien-être social aux personnes nécessiteuses.

Le supplément pour la santé dans le cadre du TCSPS a été annoncé dans le budget fédéral de 1999, après que tous les premiers ministres et chefs territoriaux avaient réaffirmé qu'ils respecteraient les principes du régime d'assurance de soins médicaux et s'engageraient à affecter tout supplément au financement dans le cadre du TCSPS aux soins de santé. Le gouvernement a versé un paiement ponctuel de 3,5 milliards de dollars sur un compte en fiducie, somme qui été répartie entre les provinces et territoires selon un montant égal par habitant.

Les remboursements en matière du logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. Le 1er octobre 1999, une nouvelle Entente Canada-Ontario sur le logement social est entrée en vigueur, remplaçant toutes les autres ententes sur le logement social de la province. La nouvelle entente transfère la responsabilité de l'administration du logement social à l'Ontario. La province recevra des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour payer les frais engagés dans le cadre de la nouvelle entente.

L'aide financière aux étudiants comprend les bourses d'études canadiennes du millénaire, les bourses d'études canadiennes et l'administration des prêts canadiens aux étudiants. En vertu de l'entente avec la Fondation canadienne des

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

bourses d'études du millénaire, l'Ontario est responsable de l'administration de ces bourses accordées à des étudiants faisant preuve d'excellence académique et ayant besoin d'appui financier. Les bourses d'études canadiennes sont offertes aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel ayant de très grands besoins financiers, aux étudiants handicapés et aux femmes faisant des études de doctorat. La province s'occupe de l'administration des prêts canadiens aux étudiants en échange d'un paiement annuel du gouvernement fédéral.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Le 1er avril 1998, l'entente sur l'aide à l'employabilité des personnes handicapées a remplacé l'Entente sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées. En vertu de la nouvelle entente, le gouvernement fédéral et l'Ontario se partagent également le coût des programmes et des services de réadaptation professionnelle des personnes handicapés ainsi que des programmes de réadaptation pour les toxicomanes.

En vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, le gouvernement fédéral rembourse une partie des frais engagés par la province dans le but d'offrir certains services judiciaires aux jeunes. Ces contributions fédérales ont été réduites de 3,5 % en 1998-1999 avant d'être augmentées de 2 % par rapport à l'année précédente en 1999-2000.

Le programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario est un accord qui a été signé en 1994 par le gouvernement fédéral, la province et les municipalités. Aux termes de cette entente quinquennale, le gouvernement fédéral assume le tiers des coûts engagés pour les projets d'immobilisations.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'aide juridique conformément à l'entente relative à l'aide juridique pour des questions de droit pénal et des questions touchant la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Cette entente a été conclue pour une durée de cinq ans, soit de 1996 à 2001. La contribution fédérale est établie en fonction des tendances historiques de financement du gouvernement fédéral et de la population de la province.

Les versements en matière de la tempête de verglas de l'Ontario représentent des recouvrements de dépenses engagées par la province durant les exercices précédents, en vertu des accords d'aide financière en cas de catastrophe, suite aux dommages causés par la tempête de verglas de 1998.

Les versements en matière de la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

Le Programme d'amélioration stratégique des transports constitue une entente de partage égal des coûts avec le gouvernement fédéral. En vertu de ce programme pluriannuel, qui a débuté en octobre 1993, le gouvernement fédéral a fourni 106,3 millions de dollars au titre des services de transport en commun municipaux, des routes provinciales, des routes municipales et de l'aviation. Seuls les projets pour lesquels des fonds ont déjà été engagés feront l'objet d'un partage des coûts après 1999-2000.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprennent :

(a) des versements de 11 944 567 $ en vertu de l'entente de contribution entre le gouvernement du Canada et la province en matière de bois d'oeuvre résineux. Aux termes de l'entente, le gouvernement fédéral perçoit des droits de délivrance de permis d'exportation sur les expéditions de bois d'oeuvre résineux, droits qu'il rembourse aux provinces en fonction de la provenance du bois.

(b) des versements de 8 729 164 $ en vertu de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration. Le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen ou une enquête de l'immigration, ou qu'elles soient retirées.

(c) subsides annuels de 7 015 325 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*, des intérêts de 142 414 $ du compte de dette du gouvernement du Canada et des intérêts de 79 860 $ du fonds des écoles publiques.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

	2000 $	1999 $
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des casinos de l'Ontario	819 940 673	869 619 400
Régie des alcools de l'Ontario	795 000 000	776 000 000
Société des loteries de l'Ontario	521 058 140	534 500 000
Hydro One Inc	171 323 750	
Ontario Power Generation Incorporated	114 100 000	
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2 421 422 563	2 180 119 400
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations		
Vente de la route 407	1 575 652 653	
Ventes et locations	214 223 255	191 465 292
	1 789 875 908	191 465 292
Droits, permis et autorisations		
Certificats d'immatriculation et droits de transferts de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	878 632 790	858 513 747
Permis de vente d'alcool	537 569 310	519 471 583
Autres droits et permis		
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	194 581 494	155 312 385
Loi sur les sûretés mobilières	42 605 432	40 146 460
Registrateurs	38 043 419	40 153 329
Services d'enregistrement immobilier	28 496 989	33 361 788
Loi sur les assurances	24 448 421	21 648 999
Loi sur les valeurs mobilières	24 298 505	38 267 479
Autres	197 662 565	190 760 566
	550 136 825	519 651 006
	1 966 338 925	1 897 636 336
Redevances		
Droits sur le bois de la Couronne	155 695 720	157 452 258
Énergie hydraulique	127 218 829	121 107 830
Autres	21 450 639	19 644 651
	304 365 188	298 204 739
Recouvrement de dépenses des années précédentes	172 608 028	142 663 853
Remboursement des dépenses		
Remaniement des services locaux - remboursement	1 547 629 945	2 202 667 118
Remboursement des dépenses	355 547 500	297 850 441
	1 903 177 445	2 500 517 559
Amendes et pénalités	33 376 622	35 156 676
Divers	97 546 742	70 616 415
TOTAL DES AUTRES RECETTES	6 267 288 858	5 136 260 870

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les recettes des entreprises publiques représentent le montant des bénéfices nets de fonctionnement qui ont été versés par les entreprises publiques.

Les recettes de la Société des casinos de l'Ontario proviennent de deux sources. La première, la taxe sur les gains, équivaut à 20 % des recettes d'exploitation brutes issues des activités de jeu dans les trois casinos commerciaux de l'Ontario : Windsor, Niagara et Rama. La deuxième représente le revenu gagné net de la Société provenant des casinos de Windsor et de Niagara. Le revenu gagné net du casino Rama est affecté au Fond des Premières nations et réparti entre les Premières nations de l'Ontario; il n'est pas compris dans le montant indiqué ci-dessus.

Les recettes de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO) sont issues de la marge bénéficiaire et des droits perçus sur les spiritueux, le vin et la bière. Ces marges bénéficiaires et ces droits varient selon le produit et sa provenance (produit local ou importé). Les transferts effectués au Trésor sont représentatifs des bénéfices nets de la RAO.

Les produits nets que la Société a obtenus des loteries traditionnelles ainsi que des casinos à des fins de bienfaisance et des machines à sous dans les hippodromes ont été imputés aux ministères et aux programmes suivants : un montant de 16 millions de dollars a été remis au Secrétariat du Conseil de gestion aux fins du Programme d'avance de fonds qui permet aux organismes de bienfaisance touchés par l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes d'obtenir un financement de transition; 100 millions de dollars ont été versés en subventions à la Fondation Trillium de l'Ontario, qui les distribuera aux organismes de bienfaisance; 10 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de stratégies visant la prévention, la recherche et le traitement en ce qui a trait au jeu compulsif; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Les entreprises publiques Hydro One Inc., anciennement Ontario Hydro Services Company Incorporated, et Ontario Power Generation Incorporated ont été mises sur pied pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro et elles sont à cent pour cent la propriété du gouvernement. Ces recettes représentent des dividendes payés par les deux sociétés.

Sous la rubrique «Ventes et locations», on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, incluant la vente de biens immobiliers aux sociétés de la Couronne, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne et du refinancement des éléments d'actif.

La province a vendu la société propriétaire de la route 407 à un consortium en mai 1999. Le montant de 1 575 652 653 $ représente le produit net de la vente, déduction faite des prêts et intérêts courus au moment de la vente.

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la route publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits peuvent varier entre 74 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ dans le Nord de l'Ontario. Les droits de renouvellement du permis de conduire sont de 10 $ par année, y compris 1 $ pour le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Les droits d'obtention d'un permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement de frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur la route nécessaires à l'obtention du permis de conduire.

Les droits de permis de vente d'alcool perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent notamment les droits des producteurs incluant un tarif de base et des droits sur le volume de bière expédiée pour la vente en Ontario. Ils comprennent également les droits perçus sur les permis de production et de vente de boissons alcooliques et les droits sur le vin vendu dans les magasins exploités par les producteurs de vin ontarien.

En vertu du règlement 176/99 de l'Ontario pris en application de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, la province perçoit des droits annuels pour garantir la dette d'Ontario Hydro. Les droits sont de 0,5 % de la dette non réglée.

DÉTAILS DES RECETTES (suite)

Les frais de service des sûretés mobilières sont des droits acquittés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données à titre de garantie pour un emprunt. Ils sont versés au moment de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits d'enregistrement perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) se composent de droits de succession établis en vertu du règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice.* Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement d immobilier comprennent les remises pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements en matière de biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Conformément au règlement 300/98 de l'Ontario, tel que modifié, et l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario,* Lois refondues de 1997, chap. 28, la province recouvre tous les frais engagés par le secteur des assurances de la Commission des services financiers de l'Ontario. Au cours de l'exercice 1999-2000, la province a recueilli 24 448 421 $, dont quelque 20 % provenaient de droits, licences et permis, 20 % d'arbitrages et d'appels, et 60 % de cotisations des compagnies d'assurance.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est l'organisme de réglementation chargé de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. La *Loi sur les valeurs mobilières* établit diverses exigences réglementaires qui doivent être respectées par les participants du marché. Des droits sont associés à ces exigences, qui comprennent notamment l'enregistrement (comme courtier, par exemple), le dépôt (de prospectus) et la publication de renseignements.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario s'est engagée à réviser son barème des droits en consultation avec l'industrie des valeurs mobilières et d'autres autorités canadiennes, en vue d'établir un barème des droits plus rationalisé où les recettes et les dépenses seraient mieux alignées. Une réduction de 10 % de tous les droits, entrée en vigueur en août 1999, fait partie de ce processus. Dans le cadre de ce processus, on visera à protéger les investisseurs et l'efficience des marchés financiers afin qu'ils puissent stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés produits et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cubique, révisés tous les ans, constituent le minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 1999-2000 était de 3,23 $ le mètre cubique. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés comme un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont ajustés chaque mois et varient entre 0 $ et 20 $ le mètre cubique, selon la conjoncture du marché. De plus, la province perçoit des frais de régénération forestière.

Les redevances au titre de l'énergie hydraulique couvrent l'utilisation des terres de la Couronne pour les centrales hydroélectriques. Pour les producteurs privés, le tarif de la location pour l'année civile 1999 était de 3,8618 $ par mégawatt-heure (frais d'énergie). Ontario Power Generation Inc. paie des frais d'énergie de 1,2873 $ par mégawatt-heure, mais paie également des frais de puissance de 14,2944 $ pour chaque kilowatt installé dans ses centrales. Dans l'ensemble, les frais payés par Ontario Power Generation Inc. et les producteurs privés sont à peu près les mêmes.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Dans le cadre du remaniement des services locaux, un certain nombre de programmes ont été transférés aux municipalités. Comme mesure de transition, la province continuera à assurer la prestation de ces programmes au nom des municipalités en attendant leur transfert. La province reçoit un remboursement des dépenses engagées au nom des municipalités pour la prestation de ces programmes.

DÉTAILS DES RECETTES (fin)

La rubrique «Amendes et pénalités» est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

	2000 $	1999 $
TOTAL DES RECETTES	**61 133 629 439**	**54 492 556 571**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-14.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs		541 745			
Affaires intergouvernementales				25	
Affaires municipales et Logement		345 680 182	786 165 109	4 411 158	
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales		2 403 807	83 117	399 688	
Bureau de l'Assemblée législative				14 550	
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine					
Bureau du Conseil des ministres				35	
Bureau du directeur général des élections					
Cabinet du Premier ministre					
Consommation et Commerce	57 428	131 318		720 631 530	237 780
Développement économique, Commerce et Tourisme		15 160 430	824 110	1 392 279	
Développement du Nord et Mines	1 452 247	2 062 596		767 505	1 140
Éducation et Formation		243 095 652	554 362	8 260 281	
Énergie, Sciences et Technologie			11 824 450	20 783	
Environnement			52 189	22 677 086	
Finances	46 187 453 054	5 288 701 958	86 460 403	254 046 884	500
Office des affaires francophones		732 725			
Ombudsman Ontario					
Procureur général		41 746 446	118 551 352	54 839 113	32 541 936
Richesses naturelles		1 949 566	5 546 458	3 542 843	5 209
Santé		74 222 923	92 391 184	6 298 277	43 968
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario					
Secrétariat du Conseil de gestion		76 165	22 800	781 641	
Services sociaux et communautaires		170 097 123	566 716 624	1 189 313	
Solliciteur général et Services correctionnels		53 716 408	191 691 197	3 868 633	
Transports		15 602 251	6 623 062	882 096 396	207 956
Travail		33 994	35 671 028	1 100 905	338 133
Total - ministères	46 188 962 729	6 255 955 289	1 903 177 445	1 966 338 925	33 376 622

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2000

Ventes et locations	Redevances	Recettes des entreprises publiques	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes
$	$	$	$	$	$
106 973			712 685	3 291 901	4 653 304
			5 194	10	5 229
1 586 256			9 051 999	991 591	1 147 886 295
393 690			326 569	11 586	3 618 457
120 434			140 566	3 151	278 701
			2 741		2 741
			6 397	875	7 307
				64 200	64 200
			816		816
19 724	12 301 837	795 000 000	493 447	261 615	1 529 134 679
74 181	1 096 600		1 216 846	52 358 041	72 122 487
1 049 169	1 452 786		151 504	20 323	6 957 270
357 634			53 974 332	1 647 798	307 890 059
403			32 383	186 423	12 064 442
81 218			3 627 228	715 489	27 153 210
766 957		285 423 750	9 566 370	8 213 991	52 120 633 867
				5	732 730
842			9 704		10 546
211 065	1 187 896		270 131	14 470 581	263 818 520
31 284 580	288 181 574		720 931	408 493	331 639 654
2 080 079			16 063 010	1 287 312	192 386 753
			81 010		81 010
133 349 648		1 340 998 813	810 422	10 510 719	1 486 550 208
256 210			32 259 123	1 688 724	772 207 117
8 926 045	144 495		962 792	330 631	259 640 201
1 609 090 152			42 072 255	529 551	2 556 221 623
120 648			49 573	553 732	37 868 013
1 789 875 908	304 365 188	2 421 422 563	172 608 028	97 546 742	61 133 629 439

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	35 981 487	7 947 741	3 555 150	26 313 092	4 704 308
Affaires intergouvernementales	2 105 259	463 094	275 632	1 016 041	163 267
Affaires municipales et Logement	61 093 357	13 947 797	6 629 782	57 407 958	2 424 616
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	41 195 239	9 415 981	6 653 390	40 764 694	3 013 097
Bureau de l'Assemblée législative	53 379 043	13 403 550	5 760 564	16 667 496	9 541 107
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	3 324 804	378 229	282 875	2 492 389	112 602
Bureau du Conseil des ministres	9 285 238	1 780 023	396 040	3 237 034	718 051
Bureau du directeur général des élections	1 012 815	175 837	27 730	183 278	43 672
Bureau du lieutenant-gouverneur	422 226	75 587	11 650	41 745	19 100
Bureau du vérificateur provincial	4 519 478	880 213	183 104	1 503 037	221 565
Cabinet du Premier ministre	2 291 380	334 588	210 832	324 465	39 803
Consommation et Commerce	70 796 371	16 902 485	6 767 027	41 255 957	4 775 142
Développement économique, Commerce et Tourisme	29 311 036	6 272 344	4 370 698	41 194 796	3 489 351
Développement du Nord et Mines	22 151 190	4 688 875	4 888 352	34 414 476	3 695 311
Éducation et Formation	97 710 576	21 634 068	13 036 306	75 259 595	10 847 081
Énergie, Sciences et Technologie	12 504 418	2 343 968	1 122 928	15 401 894	853 156
Environnement	79 163 958	18 146 242	6 230 759	70 608 429	8 367 506
Finances	164 372 976	39 006 793	13 654 697	91 048 980	20 033 339
Office des affaires francophones	922 343	227 933	86 029	473 989	38 265
Ombudsman Ontario	4 626 735	1 002 006	452 245	1 404 615	295 974
Procureur général	345 388 821	76 196 717	22 769 625	170 472 714	18 012 123
Richesses naturelles	204 727 252	43 007 344	27 006 412	189 866 498	146 686 933
Santé	454 430 049	107 001 991	36 749 734	215 957 876	93 148 879
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 033 558	562 293	387 171	2 339 611	119 480
Secrétariat du Conseil de gestion	110 774 646	251 342 577	64 851 242	256 652 240	17 464 297
Services sociaux et communautaires	315 650 093	88 294 906	22 157 210	201 657 064	34 144 988
Solliciteur général et Services correctionnels	803 789 260	175 146 195	57 477 986	218 509 271	100 090 348
Transports	241 130 699	68 688 088	22 288 868	388 545 937	87 201 513
Travail	69 009 500	15 375 332	7 560 775	24 791 874	3 998 015
Total - ministères	3 244 103 807	984 642 797	335 844 813	2 189 807 045	574 262 889
Moins recouvrements	167 018 575	32 520 946	67 614 870	167 679 168	45 153 890
TOTAL	3 077 085 232	952 121 851	268 229 943	2 022 127 877	529 108 999

La répartition des sommes recouvrées (729 318 471 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

le 31 mars 2000

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$
	337 827 727	2 000 000	(2 544 000)	415 785 505
	114 602			4 137 895
	1 332 243 435		(95 818 306)	1 377 928 639
	230 123 546	57 653	(474 834)	330 748 766
	166 000		(125 319)	98 792 441
	14 722 436			21 313 335
	400 000			15 816 386
		42 464 594	(78 155)	43 829 771
		105 800		676 108
	50 000			7 357 397
				3 201 068
			(2 098 743)	138 398 239
	71 758 589	4 187 525	(784 348)	159 799 991
198 133 312	56 201 342		(12 191 161)	311 981 697
3 532 891	13 215 901 066		(1 336 332)	13 436 585 251
	113 173 903		(241 800)	145 158 467
2 017 194	194 121 581		(1 532 250)	377 123 419
	854 317 732	9 265 372 706	(3 355 128)	10 444 452 095
	1 386 932			3 135 491
				7 781 575
49 129 403	250 363 118	6 912 678	(38 329 733)	900 915 466
2 037 052	21 061 025		(122 122 424)	512 270 092
2 917 289	20 166 913 949		(4 368 536)	21 072 751 231
	12 255 998			18 698 111
1 699 000	39 542 094	9 295 443	(190 733 643)	560 887 896
	6 999 758 604			7 661 662 865
121 350 589	81 556 403	11 419 992	(9 244 086)	1 560 095 958
642 108 075	128 607 483		(227 889 568)	1 350 681 095
	1 711 298	7 236	(16 050 105)	106 403 925
1 022 924 805	44 124 278 863	9 341 823 627	(729 318 471)	61 088 370 175
169 438 116	79 116 737	776 169	729 318 471	
853 486 689	44 045 162 126	9 341 047 458		61 088 370 175

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitments et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	35 981 487	7 947 741	3 555 150	26 313 092	4 704 308
Affaires intergouvernementales	2 105 259	463 094	275 632	1 016 041	163 267
Affaires municipales et Logement	61 093 357	13 947 797	6 629 782	57 407 958	2 424 616
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	41 195 239	9 415 981	6 653 390	40 764 694	3 013 097
Bureau de l'Assemblée législative	53 379 043	13 403 550	5 760 564	16 667 496	9 541 107
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	3 324 804	378 229	282 875	2 492 389	112 602
Bureau du Conseil des ministres	9 285 238	1 780 023	396 040	3 237 034	718 051
Bureau du directeur général des élections	1 012 815	175 837	27 730	183 278	43 672
Bureau du lieutenant-gouverneur	422 226	75 587	11 650	41 745	19 100
Bureau du vérificateur provincial	4 519 478	880 213	183 104	1 503 037	221 565
Cabinet du Premier ministre	2 291 380	334 588	210 832	324 465	39 803
Consommation et Commerce	70 796 371	16 902 485	6 767 027	41 255 957	4 775 142
Développement économique, Commerce et Tourisme	29 311 036	6 272 344	4 370 698	41 194 796	3 489 351
Développement du Nord et Mines	22 151 190	4 688 875	4 888 352	24 712 878	3 695 311
Éducation et Formation	97 710 576	21 634 068	13 036 306	75 259 595	10 847 081
Énergie, Sciences et Technologie	12 504 418	2 343 968	1 122 928	15 401 894	853 156
Environnement	79 163 958	18 146 242	6 230 759	68 987 929	8 367 506
Finances	164 372 976	39 006 793	13 654 697	91 048 980	20 033 339
Office des affaires francophones	922 343	227 933	86 029	473 989	38 265
Ombudsman Ontario	4 626 735	1 002 006	452 245	1 404 615	295 974
Procureur général	345 388 821	76 196 717	22 769 625	170 472 714	18 012 123
Richesses naturelles	204 727 252	43 007 344	26 213 715	163 157 086	46 766 482
Santé	454 430 049	107 001 991	36 749 734	215 957 876	93 148 879
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	3 033 558	562 293	387 171	2 339 611	119 480
Secrétariat du Conseil de gestion	110 774 646	251 342 577	64 851 242	244 857 940	17 464 297
Services sociaux et communautaires	315 650 093	88 294 906	22 157 210	201 657 064	34 144 988
Solliciteur général et Services correctionnels	803 789 260	175 146 195	57 477 986	215 698 242	100 090 348
Transports	160 093 494	44 950 840	15 435 019	210 448 686	59 864 335
Travail	69 009 500	15 375 332	7 560 775	24 791 874	3 998 015
Total - ministères	3 163 066 602	960 905 549	328 198 267	1 959 072 955	447 005 260
Moins recouvrements	164 547 313	31 714 398	66 890 873	129 026 721	36 717 996
TOTAL	2 998 519 289	929 191 151	261 307 394	1 830 046 234	410 287 264

La répartition des sommes recouvrées (505 830 984 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT

le 31 mars 2000

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$
	325 193 577	2 000 000	(2 544 000)	403 151 355
	114 602			4 137 895
	1 300 663 509		(95 818 306)	1 346 348 713
	230 123 546	57 653	(474 834)	330 748 766
	166 000		(125 319)	98 792 441
	14 722 436			21 313 335
	400 000			15 816 386
		42 464 594	(78 155)	43 829 771
		105 800		676 108
	50 000			7 357 397
				3 201 068
			(2 098 743)	138 398 239
	71 758 589	4 187 525	(784 348)	159 799 991
	15 196 847		(9 391 161)	65 942 292
	12 138 457 554		(1 336 332)	12 355 608 848
	94 510 159		(241 800)	126 494 723
	307 619		(1 532 250)	179 671 763
	854 317 732	9 265 372 706	(3 355 128)	10 444 452 095
	1 386 932			3 135 491
				7 781 575
	250 363 118	6 912 678	(38 329 733)	851 786 063
	20 861 025		(119 081 464)	385 651 440
	19 844 074 538		(4 368 536)	20 746 994 531
	6 481 647			12 923 760
	39 542 094	9 295 443	(190 733 643)	547 394 596
	6 979 712 755			7 641 617 016
	81 556 403	11 419 992	(9 244 086)	1 435 934 340
	63 045 301		(10 243 041)	543 594 634
	1 711 298	7 236	(16 050 105)	106 403 925
	42 334 717 281	9 341 823 627	(505 830 984)	58 028 958 557
	76 157 514	776 169	505 830 984	
	42 258 559 767	9 341 047 458		58 028 958 557

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs					
Affaires municipales et Logement					
Développement du Nord et Mines				9 701 598	
Éducation et Formation					
Énergie, Sciences et Technologie					
Environnement				1 620 500	
Procureur général					
Richesses naturelles			792 697	26 709 412	99 920 451
Santé					
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario					
Secrétariat du Conseil de gestion				11 794 300	
Services sociaux et communautaires					
Solliciteur général et Services correctionnels				2 811 029	
Transports	81 037 205	23 737 248	6 853 849	178 097 251	27 337 178
Total - ministères	81 037 205	23 737 248	7 646 546	230 734 090	127 257 629
Moins recouvrements	2 471 262	806 548	723 997	38 652 447	8 435 894
TOTAL	78 565 943	22 930 700	6 922 549	192 081 643	118 821 735

La répartition des sommes recouvrées (223 487 487 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite par les ministères afin d'éliminer l'incidence des mouvements intragouvernementaux.

*On trouvera à la page v et vi un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses législatives ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2000

Acquisition/ Construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$
	12 634 150			12 634 150
	31 579 926			31 579 926
198 133 312	41 004 495		(2 800 000)	246 039 405
3 532 891	1 077 443 512			1 080 976 403
	18 663 744			18 663 744
2 017 194	193 813 962			197 451 656
49 129 403				49 129 403
2 037 052	200 000		(3 040 960)	126 618 652
2 917 289	322 839 411			325 756 700
	5774351			5774351
1 699 000				13 493 300
	20 045 849			20 045 849
121350589				124161618
642 108 075	65 562 182		(217 646 527)	807 086 461
1 022 924 805	1 789 561 582		(223 487 487)	3 059 411 618
169 438 116	2 959 223		223 487 487	
853 486 689	1 786 602 359			3 059 411 618

Compte - Immobilisations

Solde d'ouverture au 1er avril 1999	26 361 726 489
Solde de clôture au 31 mars 2000	29 421 138 107

Les annexes suivantes de l'exercice 1999-2000 figurent dans le Volume 2, Comptes publics de l'Ontario, section 4 :

Annexe 1 Rapprochement du Trésor et des états financiers Recettes
Annexe 2 Rapprochement du Trésor et des états financiers Recettes par ministère
Annexe 3 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses
Annexe 4 Rapprochement du Trésor et des états financiers Dépenses par ministère
Fonds ontarien d'initiative

Annexe 1
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Recettes par source

Province de l'Ontario				
Au 31 mars 2000 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Impôt sur le revenu des particuliers	17 902	(285)		17 617
Taxe de vente au détail	12 620	259		12 879
Impôt sur les sociétés	8 246	(151)		8 095
Impôt-santé des employeurs	3 129	(11)		3 118
Taxes sur l'essence et les carburants	2 793	26		2 819
Autres impôts	1 499	(146)		1 353
Gouvernement du Canada	6 255	(374)	4	5 885
Investissement dans les entreprises publiques	402		3 306	3 708
Autres recettes	8 287	(1 336)	506	7 457
Total des recettes	61 133	(2 018)	3 816	62 931

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Annexe 2
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Recettes par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2000 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Ministère				
Affaires civiques, Culture et Loisirs	5	44		49
Affaires intergouvernementales				
Affaires municipales et Logement	1 148	467	(6)	1 609
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	4	61	64	129
Bureaux du corps exécutif				
Commission de régie interne				
Consommation et Commerce	1 529	(772)	846	1 603
Développement du Nord et Mines	7	(1)	2	8
Développement économique et Commerce	71	(61)	15	25
Éducation	49	6		55
Énergie, Sciences et Technologie	12	2	1 217	1 231
Environnement	27	(4)	9	32
Finances	52 121	(1 036)	342	51 427
Formation, Collèges et Universités	258	(33)		225
Office des affaires francophones	1			1
Procureur général	264	74		338
Richesses naturelles	332	79		411
Santé et Soins de longue durée	192	3		195
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario				
Secrétariat du Conseil de gestion	1 487	(930)	1 337	1 894
Services correctionnels	54			54
Services sociaux et communautaires	772	(80)		692
Solliciteur général	205	(21)		184
Tourisme	1	55	7	63
Transports	2 556	125	(17)	2 664
Travail	38	4		42
Total des recettes	61 133	(2 018)	3 816	62 931

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.

Annexe 3
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par compte type

Province de l'Ontario				
Au 31 mars 2000 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Traitements et salaires	3 077	(83)	421	3 415
Avantages sociaux	952	(466)	67	553
Régimes de retraite	667	(1 195)		(528)
Transports et communications	268	(2)	30	296
Services	2 022	118	426	2 566
Fournitures et matériel	529	(25)	158	662
Acquisition/Construction d'immobilisations	854	8	438	1 300
Paiements de transfert	43 378	621	(467)	43 532
Intérêt sur les emprunts contractés aux fins de la province	8 745	169	63	8 977
Intérêt sur les emprunts contractés pour le secteur de l'électricité	520			520
Provision pour le secteur de l'électricité		383		383
Restructuration		211		211
Autres opérations	76	(129)	75	22
Total des dépenses[4]	61 088	(390)	1 211	61 909

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.
4 Le total des dépenses ne tient pas compte de l'incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs).

Annexe 4
Rapprochement du Trésor et des états financiers
Dépenses par ministère

Province de l'Ontario

Au 31 mars 2000 (en millions de dollars)	Trésor[1]	Redressement pour comptabilité d'exercice	Redressement pour consolidation[3]	États financiers[2]
Ministère				
Affaires civiques, Culture et Loisirs	437	(22)	(3)	412
Affaires intergouvernementales	4			4
Affaires municipales et Logement	1 378	(35)	312	1 655
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	331	(57)	74	348
Bureaux du corps exécutif	20	(1)		19
Commission de régie interne	158	(4)		154
Consommation et Commerce	138	(4)		134
Développement du Nord et Mines	312	(6)	28	334
Développement économique et Commerce	101	(12)	5	94
Éducation	8 110	(88)		8 022
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	667	(1 030)		(363)
Énergie, Sciences et Technologie	145	481	459	1 085
Environnement	377	(47)	5	335
Finances	1 179	(172)	69	1 076
Intérêt sur les emprunts contractés aux fins de la province	8 745	169	63	8 977
Intérêt sur les emprunts contractés pour le secteur de l'électricité	520			520
Provision pour le secteur de l'électricité		383		383
Formation, Collèges et Universités	4 660	(415)	67	4 312
Office des affaires francophones	3			3
Procureur général	901	25	(20)	906
Richesses naturelles	512	44		556
Santé et Soins de longue durée	21 073	893	40	22 006
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	18			18
Secrétariat du Conseil de gestion	561	(178)	(112)	271
Régimes de retraite des fonctionnaires/du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	0	(165)		(165)
Services correctionnels	714	(27)		687
Services sociaux et communautaires	7 662	(130)		7 532
Solliciteur général	846	(32)		814
Tourisme	59	(1)	204	262
Transports	1 351	46	20	1 417
Travail	106	(5)		101
Total des dépenses[4]	61 088	(390)	1 211	61 909

1 Comptabilité de caisse modifiée.
2 Méthode comptable du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).
3 Se reporter à l'annexe 6 des états financiers pour une liste des entreprises publiques et organismes de services du gouvernement.
4 Le total des dépenses ne tient pas compte de l'incidence nette de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs).

Fonds ontarien d'initiative

Au 31 mars 2000 **(en millions de dollars)**		
Total des dettes au 1er avril 1999		126 887 $
Plus :		
Augmentation des réserves de liquidité et autres éléments d'actif et de passif	4 209	
Emprunts aux fins d'investissement dans le secteur de l'électricité	8 885	
		13 094 $
		139 981 $
Moins :		
Fonds ontarien d'initiative		
Dépassement de l'objectif de réduction du déficit pour 1999-2000 (y compris la contribution d'Ontariens[1])		(2 744) $
Total des dettes au 31 mars 2000		**137 237 $**

1 La contribution d'Ontariens s'est élevée à 173 328 $ en 1999-2000.

section 2

Annexes — Opérations financières

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et des dotations en capital par ministère au courant de l'année. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-7) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2000 $	1999 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Municipalités, relativement aux conseils scolaires	1 907 796 559	1 384 904 455
Ministère des Finances		
Prêts de l'Office ontarien de financement à/au :		
Société d'investissement dans les transports de l'Ontario	1 410 635 121	18 900 000
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	2 498 957	6 000 000
Commission de transport Ontario Northland	827 101	277 380
Fins municipales	316 450	315 537
Ville de Toronto		100 000 000
Centre Centennial des sciences et de la technologie		1 000 000
Société de développement de l'Ontario	12 922 649	14 082 260
Société de développement de l'Ontario — Remboursement de prêts consentis à des organismes	11 604 233	47 177 724
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	96 121	380 775
Agence ontarienne des eaux		55 720 117
Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme		
Développement du tourisme		1 000 000
	3 346 697 191	1 629 758 248
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Drainage au moyen de tuyaux	10 115 261	10 486 877
Ministère des Finances		
Fins éducatives	1 939 600	3 643 304
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	252 575	329 777
Programme opération logement de l'Ontario	159 068	171 135
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	143 893	587 304
	12 610 397	15 218 397

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL (fin)

	2000 $	1999 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
Musée des beaux-arts de l'Ontario - exposition Courtauld	2 900 000	
Ministère des Finances		
Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie - Obligation	2 755 699	863 577
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	531 214	231 699
Secrétariat du Conseil de gestion		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	109 453	159 463
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Crédits d'impôt pour les municipalités et les écoles	106 357	114 196
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	26 600	900
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Drainage au moyen de tuyaux dans le Nord de l'Ontario	11 252	17 115
	6 440 575	1 386 950
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	3 365 748 163	1 646 363 595

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères au courant de l'année. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-3 à 3-7) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistrés à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	2000 $	1999 $
PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère des Finances		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	
Hydro One Inc.	3 759 000 000	
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	47 000 000	
Prêts de l'Office ontarien de financement à :		
Commission de transport Ontario Northland	17 814 500	17 845 000
Corporation de la ville de Windsor	2 472 563	7 592 388
Ville de Toronto		100 000 000
Société d'investissement dans les transports de l'Ontario		22 590 000
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto		2 857 731
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Prêts et dotations en capital Paiements aux conseils scolaires	864 311 740	2 462 976 482
Ministère du Développement économique, du Commerce et du Tourisme		
Développement du tourisme		1 000 000
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Société de développement de North Pickering		632 541
	9 816 598 803	2 615 494 142
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Ville de Toronto	100 000 000	100 000 000
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	193 100	533 500
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	5 889 700	8 730 800
	106 082 800	109 264 300
AUTRES PRÊTS		
Ministère des Finances		
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	125 000 000	
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Collège Sheridan Animation	6 000 000	6 000 000
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 740 800	1 150 300
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Prêts au titre du drainage dans les territoires non organisés		20 000
	132 740 800	7 170 300
TOTAL DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	10 055 422 403	2 731 928 742

PRODUIT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéances et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-12 à 3-15) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLES AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES			
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada			
CP654	5,63	5 avril 2019	50 000 000
CP655	5,5	9 avril 2019	35 000 000
CP656	5,54	12 avril 2019	2 850 000
CP657	5,67	3 mai 2019	44 000 000
CP658	5,7	7 mai 2019	44 000 000
CP659	5,72	10 mai 2019	46 836 000
CP660	6,01	4 juin 2019	44 000 000
CP661	5,99	7 juin 2019	104 121 000
CP662	6,12	2 juillet 2019	30 000 000
CP663	6,08	9 juillet 2019	31 190 000
CP664	6,08	12 juillet 2019	30 000 000
CP665	6,29	9 août 2019	41 503 000
CP666	6,31	7 septembre 2019	31 125 000
CP667	6,48	12 octobre 2019	76 321 000
CP668	6,5	5 novembre 2019	45 000 000
CP669	6,53	8 novembre 2019	31 183 000
CP670	6,57	6 décembre 2019	36 174 000
CP671	6,41	10 décembre 2019	20 000 000
CP672	6,91	10 janvier 2020	14 790 000
CP673	6,4	6 mars 2020	80 000 000
CP674	6,4	10 mars 2020	31 796 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS - NON PUBLICS			**869 889 000**

PRODUIT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
ÉMISSIONS PUBLIQUES			
NB	5,21	13 juillet 2003	100 000 000
MG	4,875	2 juin 2004	100 000 000
MM	5,4	30 juin 2004	100 000 000
MQ	6,15	14 juillet 2004	60 000 000
MV	6,4	2 décembre 2004	107 000 000
MZ	6,25	8 mars 2005	500 000 000
ML	5,85	13 mai 2005	50 000 000
MN	4,82	3 juin 2008	50 000 000
MS	4,868	19 octobre 2008	50 000 000
LZ	5,7	1 décembre 2008	500 000 000
MP	4,82	19 décembre 2008	50 000 000
MR	5,75	27 juillet 2009	40 000 000
MU	6,2	19 novembre 2009	500 000 000
MT	6,1	22 septembre 2011	40 000 000
KJ	7,6	2 juin 2027	117 200 000
LK	6,5	8 mars 2029	500 000 000
NF	6,2	2 juin 2013	500 000 000
MK	5,65	13 juillet 2039	109 000 000
NE	5,7	2 décembre 2039	100 000 000
OÉO's	Divers	21 juin 2002 au 21 juin 2006	2 049 813 000
Bons du Trésor	Divers	1er avril 2000 au 31 mars 2001	2 122 400 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS — PUBLICS			**7 745 413 000**
	EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS		
EMTN045	6,5	1er décembre 2005	250 000 000
			250 000 000

PRODUIT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS CANADIENS			
NC	5,248	24 janvier 2005	[illegible]0 000 000
			500 000 000
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS CANADIENS			**9 365 302 000**
EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	DIVERS	1er mai 2000 au 19 juin 2000	88 000 000
			88 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,41092 $			**124 160 580**
TOTAL DES EMPRUNTS EN DOLLARS AMÉRICAINS			**124 160 580**
EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN044	2,221	16 juillet 2009	5 000 000 000
EMTN046	2	19 novembre 2009	10 000 000 000
			15 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01338 $			**200 771 200**
EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN YENS JAPONAIS			
ND	1,875	25 janvier 2010	25 000 000 000
			25 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01416 $			**354 000 000**

PRODUIT DE LA DETTE (fin)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
	EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS		
YL014	2	12 novembre 2009	10 000 000 000
			10 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01416 $			141 600 000
TOTAL DE L'EMPRUNT EN YENS JAPONAIS			**696 371 200**
TOTAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS EN DEVISES			**820 531 780**
PRODUIT BRUT DES PRÊTS			10 185 833 780
PLUS : REDRESSEMENTS NETS PROVENANT DE L'ARBITRAGE D'UNE DETTE LIBELLÉE EN DEVISES CONVERTIES EN DOLLARS CANADIENS			36 275 545
PRODUIT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			**10 222 109 325**
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT :			
ONTARIO POWER GENERATION INC.			5 126 000 000
HYDRO ONE INC.			3 759 000 000
PRODUIT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*			**8 885 000 000**

* La dette contractée aux fins d'investissement comprend des effets à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province et ses deux filiales à cent pour cent : Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Corporation). Un tiers de la dette vient à échéance le 31 mars de chacune des années suivantes: 2039, 2040 et 2041.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DETTE NON PUBLIQUE			
À rembourser au ministre des Finances du Canada :			
Régime de pensions du Canada :			
CPP	9,98 à 12,74	1er avril 1999 au 31 mars 2000	987 943 000
À rembourser aux collèges d'arts appliqués et de technologie :			
CAAT	8,19	31 décembre 1999	2 850 433
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :			
MER	8,19	31 décembre 1999	43 849 567
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,125 à 15,75	1er avril 1999 au 31 mars 2000	5 523 942
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement section 40 de la dette :			
CMHC	7,099	1er avril 1999 31 janvier 2000	2 880 190
À rembourser au Régime de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	8,47 à 11,61	1er avril 1999 au 31 mars 2000	69 352 935
À rembourser au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :			
OPSEU	8,47 à 11,61	1er avril 1999 au 31 mars 2000	32 946 432
À rembourser à la Caisse de retraite du Ryerson Polytechnical Institute :			
RYERS	11,53	31 mars 2000	494 883
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	8,39 à 13,13	1er avril 1999 au 31 mars 2000	960 288 107
REMBOURSEMENT DE LA DETTE NON PUBLIQUE - DOLLARS CANADIENS			**2 106 129 489**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE PUBLIQUE			
LV	10,756	28 janvier 2000	100 000 000
KH	9,375	17 octobre 2008	65 000 000
JY	8	6 février 2026	37 500 000
KN	7,5	4 février 2027	43 934 000
KT	6,95	3 février 2027	10 680 000
KQ	7,375	4 février 2027	27 340 000
HZ	9,4688	10 janvier 2035	47 404 213
OÉO	Divers	1er mars 2000	951 772 300
"	"	21 juin 2000	36 763 700
"	"	21 juin 2000 au 21 juin 2004	35 705 200
"	"	21 juin 2001 au 21 juin 2005	428 590 800
"	"	21 juin 2002 au 21 juin 2006	495 195 400
			2 279 885 613
	EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS		
EMTN020	6,25	22 juillet 1999	100 000 000
			100 000 000
TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DOLLARS CANADIENS			**4 486 015 102**
	EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS		
HT	Flottant	17 août 1999	2 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,3500 $			**2 700 000 000**
	EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS		
EMTN027	6	18 novembre 1999	60 000 000
EMTN028	5,15	18 novembre 1999	89 007 600
EMTN032	5,6	27 janvier 2000	70 000 000
EMTN031	Flottant	10 janvier 2002	50 000 000
			296 007 600
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,29014 $			**347 058 123**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (suite)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS	
EMTN026	5,72	18 novembre 1999	79 293 060
EMTN030	6	17 décembre 1999	54 991 300
			134 284 360
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,96942 $			**130 178 296**
		EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AUSTRALIENS	
KF	6	26 août 1999	296 271 500
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 1,07270 $			**317 808 410**
		EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS	
EMTN003	Flottant	27 mai 1999	10 000 000 000
EMTN010	4,24	20 septembre 1999	10 000 000 000
EMTN011	4,43	21 septembre 1999	10 000 000 000
EMTN013	4,5	29 novembre 1999	2 000 000 000
EMTN014	Flottant	25 janvier 2000	10 000 000 000
			42 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,01301 $			**546 381 949**
		EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS	
JH	Flottant	27 janvier 2000	500 000 000
HR	6,25	13 janvier 2004	60 850 000
			560 850 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
TAUX DE CHANGE 0,91865 $			**515 225 337**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE (fin)

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
		EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS	
HX	7,75	27 septembre 2004	100 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
	TAUX DE CHANGE 0,77542 $		**77 542 000**
REMBOURSEMENT DE LA DETTE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			**9 120 209 217**

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe donne un résumé des dépôts aux autres comptes dont le ministre des Finances de l'Ontario est dépositaire, ainsi que des paiements effectués à partir de ceux-ci. Toutes les sommes reçues sont comptabilisées au titre du passif de la province tandis que les paiements effectués sont portés en diminution du passif de la province. Lorsque les paiements sont supérieurs aux dépôts, le solde indiqué entre parenthèses. On trouvera dans les Annexes — Actif et passif (pages 3-8 à 3-11) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun des comptes, ainsi que des renseignements supplémentaires.

	2000 $	1999 $
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	324 629 917	259 805 887
Pensions et prestations supplémentaires		
Caisse de retraite des juges provinciaux	24 661 592	22 115 197
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	1 775 100	11 340 204
Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres	1 657 409	1 565 336
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF	12 054	(6 667)
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO	5 577	(39 814)
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO		226
	28 111 732	34 974 482
Autres éléments de passif :		
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales		
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 734	4 773
Caisse de fiducie R. B. Palmer	(5 394)	(5 516)
Programme d'assurance du revenu de marché	(111 164 803)	23 500 111
	(111 165 463)	23 499 368
Ministère du Procureur général		
Fonds d'aide aux victimes	6 799 585	8 674 894
Produits de la criminalité	174 697	190 981
	6 974 282	8 865 875
Ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs		
The Bill and Melinda Gates Foundation	5 109 742	
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(9 391)	(11 033)
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	363 758	335 726
Dédommagements	71 809	(4 000)
Dépôts de garantie - Commission des sports professionnels	11 700	11 023
Obligations de garantie - *Loi sur le courtage commercial et immobilier*	(3 836)	(14 577)
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*	(24 494)	(20 580)
Montants non réclamés	(51 375)	56 804
Dépôts — jeux et alcools	(456 993)	1 835 937
Obligations de garantie - *Loi sur les huissiers*		(459)
Obligations de garantie - *Loi sur la protection du consommateur*		(34 076)
	(89 431)	2 165 798

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (suite)

	2000 $	1999 $
Ministère de l'Éducation et de la Formation		
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	161 250	
Fonds en fiducie - Initiative du Central Eastern European Technology Institute	(5 050)	(124 332)
Prix John Charles Polanyi	(28 090)	(26 818)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	(28 953)	(238 299)
Legs et bourses	(47 708)	(6 890)
ACDI - Latvia - Projet de TTC	(59 316)	
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	(226 632)	112 077
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		157
Devry Canada Incorporation in Trust		(1 439 554)
	(234 499)	(1 723 659)
Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(9)	37
Ministère de l'Environnement		
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	159 138	815 153
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	64 480	198 206
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	19 657	44 940
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	19	(160)
	243 294	1 058 139
Ministère des Finances		
Dépôts de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail - Oshawa	558 771	10 062
Déductions salariales	281 564	(2 209 909)
Montants non - réclamés - Toronto	(326)	175
Réserve pour chèques en circulation	(1 791 613)	(1 655 423)
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	(2 562 269)	(3 209 464)
Fonds des producteurs de lait et de crème	(3 981 237)	176 955
Obligations d'épargne de l'Ontario - montants retenus à la source - FPO		83 451
Obligations d'épargne de l'Ontario - montants retenus à la source - LCBO		2 175
Divers	14 218 777	139 500 932
	6 723 667	132 698 954
Ministère de la Santé		
Réserve pour des chèques en circulation	598 031	(597 375)
Fonds de recherche Terry Fox	69 836	23 986
	667 867	(573 389)
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — Salaires non réclamés	(87 292)	(388 073)
Secrétariat du Conseil de gestion		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(3 666)	4 800
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens-fonds	(86 450)	(253 950)
Biens du ministère de l'Environnement		136 165
	(90 116)	(112 985)

DÉPÔT À LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ET AUTRE PASSIF (NET) (fin)

	2000 $	1999 $
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	85 878	90 532
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	46	1
	85 924	90 533
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		(55)
Ministère des Richesses naturelles		
Parcs de l'Ontario - *Loi sur les parcs provinciaux*	3 492 132	(149 202)
Fiducie pour opérations forestières	438 440	24 412
Centre d'information sur le patrimoine naturel	15 450	136 802
Loi sur les ressources en agrégats - Palier supérieur	(448)	(36 437)
Loi sur les ressources en agrégats - Municipalités locales	(4 727)	(281 723)
Loi sur les puits d'extractions et les carrières	(21 381)	(257 935)
Dépôts garantis - Autres	(61 263)	19 112
Dépôts garantis - Bois	(64 900)	(37 502)
Pêche, faune et flore	(3 295 532)	7 494 009
Fiducie pour régénération forestière	(11 133 415)	(21 440 854)
Fond de réhabilitation des puits d'extraction et des carrières		(6 975)
	(10 635 644)	(14 536 293)
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Fonds de réhabilitation des mines	2 216 467	683 748
Fonds de réhabilitation à long terme	25 000	
	2 241 467	683 748
Ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels		
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	236 542	171 452
Fonds non-réclamés	26 322	31 420
Fonds commémoratif Craig Campbell	(140)	37
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	(1 000)	2 750
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	(6 120)	123
Produits de la criminalité	(328 853)	(3 804)
Legs et bourses		(1 000)
	(73 249)	200 978
Ministère des Transports		
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(36 218)	
Total des autres éléments de passif	(100 375 069)	151 917 943
Caisse d'épargne de l'Ontario, pensions et autres éléments de passif	252 366 580	446 698 312

ANNEXE AUX OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

(antérieurement Ontario Hydro)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

La présente annexe récapitule tous les emprunts (remboursements) contractés par la province pendant l'exercice pour le compte de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

	2000 $	1999 $
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public	-	(137 714 769)
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public	5 352 751 250	1 500 000 000
Augmentation nette (diminution) des débentures et billets émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	5 352 751 250	1 362 285 231
Intérêt sur titre provenant:		
de titres émis au public	112 100 856	8 216 964
du Régime de pensions du Canada	315 058 092	315 058 092
	427 158 948	323 275 056
Recouvrements de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public	-	137 174 769
Produit d'emprunts provenant de titres émis au public	(5 352 751 250)	(1 500 000 000)
Avances nettes	(5 352 751 250)	(1 362 285 231)
Intérêts sur avances provenant :		
de titre émis au public	(112 100 856)	(8 216 964)
du Régime de pensions du Canada	(315 058 092)	(315 058 092)
	(427 158 948)	(323 275 056)

section 3

Annexes — Actif et passif

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

Au 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario *	9 647 497 250	4 247 746 000
Ontario Power Generation Inc.*	5 126 000 000	
Hydro One Inc. *	3 759 000 000	
Office ontarien de financement *	196 954 061	1 590 944 626
Société Bombardier Inc. - Prêts à recouvrer	49 000 000	49 000 000
Commission de transport Ontario Northland *	35 207 935	35 207 935
Municipalités à propos des conseils scolaires	34 587 208	1 078 072 027
Société de développement de l'Ontario *	33 672 443	58 199 325
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Société de développement de North Pickering	5 701 386	5 701 386
Société de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario		96 121
	18 912 920 283	7 090 267 420

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le Volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, la Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province a emprunté, au nom de la SFIEO, 2 747 746 $ du Régime de pensions du Canada et a émis des débentures sur le marché public d'une valeur de 6 852 751 250 $ CAN. Les montants obtenus grâce à ces emprunts ont été versés à la SFIEO en échange d'obligations selon les mêmes modalités. De plus, la province a consenti à la SFIEO un prêt au jour le jour de 47 000 000 $.

La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de la SFIEO (5 126 millions de dollars) et de Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

Au nom de la province, de ses sociétés de la Couronne et d'autres organismes publics, l'Office ontarien de financement coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; fournit des conseils sur le financement de projets; et assure des services financiers et de gestion de la trésorerie centralisés. L'Office s'occupe également du fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui offre au public des services de recueil des dépôts. En tant que mandataire de la province, l'Office fournit des fonds à divers organismes publics, le remboursement de ces fonds devant être effectué par de tierces parties. Ces fonds sont empruntés à la province.

On a enregistré le transfert d'un billet à ordre de 49 millions de dollars de la Société Bombardier Inc., détenu par la Société ontarienne de l'aérospatiale, au ministère dans le cadre du démantèlement de la Société.

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la

PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL - SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (fin)

province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 5 302 213 $ pour l'exercice 1999-2000 (8 812 200 $ en 1998-99). Après versement des subsides, le profit net enregistré par la Commission s'est chiffré à 1 980 000 $ pour l'année civile 1999 (en 1998, elle avait enregistré une perte de 20 340 000 $).

Les versements d'impôts aux conseils scolaires ont été faits par la province au nom des municipalités pour l'application des dispositions de 1998 et de 1999 de plafonnement des impôts sur les immeubles multirésidentiels et les biens d'entreprises. Les municipalités doivent rembourser ces prêts 30 jours après l'envoi des avis d'imposition.

La Société de développement de l'Ontario a consenti des prêts et pris des arrangements pour garantir, au nom de la province, des emprunts bancaires contractés par les entreprises admissibles. La province a avancé les fonds pour les programmes de prêts de la Société de développement de l'Ontario. La province assume en permanence les frais d'administration de la Société et les coûts engagés par cette dernière pour honorer les garanties accordées. Cela a représenté une somme de 5 856 553 $ en 2000 (10 547 113 $ en 1999). Des montants avancés à la Société, une somme de 1,6 million de dollars a été radiée en 2000 (0,3 million de dollars en 1999).

Au cours de l'exercice, un prêt non remboursé consenti à Palladium Finance Corporation III a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission d'une action privilégiée en détresse entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors de l'annulation progressive de l'accord de restructuration.

La province a avancé à la Société d'aménagement de North Pickering la somme de 5 701 386 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation.

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties par la province était fixé d'après le coût des emprunts qu'elle contractait à long terme. La province paie les frais d'administration de la Société et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative pour combler ses déficits de fonctionnement annuels.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

Au 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Ville de Toronto	200 000 000	100 000 000
Drainage au moyen de tuyaux	47 088 556	51 314 116
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	892 293	951 768
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	74 575	218 468
Programme opération logement de l'Ontario	23 333	182 401
Prêts pour fins éducatives		1 939 600
	248 078 757	154 606 353

Jusqu'à présent, la province a accordé un financement transitoire à la nouvelle ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursables au cours des cinq prochaines années.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

Les prêts et subventions consentis aux municipalités en vertu du Programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

En vertu du Programme opération logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélérer ainsi la construction de logements.

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires. Toutes les autres débentures sont venues à échéance au cours de l'exercice 1999-2000.

AUTRES PRÊTS

Au 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	125 000 000	
Collège Sheridan	12 000 000	6 000 000
Société foncière de l'Ontario	7 124 812	7 234 264
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	2 863 600	1 149 400
Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan - Obligations	1 168 832	3 924 531
St. Mary's River Bridge Company - Actions	1 370	1 370
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	752 130	858 487
Société d'hypothèques de l'Ontario, SCHL	697 269	1 228 483
Prêts pour le drainage agricole dans le nord de l'Ontario	109 681	120 932
Musée des beaux-arts de l'Ontario	100 000	3 000 000
Science Nord - Cinéma Imax	75 837	75 837
Cotisations syndicales à recevoir (SEFPO)	66 386	66 386
	149 959 917	23 659 690

Le 1er avril 1999, la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*. Il s'agit d'une des cinq sociétés formées à partir de l'ancienne société Ontario Hydro. Elle a pour but de veiller à l'équité, à la fiabilité et à la sécurité du nouveau marché de l'électricité.

Le prêt consenti au Collège Sheridan est pour la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Animation and Emerging Technologies (SCAET) qui doit ouvrir ses portes en septembre 2000. Cette installation a pour but de répondre aux nouveaux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt doit commencer en janvier 2001.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

Le programme de Prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la *Loi sur le Pont de Sault-Ste-Marie* est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ US, ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. En 1996, 1997, 1998 et 1999, des obligations d'une valeur de 1 945 000 $ US, de 2 525 000 $ US, de 575 000 $ US et de 2 000 850 $ US, respectivement, ont été rachetées réduisant ainsi la valeur nominale nette en circulation à 804 150 $ US au 31 mars 2000. La date d'échéance de ces obligations est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6 %, cumulés semestriellement, à la fin des mois de février et d'août, et payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Le solde accumulé des intérêts non payés au 31 mars 2000 est de zéro (31 mars 1999 — zéro). La valeur des obligations est déterminée selon le taux de change de fin d'année.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

AUTRES PRÊTS (fin)

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère des Affaires civiques, de la culture et des Loisirs a investi trois millions de dollars dans la présentation de l'exposition Courtauld, au Musée des beaux-arts de l'Ontario (MBAO). Le prêt de trois millions de dollars a été remboursé au moyen d'un paiement d'un million de dollars provenant du MBAO et d'une réduction de deux millions de dollars d'autres dépenses du ministère. Le MBAO a versé 900 000 dollars en 1999; il remboursera 50 000 dollars tant en l'an 2000 qu'en l'an 2001.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Les cotisations syndicales à recevoir servent au remboursement anticipé des cotisations syndicales au SEFPO en ce qui concerne le règlement négocié de 20 millions de dollars découlant du contrat social et portant sur des griefs non réglés. Ce compte est utilisé pour créditer les cotisations connexes qui sont déduites des paiements relatifs au règlement des griefs versés aux plaignants.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF

Au 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	2 840 006 445	2 515 376 528
Autres éléments de passif :		
Programme d'assurance du revenu de marché	237 337 512	348 502 315
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des juges provinciaux	255 900 997	231 239 405
Versements au Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres	35 068 309	33 410 900
Avantages sociaux supplémentaires	16 614 199	14 839 099
Prestations aux époux du même sexe	17 631	
Fonds d'aide aux victimes	47 558 636	40 759 051
Retenues salariales	44 119 594	43 838 031
Palladium Finance Corporation III	25 300 000	25 300 000
Chèques en circulation	19 283 525	20 477 108
Fonds en fiducie pour la régénération forestière	15 786 754	26 920 169
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	15 144 071	14 780 312
Société de logement de l'Ontario - Compte spécial à court terme	6 845 822	6 759 944
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	6 098 586	8 660 855
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	5 396 304	5 237 166
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 367 816	5 131 274
Chasse et pêche	5 328 261	8 623 793
The Bill and Melinda Gates Foundation	5 109 742	
Fonds de réhabilitation des sites miniers	4 289 919	2 073 452
Dépôts relatifs aux jeux et alcools	4 085 587	4 542 580
Loi sur les parcs provinciaux	3 965 158	473 026
Montants non réclamés - lois multiples	3 068 964	3 094 343
Produits de la criminalité	2 581 796	2 735 952
Fonds de recherche Terry Fox	1 889 909	1 820 072
Dépôts de garantie - Divers ministères	1 806 639	1 362 331
Fonds de fiducie pour les lieux d'élimination des déchets	1 705 158	1 640 678
Fonds de fiducie pour les puits de vidange	1 253 499	1 233 842
Fonds de bourses d'études John C. Polanyi	1 080 223	1 108 314
Fonds pour les producteurs de lait et de crème		3 981 237
Divers	492 730 111	478 452 810
	1 264 734 722	1 336 998 059

La Caisse d'épargne de l'Ontario compte vingt-trois succursales partout dans la province et cinq agences dans le Nord de l'Ontario. Elle recueille les dépôts du public, du gouvernement et d'autres organismes publics et dépose le produit ainsi obtenu dans le Trésor. Ces dépôts font partie du passif réel de la province. Le ministre des Finances paie des intérêts et rembourse les montants versés dans le Trésor en fonction des échéances des titres.

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent une contribution au titre des primes dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et le Compte des allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative font partie du Trésor de la Province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des suramendes fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n 'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

Au cours de l'exercice, un prêt non remboursé consenti à Palladium Finance Corporation III a fait l'objet d'une restructuration grâce à l'émission dans une situation de difficulté financière d'une action privilégiée entraînant le versement des sommes dues à la province. Ce dépôt a été établi à titre de fonds spécial pour respecter l'obligation de la province de racheter le prêt lors de l'annulation progressive de l'accord de restructuration.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances et le ministère de la Santé et qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2000.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds en fiducie pour la régénération forestière. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour la régénération forestière sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au registrateur au moment de la délivrance d'un certificat, en vertu de la *Loi sur l'assurance des sûretés immobilières*. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Société de logement de l'Ontario a confié au ministre des Finances de la province, les sommes prélevées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est administré en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de fournir une garantie financière au ministère de l'Environnement et de l'Énergie pour le financement de tout assainissement environnemental et de remise en état des lieux liés aux décrets et aux autorisations du ministère. La part en espèces de la contribution de garantie financière est remboursable et rapporte des intérêts tant qu'elle reste en dépôt auprès du ministre des Finances.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (suite)

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études aux conjoints et enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la chasse et de la pêche, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

Le compte spécial du Bill and Melinda Gates Foundation Library Program a été créé en 2000 grâce à un don provenant de la Bill and Melinda Gates Foundation; ce compte permet d'offrir des subventions à des bibliothèques publiques grâce auxquelles ces dernières peuvent se procurer des ordinateurs, avoir accès à Internet et acquérir de la formation technique. Les subventions fournies à même le compte sont administrées par le ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs.

Le Fonds de réhabilitation des sites miniers est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, ch. M.14.

Le 1er avril 1998, la Commission des jeux et la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ont été fusionnées pour former un nouvel organisme, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO). Le fonds d'administration générale de la Commission des jeux, éliminé le 31 mars 1998, contenait également dans le passé les sommes déposées selon le principe de la diligence raisonnable et celles affectées aux enquêtes prévues par l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*. Comme la nouvelle CAJO avait besoin d'un compte pour ces dépôts, le compte « Commission des jeux - Fonds d'administration générale » est devenu le compte « *Dépôts - Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* ». Par la suite, la désignation de ce compte a été encore modifiée pour devenir « Dépôts relatifs aux jeux et alcools » afin de tenir compte des dépôts reçus par la CAJO pour acquitter les frais de publication d'avis relatifs aux demande de permis de vente d'alcool, conformément à la *Loi sur les permis d'alcool*. Au 31 mars 2000, les dépôts liés aux jeux s'élevaient à 3 572 194,80 $ et ceux liés aux alcools à 513 391,91 $, soit un montant total pour ce compte de 4 085 586,71 $.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Lorsque les institutions financières sont incapables de trouver la personne à qui appartiennent les actions et dépôts non réclamés, les montants correspondants sont versés au ministre des Finances de l'Ontario à partir de comptes en fiducie tenus par des particuliers ou des sociétés, conformément aux lois provinciales, telles que la *Loi sur les caisses populaires et les crédits unions*, la *Loi sur le courtage commercial et immobilier* et la *Loi sur les agences de recouvrement*.

Le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent tous deux un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Le Fonds de recherche Terry Fox a été créé en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de 1 000 000 $ a été affectée à un compte en fiducie portant intérêt. Les retraits de fonds sont conformes aux dispositions d'un accord signé entre le ministre de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

DÉPÔTS ET AUTRE PASSIF (fin)

Les dépôts de garantie de contrat doivent être remis au ministre des Finances de l'Ontario aux fins des soumissions sur les contrats et de l'exécution d'une obligation envers le gouvernement de l'Ontario.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits de vidange sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement, sur les déchets éliminés dans les puits de vidange autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministère des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits de vidange à des étendues ou à des cours d'eau, qui les rendraient inutilisables.

Un fonds commémoratif de 1 000 000 $ a été établi afin de rendre hommage au Dr John Charles Polanyi, qui a été récipiendaire en 1986 du Prix Nobel en chimie. Des bourses sont accordées chaque année à partir du fonds à des étudiants de doctorat des universités ontariennes.

Le Fonds pour les producteurs de lait et de crème a été créé en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission de commercialisation des produits agricoles de l'Ontario gère le Fonds. Les intérêts sont portés au crédit du Fonds tous les trois mois. Le 16 juin 1999, le Règlement de l'Ontario 359/99 a été déposé, entraînant la dissolution du Fonds pour les producteurs de lait et de crème et le transfert de 8 156 $ à l'Ontario Goat Milk Producers' Association ainsi que le solde du Fonds à la Dairy Farmers of Ontario.

Le poste « Divers » comporte l'intérêt exigible sur les Obligations d'épargne de l'Ontario et sur les débentures provinciales, mais qui n'a pas à être versé au cours des 12 mois à venir. Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Dette contractée aux fins de la province :		
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	12 252 333 495	13 212 621 602
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	8 967 004 000	9 085 058 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	3 534 956 105	3 604 309 040
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	1 679 297 208	1 712 243 640
Société de logement de l'Ontario	1 157 212 297	1 157 212 297
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	621 624 772	665 474 339
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	221 605 305	227 129 246
Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie	86 025 228	88 875 661
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	6 399 310	9 279 500
Régime de retraite de Ryerson	7 637 730	8 132 613
	28 534 095 450	29 770 335 938
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	67 551 358 260	67 561 563 845
BONS DU TRÉSOR	3 281 186 000	1 158 786 000
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	395 636 205	271 475 625
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	5 029 351 400	4 927 565 800
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	**104 791 627 315**	**103 689 727 208**
Dette contractée aux fins d'investissement :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	
Hydro One Inc.	3 759 000 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), anciennement Ontario Hydro :

EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 747 746 000	2 747 746 000
	2 747 746 000	2 747 746 000
INVESTISSEMENTS DU PUBLIC	3 454 100 000	1 500 000 000
BONS DU TRÉSOR	2 661 000 000	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS	737 651 250	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO	**9 600 497 250**	**4 247 746 000**

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. *La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat* des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les créances auprès de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, de la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en des débentures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons ... pour de bon ». Étant donné que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds ainsi mis en disponibilité, en échange de débentures provinciales. La dette est éliminée à la suite de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations d'élimination des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 représente les obligations qui ont été assumées par le ministère des Finances à l'endroit de la SCHL lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et dont les dates d'échéance peuvent varier jusqu'à 364 jours, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas d'intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en mars 1995 et viennent à échéance le 1er mars 2000. Le taux d'intérêt de ces obligations peut changer en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 8 % la première année et de 7 % au cours des deuxième et troisième années. Le taux en vigueur du 1er septembre 1999 au 1er mars 2000 était de 5,0 %. La deuxième émission des Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable et à taux croissant, a eu lieu en juin 1996 et sera échue le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 4,5 % la première année, de 5,75 % la deuxième année, de 6,25 % la troisième année, de 7,25% la quatrième année et de 9,0 % la dernière année. La troisième émission d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à taux variable, à taux croissant et à taux fixe, a eu lieu en juin 1997. Les obligations à taux variable et à taux croissant arriveront à échéance le 21 juin 2004, et les obligations à taux fixe le 21 juin 2000. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux

SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

croissant peut être rétabli à tout moment, sous réserve d'un taux minimum de 3 % la première année, de 5,25 % la deuxième année, de 6 % la troisième année, de 6,5 % la quatrième année, de 7 % la cinquième année, de 7,5 % la sixième année et de 8 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année, jusqu'à la date d'échéance. La quatrième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1998. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2005, celles à taux croissant le 21 juin 2003 et celles à taux fixe le 21 juin 2001. Le taux d'intérêt des obligations à taux variable est rétabli tous les six mois. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,50 % la troisième année, 5,75 % la quatrième année et 6 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,25 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. La cinquième série d'OÉO, constituée d'obligations à taux variable, croissant et fixe, a été émise en juin 1999. Les obligations à taux variable arrivent à échéance le 21 juin 2006, celles à taux croissant le 21 juin 2004 et celles à taux fixe le 21 juin 2002. Le taux d'intérêt des obligations à taux croissant peut être rétabli en tout temps, sous réserve d'un taux minimum de 4,75 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,5 % la troisième année, 6 % la quatrième année et 6,25 % la dernière année. Le taux d'intérêt des obligations à taux fixe est de 5,5 % chaque année jusqu'à la date d'échéance. Toutes les émissions d'Obligations d'épargne de l'Ontario, à l'exception des obligations à taux fixe, sont remboursables deux fois par an, au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. La Ontario Power Generation Inc. (OPGI) et Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. La OPGI et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de la SFIEO (5 126 millions de dollars) et de Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), anciennement Ontario Hydro, la somme de 2 747 746 000 $ au Régime de pensions du Canada. Elle a également procédé à des émissions publiques de débentures d'une valeur de 6 852 751 250 $ CAN. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles s'appliquant aux titres détenus par la province, à l'exception d'un emprunt de 500 millions de dollars, venant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédé à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'emprunt sera pris en charge par la province jusqu'à la date d'échéance. De plus, la province a consenti un prêt au jour le jour d'un montant de 47 000 000 $.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en livres sterling, en francs suisses, en francs français, en deutsche marks, en dollars australiens, en dollars néo-zélandais, en couronnes norvégiennes, en florins néerlandais, en euros et en drachmes grecs.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

Au 31 mars 2000

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Dette contractée aux fins de la province						
(A) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À rembourser au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1981	CPP	12,50 à 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 à 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 à 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 à 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 à 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 à 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 à 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
2012	1992	CPP	9,81 à 10,04	987 249 000	987 249 000	
2013	1993	CPP	9,17 à 9,45	700 137 000	700 137 000	
2019	1999	CPP	5,81 à 5,84	45 270 000	45 270 000	
2020	2000	CPP	5,5 à 6,91	869 889 000	869 889 000	
					8 967 004 000	(5)
À rembourser à la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1981-1991	TI	11,05 à 11,10	717 238 319	717 238 319	
2002	1977-1991	TI	9,54 à 10,11	492 524 321	492 524 321	
2003	1978-1991	TI	9,82 à 10,53	655 570 855	655 570 855	
2004	1982-1984	TI	12,88 à 13,34	900 000 000	900 000 000	
2005	1984-1991	TI	12,60 à 13,27	821 000 000	821 000 000	
2006	1985-1991	TI	11,07 à 14,40	1 070 000 000	1 070 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
2007	1985-1991	TI	10,26 à 13,01	1 185 000 000	1 185 000 000	
2008	1983-1991	TI	10,15 à 15,38	1 945 000 000	1 945 000 000	
2009	1986-1991	TI	10,98 à 11,50	1 465 000 000	1 465 000 000	
2010	1986-1991	TI	10,22 à 11,24	1 236 000 000	1 236 000 000	
2011	1987	TI	10,11 à 10,32	560 000 000	560 000 000	
2012	1988-1991	TI	10,68 à 11,24	580 000 000	580 000 000	
2013	1989-1991	TI	11,06 à 11,31	625 000 000	625 000 000	
					12 252 333 495	(1)
À rembourser à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1996	MER	9,1	52 494 948	52 494 948	
2002	1996	MER	7,85	67 500 000	67 500 000	
2003	1996	MER	8,02 à 10,28	235 259 824	235 259 824	
2004	1996	MER	9,45	163 695 000	163 695 000	
2007	1996	MER	9,77	102 675 000	102 675 000	
					621 624 772	(1)(38)
À rembourser au Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1996	CAAT	9,1	5 105 052	5 105 052	
2002	1996	CAAT	7,85	7 500 000	7 500 000	
2003	1996	CAAT	8,02 à 10,28	30 540 176	30 540 176	
2004	1996	CAAT	9,45	24 255 000	24 255 000	
2007	1996	CAAT	9,77	18 625 000	18 625 000	
					86 025 228	(1)(38)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À rembourser au Régime de retraite de Ryerson :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1995	RRPF	13,4	586 257	586 257	
2002	1995	RRPF	16,95	732 095	732 095	
2003	1995	RRPF	14,65	926 036	926 036	
2004	1995	RRPF	12,78	1 081 061	1 081 061	
2005	1995	RRPF	13,33	1 229 597	1 229 597	
2006	1995	RRPF	11,16	1 464 199	1 464 199	
2007	1995	RRPF	9,64	1 618 485	1 618 485	
					7 637 730	(1)
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2000-2003	1971 à 1978	CMHC	5,375	688 415	128 633	
2000-2004	1974 à 1975	CMHC	5,125 à 7,875	1 296 489	337 633	
2000-2005	1971 à 1975	CMHC	5,125 à 8,625	2 754 646	910 719	
2000-2006	1973 à 1976	CMHC	5,125 à 10,375	2 200 837	1 005 637	
2000-2007	1974 à 1977	CMHC	5,375 à 10,375	6 049 712	3 111 119	
2000-2010	1970 à 1975	CMHC	5,375 à 6,875	4 312 601	2 088 375	
2000-2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 à 8,25	5 876 136	3 520 638	
2000-2012	1972	CMHC	6,875 à 8,25	7 281 174	4 493 427	
2000-2013	1973	CMHC	7,25 à 8,25	1 252 053	825 499	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 à 8,25	19 734 125	13 252 363	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	11 488 523	8 152 187	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	22 775 312	17 142 256	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	15 797 368	12 577 291	
2000-2018	1977 à 1978	CMHC	7,625 à 13,00	38 133 367	31 917 258	
2000-2019	1977 à 1980	CMHC	7,625 à 15,25	41 958 001	36 060 576	
2000-2020	1978 à 1980	CMHC	7,625 à 15,75	65 976 661	57 495 055	
2000-2021	1981	CMHC	9,50 à 15,75	30 946 135	27 507 047	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	1 177 064	1 079 592	
					221 605 305	(7)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en vertu de l'article 40 :						
2002	1982	CMHC	7,099	36 967 243	6 399 310	
					6 399 310	(7)
Total à payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement					228 004 615	(2)
À rembourser à la Caisse de retraite des fonctionnaires :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1997	OPB	10,04 à 11,61	75 635 207	37 817 604	
2002	1997	OPB	10,10 à 13,48	101 778 265	101 778 265	
2003	1997	OPB	9,81 à 17,11	128 554 996	128 554 996	
2004	1997	OPB	9,50 à 14,81	134 530 331	134 530 331	
2005	1997	OPB	9,82 à 12,89	160 431 479	160 431 479	
2006	1997	OPB	11,05 à 13,48	172 212 515	172 212 515	
2007	1997	OPB	11,16 à 13,47	188 766 466	188 766 466	
2008	1997	OPB	15,38 à 15,51	218 362 903	218 362 903	
2009	1997	OPB	12,79 à 12,89	264 512 886	264 512 886	
2010	1997	OPB	12,88 à 13,02	273 669 452	273 669 452	
2011	1997	OPB	13,33 à 13,48	282 994 558	282 994 558	
2012	1997	OPB	11,55 à 11,67	336 229 108	336 229 108	
2013	1997	OPB	10,38 à 10,40	374 479 804	374 479 804	
2014	1997	OPB	11,10 à 11,19	409 677 031	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19 à 11,31	450 938 707	450 938 707	
					3 534 956 105	(1)(23)(65)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À rembourser à la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2001	1997	OPPT	10,04 à 11,61	35 930 854	17 965 427	
2002	1997	OPPT	10,10 à 13,48	48 350 235	48 350 235	
2003	1997	OPPT	9,81 à 17,11	61 070 644	61 070 644	
2004	1997	OPPT	9,50 à 14,81	63 909 254	63 909 254	
2005	1997	OPPT	9,82 à 12,89	76 213 714	76 213 714	
2006	1997	OPPT	11,05 à 13,48	81 810 350	81 810 350	
2007	1997	OPPT	11,16 à 13,47	89 674 381	89 674 381	
2008	1997	OPPT	15,38 à 15,51	103 734 305	103 734 305	
2009	1997	OPPT	12,79 à 12,89	125 658 067	125 658 067	
2010	1997	OPPT	12,88 à 13,02	130 007 936	130 007 936	
2011	1997	OPPT	13,33 à 13,48	134 437 870	134 437 870	
2012	1997	OPPT	11,55 à 11,67	159 727 189	159 727 189	
2013	1997	OPPT	10,38 à 10,40	177 898 359	177 898 359	
2014	1997	OPPT	11,10 à 11,19	194 618 964	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19 à 11,31	214 220 513	214 220 513	
					1 679 297 208	(1)(23)(65)
À rembourser à la Société de logement de l'Ontario :						
Exercice se terminant le 31 mars						
2010	1994	OHC	8,264 à 9,215	422 388 939	422 388 939	
2011	1994 à 1995	OHC	8,242 à 9,898	694 880 091	694 880 091	
2012	1995	OHC	9,655	33 382 267	33 382 267	
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	6 561 000	
					1 157 212 297	(1)(99)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					**28 534 095 450**	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(A) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE PUBLIQUE						
10 janv. 2001	10 janv. 1991	GH	10,875	1 050 000 000	1 050 000 000	(1)
12 déc. 2001	12 août 1991	GS	10,50	600 000 000	600 000 000	(1)
22 avril 2003	29 déc. 1992	HG	8,75	750 000 000	750 000 000	(1)
13 juillet 2003	13 janv. 2000	NB	Flottant	100 000 000	100 000 000	(8)
16 sept. 2003	16 sept. 1998	MA	Flottant	100 000 000	100 000 000	(1)(73)
2 juin 2004	8 février 2000	MG	4,875	100 000 000	100 000 000	(1)
30 juin 2004	21 mai 1999	MM	5,40	100 000 000	100 000 000	(28)
14 juillet 2004	14 juillet 1999	MQ	6,15	60 000 000	60 000 000	(31)
15 sept. 2004	21 juin 1994	HU	9,00	1 450 000 000	1 450 000 000	(1)
2 déc. 2004	28 oct. 1999	MV	6,40	107 000 000	107 000 000	(34)
8 mars 2005	10 déc. 1999	MZ	6,25	500 000 000	500 000 000	(1)
13 mai 2005	13 mai 1999	ML	5,85	50 000 000	50 000 000	(44)
12 oct. 2005	12 oct. 1995	JR	8,95	65 000 000	65 000 000	(45)
1er déc. 2005	13 sept. 1995	JP	8,25	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
1er févr. 2006	1er févr. 1999	MJ	5,00	90 000 000	90 000 000	(1)
20 févr. 2006	20 févr. 1996	JZ	0,00-17,25	107 000 000	107 000 000	(1)(40)
24 juillet 2006	24 juillet 1996	KE	7,75	600 000 000	600 000 000	(1)(98)
12 janv. 2007	12 janv. 1995	JF	9,50	200 000 000	200 000 000	(1)(21)
27 juin 2007	27 juin 1997	LB	7,20	100 000 000	100 000 000	(68)
12 sept. 2007	12 sept. 1997	LE	6,125	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)(98)
10 déc. 2007	10 déc. 1997	LH	5,875	125 000 000	125 000 000	(1)(81)
3 juin 2008	28 mai 1999	MN	4,82	50 000 000	50 000 000	(46)
15 juillet 2008	6 févr. 1998	LM	5,50	75 000 000	75 000 000	(70)
4 sept. 2008	4 sept. 1998	LW	6,30	50 000 000	50 000 000	(86)
19 oct. 2008	19 août 1999	MS	4,868	50 000 000	50 000 000	(58)
1er déc. 2008	24 nov. 1998	LZ	5,70	1 500 000 000	1 500 000 000	(1)(96)
19 déc. 2008	28 juin 1999	MP	5,75-6,00	50 000 000	50 000 000	(60)
1er avril 2009	9 avril 1998	LR	6,15	205 000 000	205 000 000	(87)
27 juillet 2009	27 juillet 1999	MR	4,82	40 000 000	40 000 000	(25)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
4 sept. 2009	4 sept. 1997	LD	6,00-7,625	75 000 000	75 000 000	(71)
10 oct. 2009	10 oct. 1997	LG	5,875-7,00	50 000 000	50 000 000	(72)
13 nov. 2009	13 nov. 1998	MD	5,40-6,10	47 000 000	47 000 000	(88)
19 nov. 2009	16 nov. 1999	MU	6,20	500 000 000	500 000 000	(1)
2 mars 2010	2 mars 1998	LP	6,15	60 000 000	60 000 000	(82)
22 sept. 2011	22 sept. 1999	MT	6,10-7,125	40 000 000	40 000 000	(49)
4 sept. 2020	4 sept. 1998	LY	6,30	50 000 000	50 000 000	(89)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 850 000 000	1 850 000 000	(1)
8 sept. 2023	8 sept. 1993	HP	8,10	1 350 000 000	1 350 000 000	(1)
2 juin 2025	20 déc. 1994	JE	9,50	500 000 000	500 000 000	(1)
2 déc. 2025	5 oct. 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	50 000 000	12 500 000	(1)(93)
2 juin 2026	21 déc. 1995	JU	8,00	1 000 000 000	1 000 000 000	(1)
2 déc. 2026	2 déc. 1996	KL	4,35-7,04	162 000 000	26 000 000	(48)
2 déc. 2026	13 févr. 1997	KR	8,00	425 000 000	425 000 000	(1)
2 déc. 2026	20 janv. 1999	MH	7,00	124 584 000	124 584 000	(1)(90)
3 févr. 2027	3 août 1997	KN	7,50	300 000 000	81 011 000	(74)
3 févr. 2027	3 août 1997	KT	6,95	200 000 000	40 295 000	(75)
3 févr. 2027	7 avril 1997	KY	7,50	68 000 000	19 549 000	(1)
3 févr. 2027	4 déc. 1998	LA	7,50	50 000 000	50 000 000	(1)
4 févr. 2027	4 févr. 1998	KQ	7,375	125 000 000	990 000	(76)
2 juin 2027	17 oct. 1996	KJ	7,60	4 117 200 000	4 117 200 000	(1)(77)
25 août 2028	25 févr. 1998	LQ	6,25	645 243 000	645 243 000	(1)
8 mars 2029	8 janv. 1998	LK	6,50	4 000 000 000	4 000 000 000	(1)
13 janv. 2031	8 sept. 1995	JN	9,50	125 000 000	125 000 000	(1)
2 juin 2031	22 mars 2000	NF	6,20	500 000 000	500 000 000	(1)
3 nov. 2034	3 nov. 1994	HY	9,75	280 000 000	280 000 000	(1)
10 janv.1995 à						
10 janv. 2035	30 nov. 1994	HZ	9,4688	189 616 626	74 476 154	(1)(24)
"	"	JA	9,4688	24 766 559	24 766 559	(1)(24)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	8 482 324	(1)(24)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
"	"	JC	9,4688	4 764 354	4 764 354	(1)(24)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	3 171 134	(1)(24)
8 févr. 2035	8 févr. 1995	JJ	9,875	73 000 000	73 000 000	(19)
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	211 000 000	211 000 000	(1)
20 juin 2038	16 sept. 1996	KG	8,10	120 000 000	120 000 000	(1)
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	50 000 000	(1)
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	100 000 000	100 000 000	(91)
13 juillet 2039	2 févr. 1999	MK	5,65	250 000 000	250 000 000	(1)(37)
2 déc. 2039	25 févr. 2000	NE	5,70	100 000 000	100 000 000	(1)(94)
10 janv. 2045	25 may 1995	JL	8,39	35 531 176	35 531 176	(1)(41)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	150 000 000	(20)
					28 448 563 701	
BONS DU TRÉSOR					3 281 186 000	(84)
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO						
1er mars 2000	1er mars 1995	Annuel	Variable	789 297 500	52 717 700	(29)
1er mars 2000	1er mars 1995	Composé	Variable	817 902 500	67 144 800	(29)
21 juin 2000	21 juin 1997	Annuel	Fixe	281 498 800	287 365 200	(6)(30)(62)
21 juin 2000	21 juin 1997	Composé	Fixe	168 756 600	160 093 600	(30)(62)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Croissant	279 338 000	273 512 800	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Croissant	337 518 000	297 703 600	(62)(63)
21 juin 2001	21 juin 1996	Annuel	Variable	219 990 000	49 837 900	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1996	Composé	Variable	194 571 100	44 853 100	(62)(64)
21 juin 2001	21 juin 1998	Annuel	Fixe	101 725 500	103 999 800	(6)(30)(62)
21 juin 2001	21 juin 1998	Composé	Fixe	78 706 000	75 892 400	(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Annuel	Fixe	160 184 700	161 200 000	(6)(30)(62)
21 juin 2002	21 juin 1999	Composé	Fixe	148 829 300	147 566 200	(30)(62)
21 juin 2003	21 juin 1998	Annuel	Croissant	439 199 300	375 496 700	(62)(92)
21 juin 2003	21 juin 1998	Composé	Croissant	404 053 600	341 729 400	(62)(92)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Croissant	447 763 300	448 230 600	(6)(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Croissant	451 525 200	386 502 100	(62)(66)
21 juin 2004	21 juin 1997	Annuel	Variable	107 533 500	29 233 600	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1997	Composé	Variable	80 484 400	21 664 900	(62)(67)
21 juin 2004	21 juin 1999	Annuel	Croissant	350 043 000	282 754 300	(62)(97)
21 juin 2004	21 juin 1999	Composé	Croissant	386 322 100	313 666 200	(62)(97)
21 juin 2005	21 juin 1998	Annuel	Variable	495 453 600	243 186 400	(62)(81)
21 juin 2005	21 juin 1998	Composé	Variable	435 985 400	215 568 800	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Annuel	Variable	556 662 200	346 094 900	(62)(81)
21 juin 2006	21 juin 1999	Composé	Variable	447 350 800	303 336 400	(62)(81)
					5 029 351 400	(1)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					36 759 101 101	

(B) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS CANADIENS

11 mars 2003	11 mars 1993	HK	8,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
8 déc. 2003	20 juill. 1993	HM	7,75	1 250 000 000	1 250 000 000	
24 janv. 2005	24 janv. 2000	NC	Flottant	500 000 000	500 000 000	(50)
19 janv. 2006	19 janv. 1996	JV	7,50	1 250 000 000	1 250 000 000	(98)
7 févr. 2024	7 févr. 1994	HS	7,50	1 250 000 000	1 250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS					5 750 000 000	(1)

(C) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

5 avr. 2001	22 févr. 1996	JW	6,23	510 125 000	510 125 000	(42)
29 oct. 2001	29 oct. 1991	GX	9,75	750 000 000	750 000 000	
6 nov. 2001	6 nov. 1998	MC	5,00	100 000 000	100 000 000	
27 nov. 2003	27 nov. 1998	ME	5,00	250 000 000	250 000 000	
27 sept. 2005	27 sept. 1993	HQ	7,25	500 000 000	500 000 000	
1er déc. 2005	1er déc. 1999	EMTN045	6,50	250 000 000	250 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
27 janv. 2009	27 janv. 1999	EMTN042	5,00	250 000 000	250 000 000	
13 juill. 2034	13 juill. 1994	EMTN005	9,40	300 000 000	300 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					2 910 125 000	(1)
(D) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS						
18 févr. 2013	18 févr. 1993	HJ	9,24	250 000 000	250 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					250 000 000	
(E) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 oct. 2001	17 oct. 1991	GY	8,00	750 000 000	750 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					750 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,18125 $					885 937 495	(10)
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS					268 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,47625 $					395 636 205	(91)
(F) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS AMÉRICAINS						
28 juin 2000	28 juin 1993	HL	6,125	2 000 000 000	2 000 000 000	
4 juin 2002	4 juin 1992	HB	7,75	2 000 000 000	2 000 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 1993	HH	7,375	3 000 000 000	3 000 000 000	
22 juin 2004	22 juin 1994	HV	7,625	1 000 000 000	1 000 000 000	
4 août 2005	4 août 1995	JM	7,00	1 000 000 000	1 000 000 000	
21 févr. 2006	21 févr. 1996	KA	6,00	1 500 000 000	1 500 000 000	
1er oct. 2008	1er oct. 1998	MB	5,50	1 000 000 000	1 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS					11 500 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,31803 $					15 157 357 500	(43)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(G) EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS						
24 avril 2005	24 avril 1995	DMTN1	Flottant	100 000 000	100 000 000	
1er mai 2005	1er mai 1995	DMTN2	Flottant	100 000 000	100 000 000	
9 mai 2005	9 mai 1995	DMTN3	Flottant	100 000 000	100 000 000	
16 mai 2005	16 mai 1995	DMTN4	Flottant	100 000 000	100 000 000	
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					400 000 000	(35)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,36625 $					546 500 000	(9)
(H) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS						
7 nov. 2000	7 nov. 1995	EMTN018	5,75	200 000 000	200 000 000	
28 févr. 2001	28 févr. 1991	GL	8,50	600 000 000	600 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					800 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,20334 $					962 672 278	(11)
(I) EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS						
17 juill. 2001	17 juill. 1997	LC	3,25	285 714 000	285 714 000	(78)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN DOLLARS AMÉRICAINS					285 714 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,25980 $					359 942 263	(85)
(J) EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS						
28 janv. 2003	28 janv. 1993	YL001	5,50	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
24 mars 2003	22 mars 1993	YL002	4,80	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 août 2003	25 août 1993	YL003	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(4)
22 sept. 2003	22 sept. 1993	YL004	5,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
6 juill. 2004	6 juill. 1994	YL005	4,40	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
21 juill. 2004	21 juill. 1994	YL006	4,53	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
28 juill. 2004	27 juill. 1994	YL007	4,55	7 000 000 000	7 000 000 000	(22)
8 sept. 2004	7 sept. 1994	YL008	4,71	7 000 000 000	7 000 000 000	(1)
25 oct. 2004	25 oct. 1994	YL009	5,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
20 déc. 2004	20 déc. 1994	YL010	4,80	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)
31 août 2005	31 août 1995	YL011	3,10	25 000 000 000	25 000 000 000	(1)
16 mars 2007	18 mars 1997	KU	3,10	5 000 000 000	5 000 000 000	(1)(54)
16 mars 2007	18 mars 1997	KV	3,25	15 000 000 000	15 000 000 000	(1)(55)
18 juill. 2007	18 juill. 1997	YL012	2,615	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
31 août 2008	28 août 1998	YL013	2,06	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)(39)
12 nov. 2009	12 nov. 1999	YL014	2,00	10 000 000 000	10 000 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					161 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,01314 $					2 115 363 386	(14)

(K) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN YENS JAPONAIS

25 janv. 2010	13 janv. 2000	ND	1,875	25 000 000 000	25 000 000 000	(39)
TOTAL EXIGIBLE EN YENS JAPONAIS					25 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,01416 $					354 000 000	

(L) EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

5 juill. 2000	5 juill. 1996	EMTN019	2,05	5 000 000 000	5 000 000 000	
9 sept. 2000	19 sept. 1996	EMTN023	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
26 sept. 2000	26 sept. 1996	EMTN024	Flottant	5 000 000 000	5 000 000 000	(56)
20 juin 2001	11 juill. 1994	HW	4,40	100 000 000 000	100 000 000 000	
12 juill. 2001	12 juill. 1994	EMTN006	3,90	5 000 000 000	5 000 000 000	(32)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
10 nov. 2001	10 nov. 1994	EMTN012	4,75	3 000 000 000	3 000 000 000	
15 mars 2005	15 mars 1995	EMTN015	6,00	2 000 000 000	2 000 000 000	(33)
8 sept. 2005	23 mars 1998	EMTN037	6,21	10 000 000 000	10 000 000 000	
19 sept. 2005	4 sept. 1998	EMTN038	6,205	10 000 000 000	10 000 000 000	
29 août 2006	29 août 1996	EMTN021	4,28	10 000 000 000	10 000 000 000	(57)
26 mars 2007	3 avr. 1997	EMTN033	3,20	10 000 000 000	10 000 000 000	(47)
13 juin 2007	13 juin 1997	EMTN034	3,58	10 000 000 000	10 000 000 000	(79)
25 févr. 2008	25 févr. 1998	EMTN036	2,60	7 100 000 000	7 100 000 000	(80)
16 juillet 2009	16 juillet 1999	EMTN044	2,221	5 000 000 000	5 000 000 000	
19 nov. 2009	24 nov. 1999	EMTN046	2,00	10 000 000 000	10 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					197 100 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,01500 $					2 956 985 913	(15)
(M) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS						
15 oct. 2001	15 oct. 1996	EMTN025	5,00	125 000 000	125 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					125 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,09189 $					136 486 250	(18)
(N) EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS						
15 févr. 2001	15 févr. 1996	JX	5,00	500 000 000	500 000 000	
13 janv. 2004	13 janv. 1994	HR	6,25	1 500 000 000	1 439 150 000	(3)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DEUTSCHE MARKS					1 939 150 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,88494 $					1 716 029 302	(16)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(O) EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS						
17 févr. 2006	17 févr. 1999	EMTN043	3,50	27 000 000	27 000 000	(1)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN EUROS					27 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,6890 $					45 603 000	(27)
(P) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS						
29 juill. 2008	29 juill. 1996	KD	6,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
21 juill. 2009	21 juill. 1997	EMTN035	5,875	3 000 000 000	3 000 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS FRANÇAIS					6 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,28491 $					1 709 459 932	(53)
(Q) EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS						
19 juin 2001	19 juin 1998	EMTN040	Flottant	10 000 000 000	10 000 000 000	(36)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DRACHMES GRECS					10 000 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,004903 $					49 031 053	(59)
(R) EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS						
27 sept. 2004	27 sept. 1994	HX	7,75	500 000 000	400 000 000	(26)
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FLORINS NÉERLANDAIS					400 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,77542 $					310 168 000	(17)
(S) EXIGIBLE SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS						
3 déc. 2008	3 déc. 1998	MF	6,25	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					250 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,82770 $					206 925 000	(69)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
(T) EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES						
29 déc. 2004	13 sept. 1996	EMTN022	7,00	300 000 000	300 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES ...					300 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 0,21235 $					63 704 048	(61)
(U) EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING						
15 sept. 2000	15 sept. 1993	HN	6,875	255 000 000	255 000 000	
14 févr. 2001	14 févr. 1991	GK	11,125	100 000 000	100 000 000	
30 juill. 2002	30 juill. 1992	HD	9,375	200 000 000	200 000 000	
10 juin 2004	10 juin 1998	EMTN039	6,375	200 000 000	200 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					755 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 2,18238 $					1 647 700 000	(12)
(V) EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES						
29 juin 2001	29 mars 1996	KB	4,00	250 000 000	250 000 000	
27 janv. 2003	27 janv. 2000	HF	6,25	400 000 000	400 000 000	
7 juill. 2003	7 juill. 1998	EMTN041	2,50	250 000 000	250 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					900 000 000	(1)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,07645 $					968 804 139	(13)
TOTAL DE LA DETTE PUBLIQUE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					76 257 531 865	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					**104 791 627 315**	(83)
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT						
ONTARIO POWER GENERATION INC.					5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.					3 759 000 000	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT					**8 885 000 000**	(100)

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario						
(A) EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 à 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 à 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 à 9,72	302 278 000	302 278 000	
2009	1989	CPP	9,62 à 10,31	675 756 000	675 756 000	
2010	1990	CPP	9,61 à 10,31	650 712 000	650 712 000	
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					2 747 746 000	(5)
(A) EXIGIBLE EN CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE PUBLIQUE						
2 june 2004	9 déc. 1998	HC-MG	4,875	2 000 000 000	2 000 000 000	(52)
1er déc. 2008	22 janv. 1999	HC-LZ	5,70	500 000 000	500 000 000	
2 juin 2027	11 févr. 2000	HC-KJA	7,60	25 500 000	25 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	HC-LQ	6,25	78 600 000	78 600 000	
2 juin 2031	24 févr. 2000	HC-NF	6,20	500 000 000	500 000 000	(51)
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIEN					3 104 100 000	
(B) EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS						
27 nov. 2003	17 june 1999	HC-ME	5,00	350 000 000	350 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIEN					350 000 000	
BONS DU TRÉSOR					2 661 000 000	
(C) EXIGIBLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS						
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS					507 500 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS						
TAUX DE CHANGE : 1,4535 $					737 651 250	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO					**9 600 497 250***	

*** De plus, la province a accordé un prêt au jour le jour de 47 000 000 $ à la SFIEO.** **(Voir page 3-3)**

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

Références :

1. Non remboursables.
2. Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement prise en charge par le ministère des Finances à la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.
3. Le 13 octobre 1999, la province a acheté 60,85 millions de dollars d'obligations de série HR afin de les annuler.
4. L'intérêt est fixé au taux TIOL de six mois pour les yens.
5. Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leurs dates d'émission respectives. Ils ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance si le ministre des Finances du Canada en décide ainsi, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis et la quantité de titres de l'Ontario devant être rachetés à tout moment doit être proportionnelle à la quantité de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
6. La valeur au pair des obligations non remboursées dépasse la valeur au pair des obligations émises en raison des conversions des obligations à intérêts composés en obligations à intérêts annuels.
7. Selon les modalités de ces débentures, un montant égal doit être versé chaque année jusqu'à l'échéance, ce versement consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis.
8. L'intérêt est fixé au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois.
9. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,36625. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,64 %.
10. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,18125. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 9,66 %.
11. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,20334. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 11,13 %.
12. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 2,18238. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,53 %.
13. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,07645. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,75 % sur 437 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 532 millions de dollars.
14. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01314. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,14 % sur 1 787 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 328 millions de dollars.
15. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir la quasi-totalité de ces obligations en yens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,01500. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,14 % sur 2 709 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 248 millions de dollars.
16. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en marks en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,88494. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 7,52 % sur 1 246 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 470 millions de dollars.
17. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en florins en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,77542. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,42 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

18. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,09189. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
19. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 8 février 2007 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 15 juillet 2006 au 15 janvier 2007 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
20. Encaissables par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er mars 2010 au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 1er mars 1995 au 12 février 2010 inclusivement. Cette décision est irrévocable.
21. Échangeables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré du porteur, pour des obligations d'un montant en capital équivalent de série JG, à 9,50 %, arrivant à échéance le 12 janvier 2035.
22. Remboursables en totalité, et non en partie, le 27 juillet 2001, au pair.
23. Selon les modalités de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux pendant l'année qui précède la date d'échéance.
24. Selon les modalités de ces débentures, des montants inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 2,3 millions de dollars.
25. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 27 juillet 2001 et jusqu'au 27 juillet 2009, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,75 % la première et la deuxième années, de 5,90 % la troisième et la quatrième années, de 6,00 % la cinquième et la sixième années, de 6,15 % la septième et la huitième années, de 6,25 % la neuvième année, et de 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,125 %.
26. Le 27 septembre 1999, la province a acheté 100 millions de dollars d'obligations de série HX afin de les annuler.
27. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,6890. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
28. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts sera effectué le 30 juin 2000, en plus du coupon semestriel régulier. Le porteur a la possibilité de changer un montant nominal de référence de cette obligation pour le même montant d'obligations de l'Ontario, à 4,875 %, arrivant à échéance le 2 juin 2004, avec renonciation de rendement de deux points de base. Le porteur peut exercer ce droit entre le 4 juillet 2000 et le 28 juillet 2000. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
29. La série 1995 des Obligations d'épargne de l'Ontario est venue à échéance le 1er mars 2000. Le montant non remboursé au 31 mars 2000 représente les obligations dont on n'a pas encore demandé le remboursement.
30. Pour les séries 1997 et 1998 des Obligations d'épargne de l'Ontario, le taux d'intérêt a été établi à 5,25 % pour les trois années du terme. Pour la série 1999, le taux d'intérêt a été établi à 5,50 % pour le même terme.
31. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,085 %. La province a le droit de racheter les émissions après deux ans et demi (le 14 janvier 2002).
32. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 66 millions de dollars australiens au taux de 3,9 %.
33. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 27,2 millions de dollars australiens au taux de 6,0 %.
34. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré du porteur jusqu'au 10 novembre 2004. L'intérêt du coupon est versé à un taux de 6,40 % pour les cinq premières années. Si elles sont prorogées jusqu'au 2 décembre 2014, date de l'échéance finale, le coupon passe au taux de 6,80 %.
35. L'intérêt est payable au taux TIOL de six mois pour le dollar américain + 0,0475 %.
36. L'intérêt est payable au taux TIOL à Athènes de trois mois - 0,75 %.
37. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de la série MK ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 250 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

38. Les débentures originales payables à la CREMO ont été remplacées à compter du 31 décembre 1995 par des débentures payables à la CREMO et au Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie, d'un montant de 741,6 millions de dollars et de 90,9 millions de dollars respectivement. Les modalités s'appliquant aux nouvelles débentures restent les mêmes.
39. Rachetables le 31 août 2000 au pair.
40. Aucun intérêt n'est payable pendant les cinq premières années, à la suite de quoi il est payable mensuellement à raison d'un taux annuel de 17,25 %.
41. Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Le versement final est fixé au 10 janvier 2045. Le total du capital et des intérêts à payer sur toute la durée de la débenture est de 1 325 millions de dollars.
42. Selon les modalités de ces débentures, aucun paiement d'intérêt jusqu'à l'échéance. À ce moment, un seul paiement en bloc sera effectué, consistant en un paiement de capital et d'intérêts réunis, au montant de 700 millions de dollars.
43. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,31803. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 8,07 %.
44. Cette obligation peut être remboursée le 13 mai 2003, au gré de la province. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,05 %.
45. Remboursables en totalité, et non en partie, le 12 octobre 2000, au pair.
46. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 3 juin 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,85 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 5,75 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,07 %.
47. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %.
48. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts au montant de 6,5 millions de dollars sera effectué à l'échéance. L'intérêt est payable à 4,35 % pendant les sept premières années, puis à 7,04 % par la suite. Les débentures sont encaissables par anticipation en totalité, et non en partie, le 2 décembre 2003, au gré du porteur, à condition que l'avis d'encaissement soit donné au cours de la période allant du 31 octobre 2003 au 12 novembre 2003 inclusivement. Cette décision est irrévocable et elle signifie automatiquement un abandon du paiement d'intérêts unique à l'échéance.
49. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 22 septembre 2001 et jusqu'au 22 septembre 2011, date de l'échéance finale. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,10 % de la première à la quatrième année, de 6,15 % la cinquième et la sixième années, de 6,20 % la septième et la huitième années, de 6,30 % la neuvième année, de 6,40 % la dixième année, de 6,75 % la onzième année et de 7,125 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,11 %.
50. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,63 %.
51. Cette émission est rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à échéance.
52. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série MG ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 000 millions de dollars.
53. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs français en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,28491. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 6,17 % sur 1 509 millions de dollars et en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires sur 200 millions de dollars.
54. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %.
55. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %.
56. L'intérêt est payable au taux TIOL de trois mois pour le yen + 0,1 %.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

57. L'intérêt est payable en dollars australiens, basé sur un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %.
58. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 octobre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,84 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 6,29 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,08 %.
59. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en drachmes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,004903. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
60. La province a le droit de racheter les obligations après deux ans (le 19 décembre 2001). L'intérêt est payable au taux canadien flottant d'acceptations bancaires +0,82 % payable à chaque trimestre pendant les deux premières années, puis au taux de 6,29 % semestriellement si elles ne sont pas rachetées. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,07 % jusqu'à la date de rachat, puis en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires - 0,05 % pour les sept autres années.
61. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en couronnes norvégiennes en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,21235. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
62. Toutes les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables au gré du porteur le 21 juin ou le 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont remboursables uniquement à la date d'échéance. Toutes les Obligations d'épargne de l'Ontario actuelles sont remboursables au décès du propriétaire réel. Les obligations de série 1999 ou subséquentes peuvent aussi être remboursées pendant les 14 jours civils suivant immédiatement le 21 juin ou le 21 décembre. Le ministre des Finances peut réviser le taux d'intérêt de temps à autre avant l'échéance.
63. Le taux d'intérêt est fixé à 4,50 % la première année. L'intérêt minimum est payable au taux de 5,75 % la deuxième année, 6,25 % la troisième année, 7,25 % la quatrième année, et 9,00 % la dernière année.
64. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 4,75 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
65. En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (CR-SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, qui remplaçait l'entente de 1994. En vertu de cette entente, la nouvelle répartition des débentures a été achevée le 17 septembre 1997. Pour mener à bien cette répartition de l'actif, des débentures au montant de 3 745,8 millions de dollars ont été rachetées à la CRF et remplacées par des débentures au montant de 3 726,8 millions de dollars, tandis que 1 751,4 millions de dollars de débentures ont été rachetées à la CR-SEFPO, et remplacées par des débentures au montant de 1 770,4 millions de dollars.
66. Le taux d'intérêt est fixé à 3,00 % la première année. L'intérêt minimum est payable à 5,25 % la deuxième année, 6,00 % la troisième année, 6,50 % la quatrième année, 7,00 % la cinquième année, 7,50 % la sixième année et 8,00 % la dernière année.
67. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 3,25 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
68. Remboursables par la province en totalité, et non en partie, le 27 juin 2001, au pair.
69. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 0,82770. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux canadien flottant d'acceptations bancaires.
70. Le 8 janvier 2001, l'investisseur aura le droit d'acheter un montant équivalent d'obligations à 6,25 % arrivant à échéance le 15 juillet 2028, à un prix de 105,66 $.
71. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province les 4 septembre 2000, 2003 et 2006 jusqu'à leur date d'échéance finale du 4 septembre 2009. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 6,50 % de la première

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

à la troisième année, de 6,125 % de la quatrième à la sixième année, de 6,35 % de la septième à la neuvième année et de 7,625 % de la dixième à la douzième année.

72. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province à chaque date de coupon à compter du 10 octobre 1999 et jusqu'au 10 octobre 2009, à l'exception de la cinquième année. L'intérêt du coupon est versé semestriellement à un taux de 5,875 % la première et la deuxième années, de 6 % la troisième et la quatrième années, de 6,25 % la cinquième et la sixième années, de 6,375 % la septième et la huitième années, de 6,5 % la neuvième et la dixième années, et de 7 % la onzième et la douzième années.
73. L'intérêt est payable au taux canadien d'acceptations bancaires de trois mois - 0,05 %.
74. Le 5 octobre 1999, la province a acheté 43,934 millions de dollars d'obligations de série KN afin de les annuler.
75. Le 28 septembre 1999, la province a acheté 10,68 millions de dollars d'obligations de série KT afin de les annuler.
76. Le 5 octobre 1999, la province a acheté 27,34 millions de dollars d'obligations de série KQ afin de les annuler.
77. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série KJ ont été rouvertes deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 117 millions de dollars.
78. Le produit a été reçu en yens. Le remboursement du capital est libellé en dollars américains à un taux de change de 105 yens au dollar américain. L'intérêt est payable en yens, basé sur un montant nominal de référence de 30 000 millions de yens au taux de 3,25 %.
79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains, au taux de 3,58 % versé annuellement.
80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens. L'intérêt est payable en dollars américains, basé sur un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains, au taux de 2,6 % versé semestriellement.
81. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Ce dernier a été fixé à l'origine à 5,00 %, puis à partir du 21 décembre 1999, à 5,00 %.
82. L'échéance de ces obligations est prorogeable au gré de la province le 2 mars 2000, et tous les six mois par la suite, à l'exception du 2 septembre 2002 et du 2 mars 2003. La date d'échéance finale est le 2 mars 2010. L'intérêt s'accumule à raison de 6,15 % semestriellement et est versé à la date d'échéance.
83. La dette totale contractée aux fins de la province ne comprend pas la dette à long terme de la Régie des transports en commun de la région de Toronto (Réseau GO) au montant de 441 millions de dollars ni celle de la Société de logement de l'Ontario au montant de 2 293 millions de dollars.
84. Sont inclus dans les bons du Trésor les titres suivants : des bons de 203 millions de dollars que détient la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, de 60 millions de dollars que détient la Fondation Trillium et de 16 millions de dollars que détient la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, qui seront éliminés par la consolidation.
85. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens à un taux de change de 1,2598. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette en un taux fixe de 5,17 %.
86. Du 1er août 2001 au 28 août 2001, ces obligations sont échangeables contre des obligations à 6,30 % venant à échéance le 4 septembre 2020.
87. Obligation rachetable le 1er avril 2003 au gré de la province.
88. L'échéance de cette obligation est prorogeable tous les six mois à compter du 13 novembre 2001 jusqu'au 13 novembre 2009, sauf entre mai 2002 et mai 2003.
89. Rachetables entre le 1er août 2001 et le 28 août 2001 pour remboursement au pair le 4 septembre 2008.
90. Selon les modalités de ces débentures, un paiement ponctuel spécial d'intérêts au montant de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
91. Les effets de commerce américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 101 jours ou moins.
92. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 5,75 % la quatrième année, et de 6,00 % la dernière année.
93. Le 22 septembre 1999, la province a acheté 37,5 millions de dollars d'obligations de série JY afin de les annuler.
94. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série NE ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 100 millions de dollars.
95. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série LK ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 000 millions de dollars.
96. Au cours de l'exercice 1999-2000, les obligations de série LZ ont été rouvertes, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 500 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (fin)

97. Le taux d'intérêt a été fixé à 4,75 % pour la première année. L'intérêt minimum payable est de 5,00 % la deuxième année, de 5,50 % la troisième année, de 6,00 % la quatrième année, et de 6,25 % la dernière année.
98. Agricorp, un organisme de services gouvernementaux, détient des obligations de série LE, de série JV et de série KE d'une valeur respective de 15 millions de dollars, de 10 millions de dollars et de 6,2 millions de dollars. Selon la méthode de consolidation du CCSP, ces montants réduisent le solde non remboursé de chaque émission.
99. Les débentures émises à la Société de logement de l'Ontario ne sont pas négociables, transférables ni cessibles, mais peuvent être remboursées en totalité ou en partie au gré de la Société sur préavis écrit de six mois.
100. La dette contractée aux fins d'investissement comprend des effets à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province et ses deux filiales à cent pour cent : Ontario Power Generation Inc. et Hydro One (anciennement Ontario Hydro Services Corporation). Un tiers de la dette vient à échéance le 31 mars de chacune des années suivantes : 2039, 2040 et 2041. Le taux d'intérêt est de 5,85 % payable tous les mois.

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2000

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2000	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garantie de prêts des marchandises agricoles	1999	Variable	16 684 458	
Régime agriPLUS	1994	Variable	7 593 702	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins	1999	Variable	9 453 145	
Programme de garantie d'emprunts hypothécaires des investisseurs privés	1994	Variable	67 000	
Commission du marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	178 704	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			33 977 009	
MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES				
Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario	1999	Préférentiel - 0.6	3 100 000	(2)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES			3 100 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME				
Société ontarienne de l'aérospatiale	1995	S.O.	2 480 000	(3)
Programme « Jeunes entrepreneurs »	1997	Préférentiel + 2	1 201 817	(4)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME			3 681 817	
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario :				
Catégorie A	Variable	Préférentiel	884 424 136	
Catégorie B	Variable	Préférentiel+1	817 089 295	
Catégorie C	Variable	Préférentiel+1	866 041 959	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION			2 567 555 390	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2000	Références
		%	$	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION				
Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	143 148	(5)
TOTAL POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION			143 148	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société de logement de l'Ontario				
Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons...pour de bon » .	1989	Variable	166 127 703	(6)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			166 127 703	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	5,44	1 000 000	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			1 000 000	
SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel+1	5 671 504	
Programme d'encouragement au développement du tourisme	Variable	Préférentiel+1	7 710 783	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel+1	1 209 310	
Jeunes entrepreneurs	Variable	Préférentiel+1	247 690	
TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			14 839 287	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			2 790 424 354	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

AUTRES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2000	Références
		%	$	
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS				
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Société pour l'expansion des exportations ...	1993	S.O.	13 382 000	(7)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			13 382 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS AMÉRICAINS			13 382 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 2000 TAUX DE CHANGE : 1.4535 $			19 450 737	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DES FINANCES				
Refinancement du Réseau GO (TATOA)	1994	S.O.	441 085 166	(8)
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	S.O.	79 021 000	(9)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES			520 106 166	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			520 106 166	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			539 556 903	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**3 329 981 257**	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (fin)

Références :

1. La dette de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
2. Montant de la garantie accordée aux emprunts contractés par l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario auprès de la Banque Royale du Canada à concurrence de 3 100 000 $ jusqu'au 31 décembre 2006.
3. Garantie exigée seulement en cas de défaut de paiement par l'acquéreur de l'aéronef et si la vente de l'aéronef repris en possession ne couvre pas intégralement la dette liée au financement de la vente.
4. La province garantit 85 % des intérêts et du capital sur le solde du prêt impayé de 1 413 902 $.
5. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
6. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 million de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Le total des débentures du gouvernement provincial au 31 mars 2000 était de 1 157 million de dollars et a été déduit de la garantie.
7. La province a accordé une indemnité pour les obligations de la Société pour l'expansion des exportations relativement à une garantie de prêt de 60 millions de dollars américains dans le cadre d'un plan financier pour un projet de construction d'un métro à Ankara, Turquie, de la Société de développement du transport urbain. La réclamation ne sera exigible de l'Ontario qu'en cas de défaut du gouvernement turc.
8. Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour l'exercice 1993-1994 avec option de rachat en 2006. Le Réseau Go maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.
9. À l'origine, la dette a été contractée par la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la SOAM a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2000

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et de dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
3. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake N° 58.
4. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
5. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
6. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
7. Première Nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
8. Première Nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
9. Première Nation de Beaver House contre Sa majesté la Reine.
10. Apotex Inc. et ACIC Limited contre Burroughs Wellcome Inc. et le procureur général de l'Ontario et le ministère de la Santé.
11. Les Premières Nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
12. Falloncrest Financial Corporation et autres en ce qui concerne la cessation des activités des compagnies du groupe Fallon.
13. Canadian Agra Corporation et autres contre Ontario Hydro, la Société de l'énergie de l'Ontario, Sa majesté la Reine, le ministre de l'Énergie.
14. Première Nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
15. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
16. La Première Nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
17. Contrat d'indemnisation - la Société canadienne de la Croix-Rouge et la province de l'Ontario.
18. Jane Doe I - VI c. Sa Majesté la Reine - six actions en justice présentées par les victimes du violeur de Scarborough.
19. Recours collectif de Jay Cotter c. Sa Majesté la Reine et autres en ce qui concerne l'incendie de Plastimet le 9 juillet 1997, à Hamilton.
20. Nevada Depot Inc. c. Sa Majesté la Reine en ce qui concerne une erreur d'acheminement des demandes d'inscription en vertu de la *Loi sur la réglementation des jeux*.
21. Michael McCarthy et autres c. la Croix-Rouge et autres en ce qui concerne les personnes ayant contracté le virus de l'hépatite C, autres que celles couvertes par l'action entamée par Parsons.
22. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
23. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
24. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
25. Poursuites des promoteurs, fournisseurs de services et coopératives/sociétés sans but lucratif en ce qui concerne l'annulation des projets de logement social.
26. Les Chippewas de Sarnia.
27. Nash et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et Brian Cass concernant la perte sur placement dans Master's Management Limited.
28. Doris et al. contre Sa Majesté la Reine, représentée par le ministre de la Santé.
29. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
30. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
31. Northern Diamond Casino Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
32. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos permanents à des fins de bienfaisance.
33. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (suite)

34. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
35. Peter Fallon Sr. et al. c. Sa Majesté la Reine, Ontario concernant des demandes relativement à des poursuites abusives à l'égard de toutes les entités gouvernementales en cause.
36. Stephen Vassilev et al. c. la Police provinciale de l'Ontario, Sa Majesté la Reine, Ontario concernant l'extraction minière de l'uranium à Elliot Lake.
37. Powerhouse Technologies Inc. et Video Lottery Consultants Inc. c. la Société des loteries de l'Ontario, Christopher Hodgson et Sa Majesté la Reine.
38. Première Nation de Temagami et Teme-Augoma Anishnabai.
39. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning(Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première Nation de Scugog Island.
40. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant une poursuite criminelle abusive, décision rendue par le juge Borkovich en 1998.
41. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos permanents à des fins de bienfaisance.
42. Recours collectif de Jeevaratnam et al. et Somaskantharanjan et al. c. le procureur général de l'Ontario concernant les mesures législatives portant sur l'aide sociale en vertu desquelles les immigrants parrainés habitant avec la personne les parrainant n'ont pas droit à une allocation pour le logement.
43. Wynberg et les demandeurs en tant que tuteurs conjoints à l'instance ont intenté une poursuite contre la province en raison du non-financement de la thérapie fondée sur l'analyse comportementale appliquée pour les enfants autistiques.
44. Deocharran Seetarram c. Sa Majesté la Reine et al. concernant les dommages corporels et moraux qu'il a subis lorsque la Police provinciale de l'Ontario et le shérif l'ont évincé de sa résidence le 4 octobre 1999.
45. South Western Adjusters Inc. pour les dommages qui ont résulté d'un abus de confiance ou de la violation de l'obligation de représentant de la part du ministère de la Santé.
46. Simsta Art Creations, Simona Stanculescu c. le Bureau du curateur public.
47. Jameel Mohammed c. la Police provinciale de l'Ontario et al. concernant une arrestation illégale par trois agents de la Police provinciale de l'Ontario.
48. Jameel Mohammed c. le juge de paix Lavender et al. parce qu'il n'y avait pas eu l'indépendance judiciaire appropriée.
49. Vance Hamilton Egglestone c. Sa Majesté la Reine et Elliott Thompson Barker concernant la violation de l'obligation de représentant.
50. Faute présumée par Chavali à l'endroit de Sa Majesté la Reine, le procureur général et Charles Harnick, ainsi qu'à l'endroit d'autres intimés, dont des juges nommés par le gouvernement fédéral, des avocats, etc.
51. Arthur Miron et Sharon Miron c. Ontario Hydro et la Police provinciale de l'Ontario concernant un traitement non approprié de la part de la Police provinciale de l'Ontario et d'Ontario Hydro.
52. Recours collectif de Audrey Gayle Kaufman et Ronald Arthur Kaufman et al. contre la Commission des services publics de Brockton, la municipalité de Brockton et Sa Majesté la Reine.
53. Recours collectif de Terrence C. Halpin et al. contre la Commission des services publics de Walkerton, la ville de Walkerton, la Commission des services publics de Brockton, la municipalité de Brockton, le bureau de santé publique de Bruce-Grey Owen Sound et Sa Majesté la Reine.
54. Recours collectif de Alana Dalton et al. contre la Commission des services publics de Walkerton, la ville de Walkerton, la municipalité de Brockton, le bureau de santé publique de Bruce-Grey Owen Sound et Sa Majesté la Reine.
55. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale
56. Recours collectif de Deborah Lynn Groth pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
57. David John Wray pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
58. Dennis John Wray pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE (fin)

59. Première Nation Big Grassy et Premières Nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
60. Première Nation Wauzhushk Onigum et Première Nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières Nations de Washagamis Bay.
61. Premières Nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
62. Recours collectif de Brett, L Brenda et Wells, C. Thomas c. Sa Majesté la Reine concernant des dommages présumés découlant de la pollution du sol, de l'air et de l'eau.
63. La société de la municipalité de Brockton, le bureau de santé de Bruce-Grey Owen Sound, Stan Koebel et la Commission des services publics de Walkerton.
64. Brodie, Robert pour l'obtention de dommages-intérêts en raison des dommages corporels et des pertes subis à la suite de la contamination de l'eau de Walkerton.
65. Owen Mitchell c. Sa Majesté la Reine et la Banque Nationale c. Sa Majesté la Reine concernant des allégations que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario aurait fait preuve de négligence en approuvant les prospectus de YBM et fourni de l'information trompeuse.
66. Wise c. Ralko, McCormack, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario - action intentée à la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle la Police provinciale de l'Ontario a indiqué qu'elle avait un suspect, qui a alors été poursuivi par les médias.

section 4

États financiers des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercise

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	419 592 700	44 152	419 636 852
Affaires intergouvernementales	4 439 500	32 997	4 472 497
Affaires municipales et Logement	1 602 071 600	1 055 307	1 603 126 907
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	348 334 000	11 856 307	360 190 307
Bureau de l'Assemblée législative	103 620 300		103 620 300
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	25 877 400		25 877 400
Bureau du Conseil des ministres	20 791 300		20 791 300
Bureau du directeur général des élections	1 812 700	6 174 400	7 987 100
Bureau du lieutenant-gouverneur	676 500		676 500
Bureau du vérificateur provincial	7 733 100	155 000	7 888 100
Cabinet du Premier ministre	3 214 600	73 015	3 287 615
Consommation et Commerce	139 106 100	559 152	139 665 252
Développement économique, Commerce et Tourisme	184 164 600	4 886 962	189 051 562
Développement du Nord et Mines	329 556 600	44 152	329 600 752
Éducation et Formation	12 927 881 900	702 393 607	13 630 275 507
Énergie, Sciences et Technologie	185 640 500	44 152	185 684 652
Environnement	422 859 300	44 152	422 903 452
Finances	1 376 702 400	9 661 837 284	11 038 539 684
Office des affaires francophones	3 468 200		3 468 200
Ombudsman Ontario	7 782 800		7 782 800
Procureur général	915 816 000	46 152	915 862 152
Richesses naturelles	544 388 300	44 152	544 432 452
Santé	21 758 210 000	88 304	21 758 298 304
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	25 754 000	11 155	25 765 155
Secrétariat du Conseil de gestion	2 144 766 400	4 059 129	2 148 825 529
Services sociaux et communautaires	7 956 716 500	70 284	7 956 786 784
Solliciteur général et Services correctionnels	1 582 751 900	47 152	1 582 799 052
Transports	1 398 799 600	44 152	1 398 843 752
Travail	107 318 800	45 152	107 363 952
Total des ministères	54 549 847 600	10 393 656 271	64 943 503 871

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES

le 31 mars 2000

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
413 741 353	2 044 152	415 785 505	415 785 505		415 785 505
4 104 898	32 997	4 137 895	4 137 895		4 137 895
1 477 894 045	227 694	1 478 121 739	1 377 928 639	100 193 100	1 478 121 739
330 702 073	5 936 393	336 638 466	330 748 766	5 889 700	336 638 466
98 792 441		98 792 441	98 792 441		98 792 441
21 313 335		21 313 335	21 313 335		21 313 335
15 816 386		15 816 386	15 816 386		15 816 386
1 365 177	42 464 594	43 829 771	43 829 771		43 829 771
676 108		676 108	676 108		676 108
7 202 320	155 077	7 357 397	7 357 397		7 357 397
3 136 667	64 401	3 201 068	3 201 068		3 201 068
138 354 087	44 152	138 398 239	138 398 239		138 398 239
158 090 852	1 709 139	159 799 991	159 799 991		159 799 991
311 944 511	37 186	311 981 697	311 981 697		311 981 697
12 777 016 269	1 531 621 522	14 308 637 791	13 436 585 251	872 052 540	14 308 637 791
145 122 929	35 538	145 158 467	145 158 467		145 158 467
377 079 267	44 152	377 123 419	377 123 419		377 123 419
1 179 030 767	9 265 421 328	10 444 452 095	10 444 452 095		10 444 452 095
3 135 491		3 135 491	3 135 491		3 135 491
7 781 575		7 781 575	7 781 575		7 781 575
893 958 636	6 956 830	900 915 466	900 915 466		900 915 466
512 225 940	44 152	512 270 092	512 270 092		512 270 092
21 072 171 806	579 425	21 072 751 231	21 072 751 231		21 072 751 231
18 695 570	2 541	18 698 111	18 698 111		18 698 111
558 840 505	2 047 391	560 887 896	560 887 896		560 887 896
7 661 601 361	61 504	7 661 662 865	7 661 662 865		7 661 662 865
1 548 596 276	11 499 682	1 560 095 958	1 560 095 958		1 560 095 958
1 350 636 943	44 152	1 350 681 095	1 350 681 095		1 350 681 095
106 359 773	44 152	106 403 925	106 403 925		106 403 925
51 195 387 361	10 871 118 154	62 066 505 515	61 088 370 175	978 135 340	62 066 505 515

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercise

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	404 592 700	44 152	404 636 852
Affaires intergouvernementales	4 439 500	32 997	4 472 497
Affaires municipales et Logement	1 545 267 700	1 055 307	1 546 323 007
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	348 334 000	11 856 307	360 190 307
Bureau de l'Assemblée législative	103 620 300		103 620 300
Bureau de la ministre déléguée à la Condition féminine	25 877 400		25 877 400
Bureau du Conseil des ministres	20 791 300		20 791 300
Bureau du directeur général des élections	1 812 700	6 174 400	7 987 100
Bureau du lieutenant-gouverneur	676 500		676 500
Bureau du vérificateur provincial	7 733 100	155 000	7 888 100
Cabinet du Premier ministre	3 214 600	73 015	3 287 615
Consommation et Commerce	139 106 100	559 152	139 665 252
Développement économique, Commerce et Tourisme	184 164 600	4 886 962	189 051 562
Développement du Nord et Mines	70 462 700	44 152	70 506 852
Éducation et Formation	11 843 457 900	702 393 607	12 545 851 507
Énergie, Sciences et Technologie	146 040 500	44 152	146 084 652
Environnement	189 159 300	44 152	189 203 452
Finances	1 371 702 400	9 661 836 284	11 033 538 684
Office des affaires francophones	3 468 200		3 468 200
Ombudsman Ontario	7 782 800		7 782 800
Procureur général	857 930 100	46 152	857 976 252
Richesses naturelles	397 104 600	44 152	397 148 752
Santé	21 254 226 200	88 304	21 254 314 504
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	13 754 000	11 155	13 765 155
Secrétariat du Conseil de gestion	2 123 951 400	4 059 129	2 128 010 529
Services sociaux et communautaires	7 936 670 500	70 284	7 936 740 784
Solliciteur général et Services correctionnels	1 449 992 900	47 152	1 450 040 052
Transports	572 201 900	44 152	572 246 052
Travail	107 318 800	45 152	107 363 952
Total des ministères	51 134 854 700	10 393 655 271	61 528 509 971

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - FONCTIONNEMENT

le 31 mars 2000

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
401 107 203	2 044 152	403 151 355	403 151 355		403 151 355
4 104 898	32 997	4 137 895	4 137 895		4 137 895
1 446 314 119	227 694	1 446 541 813	1 346 348 713	100 193 100	1 446 541 813
330 702 073	5 936 393	336 638 466	330 748 766	5 889 700	336 638 466
98 792 441		98 792 441	98 792 441		98 792 441
21 313 335		21 313 335	21 313 335		21 313 335
15 816 386		15 816 386	15 816 386		15 816 386
1 365 177	42 464 594	43 829 771	43 829 771		43 829 771
676 108		676 108	676 108		676 108
7 202 320	155 077	7 357 397	7 357 397		7 357 397
3 136 667	64 401	3 201 068	3 201 068		3 201 068
138 354 087	44 152	138 398 239	138 398 239		138 398 239
158 090 852	1 709 139	159 799 991	159 799 991		159 799 991
65 905 106	37 186	65 942 292	65 942 292		65 942 292
11 696 039 866	1 531 621 522	13 227 661 388	12 355 608 848	872 052 540	13 227 661 388
126 459 185	35 538	126 494 723	126 494 723		126 494 723
179 627 611	44 152	179 671 763	179 671 763		179 671 763
1 179 030 767	9 265 421 328	10 444 452 095	10 444 452 095		10 444 452 095
3 135 491		3 135 491	3 135 491		3 135 491
7 781 575		7 781 575	7 781 575		7 781 575
844 829 233	6 956 830	851 786 063	851 786 063		851 786 063
385 607 288	44 152	385 651 440	385 651 440		385 651 440
20 746 415 106	579 425	20 746 994 531	20 746 994 531		20 746 994 531
12 921 219	2 541	12 923 760	12 923 760		12 923 760
545 347 205	2 047 391	547 394 596	547 394 596		547 394 596
7 641 555 512	61 504	7 641 617 016	7 641 617 016		7 641 617 016
1 424 434 658	11 499 682	1 435 934 340	1 435 934 340		1 435 934 340
543 550 482	44 152	543 594 634	543 594 634		543 594 634
106 359 773	44 152	106 403 925	106 403 925		106 403 925
48 135 975 743	10 871 118 154	59 007 093 897	58 028 958 557	978 135 340	59 007 093 897

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET

pour l'exercise

Ministère	Crédits		
	Votés	Législatifs	Total
	$	$	$
Affaires civiques, Culture et Loisirs	15 000 000		15 000 000
Affaires municipales et Logement	56 803 900		56 803 900
Développement du Nord et Mines	259 093 900		259 093 900
Éducation et Formation	1 084 424 000		1 084 424 000
Énergie, Sciences et Technologie	39 600 000		39 600 000
Environnement	233 700 000		233 700 000
Finances	5 000 000	1 000	5 001 000
Procureur général	57 885 900		57 885 900
Richesses naturelles	147 283 700		147 283 700
Santé	503 983 800		503 983 800
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	12 000 000		12 000 000
Secrétariat du Conseil de gestion	20 815 000		20 815 000
Services sociaux et communautaires	20 046 000		20 046 000
Solliciteur général et Services correctionnels	132 759 000		132 759 000
Transports	826 597 700		826 597 700
Total des ministères	3 414 992 900	1 000	3 414 993 900

*Prêts et dotations.

DES DÉPENSES RÉELLES - CAPITAL

le 31 mars 2000

Dépenses réelles			Dépenses réelles		
Votés	Législatifs	Total	Dépenses réelles	Autres comptes*	Total
$	$	$	$	$	$
12 634 150		12 634 150	12 634 150		12 634 150
31 579 926		31 579 926	31 579 926		31 579 926
246 039 405		246 039 405	246 039 405		246 039 405
1 080 976 403		1 080 976 403	1 080 976 403		1 080 976 403
18 663 744		18 663 744	18 663 744		18 663 744
197 451 656		197 451 656	197 451 656		197 451 656
49 129 403		49 129 403	49 129 403		49 129 403
126 618 652		126 618 652	126 618 652		126 618 652
325 756 700		325 756 700	325 756 700		325 756 700
5 774 351		5 774 351	5 774 351		5 774 351
13 493 300		13 493 300	13 493 300		13 493 300
20 045 849		20 045 849	20 045 849		20 045 849
124 161 618		124 161 618	124 161 618		124 161 618
807 086 461		807 086 461	807 086 461		807 086 461
3 059 411 618		3 059 411 618	3 059 411 618		3 059 411 618

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-12
- AFFAIRES CIVIQUES 4-14
- CULTURE 4-16
- SPORTS ET LOISIRS 4-18
- ARCHIVES PUBLIQUES 4-20
- SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000 4-22
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-12, 4-16
- SOMMAIRE 4-11

ÉTAT DES RECETTES 4-24

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-24

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-24

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
22 804 404	Administration du ministère	23 259 352	22 879 813
51 861 588	Affaires civiques	141 019 300	139 903 557
209 193 606	Culture	192 189 700	193 964 868
13 313 553	Sports et loisirs	18 747 400	18 730 444
7 166 296	Archives publiques	7 744 200	7 714 605
11 117 025	Services régionaux et Ontario 2000	21 676 900	19 958 068
315 456 472	**Total (Fonctionnement) du ministère**	404 636 852*	403 151 355
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
315 456 472	Total des dépenses	404 636 852	403 151 355
		CAPITAL	
3 237 549	Affaires civiques	4 000 000	1 634 150
	Culture	10 000 000	10 000 000
1 000 000	Sports et loisirs	1 000 000	1 000 000
4 237 549	**Total (Capital) du ministère**	15 000 000†	12 634 150
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 237 549	Total des dépenses	15 000 000	12 634 150

*Y Compris le Mandat Spécial de 351 500 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 4 100 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	18 508 500	4 706 700	23 215 200	Administration du ministère	22 835 661
	18 508 500	4 706 700	23 215 200		22 835 661
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	18 552 652*	4 706 700	23 259 352	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	22 879 813

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère a pour objet de fournir des services administratifs efficaces, y compris des services de planification des activités stratégiques et des ressources et des services consultatifs et de soutien aux cadres, tout en réalisant les objectifs du ministère et du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 900 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 633 631
Avantages sociaux		1 703 809
Transports et communications		1 235 263
Services		11 415 300
Fournitures et matériel		847 658
		22 835 661
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 392 106	
Avantages sociaux	299 036	
Transports et communications	112 959	
Services	137 942	
Fournitures et matériel	78 282	2 020 325
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 952 443	
Avantages sociaux	604 040	
Transports et communications	528 514	
Services	6 198 165	
Fournitures et matériel	235 760	9 518 922
Ressources humaines		
Traitements et salaires	602 110	
Avantages sociaux	75 032	
Transports et communications	12 173	
Services	205 257	
Fournitures et matériel	20 880	915 452
Services des communications		
Traitements et salaires	1 269 789	
Avantages sociaux	232 094	
Transports et communications	28 736	
Services	356 647	
Fournitures et matériel	26 319	1 913 585
Analyse et planification		
Traitements et salaires	629 808	
Avantages sociaux	209 200	
Transports et communications	14 903	
Services	366 339	
Fournitures et matériel	12 390	1 232 640
Services juridiques		
Transports et communications	10 933	
Services	910 454	
Fournitures et matériel	33 647	955 034
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 787 375	
Avantages sociaux	284 407	
Transports et communications	527 045	
Services	3 240 496	
Fournitures et matériel	440 380	6 279 703
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		22 879 813

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES**	
1	128 320 900	99 400	128 420 300	Affaires civiques	127 617 649
2	11 162 600	495 200	11 657 800	Commission ontarienne des droits de la personne	11 657 277
3	941 200		941 200	Commission d'enquête	628 631
	140 424 700*	594 600	141 019 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	139 903 557
CAPITAL					
4	4 000 000		4 000 000	Affaires civiques	1 634 150
	4 000 000†		4 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES AFFAIRES CIVIQUES	1 634 150

Description du programme:

Le programme des affaires civiques protège les droits de la personne. Il appuie et encourage l'égalité des chances, la responsabilité chez les citoyens, et les actions volontaires visant au bien-être économique et social des communautés de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 127 700 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 3 101 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES–CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 039 135
Avantages sociaux		1 315 968
Transports et communications		553 752
Services		4 438 060
Fournitures et matériel		468 770
Paiements de transfert		
Subventions d'établissement et d'intégration	5 729 672	
Subventions aux projets des communautés autochtones	1 401 538	
Fondation Trillium de l'Ontario	100 000 000	
Fondation Trillium de l'Ontario - Initiatives spéciales	3 500 000	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	2 276 459	
Projets de partenariat	612 953	
Initiatives de bénévolat	3 825 342	117 345 964
		130 161 649
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 544 000
		127 617 649
Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 979 312
Avantages sociaux		1 650 284
Transports et communications		647 611
Services		2 070 449
Fournitures et matériel		309 621
		11 657 277
Commission d'enquête (Poste 3)		
Traitements et salaires		445 687
Avantages sociaux		58 035
Transports et communications		50 191
Services		65 793
Fournitures et matériel		8 925
		628 631
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES		139 903 557

CAPITAL	
Affaires civiques (Poste 4)	
Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisations aux communautés autochtones	1 634 150
	1 634 150
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES	1 634 150

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
603 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
1	189 167 900	3 021 800	192 189 700	Culture	191 964 868
	189 167 900	3 021 800	192 189 700		191 964 868
L				Réglement de prêt, *Loi sur l'administration financière*	2 000 000
	189 167 900*	3 021 800	192 189 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CULTURE	193 964 868
CAPITAL					
2	10 000 000		10 000 000	Culture	10 000 000
	10 000 000		10 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA CULTURE	10 000 000

Description du programme:

Le programme de la culture encourage les arts et les industries culturelles. Il protège le patrimoine ontarien et veille au développement du système public de bibliothèques, de manière à maximiser la contribution de ces secteurs à la vitalité économique et sociale de la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 178 400 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE LA CULTURE–CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 994 399
Avantages sociaux		846 085
Transports et communications		195 580
Services		575 528
Fournitures et matériel		134 060
Paiements de transfert		
Soutien du secteur des arts	1 844 297	
Soutien du secteur du patrimoine	3 617 664	
Soutien du secteur des industries culturelles	806	
Soutien du secteur des bibliothèques	33 060 095	
Réparation et entretien pour les organismes	2 762 655	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	11 298 600	
Collection McMichael d'art canadien	2 771 000	
Conseil des arts de l'Ontario	25 189 300	
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	1 854 599	
Fondation du patrimoine ontarien	2 005 800	
Centre des sciences de l'Ontario	15 642 200	
Jardins botaniques royaux	1 617 800	
Musée royal de l'Ontario	18 708 100	
Science Nord	2 806 200	
TVOntario	47 540 100	
Fonds de dotation pour les arts	12 500 000	
Fonds fiduciaire pour les manifestations culturelles	3 000 000	186 219 216
		191 964 868
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Réglement de prêt, *Loi sur l'administration financière*		2 000 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		193 964 868
CAPITAL		
Culture (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Heritage Challenge Fund		10 000 000
		10 000 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE		10 000 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
604					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS**	
1	18 134 600	612 800	18 747 400	Sports et loisirs	18 730 444
	18 134 600*	612 800	18 747 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SPORTS ET LOISIRS	18 730 444
CAPITAL					
2	1 000 000		1 000 000	Sports et loisirs	1 000 000
	1 000 000†		1 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SPORTS ET LOISIRS	1 000 000

Description du programme:

Le programme des sports et des loisirs encourage la participation aux activités sportives, récréatives et physiques, pour la santé et le bien-être économique et social des Ontariennes et des Ontariens et des communautés auxquelles ceux-ci appartiennent.

*Y Compris le Mandat Spécial de 9 600 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 999 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS–CRÉDIT 604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sports et loisirs (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 939 527
Avantages sociaux		486 033
Transports et communications		144 454
Services		495 369
Fournitures et matériel		70 776
Paiements de transfert		
Soutien aux loisirs communautaires	6 146 105	
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales	9 448 180	15 594 285
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS		18 730 444
CAPITAL		
Sports et loisirs (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Jeux du Canada		1 000 000
		1 000 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET LOISIRS		1 000 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES**	
1	6 824 800	919 400	7 744 200	Archives publiques	7 714 605
	6 824 800*	919 400	7 744 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ARCHIVES PUBLIQUES	7 714 605

Description du programme:

Le programme des Archives publiques identifie et préserve les dossiers permanents officiels du gouvernement ontarien, et il fournit accès à ces dossiers. Il encourage la sensibilisation du public ainsi que l'utilisation du patrimoine documentaire de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 900 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES–CRÉDIT 605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Archives publiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 552 195
Avantages sociaux	773 812
Transports et communications	38 953
Services	3 118 317
Fournitures et matériel	185 628
Paiements de transfert	
Subventions des soutiens aux Archives	45 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES	7 714 605

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000**	
1	7 391 900	224 800	7 616 700	Services régionaux	7 334 235
2	14 060 200		14 060 200	Ontario 2000	12 623 833
	21 452 100*	224 800	21 676 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000	19 958 068

Description du programme:

Les services régionaux fournissent un point de contact au niveau local pour la prestation des programmes et des services du ministère aux communautés de toute la province.

Ontario 2000 effectue des recherches et élabore des propositions de projets et de partenariats appropriés pour des activités marquant le début du nouveau millénaire dans la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 16 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000--CRÉDIT 606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services régionaux (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 718 377
Avantages sociaux		966 219
Transports et communications		527 129
Services		808 694
Fournitures et matériel		313 816
		7 334 235
Ontario 2000 (Poste 2)		
Traitements et salaires		635 072
Avantages sociaux		147 496
Transports et communications		162 217
Services		3 325 582
Fournitures et matériel		2 365 054
Paiements de transfert		
Les initiatives de l'Ontario 2000		5 988 412
		12 623 833
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX ET ONTARIO 2000		19 958 068

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES, DE LA CULTURE ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres remboursements	541 745	2 027 293
VENTES ET LOCATIONS		
Archives	106 973	106 538
Autres		402
	106 973	106 940
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	688 685	561 071
Recouvrements du Conseil de l'artisanat de l'Ontario	24 000	24 000
	712 685	585 071
DIVERS		
Divers	1 951	1 446
Appuie financier de: The Bill & Melinda Gates Foundation	3 289 950	
Pénalités - intérêt		152 648
	3 291 901	154 094
TOTAL DES RECETTES	4 653 304	2 873 398

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Musée des beaux-arts de l'Ontario - exposition Courtauld	* 2 900 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	2 900 000	

* Y compris 2 000 000$ pour le réglement de prêt, *Loi sur l'adimistration financière.*

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
The Bill & Melinda Gates Foundation	5 109 742	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	5 109 742	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-28

RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES 4-30

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-28

SOMMAIRE 4-27

ÉTAT DES RECETTES 4-32

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
1 719 096	Administration du ministère	1 656 597	1 619 239
2 775 551	Relations fédérales et interprovinciales	2 815 900	2 518 656
4 494 647	**Total (Fonctionnement) du ministère**	4 472 497*	4 137 895
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 494 647	Total des dépenses	4 472 497	4 137 895

*Y Compris le Mandat Spécial de 3 100 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 623 600		1 623 600	Administration du ministère	1 586 242
	1 623 600		1 623 600		1 586 242
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
	1 656 597*		1 656 597	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	1 619 239

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités mises en oeuvre par les bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation stratégique et des conseils pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième est responsable des services administratifs à l'appui des activités de base du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 100 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		578 907
Avantages sociaux		119 086
Transports et communications		88 579
Services		714 918
Fournitures et matériel		84 752
		1 586 242
Bureau principal		
Traitements et salaires	512 858	
Avantages sociaux	106 949	
Transports et communications	50 502	
Services	53 898	
Fournitures et matériel	56 268	780 475
Coordination administrative et services informatiques		
Traitements et salaires	66 049	
Avantages sociaux	12 137	
Transports et communications	38 077	
Services	661 020	
Fournitures et matériel	28 484	805 767
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		1 619 239

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1502 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES**	
1	2 815 900		2 815 900	Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales - provinciales	2 518 656
	2 815 900*		2 815 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES	2 518 656

Description du programme:

Le programme reflète les activités de base du ministère relatives à l'élaboration de politiques d'orientation portant sur les principales questions fédérales-provinciales et intergouvernementales importantes pour l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES--CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales provinciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 493 355
Avantages sociaux		344 008
Transports et communications		187 053
Services		301 123
Fournitures et matériel		78 515
Paiements de transfert		
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	90 602	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	114 602
		2 518 656
Relations fédérales-provinciales		
Traitements et salaires	1 391 827	
Avantages sociaux	323 227	
Transports et communications	168 970	
Services	239 892	
Fournitures et matériel	70 672	
Paiements de transfert		
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	90 602	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	2 309 190
Bureau de Québec		
Traitements et salaires	101 528	
Avantages sociaux	20 781	
Transports et communications	18 083	
Services	61 231	
Fournitures et matériel	7 843	209 466
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS FÉDÉRALES ET INTERPROVINCIALES		2 518 656

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		500
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	25	
VENTES ET LOCATIONS		10
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 194	50 668
DIVERS		
Divers	10	
TOTAL DES RECETTES	5 229	51 178

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-36
- ADMINISTRATION LOCALE 4-38
- AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 4-40
- LOGEMENTS SOCIAUX 4-42
- MARCHÉ DU LOGEMENT 4-44
- ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION 4-46
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-36, 4-38
- SOMMAIRE 4-35

ÉTAT DES RECETTES 4-48

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-49

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-49

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
35 045 911	Administration du ministère	29 080 707	26 737 471
363 760 683	Administration locale	278 746 500	251 111 237
15 549 115	Aménagement du territoire	15 897 300	14 041 518
923 645 251	Logements sociaux	1 191 466 400	1 124 916 135
22 303 345	Marché du logement	27 160 000	26 176 932
4 118 033	Élaboration de règlements de construction	3 972 100	3 558 520
1 364 422 338	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 546 323 007*	1 446 541 813
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 263 256 297	Total des dépenses	1 445 323 007	1 346 348 713
101 166 041	Total des prêts et dotations en capital	101 000 000	100 193 100
1 364 422 338		1 546 323 007	1 446 541 813
		CAPITAL	
122 863 760	Administration locale	56 803 900	31 579 926
39 200 000	Logements sociaux		
162 063 760	**Total (Capital) du ministère**	56 803 900†	31 579 926
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
162 063 760	Total des dépenses	56 803 900	31 579 926

*Y Compris le Mandat Spécial de 809 832 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	29 025 400		29 025 400	Administration du ministère	26 702 877
	29 025 400		29 025 400		26 702 877
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	21 270
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 324
	29 080 707*		29 080 707	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	26 737 471

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent: à assurer un leadership et une orientation ainsi que des services de coordination et de gestion pour l'ensemble des programmes et activités du ministère; à fournir des conseils stratégiques efficaces, des services de planification des activités et des ressources et le soutien nécessaire au ministère pour la gestion de la prestation des services; à établir des mécanismes de contrôle, les normes de gestion et de présentation des rapports et des méthodes d'évaluation des résultats; enfin, à surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Ce programme assure également des services de gestion et de soutien technique aux organismes, conseils et commissions du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 19 351 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 155 946
Avantages sociaux		2 817 988
Transports et communications		999 284
Services		15 246 176
Fournitures et matériel		696 908
		31 916 302
Moins : recouvrements d'autres activités		5 213 425
		26 702 877
Bureau principal		
Traitements et salaires	991 018	
Avantages sociaux	195 169	
Transports et communications	111 220	
Services	156 821	
Fournitures et matériel	26 996	1 477 224
Services de communication		
Traitements et salaires	1 945 331	
Avantages sociaux	430 546	
Transports et communications	47 324	
Services	778 854	
Fournitures et matériel	51 836	
	3 253 891	
Moins : recouvrements d'autres activités	322 300	2 931 591
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	4 331 155	
Avantages sociaux	1 066 983	
Transports et communications	247 859	
Services	5 172 491	
Fournitures et matériel	118 465	
	10 936 953	
Moins : recouvrements d'autres activités	1 188 600	9 748 353
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 742 442	
Avantages sociaux	516 520	
Transports et communications	108 612	
Services	759 384	
Fournitures et matériel	49 186	
	3 176 144	
Moins : recouvrements d'autres activités	1 103 800	2 072 344
Services juridiques		
Traitements et salaires	56 537	
Avantages sociaux	4 502	
Transports et communications	32 566	
Services	3 913 482	
Fournitures et matériel	51 816	
	4 058 903	
Moins : recouvrements d'autres activités	1 333 500	2 725 403
Services de vérification		
Traitements et salaires	6 823	
Avantages sociaux	3 838	
Transports et communications	34 718	
Services	1 619 040	
Fournitures et matériel	39 922	
	1 704 341	
Moins : recouvrements d'autres activités	441 300	1 263 041
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 082 640	
Avantages sociaux	604 430	
Transports et communications	416 985	
Services	2 846 104	
Fournitures et matériel	358 687	
	7 308 846	
Moins : recouvrements d'autres activités	823 925	6 484 921
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil *exécutif*		21 270
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 324
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		26 737 471

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE**	
1	7 169 900	4 328 000	11 497 900	Administration du programme	10 889 227
2	136 697 700	93 919 900	230 617 600	Services d'administration locale	212 697 042
3	35 631 000		35 631 000	Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario	27 331 868
	179 498 600	98 247 900	277 746 500		250 918 137
L	1 000 000		1 000 000	Prêts - *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*	193 100
	180 498 600*	98 247 900	278 746 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	251 111 237
CAPITAL					
4	56 803 900		56 803 900	Services d'administration locale	31 579 926
	56 803 900†		56 803 900	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION LOCALE	31 579 926

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir un leadership provincial à l'occasion de la définition d'un cadre de gouvernement, de finances et de gestion pour les administrations locales.

Les rôles clés de ce programme sont: l'élaboration de politiques de lois et de règlements visant à rendre les administrations locales plus efficientes et responsables; la promotion de la viabilité financière des municipalités; le soutien des administrations municipales dans leurs efforts de restructuration (en vue de réduire l'administration et de fournir des services plus efficaces) et leurs activités financières et administratives; l'administration des paiements de transfer et des recouvrements des municipalités, organismes et proprietaires fonciers privés; la collecte et la gestion des données financieres et administratives municipales pour l'usage du ministère et d'autres clients; enfin, le maintien et la surveillance de l'application des exigences réglementaires.

*Y Compris le Mandat Spécial de 177 499 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE–CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 408 134
Avantages sociaux		803 186
Transports et communications		235 358
Services		6 299 149
Fournitures et matériel		143 400
		10 889 227
Services d'administration locale (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 160 939
Avantages sociaux		1 254 388
Transports et communications		458 416
Services		2 280 838
Fournitures et matériel		150 064
Paiements de transfert		
Aide aux municipalités - *Loi de 1998 sur le traitement équitable des contribuables des impôts fonciers*	83 817 318	
L'équité salariale dans les municipalités	2 148 406	
Aide aux sinistrés	39 012	
Paiement en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôts aux municipalités*	58 286 038	
Impôts sur les propriétés provinciales louées, en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*	7 828 255	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 000	
Fonds de restructuration des municipalités	11 199 377	
Paiements pour les initiatives d'analyse comparative des administrations locales	250 000	
Fonds d'aide en cas de situation financière difficile	3 813 780	
Aide spéciale aux municipalités	1 164 615	
Fonds d'aide à la transition pour les municipaltiés du nord	1 373 028	171 065 829
Prêts et dotations en capital		
Prêts à la ville de Toronto		100 000 000
		280 370 474
Moins: recouvrements d'autres ministères et activitiés		67 673 432
		212 697 042
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		
Traitements et salaires		519 388
Avantages sociaux		67 068
Transports et communications		66 246
Services		591 375
Fournitures et matériel		16 020
Paiements de transfert		
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario		26 071 771
		27 331 868
Crédits législatifs		
Prêts et dotations en capital		
Prêts - *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains*		193 100
		193 100
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE		251 111 237
CAPITAL		
Services d'administration locale (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Travaux d'infrastructure Canada - Ontario	16 895 594	
Travaux d'infrastructure Canada - Ontario - 2	14 684 332	31 579 926
		31 579 926
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'AMINISTRATION LOCALE		31 579 926

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
1	455 100	385 900	841 000	Administration du programme	448 123
2	6 540 400		6 540 400	Services provinciaux pour l'aménagement et environnement	5 998 184
3	8 515 900		8 515 900	Organismes municipaux	7 595 211
	15 511 400*	385 900	15 897 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ..	14 041 518

Description du programme:

Les objectifs de ce programme consistent à élaborer et à administrer le cadre stratégique et législatif nécessaire à l'aménagement du territoire ainsi qu'à définir et à protéger les intérêts provinciaux.

Les rôles clés de ce programme sont l' élaboration des politiques qui permettront d'avoir un système d'aménagement du territoire efficient, responsable et efficace en Ontario; la protection et la réalisation des intérêts provinciaux en matière d'aménagement; l'optimisation des processus municipaux de prises de décisions; la prestation des services de révision des plans, de commentaires, d'examen et d'appel à guichet unique, qui permettent au ministère d'assurer l'accès par un point unique à l'examen provincial des plans; la coordination de l'examen municipal des plans, qui permettra aux municipalités choisies de fournir un service à guichet unique parallèle; l'exemption et la délégation des approbations du ministre aux termes de la *Loi sur l'aménagement du territoire*; la formation, la sensibilisation et la commercialisation liées aux services provinciaux d'aménagement du territoire; la gestion des données et des systèmes d'information liés aux bien-fonds; l'établissement d'un cadre de surveillance des résultats en matière d'aménagement du territoire pour la province et les municipalités; l'élaboration et la mise en oeuvre des plans provinciaux conformément à la *Loi sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*.

Ce programme comprend la Commission des affaires municipales de l'Ontario, un tribunal administratif indépendant qui entend les demandes et les appels concernant les questions d'aménagement du territoire municipal.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 895 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE–CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	293 150
Avantages sociaux	47 485
Transports et communications	9 061
Services	95 129
Fournitures et matériel	3 298
	448 123
Services provinciaux pour l'aménagement et environnement (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 405 499
Avantages sociaux	993 213
Transports et communications	199 871
Services	1 319 073
Fournitures et matériel	80 528
	5 998 184
Organismes municipaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 472 636
Avantages sociaux	875 209
Transports et communications	702 660
Services	1 422 875
Fournitures et matériel	121 831
	7 595 211
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	14 041 518

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL	
1	6 409 600	2 556 300	8 965 900	Administration du programme	8 145 771
2	12 097 900		12 097 900	Activités régionales	10 265 741
3	785 412 400		785 412 400	Logements à but non lucratif	751 980 366
4	384 990 200		384 990 200	Société de logement de l'Ontario	354 524 257
	1 188 910 100*	2 556 300	1 191 466 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE LOGEMENT SOCIAL	1 124 916 135

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir le cadre opérationnel, stratégique et de responsabilité necessaire à l'administration des logements sociaux.

Les rôles clés de ce programme sont l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, lois, règlements et processus administratifs qui faciliteront la réalisation d'un système amélioré de logement social à la fois plus facile à administrer, plus économique, davantage axé sur les affaires et plus responsable.

Ce programme est responsable de l'administration rentable des logements sociaux existants, de l'obtention d'un accord fédéral- provincial sur le logement; de l'élaboration d'un programme de logement social réformé et simplifié; de la délégation au palier municipal des logements sociaux; et de l'établissement d'un cadre de normes provinciales pour l'exécution par le palier municipal.

*Y Compris le Mandat Spécial de 582 728 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL–CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 113 353
Avantages sociaux		679 119
Transports et communications		251 663
Services		3 902 179
Fournitures et matériel		199 457
		8 145 771
Activités régionales (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 030 373
Avantages sociaux		1 820 241
Transports et communications		911 548
Services		2 648 541
Fournitures et matériel		118 038
		13 528 741
Moins : recouvrements d'autres activités		3 263 000
		10 265 741
Logements à but non lucratif (Poste 3)		
Traitements et salaires		977 955
Avantages sociaux		477 807
Transports et communications		109 868
Services		1 333 796
Fournitures et matériel		79 288
Paiements de transfert		
Programme Partenaires communautaires	3 203 827	
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif	745 797 825	749 001 652
		751 980 366
Société de logement de l'Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 590 685
Avantages sociaux		583 767
Transports et communications		376 067
Services		15 961 179
Fournitures et matériel		156 751
Paiements de transfert		
Paiements à titre de supplément au loyer	81 564 341	
Fonds d'exploitation des logements publics	198 759 916	
Subventions pour les réparations à la Société de logement de l'Ontario et pour l'amélioration des logements publics	74 200 000	354 524 257
		374 192 706
Moins : recouvrements d'autres activités		19 668 449
		354 524 257
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT SOCIAL		1 124 916 135

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1905 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE MARCHÉ DU LOGEMENT**	
1	27 020 100	139 900	27 160 000	Marché du logement	26 176 932
	27 020 100*	139 900	27 160 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE MARCHÉ DU LOGEMENT	26 176 932

Description du programme:

Ce programme a pour l'objet de mettre en place des politiques et des programmes visant à créer un marche concurrentiel du logement locatif.

Les rôles clés de ce programme sont : l'élaboration et le maintien du cadre stratégique, législatif et réglementaire relatif au logement locatif en Ontario; l'application de la *Loi sur la protection des locataires*; la résolution des différends entre propriétaires et locataires en matière de droits et de responsabilités des deux parties; la reglementation des loyers; l'administration du Tribunal du logement de l'Ontario; la communication de renseignements concernant la loi dans le but d'aider les propriétaires et les locataires à mieux comprende leurs responsabilités aux termes de la loi; la réalisation d'enquêtes sur les prétendues infractions aux termes de la *Loi sur la protection des locataires*.

*Y Compris le Mandat Spécial de 16 711 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE MARCHÉ DU LOGEMENT–CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Marché du logement (Poste 1)	
Traitements et salaires	14 917 757
Avantages sociaux	3 133 580
Transports et communications	2 117 396
Services	5 421 204
Fournitures et matériel	586 995
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE MARCHÉ DU LOGEMENT	26 176 932

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1906 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION**	
1	3 972 100		3 972 100	Aménagement et bâtiment	3 558 520
	3 972 100*		3 972 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉLABORATION DE RÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION	3 558 520

Description du programme:

Ce programme fournit le cadre d'élaboration des règlements de construction.

Les objectifs de ce programme sont : l'élaboration et le maintien de règlements relatifs à la construction qui sont efficace en termes de coûts, qui protègent la santé et la sécurité des occupants et qui assurent l'accessibilité des bâtiments; la promotion des nouvelles constructions grâce à l'administration du code du bâtiment de l'Ontario et des autres règlements liés à la constrution et à la promotion immobilière.

Les rôles clés de ce programme sont : la coordination de l'élaboration des politiques, des lois et des règlements régissant la construction et la remise en état des immeubles dans la province de l'Ontario; la prestation des conseils et de services de formation relativement au code du bâtiment, aux gents publics chargés de la construction et de l'application des règlements; l'élaboration des lois et des règlements relatifs aux normes d'entretien; l'application des normes pour les logements résidentiels locatifs qui ne sont pas du ressort des municipalités. Par ailleurs, le programme surveille le cadre réglementaire régissant les domaines de l'aménagement et de la construction, et y contribue, et il assuré la liaison avec les industries de l'aménagement et de la construction relativement à l'environnement réglementaire.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 648 000$

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ÉLABORATION DE R ÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION--CRÉDIT 1906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Aménagement et bâtiment (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 012 948
Avantages sociaux	394 746
Transports et communications	192 344
Services	886 444
Fournitures et matériel	72 038
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉLABORATION DE R ÈGLEMENTS DE CONSTRUCTION	3 558 520

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario - 1	8 889 686	28 988 964
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario recouvrement des coûts d'administration	176 276	378 434
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario - 2	7 342 169	27 576 752
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs	299 240 187	133 195 360
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	31 864	41 968
Tempête de verglas de l'Ontario 1998	30 000 000	
	345 680 182	190 181 478
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Programme de revitalisation des centres-villes	1 092 445	1 519 842
Rénovation urbaine	62 739	61 260
Subventions des années précédentes	789 015	85 582
Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	56 414	67 349
Programme de rénovation des logements de l'Ontario - Municipalités	2 184 740	2 346 123
Aide à la création de logements sociaux Incluant P3000	2 184 869	2 955
Remaniement des services locaux	749 831 740	807 484 939
Subventions	21 944	267 653
Programme de rénovation des logements de l'Ontario-Personnes handicapées	19 165	13 958
Programme de remise en état des petits immeubles	398 979	417 294
Prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	1 242 673	12 270 971
Programme ontarien d'accession à la propriété	3 572	227 048
Programme de conversion en logement locatifs	3 655 664	3 491 338
Subventions pour l'exploitation de logements sans but lucratif	9 506 864	2 003 430
Remboursement des montants amortis	15 114 286	
	786 165 109	830 259 742
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Évaluation de matériaux de construction	10 500	6 908
Frais de cours de formation en administration du bâtiment	4 020	11 995
Commission des Affaires municipales de l'Ontario	309 193	295 878
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	212 500	228 635
Droits - Tribunal du logement de l'Ontario	3 740 280	2 902 757
Frais - Système d'égouts privé	53 746	208 209
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	80 919	14 053
	4 411 158	3 668 435
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	132 125	33 971
CBO et Guide	282 717	273 875
Société de logement de l'Ontario - Conversion de baux	787 678	11 463 682
Société de logement de l'Ontario - Recettes provenant des baux	185 520	849 734
Société de logement de l'Ontario - Hypothèque différée	196 237	211 555
Autres	1 979	1 278
	1 586 256	12 834 095

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subsides	76 833	97 906
Autres	8 975 166	108 516
	9 051 999	206 422
DIVERS		
Sociétés d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net	444 916	700 000
Intérêts gagnés au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux	8 496	49 595
Intérêts gagnés sur prêts	101 353	51 302
Tempête de verglas de l'Ontario - Autres dons		64 890
Pénalités - intérêts	429 737	114 042
Autres	7 089	27 750
	991 591	1 007 579
TOTAL DES RECETTES	1 147 886 295	1 038 157 751

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Programme Opération Logement	159 068	171 135
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	252 575	329 777
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	106 357	114 196
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	143 893	587 304
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	661 893	1 202 412

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Taxe sur les produits et services perçues/versée	46	1
Compte spécial à court terme de la Société de logement de l'Ontario	85 878	90 532
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	85 924	90 533

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE , DE L'A LIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-54
- SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES 4-56
- L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE 4-58
- ÉDUCATION, RECHERCHE ET SERVICES DE LABORATOIRE 4-60
- POLITIQUES ET FINANCEMENT AGRICOLE 4-62
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-54, 4-56
- SOMMAIRE 4-53

ÉTAT DES RECETTES 4-64

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-64

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-64

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
19 318 503	Administration du ministère	18 467 407	18 438 662
59 238 274	Services agricoles et des affaires rurales	107 168 300	89 363 031
21 609 998	L'industrie alimentaire	20 502 500	20 502 350
69 476 432	Éducation, recherche et services de laboratoire	68 036 300	68 036 287
127 127 303	Politiques et financement agricole	146 015 800	140 298 136
296 770 510	**Total (Fonctionnement) du ministère**	360 190 307*	336 638 466
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
288 019 710	Total des dépenses	348 190 307	330 748 766
8 750 800	Total des prêts et dotations en capital	12 000 000	5 889 700
296 770 510		360 190 307	336 638 466

*Y Compris le Mandat Spécial de 220 225 000$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	15 364 800	3 047 300	18 412 100	Administration du ministère	18 391 969
	15 364 800	3 047 300	18 412 100		18 391 969
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 696
	15 420 107*	3 047 300	18 467 407	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	18 438 662

Description du programme:

Ce programme assure la coordination du processus décisionnel du ministère par l'entremise de ses cadres dirigeants; il assure aussi les services essentiels de soutien administratif nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 9 651 200$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 167 578
Avantages sociaux		1 888 290
Transports et communications		2 005 695
Services		5 339 266
Fournitures et matériel		1 373 250
		18 774 080
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		382 110
		18 391 969
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 034 775	
Avantages sociaux	209 842	
Transports et communications	101 934	
Services	490 421	
Fournitures et matériel	30 698	1 867 670
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 523 748	
Avantages sociaux	698 209	
Transports et communications	569 304	
Services	2 656 645	
Fournitures et matériel	442 057	
	6 889 963	
Moins : recouvrements	247 204	6 642 759
Ressources humaines		
Traitements et salaires	605 899	
Avantages sociaux	100 612	
Transports et communications	24 904	
Services	91 201	
Fournitures et matériel	8 362	830 978
Services des communications		
Traitements et salaires	1 346 768	
Avantages sociaux	271 002	
Transports et communications	154 237	
Services	738 603	
Fournitures et matériel	205 883	2 716 493
Services juridiques		
Traitements et salaires	6 058	
Transports et communications	19 095	
Services	725 951	
Fournitures et matériel	16 117	
	767 221	
Moins : recouvrements	80 000	687 221
Services de vérification		
Traitements et salaires	270 840	
Avantages sociaux	73 937	
Transports et communications	53 866	
Services	267 394	
Fournitures et matériel	27 358	693 395
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 379 490	
Avantages sociaux	534 688	
Transports et communications	1 082 355	
Services	369 051	
Fournitures et matériel	642 775	
	5 008 359	
Moins : recouvrements	54 906	4 953 453
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 696
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		18 438 662

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES**	
1	95 367 300		95 367 300	Services agricoles et affaires rurales	83 473 331
	95 367 300		95 367 300		83 473 331
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, *Loi sur l'administration financière*	
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	5 889 700
	107 168 300*		107 168 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AGRICOLES ET LES AFFAIRES RURALES	89 363 031

Description du programme:

Ce programme appuie la compétitivité du secteur agroalimentaire en offrant des transfers de technologie et en encourageant une utilisation prudente des ressources en terrres et en eau des régions rurales de l'Ontario. Il favorise également la competitivité des régions rurales de l'Ontario en appuyant le développement et la croissance d'entreprises viables et de communautés rurales vigoureuses, et en renforçant les organismes ruraux par le biais d'un développement volontaire et de commissions.

*Y Compris le Mandat Spécial de 58 625 300$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES–CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services agricoles et affaires rurales (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 151 220
Avantages sociaux		4 075 536
Transports et communications		2 328 766
Services		7 053 080
Fournitures et matériel		653 033
Paiements de transfert		
Canaux de drainage municipaux	5 792 960	
Programme des bovins d'engraissement	65 959	
Dairy Farmers of Ontario	301 327	
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario	300 000	
Sociétés agricoles et horticoles	1 092 871	
Amélioration génétique du bétail	3 340 000	
Fondation pour la vie à la campagne	40 000	
Stratégie de création d'emplois en milieu rural	3 273 270	
Farmers' Markets Ontario	90 000	
Association pour la sécurité à la ferme	90 000	
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario	467 495	
Institut de recherche agricole de l'Ontario - Un avenir promotteur	34 600 000	
Aide aux ruchers	115 000	
Conseil 4H de l'Ontario	180 000	
Autre aide à l'agriculture et aux affaires rurales	445 626	50 194 508
Autres opérations		
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux		57 200
		83 513 343
Moins : recouvrements		40 012
		83 473 331
Crédits législatifs		
Prêts et dotations en capital		
Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*		5 889 700
		5 889 700
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AGRICOLES ET DES AFFAIRES RURALES		89 363 031

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE**	
1	19 417 700	1 084 800	20 502 500	L'industrie alimentaire	20 502 350
	19 417 700*	1 084 800	20 502 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	20 502 350

Description du programme:

Ce programme contribue à la croissance du système agroalimentaire ontarien en aidant à assurer la compétitivité des entreprises ontariennes de conditionnement et de distribution de produits alimentaires. Il assure aussi la prestation de programmes visant à la création et à l'expansion des marchés canadiens et internationaux pour les produits alimentaires frais et transformés de l'Ontario. De plus, ce programme assure un leadership relativement à l'élaboration de politiques en matière de salubrité alimentaire pour les prodouits horticoles, laitiers et carnés et il assure la prestation de programmes d'inspection pour les produits laitiers et carnés.

*Y Compris le Mandat Spécial de 12 048 500$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE--CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
L'industrie alimentaire (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 276 241
Avantages sociaux	1 432 790
Transports et communications	1 333 761
Services	11 808 556
Fournitures et matériel	654 544
Paiements de transfert	
Autre soutien à l'industrie alimentaire	26 458
	20 532 350
Moins : recouvrements	30 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	20 502 350

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE**	
1	68 011 900	24 400	68 036 300	Éducation, recherche et services de laboratoire	68 036 287
	68 011 900*	24 400	68 036 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION, LA RECHERCHE ET LES SERVICES DE LABORATOIRE ..	68 036 287

Description du programme:

Ce programme assure un soutien continu à l'industrie agroalimentaire grâce à la recherche dans le domaine de l'agriculture, du conditionnement des aliments et de la médecine vétérinaire, à des cours menant à un diplôme, à l'éducation permanente et à des services techniques connexes. Ses laboratoires offrent également des services d'analyse du lait et des autres produits laitiers. On analyse les produits alimentaires pour voir s'ils contiennent des résidus de pesticides ou d'autres contaminants et on procède aussi à l'analyse des animaux pour dépister les maladies.

*Y Compris le Mandat Spécial de 49 939 100$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE—CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Éducation, recherche et services de laboratoire (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 246 958
Avantages sociaux		507 815
Transports et communications		125 904
Services		10 996 083
Fournitures et matériel		36 132
Paiements de transfert		
Université de Guelph	54 000 000	
Partenariat stratégique	350 000	
Foire agricole royale d'hiver	140 000	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	46 650	
Recherche d'affaires compétitive	550 000	
Autre appui à l'éducation et à la recherche	36 745	55 123 395
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION, DE RECHERCHE ET DE SERVICES DE LABORATOIRE		68 036 287

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
105 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE**	
1	136 665 700	9 350 100	146 015 800	Politiques et financement agricole	140 298 136
	136 665 700*	9 350 100	146 015 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET LE FINANCEMENT AGRICOLE	140 298 136

Description du programme:

Ce programme offre des services et des programmes au secteur agroalimentaire et aux communautés rurales par le biais d'organismes et de directions du ministère qui : assurent et coordonnent l'élaboration et l'analyse de politiques de portée général; supervisent la commercialisation globale des produits agricoles; entendent les appels relativement à des décisions en matière de commercialisation et de délivrance de permis; assurent la prestation des programmes de protection financière du ministère, ainsi que d'autres activités d'aide financière au secteur agroalimentaire et aux régions rurales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 89 960 900$

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE–CRÉDIT 105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et financement agricole (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 306 549
Avantages sociaux		1 511 550
Transports et communications		859 265
Services		5 567 709
Fournitures et matériel		296 137
Paiements de transfert		
Soutien de protection du revenu pour les programmes d'assurance-récolte, de stabilisation du revenu net et de revenu marché	75 500 000	
Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario	3 216 446	
Stratégie d'emploi pour les jeunes en millieu rural	3 718 282	
Service d'emplois d'été	2 947 934	
Programme d'indemnisation contre la rage	8 264	
Subventions et subsides pour le bétail	116 460	
Agricorp	5 453 943	
Programme de secours global aux exploitations agricoles	33 765 100	
Autre soutien	52 756	124 779 185
Autres opérations		
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au programme d'aménagement rural et du développement agricole		453
		140 320 848
Moins: recouvrements		22 712
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DU FINANCEMENT AGRICOLE		140 298 136

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'indemnisation contre la rage	2 664	4 310
Programme d'accès communautaire	706 716	
Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario	1 694 368	
Autres	59	
	2 403 807	4 310
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	83 117	244 369
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	399 688	413 185
VENTES ET LOCATIONS	393 690	639 760
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	326 569	510 325
DIVERS		
Autres	11 586	139 708
TOTAL DES RECETTES	3 618 457	1 951 657

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	10 115 261	10 486 877
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	11 252	17 115
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	10 126 513	10 503 992

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Caisse de fiducie R.B. Palmer	(5 394)	(5 516)
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	4 734	4 773
Programme d'assurance du revenu de marché	(111 164 803)	23 500 111
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(111 165 463)	23 499 368

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-68

COMMISSION 4-70

SOMMAIRE 4-67

ÉTAT DES RECETTES 4-72

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
90 573 010	Bureau de L'Assemblée législative	94 608 700	90 528 259
8 600 154	Commission	9 011 600	8 264 182
99 173 164	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de l'Assemblée législative**	103 620 300*	98 792 441
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
99 173 164	Total des dépenses	103 620 300	98 792 441

*Y Compris le Mandat Spécial de 65 000 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	494 500		494 500	Bureau du président de l'Assemblée législative	373 665
2	572 800		572 800	Bureau du greffier	566 020
3	10 122 000	(520 700)	9 601 300	Services parlementaires	7 951 572
4	7 750 500	450 900	8 201 400	Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative	8 154 730
5	3 451 800	(285 700)	3 166 100	Services administratifs	3 166 070
6	15 636 600		15 636 600	Sergent d'armes et gestion des locaux	15 634 778
7	10 142 800	37 800	10 180 600	Services de soutien aux groupes parlementaires	10 180 554
8	15 028 700		15 028 700	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	14 472 689
9	30 818 000		30 818 000	Services de soutien des bureaux des députés	29 119 510
10	166 000		166 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	166 000
11	425 000	317 700	742 700	Coûts de restructuration	742 671
	94 608 700*		94 608 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	90 528 259

Description du programme:

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

*Y Compris le Mandat Spécial de 59 300 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE–CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	
Traitements et salaires	113 914
Avantages sociaux	32 134
Transports et communications	59 159
Services	125 969
Fournitures et matériel	42 489
	373 665
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	320 387
Avantages sociaux	92 153
Transports et communications	29 142
Services	112 879
Fournitures et matériel	11 459
	566 020
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 009 737
Avantages sociaux	1 082 701
Transports et communications	253 632
Services	968 887
Fournitures et matériel	744 542
	8 059 499
Moins : recouvrements d'autres activités	107 927
	7 951 572
Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 935 502
Avantages sociaux	1 000 900
Transports et communications	86 477
Services	512 955
Fournitures et matériel	1 618 896
	8 154 730
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 307 182
Avantages sociaux	541 546
Transports et communications	40 057
Services	167 017
Fournitures et matériel	110 268
	3 166 070
Sergent d'armes et gestion des locaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 455 574
Avantages sociaux	1 004 715
Transports et communications	880 076
Services	6 935 784
Fournitures et matériel	2 376 021
	15 652 170
Moins : recouvrements d'autres activités	17 392
	15 634 778
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	
Traitements et salaires	5 653 465
Avantages sociaux	1 081 240
Transports et communications	530 691
Services	2 090 955
Fournitures et matériel	824 203
	10 180 554
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 8)	
Traitements et salaires	8 770 096
Avantages sociaux	3 582 911
Transports et communications	1 218 440
Services	883 730
Fournitures et matériel	17 512
	14 472 689
Services de soutien des bureaux des députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	16 310 232
Avantages sociaux	3 474 245
Transports et communications	2 465 540
Services	3 738 627
Fournitures et matériel	3 130 866
	29 119 510
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 10)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	166 000
	166 000
Coûts de restructuration (Poste 11)	
Traitements et salaires	341 594
Avantages sociaux	396 927
Services	4 150
	742 671
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	90 528 259

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
202 FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA COMMISSION	
1	1 859 900		1 859 900	Commissaire à l'environnement	1 854 275
2	6 510 200		6 510 200	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	5 848 651
3	641 500		641 500	Bureau du commissaire à l'intégrité	561 256
	9 011 600*		9 011 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION	8 264 182

Description du programme:

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, qui veille à l'application de la Charte des droits environnementaux; le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, qui surveille l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et le Bureau du commissaire à l'intégrité chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 700 000$

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DE LA COMMISSION--CRÉDIT 202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 098 605
Avantages sociaux	251 864
Transports et communications	58 637
Services	305 672
Fournitures et matériel	139 497
	1 854 275
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 773 202
Avantages sociaux	829 669
Transports et communications	131 865
Services	636 030
Fournitures et matériel	477 885
	5 848 651
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	289 553
Avantages sociaux	32 545
Transports et communications	6 848
Services	184 841
Fournitures et matériel	47 469
	561 256
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION	8 264 182

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	14 550	13 320
VENTES ET LOCATIONS	120 434	87 118
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	140 566	51 894
DIVERS	3 151	1 629
TOTAL DES RECETTES	278 701	153 961

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE 4-76

SOMMAIRE 4-75

ÉTAT DES RECETTES 4-78

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
20 009 064	Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine	25 877 400	21 313 335
20 009 064	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de la ministre déléguée à la condition féminine**	25 877 400*	21 313 335
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
20 009 064	Total des dépenses	25 877 400	21 313 335

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 300 000$

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE**	
1	373 400		373 400	Bureau principal	106 774
2	25 504 000		25 504 000	Direction générale de la condition féminine	21 206 561
	25 877 400*		25 877 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE	21 313 335

Description du programme:

La Direction générale de la condition féminine aide le gouvernement à respecter son engagement visant à atteindre l'égalite économique, juridique et sociale des femmes. La Direction fournit une orientation et des conseils au gouvernement, encourage l'indépendence économiques des ontariennes et la sécurité personnelle. Elle assure la coordination des programmes provinciaux de prévention de la violence envers les femmes et assume le rôle de principal conseiller du gouvernement sur les politiques touchant les femmes. De plus, la Direction joue le rôle de facilitateur des programmes destinées aux femmes grâce à des partenariats avec les secteurs public et privé.

Des conseils indépendants seront fournis dans le cadre d'un projet de partenrait et de consultation memé par la ministre.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 300 000$

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE–CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		84 880
Avantages sociaux		13 887
Transports et communications		6 714
Services		1 195
Fournitures et matériel		98
		106 774
Direction générale de la condition féminine (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 239 924
Avantages sociaux		364 342
Transports et communications		276 161
Services		2 491 194
Fournitures et matériel		112 504
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence, et subventions pour la presation de services et programmes à l'intention des femmes	13 177 216	
Centres de femmes	1 041 026	
Initiatives pour l'indépendance économique	504 194	14 722 436
		21 206 561
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE		21 313 335

BUREAU DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 741	10 552
DIVERS		5
TOTAL DES RECETTES	2 741	10 557

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-82

SOMMAIRE 4-81

ÉTAT DES RECETTES 4-84

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
14 497 254	Bureau du Conseil des ministres	20 791 300	15 816 386
14 497 254	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du Conseil des ministres**	20 791 300*	15 816 386
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
14 497 254	Total des dépenses	20 791 300	15 816 386

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 889 500$

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	12 332 600	3 300 000	15 632 600	Bureau principal	14 274 937
2	281 100	33 400	314 500	Leader parlementaire	289 425
3	734 800		734 800	Secrétariat des nominations	707 926
4	4 109 400		4 109 400	Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario	544 098
	17 457 900*	3 333 400	20 791 300	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	15 816 386

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire, le Secrétariat des nominations et le Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 889 500$

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES—CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau principal (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 253 515
Avantages sociaux	1 630 995
Transports et communications	337 121
Services	3 057 842
Fournitures et matériel	595 464
Paiements de transfert	
Ontario Olympic and Waterfront Development Agency	400 000
	14 274 937
Leader parlementaire (Poste 2)	
Traitements et salaires	223 818
Avantages sociaux	39 536
Transports et communications	2 809
Services	20 071
Fournitures et matériel	3 191
	289 425
Secrétariat des nominations (Poste 3)	
Traitements et salaires	466 370
Avantages sociaux	79 467
Transports et communications	13 163
Services	134 390
Fournitures et matériel	14 536
	707 926
Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario (Poste 4)	
Traitements et salaires	341 535
Avantages sociaux	30 025
Transports et communications	42 947
Services	24 731
Fournitures et matériel	104 860
	544 098
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	15 816 386

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés	35	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 397	1 125
DIVERS	875	664
TOTAL DES RECETTES	7 307	1 789

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-88

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-88

SOMMAIRE 4-87

ÉTAT DES RECETTES 4-90

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
5 085 283	Bureau du directeur général des élections	7 987 100	43 829 771
5 085 283	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau de directeur général des élections**	7 987 100*	43 829 771
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 085 283	Total des dépenses	7 987 100	43 829 771

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 065 000$

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	907 300		907 300	Bureau du directeur général des élections	751 091
2	905 400		905 400	Administration du financement des élections	614 086
	1 812 700		1 812 700		1 365 177
L				*Loi sur l'élections*	39 402 284
L	6 174 400		6 174 400	*Loi sur le financement des élections*	3 062 310
	7 987 100*		7 987 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	43 829 771

Description du programme:

Le bureau du Directeur général des élections organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et de conseils sur les politiques en rapport avec le processus electoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 103 circonscriptions electorales de l'Ontario.

La Section de l'apllication de la *Loi sur le financement des élections* veille a l'application de la *Loi sur le financement des élection*. Plus de 500 associations de circonscription et 11 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élection Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité a la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi sur la protection des contribuables*. En dehors des périodes électorales, le Bureau du Directeur général des élections fournit des services aux ministères du gouvernement, aux organismes et au public. Pour ce faire, il effectue des recherches historiques et comparatives sur le processus électoral en plus de donner des conseils et des renseignements généraux sur le processus.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 065 000$

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS—CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	640 385
Avantages sociaux	110 706
	751 091
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	372 430
Avantages sociaux	65 131
Transports et communications	27 730
Services	183 278
Fournitures et matériel	43 672
	692 241
Moins : recouvrements d'autres activités	78 155
	614 086
Crédits législatifs	
Loi sur l'élections	39 402 284
Crédits législatifs	
Le financement des élections, la *Loi sur le financement des élections*	3 062 310
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	43 829 771

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
DIVERS	64 200	
TOTAL DES RECETTES	64 200	

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR 4-94

SOMMAIRE 4-93

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
671 637	Bureau du lieutenant - gouverneur	676 500	676 108
671 637	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	676 500*	676 108
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
671 637	Total des dépenses	676 500	676 108

*Y Compris le Mandat Spécial de 450 000$

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR**	
1	676 500		676 500	Bureau du lieutenant - gouverneur	676 108
	676 500*		676 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	676 108

Description du programme:

Le progrmme fournit les services requis par la Lieutenant-gouverneur dans l'exercice de ses fonctions d'ordre constitutionnel et représentationnel

*Y Compris le Mandat Spécial de 450 000$

BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR–CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant - gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	422 226
Avantages sociaux	75 587
Transports et communications	11 650
Services	41 745
Fournitures et matériel	19 100
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	105 800
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR	676 108

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL 4-100

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-100

SOMMAIRE 4-99

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 400 401	Bureau du vérificateur provincial	7 888 100	7 357 397
7 400 401	**Total (Fonctionnement) pour le Bureau du vérificateur provincial**	7 888 100*	7 357 397
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 400 401	Total des dépenses	7 888 100	7 357 397

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 050 000$

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL**	
1	7 733 100		7 733 100	Bureau du vérificateur provincial	7 202 320
	7 733 100		7 733 100		7 202 320
L	155 000		155 000	*Loi sur la vérification des comptes publics*	155 077
	7 888 100*		7 888 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 357 397

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités du vérificateur provincial sont énoncés dans la *Loi sur la vérification des comptes publics*. Conformément à cette loi et à d'autres lois et textes, le vérificateur provincial, qui est un fonctionnaire de l'Assemblée, émet des opinions sur la vérification des états financiers de la province et des organismes de la Couronne. Il soumet un rapport annuel à l'Assemblée portant sur toute question importante dans le cadre de son travail de vérification ainsi que sur d'autre points particuliers pouvant faire l'objet d'un rapport en vertu de la *Loi sur sur la vérification des comptes publics*. En outre, le vérificateur provincial accomplit les tâches spéciales qui lui sont confiées par l'Assemblée, le Comité permanent des comptes publics ou un ministre de la Couronne du chef de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 050 000$

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL–CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	
Traitements et salaires	4 364 401
Avantages sociaux	880 213
Transports et communications	183 104
Services	1 503 037
Fournitures et matériel	221 565
Paiements de transfert	
CCAF - FCVI Inc.	50 000
	7 202 320
Crédits législatifs	
Loi sur la vérification des comptes publics	155 077
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 357 397

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-106

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-106

SOMMAIRE 4-105

ÉTAT DES RECETTES 4-108

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
2 898 047	Cabinet du premier ministre	3 287 615	3 201 068
2 898 047	**Total (Fonctionnement) pour le Cabinet du premier ministre**	3 287 615*	3 201 068
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 898 047	Total des dépenses	3 287 615	3 201 068

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 147 600$

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 864 600	350 000	3 214 600	Cabinet du premier ministre	3 136 667
	2 864 600	350 000	3 214 600		3 136 667
L	61 860		61 860	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	61 860
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 541
	2 937 615*	350 000	3 287 615	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 201 068

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du Cabinet du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 147 600$

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE--CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	5
FONCTIONNEMENT	
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 226 979
Avantages sociaux	334 588
Transports et communications	210 832
Services	324 465
Fournitures et matériel	39 803
	3 136 667
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	61 860
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 541
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	3 201 068

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés		35
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	816	
DIVERS		
Autres		1 067
TOTAL DES RECETTES	816	1 102

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-112

REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES 4-114

PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES 4-116

STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL 4-118

RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS 4-120

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-112, 4-114

SOMMAIRE 4-111

ÉTAT DES RECETTES 4-122

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-124

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
40 076 669	Administration du ministère	38 408 152	38 191 519
43 909 764	Registres à des fins commerciales	43 396 400	42 684 824
8 187 825	Protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales	8 262 000	7 926 945
7 884 568	Statistiques de l'état civil	8 819 000	8 819 000
36 918 423	Réglementation des jeux et des alcools	40 779 700	40 775 951
136 977 249	**Total (Fonctionnement) du ministère**	139 665 252*	138 398 239
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
136 977 249	Total des dépenses	139 665 252	138 398 239

*Y Compris le Mandat Spécial de 93 676 000$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	36 181 000	2 183 000	38 364 000	Administration du ministère	38 147 367
	36 181 000	2 183 000	38 364 000		38 147 367
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	11 155
	36 225 152*	2 183 000	38 408 152	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	38 191 519

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 26 769 200$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 864 080
Avantages sociaux		1 891 580
Transports et communications		975 177
Services		25 872 536
Fournitures et matériel		543 994
		38 147 367
Bureau principal		
Traitements et salaires	865 819	
Avantages sociaux	200 954	
Transports et communications	87 157	
Services	101 100	
Fournitures et matériel	29 113	1 284 143
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 895 205	
Avantages sociaux	466 983	
Transports et communications	66 541	
Services	19 536 726	
Fournitures et matériel	62 941	22 028 396
Ressources humaines		
Traitements et salaires	860 237	
Avantages sociaux	194 186	
Transports et communications	27 674	
Services	346 612	
Fournitures et matériel	14 405	1 443 114
Services des communications		
Traitements et salaires	747 546	
Avantages sociaux	141 430	
Transports et communications	66 538	
Services	253 718	
Fournitures et matériel	48 531	1 257 763
Analyse et planification		
Traitements et salaires	957 443	
Avantages sociaux	211 473	
Transports et communications	57 216	
Services	35 210	
Fournitures et matériel	19 967	1 281 309
Services juridiques		
Traitements et salaires	15 015	
Transports et communications	25 624	
Services	1 766 712	
Fournitures et matériel	34 886	1 842 237
Services de vérification		
Traitements et salaires	2 486	
Avantages sociaux	4 916	
Transports et communications	12 199	
Services	453 875	
Fournitures et matériel	8 649	482 125
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 520 329	
Avantages sociaux	671 638	
Transports et communications	632 228	
Services	3 378 584	
Fournitures et matériel	325 501	8 528 280
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		38 191 519

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES**	
1	825 600	317 800	1 143 400	Administration du programme	1 143 399
2	33 866 500	2 655 400	36 521 900	Services d'enregistrement	36 521 226
3	5 216 100		5 216 100	Entreprises branchées de l'Ontario	5 020 199
	39 908 200	2 973 200	42 881 400		42 684 824
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux *Loi sur l'enregistrement des actes*	
L	500 000		500 000	Caisse d'assurance des droits immobiliers	
	40 423 200*	2 973 200	43 396 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES	42 684 824

Description du programme:

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement de biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portant sur des biens meubles donnés en garantie. Il assure également l'enregistrement et la constitution en société des entreprises de l'Ontario et veille à l'application des mesures législatives les concernant.

*Y Compris le Mandat Spécial de 31 411 000$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES–CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		604 281
Avantages sociaux		252 293
Transports et communications		115 918
Services		361 039
Fournitures et matériel		26 015
		1 359 546
Moins : recouvrements		216 147
		1 143 399
Services d'enregistrement (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 630 018
Avantages sociaux		6 089 521
Transports et communications		1 198 138
Services		2 629 491
Fournitures et matériel		1 092 388
		36 639 556
Moins : recouvrements		118 330
		36 521 226
Compagnies		
Traitements et salaires	3 566 971	
Avantages sociaux	727 310	
Transports et communications	207 502	
Services	555 108	
Fournitures et matériel	216 305	5 237 196
Enregistrement immobilier		
Traitements et salaires	20 307 073	
Avantages sociaux	4 932 441	
Transports et communications	703 035	
Services	879 066	
Fournitures et matériel	799 467	
	27 621 082	
Moins : recouvrements	59 372	27 561 710
Enregistrement des sûretés mobilières		
Traitements et salaires	1 755 974	
Avantages sociaux	429 770	
Transports et communications	287 601	
Services	1 195 317	
Fournitures et matériel	76 616	
	3 745 278	
Moins : recouvrements	58 958	3 686 320
Entreprises branchées de l'Ontario (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 424 384
Avantages sociaux		300 744
Transports et communications		313 419
Services		2 608 478
Fournitures et matériel		373 174
		5 020 199
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES REGISTRES À DES FINS COMMERCIALES		42 684 824

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES**	
1	562 600		562 600	Administration du programme	556 145
2	7 100 800		7 100 800	Normes et services relatives au marché	6 772 200
3	598 600		598 600	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	598 600
	8 262 000*		8 262 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	7 926 945

Description du programme:

Ce programme procède à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection des consommateurs tout en confiant à certains groupes au sein des industries la responsabilité de se réglementer eux-mêmes, en leur donnant les outils nécessaires pour le faire. De plus, il organise les audiences relatives a la délivrance de permis en vertu de diverses lois, par le biais de la Commission d'appel des enregistrements commerciaux.

*Y Compris le Mandat Spécial de 6 310 000$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES–CRÉDIT 803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	394 244
Avantages sociaux	92 143
Transports et communications	25 357
Services	31 535
Fournitures et matériel	12 866
	556 145
Normes et services relatives au marché (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 642 153
Avantages sociaux	931 089
Transports et communications	429 493
Services	1 714 067
Fournitures et matériel	129 149
	6 845 951
Moins : recouvrements	73 751
	6 772 200
Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	255 243
Avantages sociaux	51 033
Transports et communications	36 401
Services	246 489
Fournitures et matériel	9 434
	598 600
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR, DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NORMES COMMERCIALES	7 926 945

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL**	
1	8 566 800	252 200	8 819 000	Régistraire général de l'état civil	8 819 000
	8 566 800*	252 200	8 819 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	8 819 000

Description du programme:

Ce programme administre la *Loi sur les statistiques de l'état civil*, la *Loi sur le mariage* et la *Loi sur le changement de nom* et fournit des renseignements exacts sur les enregistrements de naissance, d'adoption, de mariage et de décès pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'exécution de la loi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 6 549 900$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL—CRÉDIT 804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Registraire général de l'état civil (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 365 847
Avantages sociaux	1 335 058
Transports et communications	851 020
Services	836 385
Fournitures et matériel	445 690
	8 834 000
Moins : recouvrements	15 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	8 819 000

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS**	
1	4 105 000	225 000	4 330 000	Commission des courses de l'Ontario	4 329 917
2	31 395 000	5 054 700	36 449 700	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	36 446 034
	35 500 000*	5 279 700	40 779 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POUR LA RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	40 775 951

Description du programme:

Ce programme établit un cadre réglementaire et il fixe et fait appliquer des normes dans des secteurs d'affaires particuliers par le biais de ses organismes, la Commission des courses de l'Ontario et la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs, il effectue des inspections et mène des enquêtes relativement aux pratiques d'affaires suspectes et il prend des mesures d'application si nécessaire. Il répond également à un besoin clair de protection des consommateurs et d'établissement de normes dans des secteurs d'affaires où le risque d'activités criminelles et le coût social potentiel sont élevés (casinos et alcools, par exemple).

*Y Compris le Mandat Spécial de 22 635 900$

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS–CRÉDIT 805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des courses de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 663 154
Avantages sociaux	485 429
Transports et communications	543 341
Services	493 944
Fournitures et matériel	144 049
	4 329 917
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	21 908 815
Avantages sociaux	5 473 595
Transports et communications	2 278 763
Services	6 461 994
Fournitures et matériel	1 998 382
	38 121 549
Moins : recouvrements	1 675 515
	36 446 034
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DES JEUX ET DES ALCOOLS	40 775 951

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
RECETTES FISCALES		
Imposition - Commission des sports professionnels	57 428	68 851
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	131 318	118 835
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario	795 000 000	776 000 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Brasseurs - Provinciaux (droits et prélèvements)	471 450 445	459 687 044
Brasseurs - Hors province (droits et prélèvements)	2 949 063	3 194 005
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	7 236 175	7 013 972
Fabrication - Pubs de brassage (droits et prélèvements)	145 349	125 651
Achat en gros - Bière et vin	45 625 076	38 317 469
Permis - Brasseurs provinciaux	* (74 335)	317 036
Permis - Vineries ontariennes	138 295	76 690
Permis - Fabricants de spiritueux	22 680	13 860
Droits de cession de permis	1 523 620	1 526 890
Permis pour occasions spéciales	4 103 380	4 023 027
Permis - Permis de vente pour une occasion unique	472 741	420 907
Permis - Permis de vente pour un an	1 500	3 800
Permis - Permis de vente pour deux ans	1 329 907	1 337 317
Permis - Permis de vente pour trois ans	2 636 685	3 405 377
Droits d'enregistrement - Agents/Repréntants	8 730	8 539
Jeux - Droits d'inscription	9 304 632	8 249 657
Jeux - Licences de loterie	7 193 500	7 691 540
Jeux - Programme provincial des billets à fenêtres	3 765 473	3 772 488
Jeux - Droits du programme provincial des billets à fenêtres	29 488 170	39 778 065
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	38 475	54 614
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	5 521	2 475
Loi sur la protection du consommateur		950
Loi sur les huissiers	2 470	3 245
Loi sur les agences de recouvrement	452 948	393 200
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	10 850	10 960
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	3 420	3 990
Loi sur les cimetières	757 965	747 939
Constitutions en société	22 891 627	19 911 605
Déclarations annuelles obligatoires	143 054	252 493
Recherches, certificats et hypothèques	3 477 371	3 222 183
Enregistrement de noms commerciaux	8 206 684	10 001 637
En dehors de la province	109 945	113 449
Sociétés en nom collectif	220 688	158 132
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	28 496 990	33 361 788
Loi sur les sûretés mobilières	42 605 432	40 146 460
Loi sur les statistiques de l'état civil	11 041 379	10 679 325
Loi sur le mariage	3 045 757	3 036 998
Loi sur le changement de nom	1 185 868	912 834
Loi sur la Commission des courses de chevaux	4 219 542	4 166 517
Loi sur le contrôle des sports	47 292	59 210
Loi sur les cinémas	3 145 077	2 929 667
Paiements des organismes d'application	3 202 089	2 843 932
	720 631 530	711 976 937

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	237 780	142 590
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations		22 198
Publications	19 724	20 100
	19 724	42 298
REDEVANCES		
Redevances Teranet - FIEF	12 301 837	10 270 787
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	493 447	672 862
DIVERS		
Commission des jeux - Surplus	67 891	450 351
Pénalités - intérêt	60 583	
Autres	133 141	352 641
	261 615	802 992
TOTAL DES RECETTES	1 529 134 679	1 500 096 152

• Le solde négatif du compte Permis-Brasseurs provinciaux résulte du remboursement, au cours de l'excercice en cours, des droits de distribution de magasins au détail (142 060 $) perçus d'avance au cours de 1998/1999. Ces droits ont été annulés à compter de 1er avril 1999. Ce poste comprend un montant de 67 725 $ correspondant aux droits de permis annuels.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Caisse d'assurance des sûretés mobilières	363 758	335 726
Montants non réclamés	(51 375)	56 804
Dépôt de garantie - Commission des sports professionnels	11 700	11 023
Loi sur les huissiers		(459)
Obligations de garantie - *Loi sur la protection du consommateur*		(34 076)
Obligations de garantie - *Loi sur le courtage commercial et immobilier*	(3 836)	(14 577)
Obligations de garantie - *Loi sur les agences de recouvrement*	(24 494)	(20 580)
Dédommagements	71 809	(4 000)
Commission des jeux - Fonds d'administration générale	(456 993)	1 835 937
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(89 431)	2 165 798

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-128

DÉVELOPPEMENT DU NORD 4-130

MINES ET MINÉRAUX 4-132

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-128

SOMMAIRE 4-127

ÉTAT DES RECETTES 4-134

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-134

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
8 988 718	Administration du ministère	10 545 052	10 465 813
25 961 301	Développement du Nord	23 673 000	19 330 959
26 701 279	Mines et minéraux	36 288 800	36 145 520
61 651 298	**Total (Fonctionnement) du ministère**	70 506 852*	65 942 292
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
61 651 298	Total des dépenses	70 506 852	65 942 292
		CAPITAL	
213 503 482	Développement du Nord	257 093 900	244 039 417
	Mines et minéraux	2 000 000	1 999 988
213 503 482	**Total (Capital) du ministère**	259 093 900†	246 039 405
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
213 503 482	Total des dépenses	259 093 900	246 039 405

*Y Compris le Mandat Spécial de 43 800 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 171 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	9 343 400	1 157 500	10 500 900	Administration du ministère	10 428 627
	9 343 400	1 157 500	10 500 900		10 428 627
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	26 031
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	9 387 552*	1 157 500	10 545 052	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	10 465 813

Description du programme:

Ce programme assure l'orientation collective, fournit des conseils et de l'aide pour la planification des activités et des ressources et veille à la prestation efficace des services administratifs.

*Y Compris le Mandat Spécial de 6 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 712 654
Avantages sociaux		920 647
Transports et communications		1 719 093
Services		8 086 668
Fournitures et matériel		469 265
		15 908 327
Moins: recouvrement d'autres activités		5 479 700
		10 428 627
Bureau principal		
Traitements et salaires	945.309	
Avantages sociaux	179,576	
Transports et communications	322,324	
Services	168,881	
Fournitures et matériel	138,653	1,754,743
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1,116,376	
Avantages sociaux	271,438	
Transports et communications	179,243	
Services	6,154,832	
Fournitures et matériel	75,840	
	7,797,729	
Moins : recouvrements d'autres activités	4 850 000	2,947,729
Ressources humaines		
Traitements et salaires	478 755	
Avantages sociaux	90 715	
Transports et communications	65 397	
Services	43 517	
Fournitures et matériel	32 267	710 651
Services des communications		
Traitements et salaires	716 427	
Avantages sociaux	124 494	
Transports et communications	68 107	
Services	152 852	
Fournitures et matériel	28 578	1 090 458
Analyse et planification		
Traitements et salaires	578 270	
Avantages sociaux	97 904	
Transports et communications	40 678	
Services	30 333	
Fournitures et matériel	18 398	765 583
Services juridiques		
Traitements et salaires	5 048	
Transports et communications	18 389	
Services	425 541	
Fournitures et matériel	11 556	460 534
Services de vérification		
Traitements et salaires	433	
Avantages sociaux	2 343	
Transports et communications	16 608	
Services	116 826	
Fournitures et matériel	2 240	138 450
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	872 036	
Avantages sociaux	154 177	
Transports et communications	1 008 347	
Services	993 886	
Fournitures et matériel	161 733	
	3 190 179	
Moins : recouvrements d'autres activités	629 700	2 560 479
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		26 031
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		10 465 813

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	23 673 000		23 673 000	Développement économique du Nord	19 330 959
	23 673 000*		23 673 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	19 330 959
CAPITAL					
2	257 093 900		257 093 900	Développement économique du Nord	244 039 417
	257 093 900†		257 093 900	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	244 039 417

Description du programme:

Ce programme permet de recueillir les commentaires et observations des résidents du Nord et de tenir compte de leurs vues et des questions qui les préoccupent au moment d'élaborer les politiques provinciales; diriger les investissements du gouvernement provincial dans l'infrastucture du Nord par le biais du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et du Programme des routes du Nord; fournir une aide aux entreprises; appuyer le commerce, les investissements et les activités de commercialisation; et, grâce à un réseau de bureaux locaux, assurer la prestation d'un ensemble de programmes et de services du gouvernement dans le Nord.

*Y Compris le Mandat Spécial de 16 800 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 169 001 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD--CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 258 843
Avantages sociaux		1 428 525
Transports et communications		1 235 048
Services		2 627 816
Fournitures et matériel		359 857
Paiements de transfert		
Stratégie de marketing du tourisme dans le Nord de l'Ontario	1 500 000	
Développement économique	1 454 333	
Services d'emplois d'été	3 097 657	
Fonds de partenariat sectoriel	169 980	
Services communautaires	900 361	
Commission de transport Ontario Northland	4 170 000	11 292 331
		23 202 420
Moins: recouvrement d'autres ministères		3 871 461
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		19 330 959

CAPITAL		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		7 701 610
Acquisition/construction de biens immobiliers	197 700 373	
Acquisition/construction de biens immobiliers - Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario - 2	432 939	198 133 312
Paiements de transfert		
Infrastructure communautaire	1 877 126	
Commission de transport Ontario Northland	1 132 213	
Infrastructure de la communauté autochtone	2 800 000	
Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario - 2	2 517 247	
Programme Travaux d'infrastructure Canada/ Ontario - 1	40 164	
Routes d'hiver	2 637 745	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000	41 004 495
		246 839 417
Moins : recouvrements d'autres ministères		2 800 000
		244 039 417
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		244 039 417

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	35 939 000	349 800	36 288 800	Compétitivité du secteur minier	36 145 520
	35 939 000*	349 800	36 288 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	36 145 520
CAPITAL					
2	2 000 000		2 000 000	Compétitivité du secteur minier	1 999 988
	2 000 000†		2 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	1 999 988

Description du programme:

Ce programme assure l'accès du public aux droits miniers de l'État en lui offrant des processus ordonnés et équitables ainsi que l'information sur les terres; il encourage, favorise et facilite le développement économique durable des ressources minérales de l'Ontario d'une manière respectueuse de l'environnement il distribue des programmes, des services et des informations par l'intermediaire de bureaux locaux disséminés dans la province; il fournit la cartographie géologique qui encourage l'exploration et le développement des ressources minérales de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 21 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 1 999 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX–CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur minier (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 142 507
Avantages sociaux		2 339 703
Transports et communications		1 934 211
Services		13 998 394
Fournitures et matériel		2 866 189
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat sectoriel	40 000	
Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario	3 864 516	3 904 516
		36 185 520
Moins : recouvrements d'autres ministères		40 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		36 145 520
CAPITAL		
Compétitivité du secteur minier (Poste 2)		
Services		1 999 988
		1 999 988
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		1 999 988

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière - *Loi sur les mines*	1 452 247	1 578 952
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario-1	398 035	78 359
Travaux d'infrastructure Canada-Ontario-2	1 664 561	3 993 092
	2 062 596	4 071 451
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	17 987	18 545
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	749 203	698 129
Frais pour chèques refusés	315	350
	767 505	717 024
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations	1 140	1 590
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	164 262	179 682
Concessions minières	773 656	1 172 578
Permis d'occupation des exploitations minières	111 251	112 279
	1 049 169	1 464 539
REDEVANCES	1 452 786	3 275 122
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	151 504	125 127
DIVERS		
Autres	20 323	51 168
TOTAL DES RECETTES	6 957 270	11 284 973

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Fonds de réhabilitation des mines	2 216 467	683 748
Fonds de réhabilitation à long terme	25 000	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	2 241 467	683 748

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-138

SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME 4-140

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-138, 4-140

SOMMAIRE 4-137

ÉTAT DES RECETTES 4-143

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-144

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
13 235 505	Administration du ministère	16 380 462	15 153 258
145 715 419	Soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme	172 671 100	144 646 733
158 950 924	**Total (Fonctionnement) du ministère**	189 051 562*	159 799 991
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
157 950 924	Total des dépenses	189 051 562	159 799 991
1 000 000	Total des prêts et dotations en capital		
158 950 924		189 051 562	159 799 991

*Y Compris le Mandat Spécial de 100 000 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	12 545 500	3 768 500	16 314 000	Administration du ministère	15 060 765
	12 545 500	3 768 500	16 314 000		15 060 765
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	59 028
L	33 465		33 465	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 465
	12 611 962*	3 768 500	16 380 462	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	15 153 258

Description du programme:

Ce programme assure les services administratifs et juridiques, les services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes.

*Y Compris le Mandat Spécial de 7 800 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 013 062
Avantages sociaux		1 466 458
Transports et communications		763 700
Services		5 235 949
Fournitures et matériel		674 831
		15 154 000
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		93 235
		15 060 765
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 858 842	
Avantages sociaux	338 904	
Transports et communications	230 571	
Services	1 285 973	
Fournitures et matériels	209 687	3 923 977
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 092 112	
Avantages sociaux	208 276	
Transports et communications	74 705	
Services	525 707	
Fournitures et matériel	91 179	
	1 991 979	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	93 235	1 898 744
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 514 906	
Avantages sociaux	445 155	
Transports et communications	57 090	
Services	344 947	
Fournitures et matériel	68 606	2 430 704
Services des communications		
Traitements et salaires	1 285 356	
Avantages sociaux	247 509	
Transports et communications	88 755	
Services	1 067 802	
Fournitures et matériel	85 938	2 775 360
Analyse et planification		
Traitements et salaires	176 471	
Avantages sociaux	33 903	
Transports et communications	13 136	
Services	209 631	
Fournitures et matériel	18 250	451 391
Services juridiques		
Transports et communications	23 789	
Services	836 197	
Fournitures et matériel	31 718	891 704
Services de vérification		
Transports et communications	28 012	
Services	302 603	
Fournitures et matériel	14 309	344 924
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	1 085 375	
Avantages sociaux	192 711	
Transports et communications	247 642	
Services	663 089	
Fournitures et matériel	155 144	2 343 961
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		59 028
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		33 465
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		15 153 258

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME**	
1	47 443 000		47 443 000	Développement des entreprises et de l'emploi	31 889 046
2	24 296 100		24 296 100	Investissement	23 523 015
3	52 899 700	5 983 000	58 882 700	Tourisme	56 565 391
4	9 536 300	318 100	9 854 400	Commerce et relations internationales	9 701 139
5	19 867 300		19 867 300	Entrepreneuriat et services régionaux	14 686 313
6	7 507 100		7 507 100	Les Sociétés de développement de l'Ontario	6 665 183
	161 549 500	6 301 100	167 850 600		143 030 087
L	4 820 500		4 820 500	Perte sur prêts, *Loi sur L'administration financière*	1 616 646
	166 370 000*	6 301 100	172 671 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME	144 646 733

Description du programme:

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario en favorisant l'innovation et l'esprit d'entreprise, en gérant les relations de secteurs, en encourageant la suppression des barrières dans le monde des affaires en fournissant des conseils sur les questions liées aux affaires et en prenant l'initiative en matière de politique de développement économique au sein du gouvernement. Ce programme assure la promotion de l'Ontario auprès des grands preneurs de décisions du monde entier, en tant que lieu de choix en matière d'investissements, et il travaille en collaboration avec certains investisseurs potentiels envisageant de s'installer en Ontario. Ce programme fait également la promotion de l'Ontario comme destination touristique de choix; il travaille avec l'industrie du tourisme afin de développer l'infrastructure touristique de la province; il gère les organismes et les attractions touristiques du gouvernement, ainsi que ses centres de renseignements touristiques. Ce programme appuie le développement d'une culture dynamique de l'exportation et il travaille avec certaines entreprises ontariennes en vue d'augmenter le nombre d'exportateurs et d'étendre les marchés d'exportation de ces derniers. Ce programme gère également les engagements financiers en cours des programmes d'aide aux entreprises qui ont pris fin, y compris les Sociétés de développement de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 92 200 000$

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME–CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Développement des entreprises et de l'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 870 132
Avantages sociaux		952 580
Transports et communications		437 886
Services		2 928 233
Fournitures et matériel		370 765
Paiements de transfert		
Subventions pour appuyer le développement des entreprises	340 500	
Fonds de partenariat sectoriel	209 980	
Ortech Corporation	1 693 000	
Investissement dans les compétences stratégiques	19 860 970	
Alliance des innovateurs	225 000	22 329 450
		31 889 046
Investissement (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 806 867
Avantages sociaux		784 106
Transports et communications		1 099 924
Services		16 885 104
Fournitures et matériel		399 114
Paiements de transfert		
Subventions en faveur du dévelopement des investissements		114 000
Autres opérations		
Fonds de développement économique - Mesures initiatives relatives à l'intérêt		433 900
		23 523 015
Tourisme (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 077 000
Avantages sociaux		1 132 510
Transports et communications		528 662
Services		5 147 875
Fournitures et matériel		1 245 488
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	33 049 000	
Subventions en faveur du développement du tourisme	1 201 650	
Société d'exploitation de la Place Ontario	3 648 500	
Commission des parcs du Saint - Laurent	4 985 700	
Programme d'encouragement au développement du tourisme	35	42 884 885
Autres opérations		
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme		548 971
		56 565 391
Commerce et relations internationales (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 397 487
Avantages sociaux		673 943
Transports et communications		907 843
Services		4 119 594
Fournitures et matériel		515 964
Paiements de transfert		
Subventions de soutien de développement du commerce	30 200	
Jiangsu, China, Ontario, Canada - Centre des sciences et de technologie	56 108	86 308
		9 701 139
Entrepreneuriat et services régionaux (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 670 899
Avantages sociaux		792 020
Transports et communications		582 939
Services		2 992 356
Fournitures et matériel		277 227
Paiements de transfert		
Programme Canada - Ontario d'aide à la relance des entreprises	6 035 242	
Programme d'action communautaire	308 704	6 343 946
Autres opérations		
Garanties honorées - Programme Étudiants entrepreneurs	141 772	
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs	27 261	169 033
		14 828 420
Moins: Recouvements d'autres ministères et activités - Depenses		142 107
		14 686 313

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME--CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Les Sociétés de développement de l'Ontario (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 383 096
Avantages sociaux		470 727
Transports et communications		49 744
Services		3 885 685
Fournitures et matériel		5 962
Autres opérations		
Bonifications d'intérêts - Agence	35	
Garanties honorées - Nouvelles entreprises	405 531	
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs	28 475	
Garanties honorées - Directe	435 963	
Garanties honorées - Agence	548 971	1 418 975
		7 214 189
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités - Dépenses		549 006
		6 665 183
Crédits législatifs		
Perte sur prêts - Directe		1 591 646
Perte sur prêts - Agence		25 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AU TOURISME		144 646 733

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'oeuvre	11 944 567	10 936 855
Canada - Ontario Business Recovery Assistance Program	3 215 863	1 420 152
	15 160 430	12 357 007
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	45 593	107 402
Sociétés de développement - Traitements et avantages sociaux	772 399	757 982
Sociétés de développement - Recouvrements		972
Autres	6 118	67 577
	824 110	933 933
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	24 847	40 420
Permis d'établissements touristiques	35 284	28 580
Parcs historiques de la Huronie	676 502	701 374
Vieux Fort William	654 376	407 781
Frais pour chèques refusés	35	140
Autres	1 235	
	1 392 279	1 178 295
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	39 248	87 381
Vieux Fort William	18 118	203 456
Autres	16 815	17 914
	74 181	308 751
REDEVANCES		
Dehavilland - redevances	1 096 600	480 920
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	426 174	897 672
Remboursements de dépôts de garantie	1 855	214
Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs	516 504	188 754
Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs	272 313	189 709
	1 216 846	1 276 349
DIVERS		
Vieux Fort William	1 581	13 188
Parcs historiques de la Huronie	40	8 354
Société de développement de l'Ontario - Dividendes	48 917 801	
Société Bombardier - Intérêts	3 430 000	3 429 990
Société de développement du transport urbain - Dividendes		17 010 503
Autres	8 619	30 222
	52 358 041	20 492 257
TOTAL DES RECETTES	72 122 487	37 027 512

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Développement du tourism		1 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		1 000 000

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts. Si les paiements sont supérieurs aux dépôts, le montant final est indiqué entre parenthèses.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-148
- FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 4-150
- FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 4-152
- FORMATION ET PRÉPARATION À L'EMPLOI 4-154
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-148, 4-150
- SOMMAIRE 4-147

ÉTAT DES RECETTES 4-156

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-158

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-158

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
26 837 102	Administration du ministère	28 569 807	26 832 754
11 193 567 617	Formation à l'éducation élémentaire et secondaire	8 793 474 100	9 569 482 382
3 103 293 196	Formation à l'éducation postsecondaire	3 396 079 800	3 352 304 879
225 665 312	Formation et préparation à l'emploi	327 727 800	279 041 373
14 549 363 227	**Total (Fonctionnement) du ministère**	12 545 851 507*	13 227 661 388
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
12 079 236 445	Total des dépenses	12 533 151 507	12 355 608 848
2 470 126 782	Total des prêts et dotations en capital	12 700 000	872 052 540
14 549 363 227		12 545 851 507	13 227 661 388
		CAPITAL	
356 441 556	Formation à l'éducation élémentaire et secondaire	56 100 000	53 955 803
110 698 061	Formation à l'éducation postsecondaire	1 028 324 000	1 027 020 600
467 139 617	**Total (Capital) du ministère**	1 084 424 000†	1 080 976 403
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
467 139 617	Total des dépenses	1 084 424 000	1 080 976 403

*Y Compris le Mandat Spécial de 6 623 701 500$

†Y Compris le Mandat Spécial de 116 900 000$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	22 773 000	5 741 500	28 514 500	Administration du ministère	26 751 416
	22 773 000	5 741 500	28 514 500		26 751 416
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	59 028
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	22 310
	22 828 307*	5 741 500	28 569 807	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 832 754

Description du programme:

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation et de la Formation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation et de la Formation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 129 600$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 127 484
Avantages sociaux		3 329 196
Transports et communications		1 204 301
Services		9 736 554
Fournitures et matériel		1 353 881
		26 751 416
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 641 353	
Avantages sociaux	554 685	
Transports et communications	228 805	
Services	321 098	
Fournitures et matériel	75 281	3 821 222
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 116 350	
Avantages sociaux	444 433	
Transports et communications	442 823	
Services	4 566 349	
Fournitures et matériel	340 207	7 910 162
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 532 759	
Avantages sociaux	1 314 303	
Transports et communications	57 583	
Services	742 790	
Fournitures et matériel	91 450	3 738 885
Services des communications		
Traitements et salaires	2 565 429	
Avantages sociaux	538 740	
Transports et communications	151 536	
Services	780 462	
Fournitures et matériel	390 539	4 426 706
Services juridiques		
Traitements et salaires	179 103	
Avantages sociaux	37 612	
Transports et communications	28 922	
Services	998 989	
Fournitures et matériel	32 597	1 277 223
Services de vérification		
Services	395 192	395 192
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 092 490	
Avantages sociaux	439 423	
Transports et communications	294 632	
Services	1 931 674	
Fournitures et matériel	423 807	5 182 026
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		59 028
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 310
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		26 832 754

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	7 881 283 800	141 502 900	8 022 786 700	Politiques et prestation des programmes	7 969 985 001
2	63 680 100	4 669 000	68 349 100	Activités éducatives	67 957 197
	7 944 963 900	146 171 900	8 091 135 800		8 037 942 198
L	702 338 300		702 338 300	Contributions gouvernementales, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*	667 228 444
	8 647 302 200	146 171 900	8 793 474 100		8 705 170 642
L				Paiements aux conseils scolaires	864 311 740
	8 647 302 200*	146 171 900	8 793 474 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	9 569 482 382
CAPITAL					
3	56 100 000		56 100 000	Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire	53 955 803
	56 100 000†		56 100 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	53 955 803

Description du programme:

Ce programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario dans le but de soutenir la prestation d'une éducation de haute qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Son but est d'obtenir les trois résultats fondamentaux suivants : excellence des réalisations des élèves; préparation de tous les élèves au succès dans les domaines de l'éducation à venir, du travail et de la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la marché mondial.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : la coordination d'un enseignement et d'un contenu d'apprentissage rigoureux avec des normes de rendement stimulantes, le soutient financier d'un système éducatif rationalisé et efficace, l'accent étant mis sur l'enseignement et l'apprentissage dans la salle de classe; la responsabilite du financement de l'éducation élémentaire et secondaire; l'administration d'écoles provinciales pour les éléves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ainsi que pour les éléves en difficulté d'apprentissage.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 549 807 200$
†Y Compris le Mandat Spécial de 55 300 000$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE–CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 696 112
Avantages sociaux		4 169 086
Transports et communications		5 321 199
Services		39 976 383
Fournitures et matériel		3 197 035
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement des conseils scolaires	7 671 585 281	
Programmes d'éducation-Autres	196 585 378	
Subvention à l'Association canadienne de l'éducation	137 200	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	453 900	
Subvention au Conseil des ministres de l'éducation, Canada	584 014	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	45 000	
Projets en langues officielles	2 437 300	
Centre d'animation scolaire de l'Ontario	174 300	
Jeunes voyageurs de l'Ontario	292 338	
L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	25 084 100	
Autres subventions	246 375	7 897 625 186
		7 969 985 001
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		38 902 984
Avantages sociaux		8 215 557
Transports et communications		2 118 830
Services		14 090 349
Fournitures et matériel		4 565 677
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités		63 800
		67 957 197
Crédits législatifs		
Paiements de transfert		
Contributions gouvernementales, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		668 564 776
Moins: recouvrements d'autres ministères		1 336 332
		667 228 444
Crédits législatifs		
Prêts et dotations en capital		
Paiements aux conseils scolaires		864 311 740
		864 311 740
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		9 569 482 382
CAPITAL		
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 532 891
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations - Élémentaire/secondaire	50 000 000	
Programme Travaux d'infrastructure Canada - Ontario 1	422 912	50 422 912
		53 955 803
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		53 955 803

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
1	2 417 220 300	10 975 300	2 428 195 600	Collèges et universités	2 418 052 998
2	967 884 200		967 884 200	Soutien aux étudiants	934 251 881
	3 385 104 500*	10 975 300	3 396 079 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	3 352 304 879
CAPITAL					
3	741 954 000	286 370 000	1 028 324 000	Soutien à la formation postsecondaire	1 027 020 600
	741 954 000†	286 370 000	1 028 324 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	1 027 020 600

Description du programme:

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier dans le but d'aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs du gouvernment en matière de politiques économiques et sociales en vue de fournir une éducation postsecondaire de qualité supérieure qui soit responsable, pertinente et accessible à tous.

Les éléments-clés du programme incluent la gestion d'un programme d'aide financière aux étudiants de l'Ontario, l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités, l'élaboration de politiques et de programmes liés au financement, à la gestion et aux programmes des collèges et des universités, et la réglementation des collèges et des écoles privées de formation professionelle conformément aux lois applicables.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 910 490 100$
†Y Compris le Mandat Spécial de 61 600 000$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE–CRÉDIT 1003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Collèges et universités (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 590 619
Avantages sociaux		1 117 112
Transports et communications		277 909
Services		1 325 097
Fournitures et matériel		110 369
Paiements de transfert		
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage	5 536 156	
Programme d'accès aux perspectives d'avenir	80 661 986	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	696 143 275	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 595 081 000	
Subventions versées en compensation des impôts aux municipalités	27 189 375	
Autres subventions	20 100	2 404 631 892
Prêts et dotations en capital		
Prêts au Collège Sheridan - Animation		6 000 000
		2 418 052 998
Soutien aux étudiants (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 722 858
Avantages sociaux		708 982
Transports et communications		889 583
Services		3 879 657
Fournitures et matériel		574 971
Paiements de transfert		
Programme de soutien aux étudiants	867 806 943	
Bourses d'échange Ontario - Québec	83 000	
Programme de langue seconde	1 104 750	
Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario	55 481 137	924 475 830
		934 251 881
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		3 352 304 879

CAPITAL		
Soutien à la formation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations - postsecondaire	1 026 917 386	
Programme Travaux d'infrastructure Canada - Ontario 2	103 214	1 027 020 600
		1 027 020 600
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION À L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		1 027 020 600

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI**	
1	4 530 200	324 000	4 854 200	Politiques et relations intergouvernementales	4 534 036
2	192 716 300		192 716 300	Préparation à l'emploi	186 234 893
3	130 157 300		130 157 300	Services d'apprentissage et de formation	88 272 444
	327 403 800*	324 000	327 727 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION ET LA PRÉPARATION À L'EMPLOI	279 041 373

Description du programme:

Ce programme appuie la prestation de programmes et de services visant à : préparer les Ontariennes et Ontariens qui sont sans emploi, notamment les jeunes, à se joindre à la population active ou à réintegrer celle-ci; aider les étudiantes et les étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer l'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintegration; fournir une formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou sa réintégration; fournir une formation en apprentissage ainsi qu'une formation pour les entreprises et des services d'adaptation, à l'appui d'un système efficace de formation professionnelle; fournir un leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation pour les questions afférentes au marché du travail et à la formation.

*Y Compris le Mandat Spécial de 149 274 600$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI–CRÉDIT 1004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 038 281
Avantages sociaux		524 320
Transports et communications		217 315
Services		708 829
Fournitures et matériel		45 291
		4 534 036
Préparation à l'emploi (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 661 468
Avantages sociaux		925 509
Transports et communications		637 316
Services		1 418 458
Fournitures et matériel		243 056
Paiements de transfert		
Service d'emploi d'été	25 957 923	
Préparation au milieu de travail	152 391 163	178 349 086
		186 234 893
Services d'apprentissage et de formation (Poste 3)		
Traitements et salaires		11 889 432
Avantages sociaux		2 644 306
Transports et communications		2 369 853
Services		4 124 268
Fournitures et matériel		756 801
Paiements de transfert		
Préparation à l'emploi		64 746 984
Prêts et dotations en capital		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail		1 740 800
		88 272 444
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI		279 041 373

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure	31 826 822	33 030 001
Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire	4 566 987	6 097 260
Entente Canada-Ontario sur le réseau de collèges de langue française	3 050 000	3 898 142
Gestion des écoles de langue française de l'Ontario	13 500 000	18 000 000
Programme travaux d'infrastructure Canada - Ontario	123 650	237 593
Programme travaux d'infrastructure Canada - Ontario - 2	51 607	16 766 764
Commission du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario - Ministère de la Défense nationale	32 383	34 156
Programme canadien de prêts aux étudiants	3 950 423	4 041 750
Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanent	59 992 564	60 379 086
Subventions à des écoles pour élèves aveugles et pour élèves sourds-Indiens visés par un traité	127 400	129 600
Apprenties et apprentis admissibles à l'assurance-emploi (contribution fédérale)	18 619 816	
Bourses d'études canadiennes du millénaire	107 043 000	
Autres	211 000	
	243 095 652	142 614 352
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie - Université	551 169	79 863
Autres	3 193	
	554 362	79 863
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées	752 080	701 067
Centre d'études indépendantes - Droits versés pour le test d'évaluation en éducation générale	131 312	138 249
Système de réponse téléphonique automatisé	168 694	311 513
Droits versés pour les cours de jour	481 468	300 970
Droits de scolarité	446 896	289 253
Droit de dépôt des demandes RAFEO	1 061 845	1 224 913
Frais pour chèques refusés	58 432	31 507
Gens de métiers et apprentis	5 135 474	5 768 545
Autres	24 080	63 304
	8 260 281	8 829 321
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	33 031	45 883
Avantages, accessoires	16 459	18 350
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	303 676	309 865
Ventes de ressources aux conseils scolaires	2 068	
Autres	2 400	
	357 634	374 098

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Programme de compensation de dettes par remboursements	1 528 189	281 105
Bourses étudiantes, prêts étudiants non remboursés	51 864 183	48 192 915
Fournisseurs	191 024	352 483
Subventions remboursées - Autres	390 936	6 336 573
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Autres		20 009
	53 974 332	55 183 085
DIVERS		
Pénalités - intérêt	1 578 794	904 375
Autres	69 004	18 813
	1 647 798	923 188
TOTAL DES RECETTES	307 890 059	208 003 907

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Remboursements faits par les municipalites relatifs aux conseils scolaires	1 907 796 559	1 384 904 455
Remboursement - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	26 600	900
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 907 823 159	1 384 905 355

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Taxe sur les produits et services - perçue/versée		157
Legs et bourses	(47 708)	(6 890)
Prix John C. Polanyi	(28 090)	(26 818)
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	(28 953)	(238 299)
Fonds en fiducie - Initiative du Central Eastern European Technology Institute	(5 050)	(124 332)
Devry Canada Incorporation in Trust		(1 439 554)
ACDI - Projet de l'Afrique du Sud	(226 632)	112 077
ACDI - LATVIA - Projet de TTC	(59 316)	
Prestation en Ontario du programme Rescol à la source	161 250	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(234 499)	(1 723 659)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-162
- DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 4-164
- SCIENCES ET TECHNOLOGIE 4-166
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-162
- SOMMAIRE 4-161

ÉTAT DES RECETTES 4-168

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-168

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 779 961	Administration du ministère	7 550 952	5 578 615
14 872 355	Développement et gestion des sources d'énergie	21 779 500	20 812 291
309 888 900	Sciences et technologie	116 754 200	100 103 817
332 541 216	**Total (Fonctionnement) du ministère**	146 084 652*	126 494 723
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
332 541 216	Total des dépenses	146 084 652	126 494 723
		CAPITAL	
	Sciences et technologie	39 600 000	18 663 744
	Total (Capital) du ministère	39 600 000†	18 663 744
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	39 600 000	18 663 744

*Y Compris le Mandat Spécial de 96 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	7 506 800		7 506 800	Administration du ministère	5 543 077
	7 506 800		7 506 800		5 543 077
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 541
	7 550 952*		7 550 952	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	5 578 615

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers et de vérification administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridique et de communication.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 500 000$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 116 694
Avantages sociaux		384 262
Transports et communications		176 663
Services		2 756 076
Fournitures et matériel		109 382
		5 543 077
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 147 176	
Avantages sociaux	225 626	
Transports et communications	102 620	
Services	114 316	
Fournitures et matériel	44 758	1 634 496
Services administratifs et financiers		
Services	1 116 242	1 116 242
Ressources humaines		
Services	233 000	233 000
Services des communications		
Traitements et salaires	447 408	
Avantages sociaux	74 577	
Transports et communications	50 936	
Services	460 696	
Fournitures et matériel	23 930	1 057 547
Analyse et planification		
Traitements et salaires	522 110	
Avantages sociaux	84 059	
Transports et communications	21 998	
Services	29 897	
Fournitures et matériel	40 694	698 758
Services juridiques		
Transports et communications	1 109	
Services	242 300	243 409
Services de vérification		
Services	*84 500*	*84 500*
Services informatiques		
Services	475 125	475 125
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		2 541
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		5 578 615

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
1	8 368 000		8 368 000	Politiques et programmes	8 195 404
2	12 719 900		12 719 900	Commission de l'énergie de l'Ontario	12 577 578
3	691 600		691 600	Comité d'établissement de règles du marché	39 309
	21 779 500*		21 779 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	20 812 291

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'élaboration d'un cadre réglementaire et de politiques énergétiques efficaces visant à assurer des marchés énergétiques compétitifs, des approvisionnements en énergie sûrs et fiables, ainsi qu'une production et une utilisation d'énegie écologiquement durables.

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 600 000$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE–CRÉDIT 2902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 377 407
Avantages sociaux	695 543
Transports et communications	209 273
Services	4 035 904
Fournitures et matériel	119 077
	8 437 204
Moins : recouvrements d'autres ministères	241 800
	8 195 404
Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 852 327
Avantages sociaux	698 640
Transports et communications	340 758
Services	7 214 661
Fournitures et matériel	471 192
	12 577 578
Comité d'établissement de règles du marché (Poste 3)	
Traitements et salaires	19 965
Avantages sociaux	6 222
Transports et communications	5 950
Services	7 151
Fournitures et matériel	21
	39 309
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET DE GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	20 812 291

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2903 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE**	
1	116 754 200		116 754 200	Recherche et développement des technologies	100 103 817
	116 754 200*		116 754 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	100 103 817
CAPITAL					
2	39 600 000		39 600 000	Recherche et développement des technologies	18 663 744
	39 600 000†		39 600 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE	18 663 744

Description du programme:

Ce programme veille à ce que le développement et l'infrastructure des sciences et de la technologie de l'Ontario soient à la pointe, et à ce qu'ils encouragent des mesures novatrices qui permettront de soutenir la croissance économique, les possibilités d'investissement et la création d'emplois.

*Y Compris le Mandat Spécial de 76 900 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE–CRÉDIT 2903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Recherche et développement des technologies (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 102 487
Avantages sociaux		559 301
Transports et communications		390 284
Services		1 388 102
Fournitures et matériel		153 484
Paiements de transfert		
Subventions aux Centres d'excellence	32 300 000	
Subventions aux ententes internationales	800 000	
Subventions au programmes de sensibilisation aux sciences et à la technologie	752 000	
Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications	9 945 404	
Subventions au Programme de recherche industrielle	3 926 351	
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement	30 763 940	
Subventions aux Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques	1 382 574	
Subventions aux bourses du premier ministre pour l'excellence recherche	14 639 890	94 510 159
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		100 103 817
CAPITAL		
Recherche et développement des technologies (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-developpement		18 663 744
		18 663 744
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		18 663 744

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario - Frais d'audience	11 824 450	9 536 830
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	20 783	3 350
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	403	1 561
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Subventions	30 896	
Recouvrement de répenses des années précédentes - Autre	1 487	10 664
	32 383	10 664
DIVERS		
Autres	186 423	14 014 990
TOTAL DES RECETTES	12 064 442	23 567 395

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Taxe sur les produits et services	(9)	37
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(9)	37

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-172
- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 4-174
- CONSERVATION ET INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE 4-176
- DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES 4-178
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-172
- SOMMAIRE 4-171

ÉTAT DES RECETTES 4-180

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-180

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
43 686 869	Administration du ministère	49 119 852	49 059 383
118 329 403	Protection de l'environnement	133 785 600	124 587 329
7 234 199	Conservation et intendance environnementale	6 298 000	6 025 051
169 250 471	**Total (Fonctionnement) du ministère**	189 203 452*	179 671 763
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
169 250 471	Total des dépenses	189 203 452	179 671 763
		CAPITAL	
1 772 477	Protection de l'environnement	9 100 000	3 637 694
42 210 272	Développement des infrastructures	224 600 000	193 813 962
43 982 749	**Total (Capital) du ministère**	233 700 000†	197 451 656
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
43 982 749	Total des dépenses	233 700 000	197 451 656

*Y Compris le Mandat Spécial de 112 960 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 108 870 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	37 181 400	11 894 300	49 075 700	Administration du ministère	49 015 231
	37 181 400	11 894 300	49 075 700		49 015 231
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitment versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	37 225 552*	11 894 300	49 119 852	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	49 059 383

Description du programme:

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, et de vérification administratifs, ainsi que les services d'élaboration de la politique et de la planification opérationnelle du ministère, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

*Y Compris le Mandat Spécial de 23 600 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 967 802
Avantages sociaux		2 592 898
Transports et communications		2 319 822
Services		30 984 307
Fournitures et matériel		2 682 652
		50 547 481
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 532 250
		49 015 231
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 076 991	
Avantages sociaux	208 693	
Transports et communications	125 814	
Services	189 977	
Fournitures et matériel	81 226	1 682 701
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 069 777	
Avantages sociaux	490 455	
Transports et communications	1 543 251	
Services	19 640 771	
Fournitures et matériel	619 879	
	24 364 133	
Moins : recouvrements d'autres ministères	479 325	23 884 808
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 695 709	
Avantages sociaux	424 722	
Transports et communications	111 076	
Services	1 114 356	
Fournitures et matériel	67 349	
	3 413 212	
Moins : recouvrements d'autres ministères	305 500	3 107 712
Services des communications		
Traitements et salaires	2 195 745	
Avantages sociaux	457 102	
Transports et communications	214 381	
Services	994 058	
Fournitures et matériel	118 807	3 980 093
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 391 533	
Avantages sociaux	342 731	
Transports et communications	22 821	
Services	672 126	
Fournitures et matériel	55 021	2 484 232
Services juridiques		
Traitements et salaires	20 455	
Avantages sociaux	259	
Transports et communications	96 929	
Services	2 902 566	
Fournitures et matériel	62 963	
	3 083 172	
Moins : recouvrements d'autres ministères	242 300	2 840 872
Services de vérification		
Transports et communications	13 433	
Services	459 463	
Fournitures et matériel	8 445	
	481 341	
Moins : recouvrements d'autres ministères	30 000	451 341
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 517 592	
Avantages sociaux	668 936	
Transports et communications	192 117	
Services	5 010 990	
Fournitures et matériel	1 668 962	
	11 058 597	
Moins : recouvrements d'autres ministères	475 125	10 853 472
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitment versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		49 059 383

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	4 848 800		4 848 800	Administration du programme	3 408 809
2	73 813 800		73 813 800	Services environnementaux	66 308 077
3	51 706 500	3 416 500	55 123 000	Observation des lois	54 870 443
	130 369 100*	3 416 500	133 785 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	124 587 329
CAPITAL					
4	9 100 000		9 100 000	Observation des lois	3 637 694
	9 100 000†		9 100 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	3 637 694

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base liées à la protection de l'environnement en élaborant des plans, des programmes et des partenariats dans le but d'améliorer la qualité de l'air, de l'eau, des terres et des écosystèmes, et en mettant en oeuvre des programmes visant à surveiller, à évaluer et à assurer l'application des règlements et des politiques du ministère.

Le Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 h sur 24 pour recueillir des renseignements sur les déversements et coordonner les enquêtes en la matière. Un fonds de remise en état de l'environnement appuie les activités d'assainissement, et un laboratoire central apporte son soutien au programme.

*Y Compris le Mandat Spécial de 85 610 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 4 770 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT--CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 938 114
Avantages sociaux		463 550
Transports et communications		374 808
Services		484 926
Fournitures et matériel		147 411
		3 408 809
Services environnementaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 735 552
Avantages sociaux		5 655 159
Transports et communications		1 208 458
Services		30 425 941
Fournitures et matériel		3 252 967
Paiements de transfert		
Subventions au Centre for Applied Sustainability de l'Université York		30 000
		66 308 077
Assainissement de l'air		
Traitements et salaires	5 283 339	
Avantages sociaux	1 046 021	
Transports et communications	329 197	
Services	23 258 863	
Fournitures et matériel	1 045 582	30 963 002
Assainissement de l'eau		
Traitements et salaires	4 950 048	
Avantages sociaux	1 049 539	
Transports et communications	143 387	
Services	871 816	
Fournitures et matériel	431 735	7 452 525
Assainissement des sols		
Traitements et salaires	1 063 053	
Avantages sociaux	261 337	
Transports et communications	1 626	
Services	67 600	
Fournitures et matériel	97 769	1 491 385
Protection des écosystems		
Traitements et salaires	14 439 112	
Avantages sociaux	3 298 262	
Transports et communications	734 248	
Services	6 221 662	
Fournitures et matériel	1 677 881	
Paiements de transfert		
Subvention au Centre for Applied Sustainability de L'université de York	30 000	26 401 165
Observation des lois (Poste 3)		
Traitements et salaires		35 462 496
Avantages sociaux		8 548 408
Transports et communications		2 161 179
Services		6 272 042
Fournitures et matériel		2 148 699
Paiements de transfert		
Subventions pour les indemnisations en vertu de la partie IX de la *loi sur la protection de l'environnement*		277 619
		54 870 443
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		124 587 329
CAPITAL		
Observation des lois (Poste 4)		
Services		1 620 500
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 017 194
		3 637 694
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		3 637 694

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONSERVATION ET INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE**	
1	597 800		597 800	Administration du programme	371 096
2	4 788 200	912 000	5 700 200	Conservation et intendance environnementale	5 653 955
	5 386 000*	912 000	6 298 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CONSERVATION ET INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE	6 025 051

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de conservation en encourageant l'utilisation durable de l'eau, des terres, de l'énergie et des ressources matérielles.

*Y Compris le Mandat Spécial de 3 750 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONSERVATION ET INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE--CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		282 522
Avantages sociaux		86 825
Transports et communications		209
Services		1 540
		371 096
Conservation et intendance environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 733 320
Avantages sociaux		799 402
Transports et communications		166 283
Services		819 173
Fournitures et matériel		135 777
		5 653 955
Conservation des ressources		
Traitements et salaires	2 920 941	
Avantages sociaux	583 691	
Transports et communications	129 302	
Services	521 558	
Fournitures et matériel	117 421	4 272 913
Intendance environnementale		
Traitements et salaires	419 384	
Avantages sociaux	79 249	
Transports et communications	21 476	
Services	233 254	
Fournitures et matériel	9 229	762 592
Efficacité des infrastructures		
Traitements et salaires	392 995	
Avantages sociaux	136 462	
Transports et communications	15 505	
Services	64 361	
Fournitures et matériel	9 127	618 450
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION ET INTENDANCE ENVIRONNEMENTALE		6 025 051

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1104 CAPITAL				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES**	
1	224 600 000		224 600 000	Infrastructure d'eau et d'égout	193 813 962
	224 600 000†		224 600 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	193 813 962

Description du programme:

Ce programme appuie les activités de base de protection de l'environnement et de conservation en aidant les municipalités à mettre sur pied des installations d'eau et d'eaux usées et à maximiser la capacité et la performance de ces installations.

* Y Compris le Mandat Spécial de 104 100 000$

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES–CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
CAPITAL		
Infrastructure d'eau et d'égout (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts	29 494 978	
Subventions-Études techniques sur le traitement de l'eau et l'épuration des eau d'égout	314 301	
Fonds provincial de protection des eaux	164 004 683	193 813 962
		193 813 962
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES		193 813 962

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage	52 189	170 490
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	748 377	745 088
Certificats d'autorisation	6 259 009	4 935 788
Air pur Ontario	15 669 700	745 234
	22 677 086	6 426 110
VENTES ET LOCATIONS	81 218	82 020
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	3 488 999	3 346 388
Autres	138 229	617 649
	3 627 228	3 964 037
DIVERS		
Autres	715 489	473 723
TOTAL DES RECETTES	27 153 210	11 116 380

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	19	(160)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	19 657	44 940
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	64 480	198 206
Fonds en fiducie d'assurance - *Loi sur la protection de l'environnement*	159 138	815 153
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	243 294	1 058 139

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-184

POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES 4-186

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 4-189

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 4-191

TRÉSOR 4-193

BUREAU DE LA PRIVATISATION 4-195

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-184, 4-193

SOMMAIRE 4-183

ÉTAT DES RECETTES 4-197

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-199

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-200

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
73 623 421	Administration du ministère	77 561 684	77 179 509
344 022 515	Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes	472 015 000	446 101 701
885 982 273	Politiques économiques, budgétaires et financières	773 442 600	608 353 304
38 969 975	Réglememtation de l'industrie des services financiers	36 296 600	35 977 916
218 365 941	Évaluation foncière		
8 907 766 367	Trésor	9 661 766 000	9 265 372 706
9 122 090	Bureau de la privatisation	12 456 800	11 466 959
10 477 852 582	**Total (Fonctionnement) du ministère**	11 033 538 684*	10 444 452 095
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
10 477 852 582	Total des dépenses	11 033 538 684	10 444 452 095
		CAPITAL	
	Politiques économiques, budgétaires et financières	5 000 000	
	Trésor	1 000	
	Total (Capital) du ministère	5 001 000	
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
	Total des dépenses	5 001 000	

*Y Compris le Mandat Spécial de 915 500 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	63 453 500	14 037 900	77 491 400	Administration du ministère	77 130 886
	63 453 500	14 037 900	77 491 400		77 130 886
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	3 162
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	12 464
	63 523 784*	14 037 900	77 561 684	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	77 179 509

Description du programme:

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre des Finances, s'occupe des fonctions de planification, de consultation et de contrôle pour assurer une direction et une gestion des programmes conformes aux orientations politiques et législatives du gouvernement. Il fournit aussi des services de soutien à l'ensemble du gouvernement, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 39 400 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE—CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		25 514 000
Avantages sociaux		9 616 732
Transports et communications		4 546 356
Services		29 641 471
Fournitures et matériel		7 813 167
		77 131 726
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		840
		77 130 836
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 854 899	
Avantages sociaux	343 193	
Transports et communications	162 626	
Services	185 631	
Fournitures et matériel	67 203	2 613 552
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	5 414 472	
Avantages sociaux	5 279 592	
Transports et communications	354 802	
Services	8 111 926	
Fournitures et matériel	368 261	
	19 529 053	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	840	19 528 213
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 697 820	
Avantages sociaux	686 390	
Transports et communications	105 220	
Services	341 984	
Fournitures et matériel	134 116	3 965 530
Services des communications		
Traitements et salaires	1 345 607	
Avantages sociaux	321 272	
Transports et communications	63 121	
Services	358 175	
Fournitures et matériel	149 011	2 237 186
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 583 600	
Avantages sociaux	300 100	
Transports et communications	27 900	
Services	211 500	
Fournitures et matériel	200 700	2 323 800
Services juridiques		
Transports et communications	19 700	
Services	2 182 000	
Fournitures et matériel	97 400	2 299 100
Services de vérification		
Traitements et salaires	20 482	
Avantages sociaux	21 990	
Transports et communications	34 401	
Services	1 348 614	
Fournitures et matériel	22 015	1 447 502
Systèmes d'information		
Traitements et salaires	5 261 012	
Avantages sociaux	969 870	
Transports et communications	3 236 999	
Services	14 763 093	
Fournitures et matériel	5 399 776	29 630 750
Administration des recettes et services à la clientèle		
Traitements et salaires	7 336 108	
Avantages sociaux	1 694 325	
Transports et communications	541 587	
Services	2 138 548	
Fournitures et matériel	1 374 685	13 085 253
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		3 162
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		12 464
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		77 179 509

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES**	
1	12 948 300	428 400	13 376 700	Bureau du budget et de la taxation	13 188 611
2	458 638 300		458 638 300	Recettes fiscales	432 913 090
	471 586 600*	428 400	472 015 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES	446 101 701

Description du programme:

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales d'une part, et les recettes fiscales de l'autre. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales appuie le ministre des Finances et le gouvernement dans l'élaboration des politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et les lois fiscales, les politiques des finances fédérales-provinciales, et les politiques en matière de pensions et de sécurité du revenu; il élabore le budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il gère l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage le respect de la loi en informant les contribuables, en procédant à l'examen indépendant des objections présentées, et, pour décourager la fraude et l'évasion fiscale, à des vérifications et au recouvrement des sommes dues. Le programme administre également les subventions et crédits d'impôts.

*Y Compris le Mandat Spécial de 292 500 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES–CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Bureau du budget et de la taxation (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 295 822
Avantages sociaux		1 078 519
Transports et communications		214 311
Services		5 537 930
Fournitures et matériel		1 062 029
		13 188 611
Recettes fiscales (Poste 2)		
Traitements et salaires		100 759 429
Avantages sociaux		21 519 443
Transports et communications		7 229 570
Services		24 155 497
Fournitures et matériel		8 099 568
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	83 047 620	
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	188 101 963	271 149 583
		432 913 090
Orientation stratégique		
Traitements et salaires	1 014 762	
Avantages sociaux	188 698	
Transports et communications	13 398	
Services	53 250	
Fournitures et matériel	101 946	1 372 054
Taxes de vente au détail et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	8 296 246	
Avantages sociaux	1 790 532	
Transports et communications	514 579	
Services	539 404	
Fournitures et matériel	746 975	11 887 736
Impôts des corporations et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	16 470 698	
Avantages sociaux	3 464 881	
Transports et communications	2 331 704	
Services	1 781 805	
Fournitures et matériel	2 637 642	26 686 730
Programmes liés à l'impot sur le revenu		
Traitements et salaires	7 758 847	
Avantages sociaux	1 975 501	
Transports et communications	872 070	
Services	9 487 403	
Fournitures et matériel	421 196	
Paiements de transfert		
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	188 101 963	
Régime de revenu annuel garanti	83 047 620	291 664 600
Taxes sur les carburants pour véhicules automobiles et autres taxes et impôts		
Traitements et salaires	6 201 813	
Avantages sociaux	1 309 649	
Transports et communications	469 617	
Services	536 869	
Fournitures et matériel	959 886	9 477 834
Perception et observation		
Traitements et salaires	6 020 235	
Avantages sociaux	1 296 302	
Transports et communications	163 756	
Services	964 375	
Fournitures et matériel	371 342	8 816 010
Services aux entreprises		
Traitements et salaires	4 326 548	
Avantages sociaux	976 361	
Transports et communications	20 964	
Services	7 836 111	
Fournitures et matériel	364 780	13 524 764
Appels en matière fiscale		
Traitements et salaires	3 927 680	
Avantages sociaux	808 355	
Transports et communications	46 494	
Services	170 402	
Fournitures et matériel	75 855	5 028 706

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES—CRÉDIT 1202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	2 767 794	
Avantages sociaux	568 897	
Transports et communications	179 998	
Services	289 929	
Fournitures et matériel	342 768	4 149 386
Bureau régionaux des taxes et impôts		
Traitements et salaires	43 974 886	
Avantages sociaux	9 140 267	
Transports et communications	2 616 990	
Services	2 495 949	
Fournitures et matériel	2 077 178	60 305 270
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES		446 101 701

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
1	7 907 200	1 156 000	9 063 200	Politiques économiques	8 796 603
2	9 169 800	279 500	9 449 300	Politiques budgétaires et financières	9 095 113
3	13 965 800		13 965 800	Politiques et projet des services financiers	7 401 439
4	640 964 300		640 964 300	Stratégie de réinvestissement communautaire	583 060 149
6	100 000 000		100 000 000	Restructuration et autres dépenses	
	772 007 100*	1 435 500	773 442 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	608 353 304
CAPITAL					
5	5 000 000		5 000 000	Initiative de partenariat pour l'infrastructure	
	5 000 000		5 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	

Description du programme:

Ce programme élabore et met en oeuvre des stratégies économiques et financières saines de manière à stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il assure une planification et une gestion financières efficaces des dépenses publiques de manière à réaliser les objectifs du gouvernement en matière d'élimination du déficit; il élabore des politiques et un cadre législatif pour l'industrie des services financiers de l'Ontario; il veille à l'établissement de normes pour assurer la haute qualité des finances publiques par le biais de la mise en oeuvre de politiques, de pratiques et de contrôles financiers efficaces.

*Y Compris le Mandat Spécial de 547 200 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES–CRÉDIT 1203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 689 508
Avantages sociaux		1 161 425
Transports et communications		123 281
Services		2 445 094
Fournitures et matériel		318 095
Paiements de transfert		
Subvention de soutien à la recherche sur la politique économique		108 000
		8 845 403
Moins: recouvrements d'autres ministères		48 800
		8 796 603
Politiques budgétaires et financières (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 245 864
Avantages sociaux		1 380 427
Transports et communications		194 197
Services		1 850 794
Fournitures et matériel		423 831
		9 095 113
Politiques et projet des services financiers (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 477 661
Avantages sociaux		396 629
Transports et communications		140 993
Services		4 198 295
Fournitures et matériel		187 861
		7 401 439
Stratégie de réinvestissement communautaire (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Fonds de réinvestissement communautaire	502 312 052	
Autres subventions aux municipalités	80 748 097	583 060 149
		583 060 149
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES		608 353 304

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	35 476 400	819 200	36 295 600	Commission des services financiers de l'Ontario	35 977 916
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
	35 477 400*	819 200	36 296 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	35 977 916

Description du programme:

La Commission des services financiers de l'Ontario assurent la réglamentation, la surveillance et l'orientation stratégique des secteurs de l'assurance, des établissements de dépôt (compagnies de prêt et de fiducie de l'Ontario, coopératives de crédit, caisses populaires et courtiers en hypothèques) et des régimes de retraite privés de l'Ontario. Le principal objet du programme est de protéger l'intérêt du public, de renforcer la confiance de celui-ci, et de créer un climat d'affaires propice à l'augmentation de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et a l'étranger. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et des préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés.

La réglementation relative aux valeurs mobilières, en Ontario, relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Le 1er novembre 1997, la CVMO est devenue un organisme autofinancé; elle finance ses activités par le biais des droits qu'elle perçoit.

*Y Compris le Mandat Spécial de 24 000 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS–CRÉDIT 1204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 473 681
Avantages sociaux	3 574 299
Transports et communications	790 543
Services	11 249 779
Fournitures et matériel	1 889 614
	35 977 916
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	762 330
Avantages sociaux	148 303
Transports et communications	104 117
Services	2 258 764
Fournitures et matériel	31 975
	3 305 488
Moins: recouvrements des dépenses administratives	3 305 488
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	35 977 916

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
L	9 661 766 000		9 661 766 000	Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière*	9 265 372 706
	9 661 766 000		9 661 766 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR	9 265 372 706
CAPITAL					
L	1 000		1 000	Stadium Corporation of Ontario Ltd., *Loi sur l'administration financière*	
	1 000		1 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE TRÉSOR	

Description du programme:

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et le fonctionnement des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et d'autres tâches d'administration financière. Il s'occupe en outre d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province, de manière à faciliter les démarches d'emprunt; il assure la liaison avec les sociétés et organismes de la Couronne pour les questions de financement, y compris les garanties par la province des prêts accordés à ces sociétés et organismes, et agit à titre de gardien et d'agent financier des titres de la province et de certains de ses organismes dont la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Il doit aussi veillier au fonctionnement de la Caisse d'épargne de l'Ontario, qui est une institution de dépôt, ainsi qu'émettre des Obligations d'épargne de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR–CRÉDIT L

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province	
Intérêts sur les titres de l'Ontario	
Émis à des fins générales	5 561 412 765
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 077 148 395
Régime de retraite des enseignants de l'Ontario	1 516 702 003
Régime de retraite des fonctionnaires	420 006 098
Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique l'Ontario	199 525 835
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	61 512 217
Société de logement de l'Ontario	102 149 233
Société canadienne d'hypothèques et de logement	22 010 100
Collèges des arts appliqués et de la technologie	8 314 758
Autres	1 016 864
	8 969 798 268
Intérêts sur les dépôt à la Caisse d'épargne de l'Ontario	135 873 411
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions	20 280 384
	9 125 952 063
Moins: Intérêts sur les investissements	380 001 686
	8,745,950,377
Intérêts sur la dette à payer à la Société financière de l' industrie de l'électricité de l'Ontario	519 422 329
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	9 265 372 706

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1205 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION**	
1	12 456 800		12 456 800	Bureau de la privatisation	11 466 959
	12 456 800*		12 456 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE LA PRIVATISATION .	11 466 959

Description du programme:

Le Bureau de la privatisation passe en revue les entreprises publiques et les services gouvernementaux afin de déterminer si la participation du gouvernement demeure nécessaire et si oui, dans quelle mesure. Le processus de révision, auquel contribuent les ministères responsables pour le compte du Comité ministériel de la privatisation, consiste entre autres à recueillir les commentaires et les avis du public, des conseillers du secteur des affaires et d'autres parties intéressés. Une fois que le Conseil des ministres, à la lumière des recommandations du Comité ministériel de la privatisation, détermine l'orientation à prendre et que les autorisations nécessaires sont obtenus, le Bureau de la privatisation se charge des initiatives de mise en oeuvre.

*Y Compris le Mandat Spécial de 12 400 000$

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION--CRÉDIT 1205

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Bureau de la privatisation (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 106 058
Avantages sociaux	131 016
Transports et communications	311 329
Services	9 711 356
Fournitures et matériel	207 200
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME BUREAU DE LA PRIVATISATION	11 466 959

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	18 930 149 641	17 752 363 683
Crédit d'impôt	(1 027 907 950)	(1 004 614 651)
Taxe de vente au détail	12 619 854 520	11 410 164 827
Impôt des sociétés	8 245 786 808	7 675 720 111
Impôt - santé des employeurs	3 118 750 347	2 864 422 616
Impôt - santé des autonomes	9 812 753	25 721 983
Impôt sur les bénéfices miniers	49 971 585	26 704 313
Taxe sur l'essence	2 148 892 687	2 141 556 268
Taxe sur les carburants	644 134 125	589 900 531
Taxe sur le tabac	483 827 384	471 870 793
Droits de cession immobilière	550 529 118	486 208 478
Impôt foncier provincial	11 521 812	10 327 413
Taxe sur le pari mutuel	5 344 195	5 245 868
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées	40 059 377	33 137 772
Impôt sur les concentrations commerciales	(468 453)	(1 505 533)
Droits de succession	2 345 006	1 630 304
Quote-part de l'impôt sur le revenu prélevé auprès des sociétés privées qui gèrent des services publics		(2 281 952)
Rentrées brutes de taxes - *Loi sur les municipalités*	283 397 372	51 145 081
Loi de 1998 sur l'administration des successions	71 452 727	63 632 061
	46 187 453 054	42 601 349 966
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	* 5 281 464 359	3 887 737 583
Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 157 739	7 157 739
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	79 860	79 860
	5 288 701 958	3 894 975 182
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Ontario Hydro Services Company Incorporated	171 323 750	
Ontario Power Generation Incorporated	114 100 000	
	285 423 750	
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements des dépenses - Oshawa	5 246 920	119 437
Évaluation des coûts de système de santé-subrogation d'OHIP Commission d'assurance de l'Ontario	81 083 644	79 127 079
Remaniement des services locaux	92 388	124 165 456
Remboursements des dépenses - Toronto	37 451	35 468
Coûts d'administration pour Société financière de l' industrie de l'électricité de l'Ontario		24 523
	86 460 403	203 471 963
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, Permis et Autorisations - Oshawa	19 451	21 935
Loi sur les valeurs mobilières	24 298 505	38 267 479
Loi sur les assurances	24 448 421	21 648 999
Loi sur les régimes de retraite	8 276 916	7 935 029
Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie	1 183 281	1 167 250

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Loi sur les courtiers en hypothèques	403 686	361 764
Loi sur les sociétés coopératives	697 114	7 820
Frais pour chèques refusés - Oshawa	35	525
Frais pour chèques refusés - Toronto	3 850	16 890
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - Droits de garantie des dettes	194 581 494	155 312 385
Autres - Droits de garantie des dettes	134 131	569 957
	254 046 884	225 310 033
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités - Toronto	500	9 500
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Oshawa	440 149	378 602
Ventes et locations - Toronto	326 808	1 158 686
	766 957	1 537 288
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Oshawa	720 539	979 105
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Toronto	164 226	127 139
Autres - recouvrements		480 268
Société de développement du Nord de l'Ontario	31 919	1 676 663
Société de développement de l'Ontario	8 561 062	3 515 885
Société de développement de l'Est de l'Ontario	88 624	898 077
	9 566 370	7 677 137
DIVERS		
Autre revenus	181 833	32 132
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	1 726 309	2 680 366
Dons - Fonds ontarien d'initiative	173 328	164 365
Autre revenu - Oshawa	6 066 701	985 774
Autre revenu - Toronto	65 820	89 733
	8 213 991	4 002 370
TOTAL DES RECETTES	52 120 633 867	46 938 333 439

*Le Ministère des services sociaux et communautaire a récupéré $30,2M sous Le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) Part I. Cette rectification a été enregistré sous Le Transfert Canadien en matière de santé et des programmes sociaux (TCSPS).

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Société de développement de l'Ontario	11 109 537	6 070 158
Société de développement de l'Ontario - Pertes sur prêts	1 591 646	333 569
Société de développement de l'Ontario - Agence pertes sur prêts	25 000	
Société de développement de l'Ontario - Agence - remboursement du principal	11 579 233	47 177 724
Société de développement de l'Ontario - Programme de relance du secteur manufacturier	25 500	584 139
Société de développement de l'Est de l'Ontario	101 916	3 938 082
Société de développement du Nord de l'Ontario	94 050	3 156 312
Office ontarien de financement - financement non fondé sur prêts	1 413 961 179	126 177 380
Office ontarien de financement - Société ontarienne d'aménagement municipal	316 450	315 537
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	96 121	380 775
Agence ontarienne des eaux		55 720 117
Loi de Sault Ste Marie - Action	2 755 699	863 577
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	531 214	231 699
Fins éducatives	1 939 600	3 643 304
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 444 127 145	248 592 373

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Caisse de retraite des juges provinciaux	24 661 592	22 115 197
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - RRF	12 054	(6 667)
Avantages sociaux pour les époux du même sexe - SEFPO	5 577	(39 814)
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - RRF	1 775 100	11 340 204
Avantages sociaux supplémentaires au-dessus du maximum - SEFPO		226
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	1 657 409	1 565 336
Caisse d'épargne de l'Ontario - Dépôts canadiens - net	324 629 917	259 805 887
Dépôt de garantie pour contrats - Taxe de vente au détail	558 771	10 062
Montants non-réclames	(326)	175
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles - Toronto	(2 562 269)	(3 209 464)
Déductions salariales	281 564	(2 209 909)
Fonds des producteurs de lait et de crème	(3 981 237)	176 955
Réserve pour chèques en circulation	(1 791 613)	(1 655 423)
Réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	24 715 661	
Obligations d'épargne de l'Ontario - Salaire		83 451
Obligations d'épargne de l'Ontario - LCBO		2 175
Divers	(10 496 884)	139 500 932
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	359 465 316	427 479 323

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-204

SOMMAIRE 4-203

ÉTAT DES RECETTES 4-206

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
2 614 321	Affaires francophones	3 468 200	3 135 491
2 614 321	**Total (Fonctionnement) pour l'Office des affaires francophones**	3 468 200*	3 135 491
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 614 321	Total des dépenses	3 468 200	3 135 491

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 000 000$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	2 954 500	513 700	3 468 200	Coordination des Affaires francophones	3 135 491
	2 954 500*	513 700	3 468 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 135 491

Description du programme:

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français. Il élabore les politiques et les programmes appropriés relativement aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les service en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfer en vertu de la Loi. IL évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone. Il fournit également des renseignements, conseils d'experts et de l'aide par l'entremise du Fonds de développement économique à la communauté francophone.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 000 000$

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES–CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Coordination des Affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	922 343
Avantages sociaux	227 933
Transports et communications	86 029
Services	473 989
Fournitures et matériel	38 265
Paiements de transfert	
Programme des services en français	1 386 932
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 135 491

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français*	732 725	1 061 129
DIVERS	5	53
TOTAL DES RECETTES	732 730	1 061 182

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OMBUDSMAN ONTARIO 4-210

SOMMAIRE 4-209

ÉTAT DES RECETTES 4-212

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
7 989 320	Ombudsman Ontario	7 782 800	7 781 575
7 989 320	**Total (Fonctionnement) pour Ombudsman Ontario**	7 782 800*	7 781 575
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 989 320	Total des dépenses	7 782 800	7 781 575

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 100 000$

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par la Commission de régie interne	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO**	
1	7 782 800		7 782 800	Ombudsman	7 781 575
	7 782 800*		7 782 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO	7 781 575

Description du programme:

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman règle, après enquête, les plaintes concernant le gouvernement provincial, ses organismes, conseils, commissions et tribunaux, et recommande les mesures correctrices à prendre dans les cas il est determiné que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte. De plus, l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprende une enquête lorsqu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommendation, jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 100 000$

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO–CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Ombudsman (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 626 735
Avantages sociaux		1 002 006
Transports et communications		452 245
Services		1 404 615
Fournitures et matériel		295 974
		7 781 575
Les frais du fonctionnement généraux		
Traitements et salaires	4 582 080	
Avantages sociaux	968 251	
Transports et communications	452 245	
Services	1 404 615	
Fournitures et matériel	295 974	7 703 165
Coûts de restructuration		
Traitements et salaires	44 655	
Avantages sociaux	33 755	78 410
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE OMBUDSMAN ONTARIO		7 781 575

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	842	7 680
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	857	96 359
Autres	8 847	21 684
	9 704	118 043
TOTAL DES RECETTES	10 546	125 723

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-216
- POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 4-218
- JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES 4-220
- SERVICES JURIDIQUES 4-223
- SERVICES AUX TRIBUNAUX 4-225
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-216, 4-218, 4-223
- SOMMAIRE 4-215

ÉTAT DES RECETTES 4-227

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-228

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
	FONCTIONNEMENT		
104 537 998	Administration du ministère	111 551 552	111 512 885
94 793 366	Poursuites contre les criminels	111 246 200	104 058 091
318 691 329	Justice familiale et services d'aide aux victimes	328 101 200	325 018 817
24 749 802	Services juridiques	28 560 400	34 264 250
245 470 110	Services aux tribunaux	278 516 900	276 932 020
788 242 605	**Total (Fonctionnement) du ministère**	857 976 252*	851 786 063
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
788 242 605	Total des dépenses	857 976 252	851 786 063
	CAPITAL		
3 253 302	Administration du ministère	3 811 300	3 809 416
70 142 435	Services aux tribunaux	54 074 600	45 319 987
73 395 737	**Total (Capital) du ministère**	57 885 900†	49 129 403
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
73 395 737	Total des dépenses	57 885 900	49 129 403

*Y Compris le Mandat Spécial de 488 500 600$

†Y Compris le Mandat Spécial de 21 840 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
301 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	99 352 200	12 155 200	111 507 400	Administration du ministère	111 468 733
	99 352 200	12 155 200	111 507 400		111 468 733
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	99 396 352*	12 155 200	111 551 552	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	111 512 885
CAPITAL					
2	2 200 000	1 611 300	3 811 300	Renouvellement des installations	3 809 416
	2 200 000†	1 611 300	3 811 300	TOTAL (CAPITAL) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	3 809 416

Description du programme:

Ce programme est chargé de l'administration du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère. La division des politiques, de la planification opérationnelles offre un appui et des conseils stratégiques au ministère dans les domaines des politiques, de la planification des activités et des finances, des ressources humaines, de la recherche et de l'analyse, de la gestion de l'information, et de la coordination des principaux comités et projets stratégiques de haut niveau. La division offre aussi des services communs en matière de gestion des installations, d'accès à l'information et de services en français au ministère du Procureur général et au ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels. Elle assure par ailleurs la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais du Bureau des services communs, en matière de vérification, d'assurance de la qualité et de fonctions de soutien comme les finances et les approvisionnements.

*Y Compris le Mandat Spécial de 53 405 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 540 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 262 934
Avantages sociaux		2 803 135
Transports et communications		1 177 575
Services		95 658 557
Fournitures et matériel		909 896
		111 812 097
Moins: recouvrements d'autres ministères et activités		343 364
		111 468 733
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 870 257	
Avantages sociaux	470 223	
Transports et communications	199 823	
Services	57 468	
Fournitures et matériel	100 918	2 698 689
Services administratifs et financiers		
Avantages sociaux	155 565	
Transports et communications	138 492	
Services	8 543 635	
Fournitures et matériel	15 396	8 853 088
Services des communications		
Traitements et salaires	1 019 869	
Avantages sociaux	247 516	
Transports et communications	41 968	
Services	505 412	
Fournitures et matériel	56 112	1 870 877
Services de vérification		
Services	1 529 408	1 529 408
Services des installations		
Traitements et salaires	1 669 193	
Avantages sociaux	380 003	
Transports et communications	410 221	
Services	203 740	
Fournitures et materiel	186 713	
	2 849 870	
Moins : recouvrements d'autres activités	343 364	2 506 506
Loyer-Frais de bail		
Services	84 457 361	84 457 361
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	1 663 877	
Avantages sociaux	672 589	
Transports et communications	127 062	
Services	40 786	
Fournitures et matériel	453 395	2 957 709
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 548 113	
Avantages sociaux	502 923	
Transports et communications	68 347	
Services	150 443	
Fournitures et matériel	43 733	3 313 559
Élaboration des politiques		
Traitements et salaires	2 491 625	
Avantages sociaux	374 316	
Transports et communications	191 662	
Services	170 304	
Fournitures et matériel	53 629	3 281 536
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		111 512 885
CAPITAL		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 809 416
		3 809 416
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		3 809 416

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
302 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
1	4 746 900		4 746 900	Unité des enquêtes spéciales	4 730 480
2	106 498 300		106 498 300	Droit criminel	99 005 859
	111 245 200		111 245 200		103 736 339
L	1 000		1 000	Paiments en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'économie*	321 752
	111 246 200*		111 246 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	104 058 091

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en matière criminelle. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 59 665 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS—CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Unité des enquêtes spéciales (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 291 945
Avantages sociaux		285 811
Transports et communications		352 718
Services		792 279
Fournitures et matériel		1 007 727
		4 730 480
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		66 515 511
Avantages sociaux		12 390 061
Transports et communications		3 902 367
Services		12 417 961
Fournitures et matériel		1 944 918
Paiements de transfert		
Subventions - Projets spéciaux	364 800	
Projets de justice autochtone	214 000	
Programme de travailleurs judiciaires autochtones	1 256 241	1 835 041
		99 005 859
Crédits législatifs		
Paiments en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'économie*		321 752
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		104 058 091

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
303 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES**	
1	70 224 000	1 670 400	71 894 400	Services de justice familiale	71 889 594
2	230 475 700		230 475 700	Aide juridique Ontario	230 475 700
3	19 826 000		19 826 000	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	16 752 185
4	5 285 000	620 100	5 905 100	Victimes de mauvais traitements	5 901 338
	325 810 700*	2 290 500	328 101 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES	325 018 817

Description du programme:

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, les visites surveillées, la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario, l'exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants, la cotisation de la province au Régime d'aide juridique de l'Ontario et le programme de libérations sous caution. Il offre également des services aux victimes, aux témoins d'actes criminels et aux victimes de mauvais traitements.

*Y Compris le Mandat Spécial de 204 372 500$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES--CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services de justice familiale (Poste 1)		
Traitements et salaires		37 745 497
Avantages sociaux		7 233 194
Transports et communications		3 960 583
Services		17 480 720
Fournitures et matériel		1 464 094
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	541 599	
Visites surveillées-projet pilote	1 563 113	
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 963 459	4 068 171
		71 952 259
Moins : recouvrements d'autres ministères		62 665
		71 889 594
Gestion des programmes		
Traitements et salaires	1 603 949	
Avantages sociaux	334 711	
Transports et communications	209 022	
Services	495 454	
Fournitures et matériel	85 560	2 728 696
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	4 222 452	
Avantages sociaux	733 565	
Transports et communications	254 929	
Services	1 752 637	
Fournitures et matériel	104 796	7 068 379
Représentation juridique des enfants		
Services	5 285 065	
Moins : recouvrements d'autres ministères	62 665	5 222 400
Tuteur et curateur public/ Comptable de la Cour (Division Générale)		
Traitements et salaires	14 949 125	
Avantages sociaux	2 845 963	
Transports et communications	1 508 207	
Services	3 959 074	
Fournitures et matériel	453 063	23 715 432
Visites surveillées		
Traitements et salaires	113 849	
Avantages sociaux	18 516	
Transports et communications	11 538	
Services	31 669	
Fournitures et matériel	927	
Paiements de transfert		
Visites surveillées-projet pilote	1 563 113	1 739 612
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Traitements et salaires	51 040	
Avantages sociaux	12 265	
Transports et communications	1 143	
Services	13 611	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	1 963 459	2 041 518
Bureau des obligations familiales		
Traitements et salaires	16 805 082	
Avantages sociaux	3 288 174	
Transports et communications	1 975 226	
Services	5 943 210	
Fournitures et matériel	819 748	28 831 440
Aide juridique Ontario		
Transports et communications	518	
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	541 599	542 117
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Fonds d'aide juridique		
Cliniques d'aide juridique communautaire	33 280 900	
Certificats - Services à la clientèle	166 846 700	
Certificats - Administration	30 348 100	230 475 700
		230 475 700

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES–CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 688 518
Avantages sociaux	343 800
Transports et communications	293 521
Services	654 094
Fournitures et matériel	62 910
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	13 709 342
	16 752 185
Victimes de mauvais traitements (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 263 878
Avantages sociaux	911 703
Transports et communications	182 806
Services	413 558
Fournitures et matériel	129 393
	5 901 338
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE JUSTICE FAMILIALE ET SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES	325 018 817

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES**	
1	15 806 700		15 806 700	Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales	15 075 708
2	6 588 100	3 047 500	9 635 600	Services juridiques	9 482 727
3	2 436 500	680 600	3 117 100	Services des conseillers législatifs	3 114 889
	24 831 300	3 728 100	28 559 400		27 673 324
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	6 590 926
	24 832 300*	3 728 100	28 560 400	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SERVICES JURIDIQUES	34 264 250

Description du programme:

Ce programme conseille le gouvernement en matière de droit constitutionnel et de droit civil; il s'occupe des affaires de litige civil, du contentieux constitutionnel et des poursuites intentées en vertu des lois provinciales. Il offre des services législatifs et un soutien en matière de questions juridiques au gouvernement et à ses organismes, conseils et commissions. Le programme est chargé du fonctionnement de la Commission de révision de l'évaluation foncière et des commissions royales.

*Y Compris le Mandat Spécial de 20 868 100$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES–CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 756 694
Avantages sociaux		756 852
Transports et communications		1 573 462
Services		5 921 224
Fournitures et matériel		1 067 476
		15 075 708
Commissions de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	5 756 694	
Avantages sociaux	756 852	
Transports et communications	1 563 523	
Services	5 911 913	
Fournitures et matériel	1 067 476	15 056 458
Commissions royales		
Transports et communications	9 939	
Services	9 311	19 250
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		35 615 004
Avantages sociaux		7 052 932
Transports et communications		328 392
Services		2 423 818
Fournitures et matériel		540 874
		45 961 020
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		36 478 293
		9 482 727
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	6 513 547	
Avantages sociaux	1 565 529	
Transports et communications	327 892	
Services	2 356 069	
Fournitures et matériel	540 780	
	11 303 817	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 821 090	9482 727
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	29 101 457	
Avantages sociaux	5 487 403	
Transports et communications	500	
Services	67 749	
Fournitures et matériel	94	
	34 657 203	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	34 657 203	
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 361 137
Avantages sociaux		653 280
Transports et communications		55 057
Services		435 426
Fournitures et matériel		55 400
		4 560 300
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		1 445 411
		3 114 889
Crédits législatifs		
Loi sur les actions contre la Couronne		6 590 926
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICES JURIDIQUES		34 264 250

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
305 **FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	163 067 300	6 409 900	169 477 200	Administration de la justice	169 451 562
2	84 260 500	24 779 200	109 039 700	Services judiciaires	107 480 458
	247 327 800*	31 189 100	278 516 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	276 932 020
CAPITAL					
3	54 074 600		54 074 600	Construction de tribunaux	45 319 987
	54 074 600†		54 074 600	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX	45 319 987

Description du programme:

Ce programme prévoit les services administratifs des cours civiles, criminelles et de la famille de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 150 190 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 21 300 000$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX–CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires		103 834 474
Avantages sociaux		21 223 560
Transports et communications		7 928 776
Services		28 933 817
Fournitures et matériel		7 444 835
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 600	
Subvention-Service d'orientation aux familles de Frontenac	76 500	86 100
		169 451 562
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		73 009 077
Avantages sociaux		22 542 389
Transports et communications		3 014 368
Services		5 341 260
Fournitures et matériel		3 384 600
Paiements de transfert		
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques	3 300	
Institut national de la magistrature	185 464	188 764
		107 480 458
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		276 932 020
CAPITAL		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Acquisition/construction de biens immobiliers		45 319 987
		45 319 987
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		45 319 987

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique - Criminel	36 196 030	33 428 508
Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants	4 628 363	5 053 714
Travailleurs judiciaires autochtones	300 500	735 756
Autres	621 553	690 722
	41 746 446	39 908 700
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Le tuteur et curateur public de l'Ontario	16 300 000	18 040 000
Avocat des enfants	109 578	84 259
Remaniement des services locaux	76 482 422	88 664 125
Amandes municipales, frais d'administration - remaniement des services locaux	25 039 808	26 522 858
Remboursement par les municipalités que n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	619 544	
Autres		67 710
	118 551 352	133 378 952
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	38 043 419	40 153 329
Procédure/Recherche/Shérifs	4 548 220	4 257 878
Droits d'autres Cours	11 816 557	11 908 233
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	408 510	5 526 369
Frais pour chèques refusés	22 407	23 905
	54 839 113	61 869 714
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	30 083 939	33 448 034
Cautionnements non réclamés et restitutions	99 929	128 746
Amendes provinciales - Division générale	203 902	413 115
Amendes - Paiements en trop	2 154 166	
	32 541 936	33 989 895
VENTES ET LOCATIONS	211 065	210 496
REDEVANCES		
Redevances relatives aux brefs	1 187 896	918 935
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	270 131	454 652
DIVERS		
Tuteur et curateur public - Biens en déshérence	265 602	1 256 800
Confiscations - Produits de la criminalité		1 507
Fonds d'aide aux victimes	11 508 912	10 413 160
Autres	2 696 067	1 612 169
	14 470 581	13 283 636
TOTAL DES RECETTES	263 818 520	284 014 980

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Fonds d'aide aux victimes	6 799 585	8 674 894
Produits de la criminalité	174 697	190 981
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	6 974 282	8 865 875

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-232
- RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES 4-234
- GESTION DES RICHESSES NATURELLES 4-236
- SERVICES RÉGIONAUX 4-239
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-232
- SOMMAIRE 4-231

ÉTAT DES RECETTES 4-241

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-242

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
53 517 976	Administration du ministère	53 739 952	53 719 154
69 377 933	Ressources scientifiques et informatiques	78 074 700	78 059 892
145 649 532	Gestion des richesses naturelles	72 172 600	70 811 491
196 454 665	Services régionaux	193 161 500	183 060 903
465 000 106	**Total (Fonctionnement) du ministère**	397 148 752*	385 651 440
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
465 000 106	Total des dépenses	397 148 752	385 651 440
		CAPITAL	
28 016 699	Gestion des richesses naturelles	147 283 700	126 618 652
185 072 693	Services régionaux		
213 089 392	**Total (Capital) du ministère**	147 283 700†	126 618 652
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
213 089 392	Total des dépenses	147 283 700	126 618 652

*Y Compris le Mandat Spécial de 261 700 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 27 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	51 505 100	2 190 700	53 695 800	Administration du ministère	53 675 002
	51 505 100	2 190 700	53 695 800		53 675 002
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	51 549 252*	2 190 700	53 739 952	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	53 719 154

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services généraux, des conseils et de l'appui ainsi qu'une orientation sur plan de l'administration et de la gestion en vue de rehausser les activités fondamentales du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 31 300 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 571 599
Avantages sociaux		6 063 069
Transports et communications		2 029 800
Services		32 768 467
Fournitures et matériel		1 203 194
		54 636 129
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		961 127
		53 675 002
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 679 134	
Avantages sociaux	291 008	
Transports et communications	528 423	
Services	186 975	
Fournitures et matériel	80 469	2 766 009
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	3 108 882	
Avantages sociaux	622 741	
Transports et communications	601 269	
Services	27 072 810	
Fournitures et matériel	567 280	
	31 972 982	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	961 127	31 011 855
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 725 771	
Avantages sociaux	3 659 138	
Transports et communications	563 488	
Services	2 451 345	
Fournitures et matériel	348 451	10 748 193
Services des communications		
Traitements et salaires	1 421 131	
Avantages sociaux	294 402	
Transports et communications	113 078	
Services	931 722	
Fournitures et matériel	53 618	2 813 951
Analyse et planification		
Traitements et salaires	2 359 092	
Avantages sociaux	1 134 278	
Transports et communications	161 509	
Services	196 695	
Fournitures et matériel	77 190	3 928 764
Services juridiques		
Traitements et salaires	276 663	
Avantages sociaux	61 296	
Transports et communications	52 715	
Services	1 781 355	
Fournitures et matériel	76 186	2 248 215
Services de vérification		
Traitements et salaires	926	
Avantages sociaux	206	
Transports et communications	9 318	
Services	147 565	158 015
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		53 719 154

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2102 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES**	
1	56 157 700	21 917 000	78 074 700	Ressources scientifiques et informatiques	78 059 892
	56 157 700*	21 917 000	78 074 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES	78 059 892

Description du programme:

Le programme des ressources scientifiques et informatiques fournit une orientation pour le développement et l'application des connaissances scientifiques, la gestion de l'information et la technologie de l'information afin de renforcer la capacité du ministère de contribuer au développement durable des ressources naturelles de l'Ontario.

*Y Compris le Mandat Spécial de 45 400 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES–CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Ressources scientifiques et informatiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		27 884 199
Avantages sociaux		5 730 272
Transports et communications		6 005 505
Services		34 970 073
Fournitures et matériel		10 156 834
		84 746 883
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		6 686 991
		78 059 892
Services informatiques		
Traitements et salaires	5 433 056	
Avantages sociaux	1 153 240	
Transports et communications	3 398 993	
Services	17 128 083	
Fournitures et matériel	4 484 060	
	31 597 462	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	185 264	31 412 198
Gestion des forêts		
Traitements et salaires	10 004 658	
Avantages sociaux	1 931 377	
Transports et communications	1 118 681	
Services	5 186 983	
Fournitures et matériel	1 331 436	
	19 573 135	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 072 227	18 500 908
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	5 307 230	
Avantages sociaux	1 045 903	
Transports et communications	612 339	
Services	5 623 326	
Fournitures et matériel	3 755 859	
	16 344 657	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	5 429 500	10 915 157
Information sur les ressources naturelles		
Traitements et salaires	6 561 984	
Avantages sociaux	1 553 262	
Transports et communications	802 207	
Services	3 558 122	
Fournitures et matériel	533 491	13 009 066
Information sur la terres provinciales		
Traitements et salaires	577 241	
Avantages sociaux	46 490	
Transports et communications	73 285	
Services	3 473 559	
Fournitures et matériel	51 988	4 222 563
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES SCIENTIFIQUES ET INFORMATIQUES		78 059 892

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	
1	61 541 500		61 541 500	Gestion des richesses naturelles	60 180 471
2	9 920 900	710 200	10 631 100	Parcs provinciaux	10 631 020
	71 462 400*	710 200	72 172 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	70 811 491
CAPITAL					
3	44 994 200	102 289 500	147 283 700	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	126 618 652
	44 994 200†	102 289 500	147 283 700	TOTAL (CAPITAL) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES	126 618 652

Description du programme:

Le programme de gestion des richesses naturelles fournit une orientation pour tous les programmes de ressources naturelles du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 71 400 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 27 000 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES–CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Gestion des richesses naturelles (Poste 1)		
Traitements et salaires		26 888 654
Avantages sociaux		5 745 091
Transports et communications		4 832 477
Services		18 765 039
Fournitures et matériel		3 642 951
Paiements de transfert		
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
Paiements tenant lieu d'impôts aux municipalités	4 373 399	
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires	2 458 069	
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration	1 950 191	
Subventions Office de Protection de la nature - Programme relatif aux opérations	10 939 388	
Aide aux pourvoyeurs de la chasse à l'ours de printemps	167 473	19 928 520
		79 802 732
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		19 622 261
		60 180 471
Gestion des forêts		
Traitements et salaires	9 525 706	
Avantages sociaux	2 252 095	
Transports et communications	2 323 815	
Services	6 874 078	
Fournitures et matériel	1 127 234	
	22 102 928	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	614 882	21 488 146
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	11 716 546	
Avantages sociaux	2 316 445	
Transports et communications	1 843 779	
Services	8 293 819	
Fournitures et matériel	1 971 206	
Paiements de transfert		
Aide aux pourvoyeurs de la chasse à l'ourse de printemps	167 473	
Institut de la fourrure du Canada	40 000	
	26 349 268	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	14 258 100	12 091 168
Gestion des terres de la Couronne		
Traitements et salaires	5 646 402	
Avantages sociaux	1 176 551	
Transports et communications	664 883	
Services	3 597 142	
Fournitures et matériel	544 511	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 373 399	
Impôts acquittés sur les biensfonds provinciaux occupés par des locataires	2 458 069	
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration	1 950 191	
Subventions Office de Protection de la nature - Programmes relatif aux opérations	10 939 388	
	31 350 536	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	4 749 279	26 601 257
Parcs provinciaux (Poste 2)		
Traitements et salaires		26 305 629
Avantages sociaux		4 328 451
Transports et communications		3 229 871
Services		7 044 773
Fournitures et matériel		10 003 294
		50 912 018
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		40 280 998
		10 631 020
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		70 811 491

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CAPITAL		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		792 697
Services		26 709 412
Fournitures et matériel		99 920 451
Acquisition/construction de biens immobiliers		2 037 052
Paiements de transfert		
Office de protection de la nature de Toronto et de la région		200 000
		129 659 612
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 040 960
		126 618 652
Infrastructure - Parcs provinciaux		
Transports et communications	287 851	
Services	6 778 734	
Fournitures et matériel	6 268 242	
Acquisition/construction de biens immobiliers	446 237	13 781 064
Autres infrastructures		
Transports et communications	504 846	
Services	19 930 678	
Fournitures et matériel	93 652 209	
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 590 815	
	115 678 548	
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 040 960	112 637 588
Offices de protection de la nature		
Paiements de transfert		
Office de protection de la nature de Toronto et de région	200 000	200 000
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		126 618 652

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
1	68 307 800	7 787 400	76 095 200	Activités régionales	76 022 740
2	37 066 300		37 066 300	Aviation et lutte contre les inondations et les incendies	33 983 867
3	28 000 000	52 000 000	80 000 000	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	73 054 296
	133 374 100*	59 787 400	193 161 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX	183 060 903

Description du programme:

Le programme des services régionaux assure la prestation efficace des services régionaux du ministère dans ses points de services.

*Y Compris le Mandat Spécial de 113 600 000$

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX–CRÉDIT 2104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Activités régionales (Poste 1)		
Traitements et salaires		64 112 776
Avantages sociaux		14 520 848
Transports et communications		5 495 358
Services		20 656 370
Fournitures et matériel		7 989 855
Paiements de transfert		
Emplois d'été	295 186	
Aménagement des ressources des Premières nations	637 319	932 505
		113 707 712
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		37 684 972
		76 022 740
Administration régionale		
Traitements et salaires	9 957 322	
Avantages sociaux	2 753 927	
Transports et communications	2 348 717	
Services	1 772 942	
Fournitures et matériel	1 528 513	
	18 361 421	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 316 932	16 044 489
Gestion des forêts		
Traitements et salaires	18 578 297	
Avantages sociaux	4 113 654	
Transports et communications	1 193 388	
Services	9 068 458	
Fournitures et matériel	2 090 078	
	35 043 875	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	4 265 703	30 778 172
Gestion des pêches et de la faune		
Traitements et salaires	21 143 795	
Avantages sociaux	4 487 320	
Transports et communications	1 091 912	
Services	5 413 382	
Fournitures et matériel	3 199 269	
	35 335 678	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	30 874 800	4 460 878
Gestion des terres de la Couronne		
Traitements et salaires	11 826 034	
Avantages sociaux	2 578 312	
Transports et communications	816 809	
Services	4 317 579	
Fournitures et matériel	978 121	
Paiements de transfert		
Emplois d'été	295 186	
Aménagement des ressources Première Nations	637 319	
	21 449 360	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	227 537	21 221 823
Information sur les ressources naturelles		
Traitements et salaires	2 607 328	
Avantages sociaux	587 635	
Transports et communications	44 532	
Services	84 009	
Fournitures et matériel	193 874	3 517 378
Aviation et lutte contre les inondations et les incendies (Poste 2)		
Traitements et salaires		20 915 644
Avantages sociaux		4 495 881
Transports et communications		3 243 481
Services		13 767 741
Fournitures et matériel		5 406 235
		47 828 982
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		13 845 115
		33 983 867
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)		
Traitements et salaires		26 004 599
Avantages sociaux		2 123 732
Transports et communications		1 377 223
Services		35 184 623
Fournitures et matériel		8 364 119
		73 054 296
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX		183 060 903

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet de gestion du Lac Supérieur	161 674	188 927
Agence canadienne de développement international		1 803 762
Projet de gestion du Lac Érié	50 000	
Affaires indiennes et Nord canadien - Protection contres les incendies de forêts	1 737 892	1 126 418
	1 949 566	3 119 107
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	5 546 458	2 976 366
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	1 692 863	1 355 816
Autres	1 849 980	603 492
	3 542 843	1 959 308
AMENDES ET PÉNALITÉS	5 209	14 098
VENTES ET LOCATIONS		
Vente d'immobilisations	1 084 373	1 230 108
Gestion des biens - Fonds excédentaires	9 268 041	10 071 623
Gestion des biens - Vente d'aéronefs	15 926 008	29 978 136
Autres	5 006 158	5 253 849
	31 284 580	46 533 716
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	127 218 829	121 107 830
Droits de la Couronne	155 695 720	157 452 258
Ressources pétrolières en mer	3 980 907	3 344 756
Agrégats	1 130 403	864 754
Autres	155 715	358 976
	288 181 574	283 128 574
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	720 931	562 173
DIVERS		
Accès à l'information	3 452	3 900
Ontario Ranger	164	
Autres	404 877	973 547
	408 493	977 447
TOTAL DES RECETTES	331 639 654	339 270 789

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Dépôts garantis - Bois	(64 900)	(37 502)
Dépôts garantis - Autres	(61 263)	19 112
Loi sur les puits d'extraction et les *carrières*	(21 381)	(257 935)
Loi sur les ressources en agrégats - Municipalités locales	(4 727)	(281 723)
Loi sur les ressources en agrégats - Palier supérieur	(448)	(36 437)
Fond de réhabilitation des puits d'extraction et des carrières		(6 975)
Fiducie pour régénération forestière	(11 133 415)	(21 440 854)
Fiducie pour opérations forestière	438 440	24 412
Centre d'information sur le patrimoine naturel	15 450	136 802
Pêche, faune et flore	(3 295 532)	7 494 009
Loi sur les parcs provinciaux	3 492 132	(149 202)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(10 635 644)	(14 536 293)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-246
- SOINS EN ÉTABLISSEMENT 4-249
- ASSURANCE - SANTÉ 4-251
- SANTÉ MENTALE 4-253
- SANTÉ DE LA POPULATION ET SERVICES COMMUNAUTAIRES 4-255
- SOINS DE LONGUE DURÉE 4-257
- IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 4-259
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-246
- SOMMAIRE 4-245

ÉTAT DES RECETTES 4-261

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-262

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
188 607 943	Administration du ministère	216 829 704	214 341 400
8 400 950 868	Soins en établissement	8 834 202 900	8 483 184 413
6 696 805 131	Assurance - santé	7 051 374 600	7 051 290 816
802 256 835	Santé mentale	898 852 100	846 519 910
841 437 686	Santé de la population et services communautaires	1 304 246 700	1 273 126 092
2 771 543 813	Soins de longue durée	2 948 808 500	2 878 531 900
19 701 602 276	**Total (Fonctionnement) du ministère**	21 254 314 504*	20 746 994 531
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
19 701 602 276	Total des dépenses	21 254 314 504	20 746 994 531
		CAPITAL	
171 992 975	Immobilisations dans le domaine de la santé	503 983 800	325 756 700
171 992 975	**Total (Capital) du ministère**	503 983 800†	325 756 700
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
171 992 975	Total des dépenses	503 983 800	325 756 700

*Y Compris le Mandat Spécial de 14 409 062 700$

†Y Compris le Mandat Spécial de 135 000 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	151 334 700	62 187 500	213 522 200	Administration du ministère	210 544 379
2	2 819 200	400 000	3 219 200	Commission ontarienne	3 217 596
	154 153 900	62 587 500	216 741 400		213 761 975
L	65 994		65 994	Traitement versé au ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	39 963
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 069
L				Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	525 393
	154 242 204*	62 587 500	216 829 704	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	214 341 400

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif à la Commission ontarienne, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

*Y Compris le Mandat Spécial de 97 783 600$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		49 102 108
Avantages sociaux		10 378 169
Transports et communications		9 898 084
Services		90 400 438
Fournitures et matériel		12 015 306
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	38 309 687	
Plan de développement de ressources dans le domaine de la santé	466 000	38 775 687
		210 569 792
Moins : recouvrements d'autres ministères		25 413
		210 544 379
Bureau principal		
Traitements et salaires	5 516 717	
Avantages sociaux	1 762 730	
Transports et communications	1 366 597	
Services	6 069 864	
Fournitures et matériel	511 705	15 227 613
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	11 862 536	
Avantages sociaux	2 472 056	
Transports et communications	1 120 241	
Services	8 397 515	
Fournitures et matériel	2 715 284	
	26 567 632	
Moins : recouvrements d'autres ministères	25 413	26 542 219
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 257 117	
Avantages sociaux	1 022 830	
Transports et communications	209 473	
Services	1 950 807	
Fournitures et matériel	22 322	8 462 549
Services des communications		
Traitements et salaires	3 009 708	
Avantages sociaux	677 098	
Transports et communications	256 612	
Services	2 229 049	
Fournitures et matériel	202 635	6 375 102
Analyse, recherche et planification		
Traitements et salaires	5 865 112	
Avantages sociaux	1 328 912	
Transports et communications	392 776	
Services	3 107 198	
Fournitures et matériel	428 127	
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	38 309 687	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	466 000	49 897 812
Services juridiques		
Traitements et salaires	376 221	
Avantages sociaux	69 395	
Transports et communications	25 849	
Services	2 174 222	
Fournitures et matériel	71 415	2 717 102
Services de vérification		
Traitements et salaires	49 656	
Avantages sociaux	28 866	
Transports et communications	14 506	
Services	1 453 819	
Fournitures et matériel	5 307	1 552 154
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	17 165 041	
Avantages sociaux	3 016 282	
Transports et communications	6 512 030	
Services	65 017 964	
Fournitures et matériel	8 058 511	99 769 828
Commission ontarienne (Poste 2)		
Traitements et salaires		593 417
Avantages sociaux		73 003
Transports et communications		339 902
Services		2 170 648
Fournitures et matériel		40 626
		3 217 596

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	39 963
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 069
Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	525 393
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	214 341 400

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT**	
1	8 268 162 800	53 840 100	8 322 002 900	Hôpitaux et établissements connexes	8 294 490 898
2	512 200 000		512 200 000	Restructuration des hôpitaux	188 693 515
	8 780 362 800*	53 840 100	8 834 202 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENT	8 483 184 413

Description du programme:

Ce programme est responsable de la planification operationnelle, de l'élaboration des politiques et du financement opérationnel des hôpitaux publics et d'établissements connexes. De plus, il coordonne la mise en oeuvre des recommandations de la Commission de restructuration des services de santé.

*Y Compris le Mandat Spécial de 6 275 025 500$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT--CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Hôpitaux et établissements connexes (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 646 136
Avantages sociaux		1 242 381
Transports et communications		554 704
Services		2 185 406
Fournitures et matériel		318 360
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	7 360 208 953	
Exploitation des établissements connexes	727 312 032	
Subventions versées en compensation des taxes municipales-hôpitaux publics	3 830 025	
Enseignement clinique	192 192 901	8 283 543 911
		8 294 490 898
Restructuration des hôpitaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Restructuration des hôpitaux	145 936 738	
Rénovation des hôpitaux	42 756 777	188 693 515
		188 693 515
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SOINS EN ÉTABLISSEMENT		8 483 184 413

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ**	
1	5 643 796 000		5 643 796 000	Assurance - santé et prestations	5 643 726 416
2	1 287 395 400	73 500 000	1 360 895 400	Médicaments	1 360 881 553
3	44 183 200	2 500 000	46 683 200	Services de laboratoire	46 682 847
	6 975 374 600*	76 000 000	7 051 374 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ASSURANCE - SANTÉ	7 051 290 816

Description du programme:

Ce programme assure la gestion de l'Assurance-santé et des Programmes de médicaments de l'Ontario. L'Assurance-santé offre aux résidents de l'Ontario des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de service de santé. Les programmes de médicaments vise à défrayer les coûts des médicaments et des traitements aux résidents admissibles de l'Ontario. Ce programme assure aussi le fonctionnement des laboratoires de santé publique.

*Y Compris le Mandat Spécial de 4 930 661 100$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ–CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Assurance - santé et prestations (Poste 1)		
Traitements et salaires		47 067 981
Avantages sociaux		10 712 616
Transports et communications		9 075 848
Services		24 569 982
Fournitures et matériel		7 464 026
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens	5 542 512 864	
Comité d'étude de la médecine	2 323 099	5 544 835 963
		5 643 726 416
Médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 083 168
Avantages sociaux		688 185
Transports et communications		5 615 537
Services		14 728 207
Fournitures et matériel		1 629 354
Paiements de transfert		
Programme de médicaments de l'Ontario		1 334 137 102
		1 360 881 553
Services de laboratoire (Poste 3)		
Traitements et salaires		20 490 034
Avantages sociaux		5 063 272
Transports et communications		1 203 965
Services		6 084 262
Fournitures et matériel		11 486 920
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		2 354 394
		46 682 847
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ		7 051 290 816

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1404 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE**	
1	8 440 700		8 440 700	Administration du programme	6 070 766
2	292 340 700		292 340 700	Services communautaires	273 084 676
3	598 070 700		598 070 700	Services dans les hôpitaux	567 364 468
	898 852 100*		898 852 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ MENTALE	846 519 910

Description du programme:

Ce programme est responsable d'établir une structure de gestion unique pour le financement, l'élaboration de politiques et l'évaluation des services de santé mentale dans la collectivité et en établissement. Ces services de santé mentale se concentrent principalement sur les personnes atteintes de maladies mentales graves.

*Y Compris le Mandat Spécial de 544 353 600$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE–CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 703 294
Avantages sociaux		1 343 097
Transports et communications		201 373
Services		751 820
Fournitures et matériel		71 182
		6 070 766
Services communautaires (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Programme des services communautaires de santé mentale	272 678 185	
Fondation ontarienne de la santé mentale	406 491	273 084 676
		273 084 676
Services dans les hôpitaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		255 877 912
Avantages sociaux		61 148 842
Transports et communications		3 442 718
Services		31 096 870
Fournitures et matériel		28 755 845
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques	208 950	
Services des hôpitaux psychiatriques spécialisés	191 176 454	191 385 404
		571 707 591
Moins: recouvrements d'autre ministères		4 343 123
		567 364 468
Programmes pour les malades externes		
Traitements et salaires	62 175 031	
Avantages sociaux	14 078 308	
Transports et communications	1 654 530	
Services	11 709 137	
Fournitures et matériel	6 153 367	95 770 373
Programmes pour les malades hospitalisés		
Traitements et salaires	193 702 881	
Avantages sociaux	47 070 534	
Transports et communications	1 788 188	
Services	19 387 733	
Fournitures et matériel	22 602 478	
Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques	208 950	
Services des hôpitaux psychiatriques spécialisés	191 176 454	
	475 937 218	
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 343 123	471 594 095
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE		846 519 910

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES**	
1	17 653 100	5 000 000	22 653 100	Promotion de la santé et administration du programme	21 273 956
2	314 218 700		314 218 700	Services de santé communautaire	290 249 242
3	336 939 200		336 939 200	Santé publique	335 840 682
4	381 741 300	24 100 000	405 841 300	Services de santé d'urgence	404 582 264
5	14 749 900		14 749 900	Conseils régionaux de santé	14 486 554
6	163 587 300	46 257 200	209 844 500	Service des appareils et accessoires fonctionnels	206 693 394
	1 228 889 500*	75 357 200	1 304 246 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ DE LA POPULATION ET LES SERVICES COMMUNAUTAIRES	1 273 126 092

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer la prestation efficace de soins de santé dans les collectivités, ainsi que la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province. Il comprend les services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, et la planification en cas de sinistre.

*Y Compris le Mandat Spécial de 858 658 900$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES–CRÉDIT 1405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé et administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 228 580
Avantages sociaux		397 364
Transports et communications		289 344
Services		1 725 839
Fournitures et matériel		159 372
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		16 473 457
		21 273 956
Services de santé communautaire (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 926 428
Avantages sociaux		392 379
Transports et communications		116 966
Services		505 423
Fournitures et matériel		69 671
Paiements de transfert		
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	17 599 079	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	9 083 613	
Établissements de santé autonomes	15 237 025	
Centres de santé communautaire	99 880 871	
Services de sages - femmes	15 171 263	
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord	5 473 518	
Programme de lutte contre la toxicomanie	105 109 567	
Ressourcement pour le mieux - être des Autochtones	19 683 439	287 238 375
		290 249 242
Santé publique (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 464 768
Avantages sociaux		635 495
Transports et communications		700 007
Services		2 862 518
Fournitures et matériel		344 510
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels responsables de la santé	254 692 639	
Orthophonie et audiologie	19 016 083	
Épidémies	39 521 677	
Prévention et contrôle du sida	12 582 502	
Prévention de la tuberculose	1 274 848	
Lutte contre les maladies vénériennes	404 603	
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	202 267	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	73 765	
Association pour la santé publique de l'Ontario	65 000	327 833 384
		335 840 682
Services de santé d'urgence (Poste 4)		
Traitements et salaires		41 806 540
Avantages sociaux		10 777 630
Transports et communications		2 944 143
Services		24 205 904
Fournitures et matériel		24 071 723
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux	56 587 482	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	244 188 842	300 776 324
		404 582 264
Conseils régionaux de santé (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 191 845
Avantages sociaux		660 789
Transports et communications		264 128
Services		1 045 018
Fournitures et matériel		78 751
Paiements de transfert		
Conseils régionaux de santé		9 246 023
		14 486 554
Service des appareils et accessoires fonctionnels (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 898 992
Avantages sociaux		387 750
Transports et communications		117 497
Services		1 150 079
Fournitures et matériel		78 431
Paiements de transfert		
Services des appareils et accessoires fonctionnels	139 306 519	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	63 754 126	203 060 645
		206 693 394
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ DE LA POPULATION ET DES SERVICES COMMUNAUTAIRES		1 273 126 092

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE**	
1	16 566 800		16 566 800	Administration des programmes et des projets	14 098 300
2	1 432 308 200		1 432 308 200	Établissements de soins de longue durée	1 397 256 505
3	1 499 933 500		1 499 933 500	Services communautaires	1 467 177 095
	2 948 808 500*		2 948 808 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SOINS DE LONGUE DURÉE	2 878 531 900

Description du programme:

Il s'agit d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques et programmes destinés à offrir de façon efficace des services aux personnes âgées, aux adultes ayant un handicap physique et aux personnes qui ont besoin de services à domicile ou à l'école. Il offre, entre autres, des services de soutien en établissement et dans la collectivité.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 702 580 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE–CRÉDIT 1406

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration des programmes et des projets (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 416 205
Avantages sociaux		1 211 246
Transports et communications		920 018
Services		4 467 638
Fournitures et matériel		758 398
Paiements de transfert		
Année internationale des personnes âgées		2 324 795
		14 098 300
Établissements de soins de longue durée (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 657 697
Avantages sociaux		823 310
Transports et communications		64 719
Services		572 820
Fournitures et matériel		9 226
Paiements de transfert		
Établissements de soins de longue durée		1 392 128 733
		1 397 256 505
Services communautaires (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 220 912
Avantages sociaux		1 066 463
Transports et communications		1 000 781
Services		7 435 004
Fournitures et matériel		5 271 785
Paiements de transfert		
Services professionnels	672 812 360	
Services d'aides familiales	423 954 858	
Logements avec services de soutient	42 867 631	
Services aux victimes de traumatismes crâniens	34 643 701	
Services d'auxiliaires à domicile	111 569 354	
Centres pédiatriques	30 624 809	
Services de soutien communautaire	131 709 437	1 448 182 150
		1 467 177 095
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SOINS DE LONGUE DURÉE		2 878 531 900

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 CAPITAL				**PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	503 983 800		503 983 800	Immobilisations dans le domaine de la santé	325 756 700
	503 983 800†		503 983 800	TOTAL (CAPITAL) POUR LES IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	325 756 700

Description du programme:

Ce programme est responsable du processus de planification des immobilisations et de l'élaboration des politiques en la matière; il accorde les subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres de santé communautaires et les centres de soins de longue durée.

* Y Compris le Mandat Spécial de 135 000 000$

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ–CRÉDIT 1407

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
CAPITAL		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Acquisition/construction des biens immobiliers		2 917 289
Paiements de transfert		
Immobilisations dans le domaine de la santé	80 766 568	
Travaux d'infrastructure Canada /Ontario - 2	45 207 639	
Fonds des dépenses en immobilisations pour la restructuration des hôpitaux	193 500 000	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	3 365 204	322 839 411
		325 756 700
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		325 756 700

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langue française	136 352	184 571
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées	24 300 000	24 300 000
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2	30 243 383	7 311 100
Supportive Housing	4 582 700	
Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes	4 639 588	7 851 615
Services sociaux dispensés aux Indiens	5 090 115	6 180 782
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	843 798	740 503
Accord de contribution - Fonds pour l'adaptation des services de santé	4 386 987	
	74 222 923	46 568 571
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance - santé de l'Ontario - Subrogation	10 392 851	12 767 751
Renamiement des services locaux	81 998 333	206 622 046
	92 391 184	219 389 797
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Octroi de permis aux laboratoires	273 023	275 138
Vérification de la qualité des services des laboratoires	959 818	978 106
Quote - part des usagers des services d'ambulance	3 708 661	58 487
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	433 333
Services d'ambulance - Événements spéciaux	1 348	
Frais Ambulancier		4 151 385
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	622 564	703 738
Autres	332 863	279 460
	6 298 277	6 879 647
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes imposées en vertu de la *Loi sur les sciences de la santé*	43 968	
VENTES ET LOCATIONS		
Atelier de formation professionnelle	119 100	129 091
Repas	732 095	696 598
Autres	1 228 884	556 968
	2 080 079	1 382 657
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses	100 610	122 451
Programme de médicaments de l'Ontario	414 960	120 020
Laboratoires privés	2 107 920	348 049
Paiements d'entretien - Foyers pour soins spéciaux/Hôpitaux	6 113 616	6 493 261
Recouvrement de l'Assurance - santé	384 127	
Recouvrement du Comité d'étude de la médecine	4 760 493	
Autres	2 181 284	8 294 802
	16 063 010	15 378 583

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
DIVERS		
Pénalités - intérêt	151 538	34 332
Autres	1 135 774	4 153 714
	1 287 312	4 188 046
TOTAL DES RECETTES	192 386 753	293 787 301

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF--NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
Réserve pour chèques en circulation	598 031	(597 375)
Fonds de recherche Terry Fox	69 836	23 986
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	667 867	(573 389)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-266

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-266

SOMMAIRE 4-265

ÉTAT DES RECETTES 4-268

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-268

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
10 106 022	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	13 765 155	12 923 760
10 106 022	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	13 765 155*	12 923 760
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
10 106 022	Total des dépenses	13 765 155	12 923 760
		CAPITAL	
9 722 517	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	12 000 000	5 774 351
9 722 517	**Total (Capital) pour le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario**	12 000 000†	5 774 351
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
9 722 517	Total des dépenses	12 000 000	5 774 351

*Y Compris le Mandat Spécial de 8 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 4 000 000$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	12 437 700		12 437 700	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	11 605 993
2	1 000	1 315 300	1 316 300	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	1 315 226
	12 438 700	1 315 300	13 754 000		12 921 219
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 541
	12 449 855*	1 315 300	13 765 155	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	12 923 760
CAPITAL					
3	12 000 000		12 000 000	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario	5 774 351
	12 000 000†		12 000 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	5 774 351

Description du programme:

Le Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario offre des services de soutien au ministre délégué aux Affaires autochtones. Le Secrétariat assure la coordination générale des affaires autochtones; il procède aux négociations relatives aux revendications territoriales et règle ces questions; il représente l'Ontario dans le cadre des négociations dirigées par le gouvernement fédéral sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones; il assure la coordination de le stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse" et la gestion du programme Partenariats de travail.

*Y Compris le Mandat Spécial de 8 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 4 000 000$

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO–CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 031 017
Avantages sociaux		562 293
Transports et communications		387 171
Services		2 339 611
Fournitures et matériel		119 480
Paiements de transfert		
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	581 174	
Chiefs of Ontario	201 885	
Ontario Native Women's Association	306 951	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	368 266	
Stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse"	1 705 363	
Soutien pour les négociations communautaires	2 002 782	5 166 421
		11 605 993
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales		1 315 226
		1 315 226
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		2 541
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO		12 923 760

CAPITAL	
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Programme de subventions d'immobilisations aux communautés	5 774 351
	5 774 351
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	5 774 351

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	81 010	605 137
TOTAL DES RECETTES	81 010	605 137

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Taxe sur les produits et services-perçue/versée		(55)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF		(55)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-272
SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-274
CONTRÔLE DE GESTION 4-276
SECRÉTARIAT DES JEUX 4-278
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 4-280
SERVICES COMMUNS 4-282
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-272, 4-282
SOMMAIRE 4-271

ÉTAT DES RECETTES 4-284
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-285
ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-285

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
32 015 338	Administration du ministère	41 413 329	40 764 815
113 376 100	Services des biens immobiliers	139 510 100	91 139 954
231 362 963	Contrôle de gestion	1 544 740 600	57 586 916
11 724 095	Secrétariat des jeux	32 180 900	31 151 704
43 682 328	Information et technologie de l'information	81 253 900	56 386 924
245 569 427	Services communs	288 911 700	270 364 283
677 730 251	**Total (Fonctionnement) pour le Secrétariat du conseil de gestion**	2 128 010 529*	547 394 596
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
677 730 251	Total des dépenses	2 128 010 529	547 394 596
		CAPITAL	
11 700 000	Services des biens immobiliers	20 815 000	13 493 300
11 700 000	**Total (Capital) pour le Secrétariat du conseil de gestion**	20 815 000†	13 493 300
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
11 700 000	Total des dépenses	20 815 000	13 493 300

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 619 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 13 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	34 308 000	6 846 200	41 154 200	Administration du ministère	40 552 515
2	200 000		200 000	Ministre sans portefeuille	153 171
	34 508 000	6 846 200	41 354 200		40 705 686
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*	14 977
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	34 567 129*	6 846 200	41 413 329	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	40 764 815

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels et de planification stratégique afin d'aider les divisions du ministère à réaliser leurs plans d'activités.

*Y Compris le Mandat Spécial de 25 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 491 296
Avantages sociaux		2 767 177
Transports et communications		1 490 343
Services		32 817 940
Fournitures et matériel		3 982 121
		51 548 877
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		10 996 362
		40 552 515
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 643 500	
Avantages sociaux	385 314	
Transports et communications	96 506	
Services	252 758	
Fournitures et matériel	90 841	2 468 919
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	2 843 542	
Avantages sociaux	741 079	
Transports et communications	379 016	
Services	8 687 908	
Fournitures et matériel	1 979 618	
	14 631 163	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 267 200	12 363 963
Services juridiques		
Traitements et salaires	203 247	
Avantages sociaux	7 599	
Transports et communications	104 168	
Services	4 424 831	
Fournitures et matériel	419 992	
	5 159 837	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	968 129	4 191 708
Services de vérification		
Transports et communications	16 543	
Services	1 589 748	
Fournitures et matériel	13 424	
	1 619 715	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	270 082	1 349 633
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 295 364	
Avantages sociaux	491 568	
Transports et communications	557 875	
Services	12 669 205	
Fournitures et matériel	1 051 164	
	17 065 176	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	2 369 501	14 695 675
Services des communications		
Traitements et salaires	1 504 197	
Avantages sociaux	373 427	
Transports et communications	259 819	
Services	4 129 260	
Fournitures et matériel	373 806	
	6 640 509	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	3 815 530	2 824 979
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 001 446	
Avantages sociaux	768 190	
Transports et communications	76 416	
Services	1 064 230	
Fournitures et matériel	53 276	
	3 963 558	
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	1 305 920	2 657 638
Ministre sans portefeuille (Poste 2)		
Traitements et salaires		125 341
Avantages sociaux		12 435
Transports et communications		3 017
Services		7 268
Fournitures et matériel		5 110
		153 171
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*		14 977
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		40 764 815

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1802 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	139 510 100		139 510 100	Services des biens immobiliers	91 139 954
	139 510 100*		139 510 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	91 139 954
CAPITAL					
2	20 815 000		20 815 000	Services des biens immobiliers	13 493 300
	20 815 000†		20 815 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	13 493 300

Description du programme:

Le programme des services des biens immobiliers assure une gestion stratégique des biens immobiliers au nom du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en élaborant des politiques et des normes, et en négociant et en administrant des contrats de services et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure une utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement, ainsi que la prestation, de la manière la plus efficace possible en terme de coûts, des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaire pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux.

*Y Compris le Mandat Spécial de 82 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 13 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS–CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Services des biens immobiliers (Poste 1)	
Services	87 196 754
Paiements de transfert	3 943 200
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	91 139 954
CAPITAL	
Services des biens immobiliers (Poste 2)	
Services	11 794 300
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres	1 699 000
	13 493 300
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	13 493 300

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1803 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION**	
1	10 327 000	416 000	10 743 000	Planification et surveillance des ressources liées aux activités	10 545 578
2	1 269 800		1 269 800	Services intégrés de vérification interne	352 031
3	19 114 700	257 900	19 372 600	Mise en oeuvre de la restructuration gouvermementale	18 769 241
4	24 182 100		24 182 100	Politiques et planification relatives aux ressources humainrs	21 919 066
5	1 000	15 000 000	15 001 000	Remaniement des administrations locales	6 001 000
6	1 474 172 100		1 474 172 100	Imprévus①	
	1 529 066 700*	15 673 900	1 544 740 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CONTRÔLE DE GESTION	57 586 916

Description du programme:

Ce progrmme appuie le Conseil de gestion du gouvernement en fournissant un leadership aux ministères afin d'atteindre les objectifs du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropiée des ressources publiques en établissant, contrôlant et redressant au besion les ressources du gouvernement, et en établissant des normes, des politiques et des stratégies, de façon à atteindre les objectifs généraux du gouvernement. Ce programme prévoit en outre un financement visant à faire face à des dépenses imprevues comme les indemnités de cessation d'emploi et le coût d'autres initiatives de portée générale.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 240 000 000$

① Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaue ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 491 963 000 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION--CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Planification et surveillance des ressources liées aux activités (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 515 253
Avantages sociaux		1 395 785
Transports et communications		241 563
Services		1 337 816
Fournitures et matériel		187 361
		10 677 778
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités		132 200
		10 545 578
Services intégrés de vérification interne (Poste 2)		
Traitements et salaires		8 872 211
Avantages sociaux		1 821 284
Transports et communications		25 215
Services		172 029
Fournitures et matériel		23 079
		10 913 818
Moins : recouvrements d'autres activités		10 561 787
		352 031
Mise en oeuvre de la restructuration gouvermementale (Poste 3)		
Traitements et salaires		5 246 818
Avantages sociaux		586 938
Transports et communications		503 388
Services		14 828 442
Fournitures et matériel		330 681
		21 496 267
Moins : recouvrements d'autres activités		2 727 026
		18 769 241
Réseau d'information sur la ressources humaines		
Traitements et salaires	2 591 419	
Avantages sociaux	436 005	
Transports et communications	357 139	
Services	13 472 579	
Fournitures et matériel	157 644	17 014 786
Projet de restructuration des services régionaux		
Traitements et salaires	2 199 205	
Avantages sociaux	80 819	
Transports et communications	47 534	
Services	527 779	
Fournitures et matériel	24 634	
	2 879 971	
Moins : recouvrements d'autres activités	2 727 026	152 945
Autres Services		
Traitements et salaires	456 194	
Avantages sociaux	70 114	
Transports et communications	98 715	
Services	828 084	
Fournitures et matériel	148 403	1 601 510
Politiques et planification relatives aux ressources humainrs (Poste 4)		
Traitements et salaires		12 242 966
Avantages sociaux		2 466 626
Transports et communications		433 882
Services		6 273 003
Fournitures et matériel		401 689
Paiements de transfert		
Sunventions a l'institut d'administration publique du Canada		100 900
		21 919 066
Remaniement des administrations locales (Poste 5)		
Paiements de transfert		6 001 000
		6 001 000
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE GESTION		57 586 916

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1804 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU SÉCRETARIAT DES JEUX**	
1	2 180 900		2 180 900	Administration du programme	1 654 710
2	30 000 000		30 000 000	Avance de fonds	29 496 994
	32 180 900*		32 180 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES JEUX	31 151 704

Description du programme:

Le Secrétariat des jeux est responsable de la coordination des politiques relatives aux casinos de bienfaisance, au programme des machines à sous installées dans les hippodromes et les casinos de bienfaisance autochtones, aux casinos commerciaux et aux loteries traditionnelles en Ontario. Le Secrétariat des jeux assure un soutien au jour le jour au president du Conseil de gestion du gouvernement, la consultation des parties prenantes, la coordination avec les autres ministéres et l'élaboration d'orientations et de politiques pour la gestion des operations provinciales de jeux par le biais de la Société des loteries de l'Ontario et de la Société des Casinos de l'Ontario. Il fournit également, le cas échéant, un soutient opérationnel dans le cadre de l'introduction par le gouvernement d'initiatives de jeux importantes. Le Secrétariat des jeux a pour mandat d'élaborer une politique provinciale des jeux efficace et intégrée, et d'en assurer le suivi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 32 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DU SÉCRETARIAT DES JEUX–CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	782 007
Avantages sociaux	129 569
Transports et communications	95 344
Services	541 125
Fournitures et matériel	106 665
	1 654 710
Avance de fonds (Poste 2)	
Paiements de transfert	29 496 994
	29 496 994
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SÉCRETARIAT DES JEUX	31 151 704

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1805 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
1	4 934 400	10 025 000	14 959 400	Politique de technologie de l'information	12 507 007
2	42 700 000		42 700 000	Stratégie en matiere de technologie et de l'information	21 499 720
3	13 433 400	10 161 100	23 594 500	Services informatiques	22 380 197
	61 067 800*	20 186 100	81 253 900	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	56 386 924

Description du programme:

Le programme d'information et de technologie de l'information est le fer de lance de la mise en oeuvre de la stratégie du gouvernement en matière de technologie de l'information, qui vise à utiliser la technologie de l'information de manière à améliorer les services au public et la gestion de l'information destinée à la fonction publique. Ce programme offre également des services communs de technologie de l'information et d'infrastructure.

*Y Compris le Mandat Spécial de 60 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION–CRÉDIT 1805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Politique de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	3 750 383
Avantages sociaux	571 210
Transports et communications	413 795
Services	7 484 133
Fournitures et matériel	431 086
	12 650 607
Moins : recouvrements d'autres ministères et activités	143 600
	12 507 007
Stratégie en matiere de technologie et de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 979 544
Avantages sociaux	225 349
Transports et communications	90 621
Services	18 724 090
Fournitures et matériel	480 116
	21 499 720
Services informatiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	21 008 058
Avantages sociaux	3 891 442
Transports et communications	54 576 716
Services	55 718 252
Fournitures et matériel	8 995 904
	144 190 372
Moins : recouvrements d'autres activités	121 810 175
	22 380 197
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	56 386 924

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1806				**PROGRAMME SERVICES DE COMMUNS**	
FONCTIONNEMENT					
1	18 372 600	7 913 600	26 286 200	Services liés aux activités	25 354 048
2	239 347 200		239 347 200	Avantages sociaux et Régime de retraite (cotisations du gouvernement)	229 369 377
3	19 278 300		19 278 300	Programmes d'emplois spéciaux	13 652 596
	276 998 100	7 913 600	284 911 700		268 376 021
L	4 000 000		4 000 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	1 988 262
	280 998 100*	7 913 600	288 911 700	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SERVICES DE COMMUNS	270 364 283

Description du programme:

Le programme des services communs offre des services administratifs internes à l'échelle du gouvernement. Ses principales activités sont les suivantes : traitement financier, préparation de le paie, services d'administration des avantages, services d'approvisionnement, services administratifs généraux, explitation des systèmes utilisés à l'échelle du gouvernement. Le Bureau des services communs est également responsable de la gestion des cotisations de l'employeur en matière d'avantages, des fonds spéciaux d'emploi et du programme expérience été.

*Y Compris le Mandat Spécial de 180 000 000$

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME SERVICES DE COMMUNS–CRÉDIT 1806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Services liés aux activités (Poste 1)		
Traitements et salaires		36 233 137
Avantages sociaux		7 845 491
Transports et communications		6 886 989
Services		16 331 821
Fournitures et matériel		2 419 104
		69 716 542
Moins : recouvrements d'autres activités		44 362 494
		25 354 048
Avantages sociaux et Régime de retraite(cotisations du gouvernement) (Poste 2)		
Avantages sociaux		
La *Loi de 1989 le régime de retraite des fonctionnaires*		
Cotisations paritaires - Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	126 391 865	
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires	91 541 757	
Dette non provisionnée	159 117 127	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	14 702 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 060 020	
Régime de pensions du Canada	84 168 393	
Assurance - emploi	84 431 416	
Assurance - vie collective	7 342 862	
Protection du revenu à long terme	50 751 888	
Impôt - santé des employeurs	66 123 784	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	54 255 539	
Régime de soins dentaires	41 240 788	
Prestations aux employés retraités	69 338 156	850 465 595
Moins : recouvrements d'autres activités		621 096 218
		229 369 377
Programmes d'emplois spéciaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 468 503
Avantages sociaux		259 895
Transports et communications		90 369
Services		1 437 005
Fournitures et matériel		101 381
Autres opérations		
Emplois d'été	8 496 680	
Autre	798 763	9 295 443
		13 652 596
Crédits législatifs		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		1 988 262
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME SERVICES DE COMMUNS		270 364 283

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques	4 298	54 651
Societe canadienne d'hypothèques et de logement - Partage	71 867	902 656
	76 165	957 307
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Bénéfices des loteries	521 058 140	534 500 000
Taxe sur les recettes des casinos	402 169 673	394 095 400
Recettes des casinos	417 771 000	475 524 000
	1 340 998 813	1 404 119 400
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés et employées de la Fonction publique de l'Ontario	22 800	32 956
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	781 641	769 761
VENTES ET LOCATIONS		
Locations - Terrains et bâtiments	21 786 372	19 156 749
Ventes et locations - Autres	926 095	1 327 318
Terrains et bâtiments - Ventes	110 637 181	64 120 930
	133 349 648	84 604 997
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	810 422	49 671 368
DIVERS		
Service central de recouvrement	135 917	1 930 132
Société immobilière de l'Ontario	6 576 505	4 233 549
Ventes des publications gouvernementales	303 000	325 000
Solde - fonds de règlement des griefs du contrat social	3 465 301	
Autres	29 996	13 341
	10 510 719	6 502 022
TOTAL DES RECETTES	1 486 550 208	1 546 657 811

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	109 453	159 463
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	109 453	159 463

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Taxe sur les produits et services - perçue/versée	(3 666)	4 800
Biens du ministère de l'Environnement		136 165
Fonds en fiducie pour les dépôts relatifs aux biens-fonds	(86 450)	(253 950)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(90 116)	(112 985)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-290
- SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-292
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-290
- SOMMAIRE 4-289

ÉTAT DES RECETTES 4-295

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-296

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
36 193 951	Administration du ministère	40 680 584	40 054 328
7 829 543 032	Services aux adultes et aux enfants	7 896 060 200	7 601 562 688
7 865 736 983	**Total (Fonctionnement) du ministère**	7 936 740 784*	7 641 617 016
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 865 736 983	Total des dépenses	7 936 740 784	7 641 617 016
		CAPITAL	
26 574 600	Services aux adultes et aux enfants	20 046 000	20 045 849
26 574 600	**Total (Capital) du ministère**	20 046 000†	20 045 849
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
26 574 600	Total des dépenses	20 046 000	20 045 849

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 512 733 100$

†Y Compris le Mandat Spécial de 13 000 000$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
FONCTIONNEMENT					
1	27 015 100	13 595 200	40 610 300	Administration du ministère	39 992 824
	27 015 100	13 595 200	40 610 300		39 992 824
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	14 977		14 977	Traitement versé au ministre sans portfeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	14 997
L	22 310		22 310	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 510
	27 085 384*	13 595 200	40 680 584	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	40 054 328

Description du programme:

Appuyer la mise en oeuvre des priorités du ministère en matière de politiques et du programme d'action en assurant aux cadres supérieurs, au personnel du bureau central et au personnel dans les régions, une orientation ferme en matière de direction et de politiques, des conseils sur la planification des activités, et des services de soutien administratif et technique.

*Y Compris le Mandat Spécial de 15 918 600$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 579 585
Avantages sociaux		3 496 109
Transports et communications		1 862 717
Services		17 610 673
Fournitures et matériel		2 443 740
		39 992 824
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 550 739	
Avantages sociaux	268 501	
Transports et communications	123 941	
Services	104 278	
Fournitures et matériel	63 623	2 111 082
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	4 714 452	
Avantages sociaux	1 040 257	
Transports et communications	320 622	
Services	1 868 847	
Fournitures et matériel	46 157	7 990 335
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 439 418	
Avantages sociaux	1 089 470	
Transports et communications	85 928	
Services	658 164	
Fournitures et matériel	152 369	5 425 349
Services des communications		
Traitements et salaires	1 013 160	
Avantages sociaux	197 737	
Transports et communications	21 767	
Services	311 012	
Fournitures et matériel	72 446	1 616 122
Services juridiques		
Traitements et salaires	217 071	
Avantages sociaux	27 240	
Transports et communications	64 927	
Services	2 433 779	
Fournitures et matériel	57 887	2 800 904
Services de vérification		
Transports et communications	67 166	
Services	1 417 104	
Fournitures et matériel	10 623	1 494 893
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 644 745	
Avantages sociaux	872 904	
Transports et communications	1 178 366	
Services	10 817 489	
Fournitures et matériel	2 040 635	18 554 139
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé au ministre sans portfeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		14 997
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		13 510
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		40 054 328

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	48 149 000	258 500	48 407 500	Administration du programme	47 810 513
2	19 065 300	1 186 800	20 252 100	Administration dans les régions	19 714 014
3	5 077 136 200		5 077 136 200	Soutien financier et soutien à l'emploi	4 796 197 145
4	135 605 500		135 605 500	Services sociaux aux adultes	130 778 699
5	1 677 220 000	743 600	1 677 963 600	Services à l'enfance	1 670 991 239
6	913 991 400	22 703 900	936 695 300	Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement	936 071 078
	7 871 167 400*	24 892 800	7 896 060 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	7 601 562 688
CAPITAL					
7	20 046 000		20 046 000	Services aux adultes et aux enfants	20 045 849
	20 046 000†		20 046 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	20 045 849

Description du programme:

Administrer un système de services sociaux grâce à la prestation de services directs et à des paiements de transfert aux municipalités, aux Premières nations et aux organismes communautaires, qui fournissent des services de soutien aux personnes dans le besoin, notamment les personnes handicapées, les victimes de violence familiale, les enfants et les jeunes vulnérables, les jeunes contrevenants et les personnes incapables de trouver un emploi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 5 496 814 500$

†Y Compris le Mandat Spécial de 13 000 000$

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS–CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 143 933
Avantages sociaux		3 469 454
Transports et communications		947 591
Services		24 851 276
Fournitures et matériel		3 367 887
Paiements de transfert		
Projets d'élaboration des politiques et des programmes		30 372
		47 810 513
Soutien des programmes		
Traitements et salaires	12 946 032	
Avantages sociaux	3 024 893	
Transports et communications	726 434	
Services	22 199 635	
Fournitures et matériel	2 965 301	
Paiements de transfert		
Projets d'élaboration de politiques et des programmes	30 372	41 892 667
Projet de service sociaux et de santé communautaire		
Traitements et salaires	943 579	
Avantages sociaux	123 468	
Transports et communications	109 389	
Services	446 579	
Fournitures et matériel	325 446	1 948 461
Planification relatif à la transition		
Traitements et salaires	1 254 322	
Avantages sociaux	321 093	
Transports et communications	111 768	
Services	2 205 062	
Fournitures et matériel	77 140	3 969 385
Administration dans les régions (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 214 878
Avantages sociaux		2 729 379
Transports et communications		157 182
Services		5 390 914
Fournitures et matériel		221 661
		19 714 014
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		101 085 607
Avantages sociaux		32 400 016
Transports et communications		13 838 751
Services		129 094 789
Fournitures et matériel		11 337 059
Paiements de transfert		
Aide financière du programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	2 066 649 825	
Aide financière du programme Ontario au travail	1 924 116 488	
Progrmme de médicaments de l'Ontario	375 314 362	
Aide à l'emploi du programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	35 690 070	
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail	102 190 134	
Projet d'aide sociale automatisée	4 480 044	4 508 440 923
		4 796 197 145
Aide financière et à l'emploi		
Traitements et salaires	93 393 441	
Avantages sociaux	31 243 277	
Transports et communications	10 179 113	
Services	16 787 224	
Fournitures et matériel	8 399 063	
Paiements de transfert		
Aide financière du programme ontarien de soutient aux personnes handicapées	2 066 649 825	
Aide à l'emploi du programme ontarien de soutient aux personnes handicapées	35 690 070	
Aide financière du programme Ontario au travail	1 924 116 488	
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail	102 190 134	
Programme de médicaments de l'Ontario	375 314 362	4 663 962 997
Projet d'aide sociale automatisée		
Traitements et salaires	5 977 804	
Avantages sociaux	840 370	
Transports et communications	3 002 969	
Services	109 503 536	
Fournitures et matériel	2 722 105	
Paiements de transfert		
Projet d'aide sociale automatisée	4 480 044	126 526 828

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS–CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Tribunal de l'aide sociale

Traitements et salaires	1 714 362	
Avantages sociaux	316 369	
Transports et communications	656 669	
Services	2 804 029	
Fournitures et matériel	215 891	5 707 320

Services sociaux aux adultes (Poste 4)

Traitements et salaires		1 395 615
Avantages sociaux		392 986
Transports et communications		31 508
Services		17 138
Fournitures et matériel		30 521
Paiements de transfert		
Aide à l'intégration communautaire	44 693 335	
Violence faite aux femmes	72 265 208	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	11 952 388	128 910 931
		130 778 699

Services à l'enfance (Poste 5)

Traitements et salaires		74 489 752
Avantages sociaux		15 387 563
Transports et communications		4 941 200
Services		15 868 356
Fournitures et matériel		6 388 241
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	22 412 061	
Services de bien-être de l'enfance	654 401 637	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	208 487 952	
Services de garde d'enfants	549 808 655	
Services de traitement pour les enfants	25 447 125	
Services aux jeunes contrevenants	93 348 797	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	9 900	1 553 916 127
		1 670 991 239

Service à l'enfance

Traitements et salaires	73 617 377	
Avantages sociaux	15 340 489	
Transports et communications	4 844 730	
Services	15 151 562	
Fournitures et matériel	6 261 757	
Paiements de transfert		
Services de soutien communautaire	22 412 061	
Services de bien-être de l'enfance	654 401 637	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	208 487 952	
Services de garde d'enfants	549 808 655	
Services de traitement pour les enfants	25 447 125	
Services aux jeunes contrevenants	93 348 797	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	9 900	1 669 132 042

Secrétariat à l'enfance

Traitements et salaires	872 375	
Avantages sociaux	47 074	
Transports et communications	96 470	
Services	716 794	
Fournitures et matériel	126 484	1 859 197

Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement (Poste 6)

Traitements et salaires		97 679 219
Avantages sociaux		30 419 399
Transports et communications		378 261
Services		8 823 918
Fournitures et matériel		10 355 879
Paiements de transfert		
Services en établissement	473 968 548	
Services de soutien	314 111 307	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	334 547	788 414 402
		936 071 078

TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	7 601 562 688

CAPITAL

Services aux adultes et aux enfants (Poste 7)

Paiements de transfert	
Subventions d'immobilisations	20 045 849
	20 045 849

TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS	20 045 849

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les jeunes contrevenants	23 463 204	23 243 008
L'aide à l'employabilité	41 062 000	41 062 001
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	102 682 680	70 408 747
Programme de tribunaux autochtones	132 500	393 309
Services en français	115 414	57 500
Allocations spéciales	390 618	294 134
Entente concernant le supplément au revenu gagné et l'aide sociale	308 407	6 125 000
Logement en milieu de soutien	1 942 300	
	170 097 123	141 583 699
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements d'Entretient - Prestations Familiales	28 064 964	46 428 583
Remaniement des services locaux	538 651 660	700 598 329
	566 716 624	747 026 912
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Garderies	39 831	37 502
Pensions	14 588	18 185
Entretien des installations pour les personnes atteintes d'un handicap de développement	1 100 292	686 385
Droits d'adoption	34 602	12 464
	1 189 313	754 536
VENTES ET LOCATIONS		
Avantages accessoires		15
Vente de véhicules		14 386
Matériaux de récupération	76	1 903
Cantines/ateliers dans les établissements	256 134	320 599
Autres - ventes - générales		12 360
	256 210	349 263
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements - Pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	150 108	37 875
Subventions de fonctionnement	30 674 240	1 305 295
Subventions d'immobilisation		151 719
Frais de fonctionnement	1 434 775	568 320
	32 259 123	2 063 209
DIVERS		
Fonctions de juré et indemnités de témoin	1 669	2 028
Intérêts bancaires	2 924	2 302
Comptes de subrogation	1 589 647	1 167 911
Pénalités - intérêt		7 329
Autres	94 484	265 254
	1 688 724	1 444 824
TOTAL DES RECETTES	772 207 117	893 222 443

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Legs et bourses	(9 391)	(11 033)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(9 391)	(11 033)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-300
- SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-303
- SERVICES INTERNES DE LA POLICE 4-305
- POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-307
- SERVICES CORRECTIONNELS 4-309
- ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 4-311
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-300, 4-307, 4-311
- SOMMAIRE 4-299

ÉTAT DES RECETTES 4-313

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-314

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
149 562 456	Administration du ministère	173 976 752	182 862 434
54 907 897	Sécurité publique	58 220 100	57 413 888
36 001 953	Services internes de la police	54 957 100	41 736 163
535 565 101	Police provinciale de l'Ontario	571 517 100	565 456 842
563 191 534	Services correctionnels	585 725 000	583 749 761
4 631 194	Organismes, conseils et commissions	5 644 000	4 715 252
1 343 860 136	**Total (Fonctionnement) du ministère**	1 450 040 052*	1 435 934 340
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 343 860 136	Total des dépenses	1 450 040 052	1 435 934 340
		CAPITAL	
30 173 087	Services correctionnels	132 759 000	124 161 618
30 173 087	**Total (Capital) du ministère**	132 759 000†	124 161 618
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
30 173 087	Total des dépenses	132 759 000	124 161 618

*Y Compris le Mandat Spécial de 800 000 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 50 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	71 595 300	64 470 500	136 065 800	Administration du ministère	135 681 622
2	16 717 300		16 717 300	Aide et services aux victimes	14 811 977
3	21 148 500		21 148 500	Bureau du système de communications mobile du gouvemement	20 991 317
	109 461 100	64 470 500	173 931 600		171 484 916
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	11 297 828
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	65 994
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 696
	109 506 252*	64 470 500	173 976 752	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	182 862 434

Description du programme:

Ce programme vise à assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère, et à fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

*Y Compris le Mandat Spécial de 97 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 732 919
Avantages sociaux		4 552 903
Transports et communications		17 446 050
Services		88 089 247
Fournitures et matériel		7 663 295
Paiements de transfert		
Subventions diverses		408
		139 484 822
Moins : recouvrements d'autres activités		3 803 200
		135 681 622
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 158 930	
Avantages sociaux	504 794	
Transports et communications	245 931	
Services	423 048	
Fournitures et matériel	130 565	
Paiements de transfert		
Subventions diverses	408	3 463 676
Planification des activités et élaboration des politiques		
Traitements et salaires	2 418 608	
Avantages sociaux	569 849	
Transports et communications	195 784	
Services	1 786 712	
Fournitures et matériel	589 592	5 560 545
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 255 072	
Avantages sociaux	850 706	
Transports et communications	405 987	
Services	364 886	
Fournitures et matériel	74 210	4 950 861
Services des communications		
Traitements et salaires	1 340 347	
Avantages sociaux	233 090	
Transports et communications	44 353	
Services	488 312	
Fournitures et matériel	52 921	2 159 023
Loyer-Frais de bail		
Services	39 103 655	39 103 655
Services juridiques		
Traitements et salaires	21 221	
Avantages sociaux	1 177	
Transports et communications	40 078	
Services	1 344 903	
Fournitures et matériel	95 926	1 503 305
Intégration du système judiciaire - La technologie de l'information		
Traitements et salaires	8 929 855	
Avantages sociaux	1 831 568	
Transports et communications	15 326 091	
Services	30 084 739	
Fournitures et matériel	2 745 938	
	58 918 191	
Moins : recouvrements d'autres activités	3 803 200	55 114 991
An 2000		
Traitements et salaires	3 608 886	
Avantages sociaux	561 719	
Transports et communications	1 187 826	
Services	14 492 992	
Fournitures et matériel	3 974 143	23 825 566
Aide et services aux victimes (Poste 2)		
Traitements et salaires		920 401
Avantages sociaux		210 841
Transports et communications		603 168
Services		353 409
Fournitures et matériel		45 113
Paiements de transfert		
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	8 906 870	
Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes	3 003 787	
Subventions pour les programmes communautaires de la justice pour les victimes	134 371	
Subventions pour les programmes d'intervention en cas de violence conjugale	634 017	12 679 045
		14 811 977

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Bureau du système de communications mobile du gouvernement (Poste 3)	
Traitements et salaires	508 585
Avantages sociaux	74 599
Transports et communications	32 147
Services	20 365 647
Fournitures et matériel	10 339
	20 991 317
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie*	11 297 828
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	65 994
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	13 696
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	182 862 434

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	672 000		672 000	Administration du programme	620 419
2	29 054 100	1 480 000	30 534 100	Services de médecine légale et du coroner ...	30 513 664
3	23 441 300	370 000	23 811 300	Services de sécurité - incendie	23 801 348
4	3 202 700		3 202 700	Mesures d'urgence	2 478 457
	56 370 100*	1 850 000	58 220 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	57 413 888

Description du programme:

Ce programme a comme but d'éliminer ou de réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

*Y Compris le Mandat Spécial de 30 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE—CRÉDIT 2602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	157 102
Avantages sociaux	31 254
Transports et communications	3 759
Services	419 423
Fournitures et matériel	8 881
	620 419
Services de médecine légale et du coroner (Poste 2)	
Traitements et salaires	12 887 493
Avantages sociaux	2 600 115
Transports et communications	1 068 439
Services	10 876 031
Fournitures et matériel	2 311 586
Paiements de transfert	
Subventions pour les services dans le domaine de la médecine légale	770 000
	30 513 664
Services de sécurité - incendie (Poste 3)	
Traitements et salaires	12 308 268
Avantages sociaux	2 718 855
Transports et communications	1 602 924
Services	2 910 130
Fournitures et matériel	4 261 171
	23 801 348
Mesures d'urgence (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 208 373
Avantages sociaux	223 682
Transports et communications	210 186
Services	689 379
Fournitures et matériel	146 837
	2 478 457
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	57 413 888

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE**	
1	950 300		950 300	Administration du programme	916 445
2	15 602 600		15 602 600	Collège de police de l'Ontario	13 088 441
3	38 404 200		38 404 200	Normes policières et services de soutien	27 731 277
	54 957 100*		54 957 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE	41 736 163

Description du programme:

Ce programme a pour objet d'aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services policiers de la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 31 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE--CRÉDIT 2603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		488 863
Avantages sociaux		95 481
Transports et communications		106 682
Services		192 933
Fournitures et matériel		32 486
		916 445
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		5 263 224
Avantages sociaux		1 225 011
Transports et communications		510 971
Services		4 432 825
Fournitures et matériel		1 656 512
		13 088 543
Moins : recouvrements d'autres ministères		102
		13 088 441
Normes policières et services de soutien (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 070 072
Avantages sociaux		736 720
Transports et communications		1 396 465
Services		2 989 360
Fournitures et matériel		833 299
Paiements de transfert		
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime	15 941 840	
Paiements pour les opérations policières conjointes	322 081	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	1 176 440	
Subventions diverses	265 000	17 705 361
		27 731 277
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SERVICES INTERNES DE LA POLICE		41 736 163

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	13 374 800		13 374 800	Administration du programme	10 568 450
2	110 260 000	13 060 000	123 320 000	Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes	122 253 621
3	48 228 600	2 800 000	51 028 600	Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence	50 912 260
4	375 029 900		375 029 900	Prestation des services de police régionaux municipaux et provinciaux	373 343 740
5	1 274 600	7 488 200	8 762 800	Bureau du chef des préposés aux armes à feu	8 322 762
	548 167 900	23 348 200	571 516 100		565 400 833
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur les services policiers*	56 009
	548 168 900*	23 348 200	571 517 100	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	565 456 842

Description du programme:

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournit une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 326 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO–CRÉDIT 2604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 152 452
Avantages sociaux		1 454 279
Transports et communications		1 009 295
Services		762 583
Fournitures et matériel		189 841
		10 568 450
Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes (Poste 2)		
Traitements et salaires		20 709 373
Avantages sociaux		8 578 244
Transports et communications		16 278 167
Services		35 071 220
Fournitures et matériel		31 273 766
Paiements de transfert Accord fédéral - provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones		10 342 851
		122 253 621
Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence (Poste 3)		
Traitements et salaires		34 340 278
Avantages sociaux		6 468 096
Transports et communications		3 035 171
Services		5 312 580
Fournitures et matériel		1 756 135
		50 912 260
Prestation des services de police régionaux municipaux et provinciaux (Poste 4)		
Traitements et salaires		301 684 051
Avantages sociaux		61 619 274
Transports et communications		3 081 512
Services		4 395 754
Fournitures et matériel		2 563 149
		373 343 740
Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 530 639
Avantages sociaux		535 578
Transports et communications		107 907
Services		4 083 178
Fournitures et matériel		65 460
		8 322 762
Crédits législatifs		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur les services policiers*		56 009
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		565 456 842

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605					
FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	13 367 500		13 367 500	Administration du programme	12 867 657
2	3 477 200		3 477 200	Formation du personnel	3 467 834
3	354 032 300	60 280 000	414 312 300	Services en établissement	413 499 850
4	75 002 400	1 450 000	76 452 400	Services communautaires	76 106 304
5	76 065 600	2 050 000	78 115 600	Programmes pour jeunes contrevenants	77 808 116
	521 945 000*	63 780 000	585 725 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	583 749 761
CAPITAL					
6	132 759 000		132 759 000	Établissements de services correctionnels	124 161 618
	132 759 000†		132 759 000	TOTAL (CAPITAL) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS	124 161 618

Description du programme:

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et pour encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, et des services de surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; des centres de détention et des résidences communautaires ainsi que des services de probation pour les jeunes contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de développement des aptitudes de la vie quotidienne, et des services de counseling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

*Y Compris le Mandat Spécial de 313 000 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 50 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS–CRÉDIT 2605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 950 981
Avantages sociaux		1 792 469
Transports et communications		1 205 309
Services		620 912
Fournitures et matériel		297 986
		12 867 657
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 064 245
Avantages sociaux		465 577
Transports et communications		188 517
Services		346 987
Fournitures et matériel		402 508
		3 467 834
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		282 898 520
Avantages sociaux		63 541 411
Transports et communications		6 110 618
Services		23 857 943
Fournitures et matériel		41 907 938
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	588 399	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	35 805	624 204
		418 940 634
Moins : recouvrements d'autres ministères		5 440 784
		413 499 850
Établissements		
Traitements et salaires	280 526 941	
Avantages sociaux	63 013 594	
Transports et communications	5 941 125	
Services	22 984 255	
Fournitures et matériel	40 076 853	
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	588 399	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	35 805	413 166 972
Service industriels		
Traitements et salaires	2 371 579	
Avantages sociaux	527 817	
Transports et communications	169 493	
Services	873 688	
Fournitures et matériel	1 831 085	
	5 773 662	
Moins : recouvrements d'autres ministères	5 440 784	332 878
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		46 804 742
Avantages sociaux		10 587 581
Transports et communications		2 548 103
Services		7 273 958
Fournitures et matériel		1 075 021
Paiements de transfert		
Services à la clientèle dans des résidences communautaires ou services externes	7 815 244	
Aide à la réinsertion sociale des détenus	1 655	7 816 899
		76 106 304
Programmes pour jeunes contrevenants (Poste 5)		
Traitements et salaires		33 473 836
Avantages sociaux		7 145 265
Transports et communications		452 994
Services		1 641 671
Fournitures et matériel		3 476 715
Paiements de transfert		
Services à la clientele dans des résidences communautaires ou services externes	28 412 423	
Sunventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	41 535	
Projet volte - face	3 163 677	31 617 635
		77 808 116
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		583 749 761
CAPITAL		
Établissements de services correctionnels (Poste 6)		
Services		2 811 029
Acquisition/construction de biens immobiliers		121 350 589
		124 161 618
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		124 161 618

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
1	5 643 000		5 643 000	Organismes, conseils et commissions	4 649 097
	5 643 000		5 643 000		4 649 097
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	66 155
	5 644 000*		5 644 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	4 715 252

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes prévus par la loi.

*Y Compris le Mandat Spécial de 3 000 000$

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 2606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 555 153
Avantages sociaux		488 960
Transports et communications		479 602
Services		1 013 072
Fournitures et matériel		112 310
		4 649 097
Commission ontarienne des libérations conditionnelles		
Traitements et salaires	1 551 152	
Avantages sociaux	334 167	
Transports et communications	356 474	
Services	694 515	
Fournitures et matériel	55 791	2 992 099
Commission civile des services policiers de l'Ontario		
Traitements et salaires	905 958	
Avantages sociaux	135 675	
Transports et communications	80 365	
Services	158 414	
Fournitures et matériel	51 481	1 331 893
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	98 043	
Avantages sociaux	19 118	
Transports et communications	42 763	
Services	160 143	
Fournitures et matériel	5 038	325 105
Crédits législatifs		
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		66 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		4 715 252

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Recouvrements dans le cadre du partage des coûts - jeunes contrevenants	34 314 729	35 450 465
Agents de police des Premières Nations	1 943 967	3 666 166
Contrôle des armes à feu		2 011 795
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	300 000	600 000
Département d'immigration - Expulsions	8 729 165	9 377 028
Indemnités spéciales	401 996	394 650
Centre de traitement du Nord	4 299 004	4 127 363
Accord de placement pénitentiaire	3 224 744	2 424 345
Programme conjoint de protection civile	502 803	162 637
	53 716 408	58 214 449
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	90 050 112	43 845 073
Remaniement des services locaux	94 248 763	164 449 232
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	1 962 891	2 006 179
Lieux de détention provisoire municipale	12 074	12 747
Acquittement - Compte Bell	1 505 228	745 693
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	500 000	655 000
Autres	3 412 129	480 699
	191 691 197	212 194 623
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	3 863 888	4 267 920
Frais pour chèques refusés	4 745	3 434
	3 868 633	4 271 354
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	6 822 659	4 419 248
Vente de véhicules	1 216 160	3 406 234
Les Industries Trilcor	887 226	958 576
	8 926 045	8 784 058
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents - Association des chefs de police de l'Ontario	144 495	130 401
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement de dépenses des années précédentes	962 792	843 145
DIVERS		
Pénalités - intérêt	63 107	25 520
Autres	267 524	132 131
	330 631	157 651
TOTAL DES RECETTES	259 640 201	284 595 681

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	(6 120)	123
Fonds commémoratif Craig Campbell	(140)	37
Fonds non - réclamés	26 322	31 420
Legs et bourses		(1 000)
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	236 542	171 452
Produits de la criminalité	(328 853)	(3 804)
Centre des sciences judiciaires - aide financière aux étudiants	(1 000)	2 750
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(73 249)	200 978

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-318
- POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS 4-320
- SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 4-322
- GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 4-324
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-318
- SOMMAIRE 4-317

ÉTAT DES RECETTES 4-327

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-328

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
53 599 849	Administration du ministère	61 833 452	61 609 792
1 094 980 155	Politiques et planification des transports	96 857 800	69 273 689
148 421 212	Sécurité des usagers de la route	152 378 200	151 534 838
250 030 681	Gestion des routes provinciales	261 176 600	261 176 315
1 547 031 897	**Total (Fonctionnement) du ministère**	572 246 052*	543 594 634
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 547 031 897	Total des dépenses	572 246 052	543 594 634
		CAPITAL	
101 139 724	Politiques et planification des transports	43 819 400	28 402 921
798 323 509	Gestion des routes provinciales	782 778 300	778 683 540
899 463 233	**Total (Capital) du ministère**	826 597 700†	807 086 461
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
899 463 233	Total des dépenses	826 597 700	807 086 461

*Y Compris le Mandat Spécial de 359 200 000$

†Y Compris le Mandat Spécial de 768 700 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	50 070 100	11 719 200	61 789 300	Soutien opérationnel	61 565 640
	50 070 100	11 719 200	61 789 300		61 565 640
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	11 155
	50 114 252*	11 719 200	61 833 452	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	61 609 792

Description du programme:

Ce Programme fournit aux activités de base du ministère des services de planification operationnelle et des ressources, des services de consultation en matière de gestion et des services directs. Les services portent sur les finances, la gestion des approvisionnements et des installations, les politiques et les communications générales, les ressources humaines, la santé et la sécurité au travail, la technologie de l'information, la vérification interne et les services juridiques.

*Y Compris le Mandat Spécial de 38 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 339 144
Avantages sociaux		3 672 366
Transports et communications		2 471 217
Services		37 800 488
Fournitures et matériel		2 529 232
		62 812 447
Moins : recouvrements d'autres ministères		1 246 807
		61 565 640
Bureau principal		
Traitements et salaires	949 879	
Avantages sociaux	194 570	
Transports et communications	113 261	
Services	141 639	
Fournitures et matériel	35 029	
	1 434 378	
Moins : recouvrements d'autres ministères	115	1 434 263
Services financiers		
Traitements et salaires	3 433 303	
Avantages sociaux	944 117	
Transports et communications	769 261	
Services	23 460 660	
Fournitures et matériel	1 085 509	
	29 692 850	
Moins : recouvrements d'autres ministères	810 108	28 882 742
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	3 083 532	
Avantages sociaux	784 876	
Transports et communications	1 185 746	
Services	606 798	
Fournitures et matériel	207 288	
	5 868 240	
Moins : recouvrements d'autres ministères	369 653	5 498 587
Services de communications		
Traitements et salaires	1 640 252	
Avantages sociaux	373 478	
Transports et communications	23 332	
Services	420 557	
Fournitures et matériel	66 141	2 523 760
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 279 215	
Avantages sociaux	702 161	
Transports et communications	155 632	
Services	877 372	
Fournitures et matériel	86 598	
	5 100 978	
Moins : recouvrements d'autres ministères	18 500	5 082 478
Services informatiques		
Traitements et salaires	3 952 963	
Avantages sociaux	673 164	
Transports et communications	141 254	
Services	8 716 212	
Fournitures et matériel	971 346	
	14 454 939	
Moins : recouvrements d'autres ministères	46 865	14 408 074
Services de vérification		
Services	1 611 745	1 611 745
Services juridiques		
Transports et communications	82 731	
Services	1 965 505	
Fournitures et matériel	77 321	
	2 125 557	
Moins : recouvrements d'autres ministères	1 566	2 123 991
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		61 609 792

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS**	
1	11 914 800	1 172 000	13 086 800	Politiques et planification	12 621 761
2	83 771 000		83 771 000	Transports urbains et régionaux	56 651 928
	95 685 800*	1 172 000	96 857 800	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	69 273 689
CAPITAL					
3	43 819 400		43 819 400	Transports urbains et régionaux	28 402 921
	43 819 400†		43 819 400	TOTAL (CAPITAL) POUR LES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS	28 402 921

Description du programme:

Ce programme élabore des politiques et des plans visant à ce que le système de transport global de l'Ontario soit fiable, efficace, accessible et intégré et qu'il fournisse des avantages économiques et s ɔciaux à la province. Ce programme fournit au ministère une orientation stratégique en matière de politiques; se charge de la planification à long terme du réseau routier de la province; s'emploie à avoir un impact sur les systèmes de transport maritime, ferroviaire, aérien et municipal, et à promouvoir l'intégration globale du système de transport; recueille, analyse et interprète les tendances sociales, économiques et démographiques; négocie et coopère avec les autres compétences territoriales et paliers de gouvernement relativement à des questions concernant les routes, le système de transport global et l'industrie des transports; élabore des politiques sur l'utilisation du réseau routier.

Le programme travaille conjointement avec le Bureau de la privatisation sur le projet de privatisation de la route 407 et se penche sur diverses questions de nature transitoire concernant la réorganisation des services locaux, y compris le tranfert du Reseau GO à la Commission des services du grand Toronto.

*Y Compris le Mandat Spécial de 82 700 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 38 700 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS—CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 631 361
Avantages sociaux		2 114 507
Transports et communications		299 862
Services		1 644 098
Fournitures et matériel		247 038
Paiements de transfert		
Fondation canadienne d'éducation sur les transports		1 000
		12 937 866
Moins : recouvrements d'autres ministères		316 105
		12 621 761
Poliques de transports		
Traitements et salaires	3 673 010	
Avantages sociaux	865 571	
Transports et communications	137 355	
Services	547 769	
Fournitures et matériel	97 487	
Paiements de transfert		
Fondation Canadienne d'éducation sur les transports	1 000	
	5 322 192	
Moins : recouvrements d'autres ministères	84 928	5 237 264
Planification des transports		
Traitements et salaires	3 315 135	
Avantages sociaux	950 455	
Transports et communications	122 999	
Services	809 271	
Fournitures et matériel	105 158	
	5 303 018	
Moins : recouvrements d'autres ministères	227 735	5 075 283
Politiques des stratégies		
Traitements et salaires	1 643 216	
Avantages sociaux	298 481	
Transports et communications	39 508	
Services	287 058	
Fournitures et matériel	44 393	
	2 312 656	
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 442	2 309 214
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Obligations de refinancement du Réseau GO	37 424 087	
Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO	19 002 565	
Association des transports du Canada	217 466	
Études sur les transports urbains et régionaux	7 810	56 651 928
		56 651 928
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS		69 273 689
CAPITAL		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Services		1 420 388
Paiements de transfert		
Subventions pour les transports en commun des municipalités	4 248 189	
Financement provisoire des immobilisations - Réseau GO	23 077 034	27 325 223
		28 745 611
Moins : recouvrements d'autres ministères		342 690
		28 402 921
Transports en commun des municipalités		
Services	1 420 388	
Paiements de transfert		
Subventions pour les transports en commun des municipalités	4 248 189	
	5 668 577	
Moins : recouvrements d'autres ministères	342 690	5 325 887
Réseau GO		
Paiements de transfert		
Financement provisoire des immobilisations-Réseau GO	23 077 034	23 077 034
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION DES TRANSPORTS		28 402 921

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
1	151 805 000	573 200	152 378 200	Sécurité et règlements	151 534 838
	151 805 000*	573 200	152 378 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	151 534 838

Description du programme:

Ce programme a comme objectif de faire en sorte que les routes de l'Ontario soient plus sécuritaires en rendant plus efficaces ses programmes de sécurité routière. Il veille également à assurer la prestation efficace des produits et services relatifs à la sécurité routière et à répondre aux besions des consomateurs.

Les principales responsabilités de cette activité de base sont : l'établissement des normes, des politiques et des règlements en matière de sécurité pour tous les usagers de la route et les véhicules; la surveillance et l'observation des normes de sécurité; les examens de conduite et la délivrance des permis; l'inspection et le contrôle des transporteurs; l'établissement des normes de sécurité pour les autres usagers de la route comme les piétons, les motoneigistes et les conducteurs de véhicules tout terrain. Ce programme est également responsable de la gestion et de l'amélioraton du service à la clientèle par le biais de l'établissement de normes et de la surveillance du rendement d'un réseau de prestation géré par le secteur privé; de la promotion des produits gouvernementaux à 60 kioskques libre-service; de la gestion de la période de transition vers ServiceOntario; de la conservation de renseignements sur l'ensemble des conducteurs, des véhicules et des transporteurs en Ontario. De plus, le programme est chargé de faciliter la prestation de programmes de base d'autres ministères, comme le programme Air pur Ontario et le programme des obligations familiales. ServiceOntario est une initiative globale de restructuration qui a pour objet d'améliorer la qualité du service aux consommateurs en donnant à ceux-ci davantage de choix tout en augmentant leur accès aux opérations routine avec le gouvernement.

*Y Compris le Mandat Spécial de 97 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE–CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Sécurité et règlements (Poste 1)		
Traitements et salaires		77 697 288
Avantages sociaux		17 550 723
Transports et communications		8 463 600
Services		42 275 050
Fournitures et matériel		8 925 338
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	31 643	
Conseil canadien de la sécurité	7 000	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	161 010	
Commercial Vehicle Safety Alliance	5 325	
Ontario Safety League	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	
Subventions pour la sécurité dans les collectivités	252 846	502 824
		155 414 823
Moins : recouvrements d'autres ministères		3 879 985
		151 534 838
Sécurité et service à la clientèle		
Traitements et salaires	75 306 305	
Avantages sociaux	16 981 578	
Transports et communications	8 394 547	
Services	40 381 147	
Fournitures et matériel	8 835 521	
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	31 643	
Conseil canadienne de la sécurité	7 000	
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé	161 010	
Commercial Vehicle Safety Alliance	5 325	
Subventions pour la sécurité dans les collectivités	252 846	
Ontario Safety League	20 000	
Fondation de recherche sur les blessures de la route	25 000	
	150 401 922	
Moins : recouvrements d'autres ministères	3 784 610	146 617 312
ServiceOntario		
Traitements et salaires	2 390 983	
Avantages sociaux	569 145	
Transports et communications	69 053	
Services	1 893 903	
Fournitures et matériel	89 817	
	5 012 901	
Moins : recouvrements d'autres ministères	95 375	4 917 526
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE		151 534 838

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	239 749 800	21 426 800	261 176 600	Exploitation et entretien	261 176 315
	239 749 800*	21 426 800	261 176 600	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	261 176 315
CAPITAL					
2	781 070 300	1 708 000	782 778 300	Génie de transports et construction	778 683 540
	781 070 300†	1 708 000	782 778 300	TOTAL (CAPITAL) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES	778 683 540

Description du programme:

Ce programme veille au bon état des routes provinciales et à la protection des investissements dans le réseau routier de la provinve. Grâce à des travaux d'ingénierie, de remise en état, de construction et d'entretien, le programme appuie les objectifs économiques et sociaux de la province.

*Y Compris le Mandat Spécial de 141 500 000$
†Y Compris le Mandat Spécial de 730 000 000$

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES–CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Exploitation et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		57 381 549
Avantages sociaux		21 613 244
Transports et communications		4 200 340
Services		128 729 050
Fournitures et matériel		48 162 727
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	3 177 559	
Impots acquités sur les biens-fonds provinciaux occupés par les locataires	352 989	
Traversiers municipaux	2 359 001	5 889 549
		265 976 459
Moins : recouvrements d'autres ministères		4 800 144
		261 176 315
Construction et opérations		
Traitements et salaires	3 534 605	
Avantages sociaux	992 416	
Transports et communications	291 630	
Services	1 209 441	
Fournitures et matériel	1 620 661	
	7 648 753	
Moins : recouvrements d'autres ministères	395 171	7 253 582
Administration des routes		
Traitements et salaires	1 390 030	
Avantages sociaux	340 408	
Transports et communications	452 054	
Services	75 218	
Fournitures et matériel	190 793	
	2 448 503	
Moins : recouvrements d'autres ministères	223	2 448 280
Exploitation et entretien des routes		
Traitements et salaires	50 789 300	
Avantages sociaux	19 935 972	
Transports et communications	3 180 625	
Services	126 738 563	
Fournitures et matériel	44 986 148	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	3 177 559	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires	352 989	
Traversiers municipaux	2 359 001	
	251 520 157	
Moins : recouvrements d'autres ministères	4 259 363	247 260 794
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	1 667 614	
Avantages sociaux	344 448	
Transports et communications	276 031	
Services	705 828	
Fournitures et matériel	1 365 125	
	4 359 046	
Moins : recouvrements d'autres ministères	145 387	4 213 659
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		261 176 315
CAPITAL		
Génie de transports et construction (Poste 2)		
Traitements et salaires		81 037 205
Avantages sociaux		23 737 248
Transports et communications		6 853 849
Services		176 676 863
Fournitures et matériel		27 337 178
Acquisition/construction de biens immobiliers		642 108 075
Paiements de transfert		
Fonds de transition	21 753 751	
Route de raccordement	16 483 208	38 236 959
		995 987 377
Moins : recouvrements d'autres ministères		217 303 837
		778 683 540
Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2		
Traitements et salaires	2 896	
Transports et communications	759	
Services	5 897 660	
Fournitures et matériel	11 003	
Acquisition/construction de biens immobiliers	833 752	6 746 070

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES–CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

Fonds de transition		
Paiements de transfert		
Fonds de transition	21 753 751	
	21 753 751	
Moins : recouvrements d'autres ministères	104 905	21 648 846
Administration des routes		
Traitements et salaires	20 919 075	
Avantages sociaux	5 447 031	
Transports et communications	1 776 477	
Services	7 205 030	
Fournitures et matériel	2 010 664	
	37 358 277	
Moins : recouvrements d'autres ministères	359 773	36 998 504
Immobilisations et construction routières		
Traitements et salaires	58 468 724	
Avantages sociaux	17 880 019	
Transports et communications	4 734 219	
Services	154 306 783	
Fournitures et matériel	21 670 681	
Acquisition/construction de biens immobiliers	641 269 423	
Paiements de transfert		
Route de raccordement	16 483 208	
	914 813 057	
Moins : recouvrements d'autres ministères	205 135 248	709 677 809
Routes des territoires non-municipalisés		
Traitements et salaires	1 531 060	
Avantages sociaux	397 491	
Transports et communications	111 252	
Services	7 590 401	
Fournitures et matériel	3 025 631	
	12 655 835	
Moins : recouvrements d'autres ministères	11 345 555	1 310 280
Transport aérien dans les régions éloignées		
Traitements et salaires	115 450	
Avantages sociaux	12 707	
Transports et communications	231 142	
Services	1 676 989	
Fournitures et matériel	619 199	
Acquisition/construction de biens immobiliers	4 900	
	2 660 387	
Moins : recouvrements d'autres ministères	358 356	2 302 031
TOTAL (CAPITAL) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		778 683 540

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2	7 457 257	1 438 712
Entente fédérale/provinciale	1 176 940	3 112 422
Autres	6 968 054	30 855 199
	15 602 251	35 406 333
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursements de dépenses	298 424	145 107
Remaniement des services locaux	6 324 638	110 682 991
	6 623 062	110 828 098
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	878 632 790	858 513 747
Frais pour chèques refusés	1 105 413	807 075
Autres	2 358 193	2 459 775
	882 096 396	861 780 597
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages matériels	42 924	363 566
Indemnités de non - exécution	165 032	197 362
	207 956	560 928
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations - Fonctionnement	11 285 459	13 686 143
Ventes et locations - Immobilisations	11 384 287	17 900 030
Refinancement de matériel routier lourd et de traversier	10 767 753	398 673
Vente de l'autoroute 407	1 575 652 653	
	1 609 090 152	31 984 846
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	42 072 255	2 517 180
DIVERS		
Pénalités - intérêt	3 347	789
Autres	526 204	1 184 026
	529 551	1 184 815
TOTAL DES RECETTES	2 556 221 623	1 044 262 797

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Taxe sur les produits et services perçue/versée	(36 218)	
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(36 218)	

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1999-2000

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-332

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-334

RELATIONS DE TRAVAIL 4-336

POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL 4-338

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-340

SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-342

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 4-332, 4-340

SOMMAIRE 4-331

ÉTAT DES RECETTES 4-344

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF (NET) 4-345

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

1998-1999 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1999-2000 Crédits autorisés	1999-2000 Dépenses réelles
$		$	$
		FONCTIONNEMENT	
19 512 887	Administration du ministère	18 951 252	18 821 193
4 695 726	Commission de l'équité salariale	4 118 000	3 872 828
22 366 033	Relations de travail	19 756 500	19 720 191
3 102 103	Politiques relatives au travail	4 165 000	3 959 401
64 407 732	Droits et responsabilités en matière d'emploi et de santé et sécurité au travail	60 370 200	60 030 312
	Sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	3 000	
114 084 481	**Total (Fonctionnement) du ministère**	107 363 952*	106 403 925
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
114 084 481	Total des dépenses	107 363 952	106 403 925

*Y Compris le Mandat Spécial de 56 700 000$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 985 000	1 922 100	18 907 100	Administration du ministère	18 777 041
	16 985 000	1 922 100	18 907 100		18 777 041
L	32 997		32 997	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	32 997
L	11 155		11 155	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	11 155
	17 029 152*	1 922 100	18 951 252	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .	18 821 193

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prises de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels afin que les programmes du ministère soient fournis de façon efficace. Ces programmes comportent le Bureau du ministre, le Bureau du sous-ministre, les services juridiqes, les communications, les finances et l'administration, les ressources humaines ainsi que les services de vérification, et de la technologie de l'information.

De plus, le programme offre des services de soutien administratif et financier aux Commissions d'enquête du ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs.

*Y Compris le Mandat Spécial de 9 944 200$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 020 185
Avantages sociaux		1 618 962
Transports et communications		619 367
Services		8 572 160
Fournitures et matériel		946 367
		18 777 041
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 556 645	
Avantages sociaux	475 315	
Transports et communications	156 544	
Services	1 377 424	
Fournitures et matériel	134 273	4 700 201
Services administratifs et financiers		
Traitements et salaires	1 284 634	
Avantages sociaux	462 731	
Transports et communications	96 325	
Services	369 424	
Fournitures et matériel	19 437	2 232 551
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 131 215	
Avantages sociaux	275 371	
Transports et communications	31 614	
Services	473 964	
Fournitures et matériel	24 735	1 936 899
Services des communications		
Traitements et salaires	940 210	
Avantages sociaux	190 256	
Transports et communications	44 882	
Services	261 227	
Fournitures et matériel	94 311	1 530 886
Services juridiques		
Traitements et salaires	131 407	
Avantages sociaux	14 736	
Transports et communications	157 836	
Services	2 719 877	
Fournitures et matériel	74 685	3 098 541
Services de vérification		
Services	232 555	232 555
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	976 074	
Avantages sociaux	200 553	
Transports et communications	132 166	
Services	3 137 689	
Fournitures et matériel	598 926	5 045 408
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		32 997
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		11 155
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		18 821 193

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	2 741 300	254 300	2 995 600	Commission de l'équité salariale	2 922 174
2	1 122 400		1 122 400	Tribunal de l'équité salariale	950 654
	3 863 700*	254 300	4 118 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 872 828

Description du programme:

La Commission de l'équité salariale est responsable de l'administration de la *Loi sur l'équité salariale* et assure l'instauration et le maintien de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé par le biais d'un processus indépendant appuyé par des activités de sensibilisation, des politiques et de la recherche, et des services de règlement des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi judiciaire, est chargé de statuer sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*.

*Y Compris le Mandat Spécial de 2 230 500$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE--CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 939 950
Avantages sociaux	450 932
Transports et communications	202 005
Services	302 206
Fournitures et matériel	27 081
	2 922 174
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	581 629
Avantages sociaux	71 944
Transports et communications	17 383
Services	267 173
Fournitures et matériel	12 525
	950 654
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 872 828

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	11 699 900	297 500	11 997 400	Commission des relations de travail	11 994 479
2	1 118 100		1 118 100	Commission d'appel de la fonction publique	1 117 855
3	6 125 000	516 000	6 641 000	Relations patronales - syndicales	6 607 857
	18 943 000*	813 500	19 756 500	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	19 720 191

Description du programme:

Ce programme vise à promouvoir des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail dans la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario est un tribunal indépendant, quasi-judiciaire responsable de l'arbitrage et de la médiation de différends en vertu de la *Loi sur les relations de travail* et de nombreuses lois pertinentes. Elle s'occupe notamment de l'accréditation des syndicats, de la cessation du droit de négocier d'un syndicat, des pratiques déloyales de travail, de l'arbitrage de premiers contrats, des questions de grève ou de lock-out, des conflits de compétence et de l'arbitrage des griefs dans l'industrie de la construction. La Commission est également chargée des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario et de la protection des droits des employés qui sont garantis en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, de la *Loi sur les normes du travail* et de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Les commissions d'appel de la fonction publique sont formées de deux tribunaux indépendants quasi-judiciaires qui s'occupent des relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario. Il s'agit de la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et de la Commission des griefs de la fonction publique.

Le programme des Relations patronales-syndicales fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs grâce à la conciliation et la médiation rattachées aux conventions collectives, à la nomination d'arbitres et aux renseignements sur les négociations collectives.

*Y Compris le Mandat Spécial de 10 557 700$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL—CRÉDIT 1603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 685 411
Avantages sociaux	1 327 394
Transports et communications	907 970
Services	2 922 051
Fournitures et matériel	151 653
	11 994 479
Commission d'appel de la fonction publique (Poste 2)	
Traitements et salaires	398 185
Avantages sociaux	87 311
Transports et communications	126 671
Services	1 233 719
Fournitures et matériel	39 000
	1 884 886
Moins: recouvrements d'autres ministères	767 031
	1 117 855
Relations patronales - syndicales (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 028 076
Avantages sociaux	735 960
Transports et communications	871 112
Services	869 976
Fournitures et matériel	102 733
	6 607 857
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	19 720 191

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL**	
1	3 744 900	420 100	4 165 000	Politiques relatives au travail	3 959 401
	3 744 900*	420 100	4 165 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	3 959 401

Description du programme:

Ce programme est chargé de fournir des conseils au ministre et au gouvernement sur les questions touchant les politiques relatives au travail et de faire des recherches en vue d'élaborer les politiques, les lois et les règlements pour le ministère dans les domaines des relations de travail, de la santé et de la sécurité, de l'indemnisation des accidents du travail, ainsi que des droits et des responsabilités reliés au travail.

*Y Compris le Mandat Spécial de 1 913 100$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL--CRÉDIT 1604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Politiques relatives au travail (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 544 782
Avantages sociaux	569 260
Transports et communications	99 482
Services	634 761
Fournitures et matériel	36 616
Paiements de transfert	
Subventions à la Société du barreau du Haut - Canada	74 500
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AU TRAVAIL	3 959 401

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	3 113 000		3 113 000	Administration interne régionale	2 971 206
2	37 348 100	3 422 600	40 770 700	Santé et sécurité au travail	40 641 137
3	16 154 200	331 300	16 485 500	Normes d'emploi	16 417 969
	56 615 300	3 753 900	60 369 200		60 030 312
L	1 000		1 000	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, *Loi sur la santé et la sécurité au travail*	
	56 616 300*	3 753 900	60 370 200	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	60 030 312

Description du programme:

Ce programme assure l'administration et l'application de la *Loi sur les normes d'emploi* et de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* ainsi que de la législation et des règlements connexes.

Le programme des normes d'emploi assure la protection des travailleurs et travailleuses de l'Ontario grâce à des normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il encourage le respect volontaire des normes par le biais d'initiatives de prévention et il en assure la mise en oeuvre par le biais d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application.

Le programme de la santé et sécurité assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, et aide à créer des milieux de travail sains et sécuritaires. Par l'application de la Loi et des règlements y afférents, ce programme encourage les employeurs et les employés à collaborer à l'identification et à la prévention des dangers pour la santé et la sécurité.

*Y Compris le Mandat Spécial de 32 054 500$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL—CRÉDIT 1605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$	$
FONCTIONNEMENT		
Administration interne régionale (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 701 677
Avantages sociaux		548 819
Transports et communications		238 832
Services		384 424
Fournitures et matériel		97 454
		2 971 206
Santé et sécurité au travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 014 782
Avantages sociaux		5 687 870
Transports et communications		2 833 826
Services		5 946 668
Fournitures et matériel		1 403 736
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut canadienne de radioprotection		40 000
		40 926 882
Moins : recouvrements		285 745
		40 641 137
Normes d'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		10 541 038
Avantages sociaux		2 515 071
Transports et communications		966 171
Services		1 762 550
Fournitures et matériel		290 230
Paiements de transfert		
Programme de protection des salaires des employés	158 727	
Paiements à titre de dédommagement	184 182	342 909
		16 417 969
Crédits législatifs		
Formation des équipes de sauvetage dans les mines		
Traitements et salaires		675 319
Avantages sociaux		156 556
Transports et communications		111 628
Services		386 608
Fournitures et matériel		623 632
Autres opérations		7 236
		1 960 979
Moins : recouvrements		1 960 979
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		60 030 312

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1606 FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
1	1 000		1 000	Administration du programme	
2	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers du patronat	
	3 000		3 000	TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	

Description du programme:

Ce programme est constitué du Bureau des conseillers des travailleurs et du Bureau des conseillers du patronat.

Le programme fournit des services consultatifs et éducatifs aux employés et aux employeurs, et il represente ceux-ci devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Les fonctions du Comité des maladies professionnelles on été regroupées sous la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL–CRÉDIT 1606

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses
Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	$
FONCTIONNEMENT	
Administration du programme (Poste 1)	
Traitements et salaires	521 202
Avantages sociaux	85 212
Transports et communications	8 464
Services	5 922
Fournitures et matériel	10 400
	631 200
Moins : recouvrements	631 200
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 456 088
Avantages sociaux	1 137 841
Transports et communications	412 510
Services	1 040 998
Fournitures et matériel	135 377
Paiements de transfert	
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	1 253 889
	9 436 703
Moins : recouvrements	9 436 703
Bureau des conseillers du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 857 025
Avantages sociaux	382 199
Transports et communications	145 355
Services	462 657
Fournitures et matériel	121 211
	2 968 447
Moins : recouvrements	2 968 447
TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000 $	1999 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Inspections des mines d'uranium	11 339	9 329
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	22 655	
	33 994	9 329
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	34 670 100	28 272 800
Programme de protection des salaires des employés		890 105
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	859 822	708 448
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	141 106	108 158
Autres		12 654
	35 671 028	29 992 165
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les agences de placement	416 123	390 900
Laboratoire de manipulation de matériaux	350 435	423 659
Droits relatifs au programme de perfectionnement des arbitres	50	550
Ontario/Quebec droits d'enregistrement	333 842	
Frais pour chèques refusés	455	265
	1 100 905	815 374
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	338 133	438 075
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	43 505	45 120
Photocopies, prix	67 403	59 663
Autres	9 740	24 318
	120 648	129 101
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	49 573	125 045
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	84 509	6 464
Intérêts bancaires	379 007	395 694
Traitements non - réclamés et chèques périmés	85 144	383 339
Autres	5 072	26 990
	553 732	812 487
TOTAL DES RECETTES	37 868 013	32 321 576

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DE L'AUTRE PASSIF–NET*

Pour l'exercice clos le 31 mars 2000

	2000	1999
	$	$
Normes d'emploi - Salaires non réclamés	(87 292)	(388 073)
TOTAL DE L'AUTRE PASSIF	(87 292)	(388 073)

*Ce relevé comprend les sommes déposées au Trésor et les paiements qui en proviennent pour les comptes dépôts, sur une base net.

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

A

Accord fédéral - provincial sur les services de maintien de l'ordre des autochtones 4-308
Acquisition/construction de biens immobiliers - Programme Travaux d'infrastructure Canada/Ontario - 2 4-131
Acquisition/construction de biens immobiliers - Terres 4-275
Activités éducatives 4-150, 4-151
Activités régionales 4-42, 4-43, 4-239, 4-240
Administration dans les régions 4-292, 4-293
Administration de la justice 4-225, 4-226
Administration des programmes et des projets 4-257, 4-258
Administration du financement des élections 4-88, 4-89
Administration interne régionale 4-340, 4-341
Avance de fonds 4-278, 4-279
Affaires civiques 4-14, 4-15
Affaires civiques, de la culture et des loisirs (Ministère) 4-9
Affaires francophones (Offices des) 4-201
Affaires intergouvernementales (Ministère) 4-25
Affaires municipales et du logement (Ministère) 4-33
Agricorp 4-63
Agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales (Ministère) 4-51
Aide à l'emploi du programme Ontario au travail 4-293
Aide à l'emploi du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées 4-293
Aide à l'intégration communataire 4-294
Aide à la réinsertion sociale des détenus 4-310
Aide aux municipalités - *Loi de 1998 sur le traitement équitable des contribuables des impôts fonciers* 4-39
Aide aux pourvoyeurs de la chasse à l'ours de printemps 4-237
Aide aux ruchers 4-57
Aide aux sinistrés 4-39
Aide et services aux victimes 4-300, 4-301
Aide financière du programme Ontario au travail 4-293
Aide financière du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées 4-293
Aide juridique Ontario 4-220, 4-221
Aide spéciale aux municipalités 4-39
Alliance des innovateurs 4-141
Allocation discrétionnaire 4-95
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent 4-310
Amélioration génétique du bétail 4-57
Aménagement des ressources des Premières nations 4-240
Aménagement et bâtiment 4-46, 4-47
American Association of Motor Vehicle Administrators 4-323
Année internationale des personnes âgées 4-258
Archives pibliques 4-20, 4-21
Assemblée législative (Bureau de l') 4-65
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé 4-256
Association des transports du Canada 4-321
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 4-256
Association pour l'amélioration des sols et des cultures de l'Ontario 4-57
Association pour la santé publique de l'Ontario 4-256
Association pour la sécurité à la ferme 4-57
Assurance - emploi 4-283
Assurance - santé et prestations 4-251, 4-252
Assurance - vie collective 4-283
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers* 4-311, 4-312
Autre aide à l'agriculture et aux affaires rurales 4-57
Autre appui à l'éducation et à la recherche 4-61
Autre soutien 4-63
Autre soutien à l'industrie alimentaire 4-59
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes 4-256
Autres subventions 4-151
Autres subventions aux municipalités 4-190
Avantages sociaux et Régime de retraite (cotisations du gouvernement) 4-282, 4-283
Aviation et lutte contre les inondations et les incendies . 4-239, 4-240

B

Bibliothèque et systèmes informatiques de l'Assemblée législative 4-68, 4-69
Bibliothèques de droit de comté et de district 4-226
Bonification d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux 4-57
Bonifications d'intérêts - Agence 4-142
Bourses d'échange Ontario - Québec 4-153
Bureau de la privatisation 4-195, 4-196
Bureau des affaires constitutionnelles et des relations fédérales-provinciales 4-30, 4-31
Bureau des conseillers des travailleurs 4-342, 4-343
Bureau des conseillers du patronat 4-342, 4-343
Bureau du budget et de la taxation 4-186, 4-187
Bureau du chef des préposés aux armes à feu 4-307, 4-308
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-70, 4-71
Bureau du commissaire à l'intégrité 4-70, 4-71
Bureau du directeur général des élections 4-88, 4-89
Bureau du greffier 4-68, 4-69
Bureau du président de l'Assemblée législative 4-68, 4-69
Bureau du système de communications mobile du gouvernement 4-300, 4-302

C

Cabinet du premier ministre 4-103, 4-106, 4-107
Caisse d'assurance des droits immobiliers 4-114
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale 4-283
Canaux de drainage municipaux 4-57
CCAF - FCVI Inc. 4-101
Centre d'animation scolaire de l'Ontario 4-151
Centre des sciences de l'Ontario 4-17
Centres de femmes 4-77
Centres de santé communautaire 4-256
Centres pédiatriques 4-258
Certificats - Administration 4-221
Certificats - Services à la clientèle 4-221
Chiefs of Ontario 4-267
Cliniques d'aide juridique communautaire 4-221
Collection McMichael d'art canadien 4-17
Collège de police de l'Ontario 4-305, 4-306
Collèges et universités 4-152, 4-153

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Comité d'établissement de règles du marché 4-164, 4-165
Comité d'étude de la médecine 4-252
Commerce et relations internationales 4-140, 4-141
Commercial Vehicle Safety Alliance 4-323
Commissaire à l'environnement 4-70, 4-71
Commission d'appel de la fonction publique 4-336, 4-337
Commission d'appel des enregistrements commerciaux 4-116, 4-117
Commission d'enquête 4-14, 4-15
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 4-220, 4-222
Commission de l'énergie de l'Ontario 4-164, 4-165
Commission de l'équité salariale 4-334, 4-335
Commission de révision de l'évaluation foncière et commissions royales 4-223, 4-224
Commission de transport Ontario Northland 4-131
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario 4-120, 4-121
Commission des courses de l'Ontario 4-120, 4-121
Commission des parcs du Saint-Laurent 4-141
Commission des relations de travail 4-336, 4-337
Commission des services financiers de l'Ontario 4-191, 4-192
Commission ontarienne 4-246, 4-247
Commission ontarienne des droits de la personne 4-14, 4-15
Compétitivité du secteur minier 4-132, 4-133
Conseil 4H de l'Ontario 4-57
Conseil canadien de la sécurité 4-323
Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé ... 4-323
Conseil de l'emploi et de l'investissement de l'Ontario ... 4-82, 4-83
Conseil de la zone de développement de Moosonee 4-39
Conseil des arts de l'Ontario 4-17
Conseil des ministres (Bureau du) 4-79
Conseils régionaux de santé 4-255, 4-256
Conservation et intendance environnementale 4-176, 4-177
Consommation et du commerce (Ministère) 4-109
Construction de tribunaux 4-225, 4-226
Contributions de la Couronne au Régime de retraite des juges provinciaux *Loi sur l'enregistrement des actes* ... 4-114
Contributions gouvernementales, *Loi sur le régime de retraite des enseignants* 4-150, 4-151
Coordination des Affaires francophones 4-204, 4-205
Cotisations paritaires - Régime de retraite des fonctionnaires 4-283
Cotisations paritaires - Régime de retraite du syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario 4-283
Coûts de restructuration 4-68, 4-69
Culture 4-11, 4-16, 4-17

D

Dairy Farmers of Ontario 4-57
Débentures pour le drainage par tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* 4-56, 4-57
Dette non provisionnée 4-283
Développement des entreprises et de l'emploi 4-140, 4-141
Développement du nord et des mines (Ministère) 4-125
Développement économique 4-131
Développement économique, du commerce et du tourisme (Ministère) 4-135
Développement économique du Nord 4-130, 4-131
Directeur général des élections (Bureau du) 4-85
Direction générale de la condition féminine 4-76, 4-77
Droit criminel 4-219

E

Éducation, recherche et services de laboratoire 4-60, 4-61
Éducation agro-alimentaire de l'Ontario 4-57
Éducation et de la formation (Ministère) 4-145
Emplois d'été 4-240, 4-283
Énergie, des sciences et de la technologie (Ministère) 4-159
Enseignement clinique 4-250
Entrepreneuriat et services régionaux 4-140, 4-141
Entreprises branchées de l'Ontario 4-114, 4-115
Environnement (Ministère) 4-169
Épidémies 4-256
Établissements de services correctionnels 4-309
Établissements de santé autonomes 4-256
Établissements de soins de longue durée 4-257, 4-258
Études sur les transports urbains et régionaux 4-321
Exploitation des établissements connexes 4-250
Exploitation des hôpitaux 4-250
Exploitation et entretien 4-324, 4-325

F

Farmers' Markets Ontario 4-57
Financement provisoire de l'exploitation - Réseau GO 4-321
Financement provisoire des immobilisations - Réseau GO 4-321
Finances (Ministère) 4-181
Foire agricole royale d'hiver 4-61
Fondation canadienne d'éducation sur les transports 4-321
Fondation de recherche sur les blessures de la route 4-323
Fondation du patrimoine ontarien 4-17
Fondation ontarienne de la santé mentale 4-254
Fondation pour la vie à la campagne 4-57
Fondation Trillium de l'Ontario 4-15
Fondation Trillium de l'Ontario - Initiatives spéciales 4-15
Fonds d'aide à la transition pour les municipaltiés du NORD ... 4-39
Fonds d'aide en cas de situation financière difficile 4-39
Fonds d'exploitation des logements publics 4-43
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 4-191, 4-192
Fonds de développement économique - Mesures initiatives relatives à l'intérêt 4-141
Fonds de dotation pour les arts 4-17
Fonds de partenariat sectoriel 4-131, 4-133, 4-141
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres 4-283
Fonds de réinvestissement communautaire 4-190
Fonds de restructuration des municipalités 4-39
Fonds de transition 4-325, 4-326
Fonds des dépenses en immobilisations pour la restructuration des hôpitaux 4-260
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario 4-131
Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario 4-153
Fonds fiduciare pour les manifestations culturelles 4-17
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé 4-260
Fonds provincial de protection des eaux 4-179
Formation des équipes de sauvetage dans les mines, *Loi sur la santé et sécurité au travail* 4-340, 4-341

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Formation des services policiers des Premières nations et prestation des programmes 4-307, 4-308
Formation du personnel 4-309, 4-310

G

Garanties honorées - Agence 4-142
Garanties honorées - Directe 4-142
Garanties honorées - Jeunes entrepreneurs 4-141, 4-142
Garanties honorées - Nouvelles entreprises 4-142
Garanties honorées - Programme d'encouragement au développement du tourisme 4-141
Garanties honorées - Programme Étudiants entrepreneurs 4-141
Génie de transports et construction 4-324, 4-325
Gestion des richesses naturelles 4-236, 4-237
Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage ... 4-153

H

Heritage Challenge Fund 4-17
Hôpitaux et établissements connexes 4-149, 4-250

I

Immobilisation dans le domaine de la santé 4-259, 4-260
Impôt - santé des employeurs 4-283
Impôts acquittés sur les biens - fonds provinciaux occupés par des locataires 4-237, 4-325
Impôts sur les propriétés provinciales louées, en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière* 4-39
Imprévus 4-276
Indemnisation des victimes d'actes criminels 4-222
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 4-68, 4-69
Infrastructure communautaire 4-131
Infrastructure d'eau et d'égout 4-178, 4-179
Infrastructure de la communauté autochtone 4-131
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles .. 4-236, 4-238
Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-343
Initiative de partenariat pour l'infrastructure 4-189
Initiatives de bénévolat 4-15
Initiatives de prévention de la violence, et subventions pour la presation de services et programmes à l'intention des femmes 4-77
Initiatives pour l'indépendance économique 4-77
Institut de la fourrure du Canada 4-237
Institut de recherche agricole de l'Ontario - Un avenir promotteur 4-57
Institut des relations intergouvernementales 4-31
Institut national de la magistrature 4-226
Intérêt sur la dette contractée aux fins de la province, *Loi sur l'administration financière* 4-193
Investissement 4-140, 4-141
Investissement dans les compétences stratégiques 4-141

J

Jardins botaniques royaux 4-17
Jeunes voyageurs de l'Ontario 4-151
Jeux du Canada 4-19
Jiangsu, China, Ontario, Canada - Centre des sciences et de technologie 4-141
Juge en chef de l'Ontario - Conférences et colloques 4-226

L

L'équité salariale dans les municipalités 4-39
L'industrie alimentaire 4-58, 4-59
L'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation 4-151
Le financement des élections, *la Loi sur le financement des élections* 4-89
Leader parlementaire 4-82, 4-83
Les initiatives de l'Ontario 2000 4-23
Les Sociétés de développement de l'Ontario 4-140, 4-142
Lieutenant - gouverneur (Bureau du) 4-91, 4-94, 4-95
Logements à but non lucratif 4-42, 4-43
Logements avec services de soutient 4-258
Loi sur la vérification des comptes public 4-100, 4-101
Loi sur le financement des élections 4-89
Loi sur les actions contre la Couronne 4-223, 4-224
Lutte contre les maladies vénériennes 4-256

M

Marché du logement 4-44, 4-45
Médicaments 4-251, 4-252
Mesures d'urgence 4-303, 4-304
Ministre déléguée à la condition féminine (Bureau de la) 4-73
Ministre sans portefeuille 4-272, 4-273
Mise en oeuvre de la restructuration gouvernementale . 4-276, 4-277
Musée des beaux-arts de l'Ontario 4-17
Musée royal de l'Ontario 4-17

N

Normes d'emploi 4-340, 4-341
Normes et services relatives au marché 4-116, 4-117
Normes policières et services de soutien 4-305, 4-306

O

Obligations de refinancement du Réseau GO 4-321
Observation des lois 4-174, 4-175
Office de protection de la nature de Toronto et de la région ... 4-238
Ombudsman 4-210, 4-211
Ombudsman ontario 4-207
Ontario 2000 ..... 4-22, 4-23
Ontario Federation of Indian Friendship Centres 4-267
Ontario Native Women's Association 4-267
Ontario Olympic and Waterfront Development Agency 4-83
Ontario Safety League 4-323
Organismes, conseils et commissions 4-311, 4-312
Organismes locaux officiels responsables de la santé 4-256
Organismes municipaux 4-40, 4-41
Ortech Corporation 4-141
Orthophonie et audiologie 4-256

P

Paiement de garanties, *Loi sur l'administration financière* 4-56

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME 1

Paiements à titre de dédommagement 4-341
Paiements à titre de supplément au loyer 4-43
Paiements aux conseils scolaires 4-150, 4-151
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens 4-252
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* .... 4-218, 4-219, 4-300, -4302
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur les services policiers* 4-307, 4-308
Paiements pour les initiatives d'analyse comparative des administrations locales 4-39
Paiements pour les opérations policières conjointes 4-306
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes: Services d'ambulance municipaux 4-256
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-151, 4-237, 4-294, 4-325
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* 4-282, 4-283
Paiement en vertu de la *loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* 4-39
Parcs provinciaux 4-236, 4-237
Partenariat stratégique 4-61
Perte sur prêts - Agence 4-142
Perte sur prêts - Direct 4-142
Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière* 4-248
Plan de développement de ressources dans le domaine de la santé 4-247
Planification et surveillance des ressources liées aux activités 4-276, 4-277
Politique de technologie de l'information 4-280, 4-281
Politiques budgétaires et financières 4-189, 4-190
Politiques économiques 4-189, 4-190
Politiques et financement agricole 4-62, 4-63
Politiques et planification 4-320, 4-321
Politiques et planification relatives aux ressources humainrs 4-276, 4-277
Politiques et prestation des programmes 4-150, 4-151
Politiques et programmes 4-164, 4-165
Politiques et projet des services financiers 4-189, 4-190
Politiques et relations intergouvernementales 4-154, 4-155
Politiques relatives au travail 4-338
Préparation à l'emploi 4-154, 4-155
Préparation au milieu de travail 4-155
Prestation des services de police régionaux municipaux et provinciaux 4-307, 4-308
Prestations aux employés retraités 4-283
Prêts à la ville de Toronto 4-39
Prêts au Collège Sheridan - Animation 4-153
Prêts - *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* 4-38, 4-39
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail 4-155
Prévention de la tuberculose 4-256
Prévention et contrôle du sida 4-256
Procureur général (Ministère) 4-213
Programme bureau de la privatisation 4-183, 4-195
Programme Canada - Ontario d'aide à la relance des entreprises 4-141
Programme d'accès aux perspectives d'avenir 4-153
Programme d'action communautaire 4-141
Programme d'aide aux prospecteurs de l'Ontario 4-133
Programme d'aménagement du territoire 4-35, 4-40
Programme d'aministration locale 4-35, 4-38
Programme d'assurance - santé 4-245, 4-251
Programme d'éducation, de recherche et de services de laboratoire 4-53, 4-60
Programme d'élaboration de règlements de construction .. 4-35, 4-46
Programme d'encouragement au développement du tourisme .. 4-141
Programme d'indemnisation contre la rage 4-63
Programme d'information et technologie de l'information 4-271, 4-280
Programme d'oxygénothérapie à domicile 4-256
Programme de conservation et intendance environnementale 4-171, 4-176
Programme de contrôle de gestion 4-271, 4-276
Programme de développement des infrastructures 4-178
Programme de développement du nord 4-127, 4-130
Programme de développement et de gestion des sources d'énergie 4-161, 4-164
Programme de formation à l'éducation élémentaire et secondaire 4-147, 4-150
Programme de formation à l'éducation postsecondaire . 4-147, 4-152
Programme de formation et de préparation à l'emploi .. 4-147, 4-154
Programme de gestion des richesses naturelles 4-231, 4-236
Programme de gestion des routes provinciales 4-317, 4-324
Programme de justice familiale et services d'aide aux victimes 4-215, 4-220
Programme de l'industrie alimentaire 4-53, 4-58
Programme de la commission 4-67, 4-70
Programme de la commission de l'équité salariale 4-331, 4-334
Programme de la culture 4-11, 4-16
Programme de la police provinciale de l'ontario 4-299, 4-307
Programme de la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 4-331, 4-342
Programme de langue seconde 4-153
Programme de logement(s) social(aux) 4-35, 4-42
Programme de lutte contre la toxicomanie 4-256
Programme de marché du logement 4-35, 4-44
Programme de médicaments de l'Ontario 4-252, 4-293
Programme de ombudsman ontario 4-209, 4-210
Programme de promotion de la santé 4-256
Programme de protection de l'environnement 4-171, 4-174
Programme de protection des salaires des employés 4-341
Programme de protection du consommateur, de sécurité publique et normes commerciales 4-111, 4-116
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers 4-183, 4-191
Programme de réglementation des jeux et des alcools .. 4-111, 4-120
Programme de santé de la population et des services communautaires 4-245, 4-255
Programme de santé mentale 4-245, 4-253
Programme de secours global aux exploitations agricoles 4-63
Programme de sécurité des usagers de la route 4-317, 4-322
Programme de sécurité publique 4-299, 4-303
Programme de services internes de la police 4-299, 4-305
Programme de soins de longue durée 4-245, 4-257
Programme de soutien à l'industrie, au commerce et au tourisme 4-137, 1-140
Programme de soutien aux étudiants 4-153
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 4-68, 4-69

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales 4-256
Programme de subventions d'immobilisations aux communautés 4-267
Programme de travailleurs judiciaires autochtones 4-219
Programme des affaires civiques 4-14
Programme des affaires francophones 4-203, 4-204
Programme des archives publiques 4-11, 4-20
Programme des bovins d'engraissement 4-57
Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi et de santé et sécurité au travail .. 4-331, 4-340
Programme des mines et des minéraux 4-127, 4-132
Programme des organismes, conseils et commissions .. 4-299, 4-311
Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 4-183, 4-189
Programme des politiques et du financement agricole 4-53, 4-62
Programme des politiques et planification des transports 4-317, 4-320
Programme des politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes 4-183, 4-186
Programme des politiques relatives au travail 4-331, 4-338
Programme des poursuites contre les criminels 4-215, 4-218
Programme des registres à des fins commerciales 4-111, 4-114
Programme des relations de travail 4-331, 4-336
Programme des relations fédérales et interprovinciales ... 4-27, 4-30
Programme des ressources scientifiques et informatiques 4-231, 4-234
Programme des sciences et de la technologie 4-161, 4-166
Programme des services agricoles et des affaires rurales .. 4-53, 4-56
Programme des services aux adultes et aux enfants 4-289, 4-292
Programme des services aux régions insuffisamment desservies 4-256
Programme des services aux tribunaux 4-215, 4-225
Programme des services communautaires de santé mentale 4-254
Programme des services correctionnels 4-299, 4-309
Programme des services des biens immobiliers 4-271, 4-274
Programme des services en français 4-205
Programme des services juridiques 4-215, 4-223
Programme des services régionaux 4-231, 4-239
Programme des services régionaux et ontario 2000 ..... 4-11, 4-22
Programme des soins en établissement 4-245, 4-249
Programme des sports et loisirs 4-11, 4-18
Programme des statistiques de l'état civil 4-111, 4-118
Programme du bureau de l'assemblée législative 4-67, 4-68
Programme du bureau de la ministre déléguée à la condition féminine 4-75, 4-76
Programme du bureau du conseil des ministres 4-81, 4-82
Programme du bureau du directeur général des élections . 4-87, 4-88
Programme du bureau du lieutenant - gouverneur 4-93, 4-94
Programme du bureau du vérificateur provincial 4-99, 4-100
Programme du Cabinet du Premier ministre 4-105, 4-106
Programme du secrétariat des affaires autochtones de l'ontario 4-265, 4-266
Programme du sécretariat des jeux 4-271, 4-278
Programme du trésor 4-183, 4-193
Programme immobilisations dans le domaine de la santé 4-245, 4-259
Programme Partenaires communautaires 4-43
Programme services de communs 4-271, 4-282
Programme Travaux d'infrastructure Canada - Ontario 1 ..... 4-131, 4-151
Programme Travaux d'infrastructure Canada - Ontario 2 ..... 4-131, 4-153
Programmes d'éducation-Autres 4-151
Programmes d'emplois spéciaux 4-282, 4-283
Programmes pour jeunes contrevenants 4-309, 4-310
Projet d'aide sociale automatisée 4-293
Projet volte - face 4-310
Projets d'élaboration des politiques et des programmes 4-293
Projets de justice autochtone 4-219
Projets de parténariat 4-15
Projets en langues officielles 4-151
Promotion de la santé et administration du programme . 4-255, 4-256
Protection du revenu à long terme 4-283

R

Recettes fiscales 4-186, 4-187
Recherche d'affaires compétitive 4-61
Recherche et développement des technologies 4-166, 4-167
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé 4-247
Regime de revenu annuel garanti 4-187
Régime de pensions du Canada 4-283
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires 4-283
Régime de soins dentaires 4-283
Régistraire général de l'état civil 4-118, 4-119
Règlement de prêt, *Loi sur l'administration financière* ... 4-16, 4-17
Règlement des revendications territoriales 4-267
Relations patronales - syndicales 4-336, 4-337
Remaniement des administrations locales 4-276, 4-277
Rénovation des hôpitaux 4-250
Réparation et entretien pour les organismes 4-17
Réseau des services de santé aux diabétiques du Nord 4-256
Ressourcement pour le mieux - être des Autochtones 4-256
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies 4-239, 4-240
Restructuration des hôpitaux 4-249, 4-250
Restructuration et autres dépenses 4-189
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale 4-266, 4-267
Richesses naturelles (Ministère) 4-229
Route de raccordement 4-325, 4-326
Routes d'hiver 4-131

S

Santé (Ministère) 4-243
Santé et sécurité au travail 4-340, 4-341
Santé publique 4-255, 4-256
Science Nord 4-17
Secours aux sinistrés de l'Est de l'Ontario 4-63
Secours aux sinistrés de la tempête de verglas de l'Est de l'Ontario 4-38, 4-39
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario 4-263, 4-266, 4-267
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes 4-31, 4-39
Secrétariat des nominations 4-82, 4-83
Secrétariat du conseil de gestion 4-269

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Sécurité et règlements 4-322, 4-323
Sergent d'armes et gestion des locaux 4-68, 4-69
Services d'emploi d'été 4-63, 4-131, 4-155
Services à l'enfance 4-292, 4-294
Services à la clientele dans des résidences communautaires ou services externes 4-310
Services administratifs 4-68, 4-69
Services agricoles et affaires rurales 4-56, 4-57
Services aux adultes et aux enfants 4-292, 4-294
Services aux adultes et aux enfants ayant un handicap de développement 4-292, 4-294
Services aux jeunes contrevenants 4-294
Services aux victimes de traumatismes crâniens 4-258
Services d'administration locale 4-38, 4-39
Services d'aides familiales 4-258
Services d'apprentissage et de formation 4-154, 4-155
Services d'auxiliares à domicile 4-258
Services d'enquête spécialisée et d'intervention en cas d'urgence 4-307, 4-308
Services d'enregistrement 4-114, 4-115
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles ... 4-294
Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes 4-301
Services dans les hôpitaux 4-253, 4-254
Services de bien-être de l'enfance 4-294
Services de garde d'enfants 4-294
Services de justice familiale 4-220, 4-221
Services de laboratoire 4-251, 4-252
Services de médecine légale et du coroner 4-303, 4-304
Services de sages - femmes 4-256
Services de santé communautaire 4-255, 4-256
Services de santé d'urgence 4-255, 4-256
Services de sécurité - incendie 4-303, 4-304
Services de soutien 4-294
Services de soutien aux groupes parlementaires 4-68, 4-69
Services de soutien communautaire 4-258, 4-294
Services de soutien des bureaux des députés 4-68, 4-69
Services de traitement pour les enfants 4-294
Services des appareils et accessoires fonctionnels 4-255, 4-256
Services des biens immobiliers 4-274, 4-275
Services des conseillers législatifs 4-223, 4-224
Services des hôpitaux psychiatriques spécialisés 4-254
Services en établissement 4-294, 4-309, 4-310
Services environnementaux 4-174, 4-175
Services informatiques 4-280, 4-281
Services intégrés de vérification interne 4-276, 4-277
Services judiciaires 4-225, 4-226
Services juridiques 4-223, 4-224
Services liés aux activités 4-282, 4-283
Services parlementaires 4-68, 4-69
Services professionnels 4-258
Services provinciaux pour l'aménagement et environnement 4-40, 4-41
Services régionaux 4-22, 4-23
Services sociaux aux adultes 4-292, 4-294
Services sociaux et communautaires (Ministère) 4-287
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique 4-141
Société d'exploitation de la Place Ontario 4-141
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne 4-17
Société de logement de l'Ontario 4-42, 4-43
Sociétés agricoles et horticoles 4-57
Solliciteur général et des services correctionnels (Ministère) .. 4-297
Soutien à la formation aux paliers élémentaire et secondaire 4-150, 4-151
Soutien à la formation postsecondaire 4-152, 4-153
Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales 4-19
Soutien aux étudiants 4-152, 4-153
Soutien aux loisirs communautaires 4-19
Soutien de protection du revenu pour les programmes d'assurance-récolte, de stabilisation du revenu net et de revenu marché 4-63
Soutien du secteur des arts 4-17
Soutien du secteur des bibliothèques 4-17
Soutien du secteur des industries culturelles 4-17
Soutien du secteur du patrimoine 4-17
Soutien financier et soutien à l'emploi 4-292, 4-293
Soutien fournit dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones 4-267
Soutien pour les négociations communautaires 4-267
Sports et loisirs 4-18, 4-19
Stadium Corporation of Ontario Ltd., *Loi sur l'administration financière* 4-193
Stratégie "Une économie autochtone plus vigoureuse" 4-267
Stratégie d'emploi pour les jeunes en millieu rural 4-63
Stratégie de création d'emplois en milieu rural 4-57
Stratégie de marketing du tourisme dans le Nord de l'Ontario .. 4-131
Stratégie de réinvestissement communautaire 4-189, 4-190
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones 4-294
Stratégie en matiere de technologie et de l'information . 4-280, 4-281
Subvention à l'Association canadienne de l'éducation 4-151
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations 4-151
Subvention au Centre franco - ontarien de ressources pédagogiques 4-151
Subvention au Conseil des ministres de l'éducation, Canada ... 4-151
Subvention de soutien à la recherche sur la politique économique 4-190
Subvention - Service d'orientation aux familles de Frontenac .. 4-226
Subventions à l'Institut canadienne de radioprotection 4-341
Subventions à la Société du barreau du Haut-Canada 4-339
Subventions au Centre for Applied Sustainability de l'Université York 4-175
Subventions au Fonds d'encouragement à la recherche-développement 4-167
Subventions au Programme de recherche industrielle 4-167
Subventions au programmes de sensibilisation aux sciences et à la technologie 4-167
Subventions aux bourses du premier ministre pour l'excellence recherche 4-167
Subventions aux Centres d'excellence 4-167
Subventions aux ententes internationales 4-167
Subventions aux Fonds de croissance des petites entreprises de produits multimédias interactifs numériques 4-167
Subventions aux partenariats d'accès aux télécommunications . 4-167
Subventions aux projets des communautés autochtones 4-15
Subventions d'établissement et d'intégration 4-15
Subventions d'immobilisations 4-294

INDEX GÉNÉRAL
DE DÉPENSES, VOLUME I

Subventions d'immobilisations aux communautés autochtones 4-15
Subventions d'immobilisations - Élémentaire/secondaire 4-151
Subventions d'immobilisations - postsecondaire 4-153
Subventions de fonctionnement des conseils scolaires 4-151
Subventions de soutien de développement du commerce 4-141
Subventions des soutiens aux archives 4-21
Subventions diverses 4-301, 4-306
Subventions en faveur du dévelopement des investissements .. 4-141
Subventions en faveur du développement du tourisme 4-141
Subventions et subsides pour le bétail 4-63
Subventions - Études techniques sur le traitement de l'eau et l'épuration des eaux d'égout 4-179
Subventions Office de Protection de la nature - Frais d'administration 4-237
Subventions Office de Protection de la nature - Programme relatif aux opérations 4-237
Subventions pour appuyer le développement des entreprises .. 4-141
Subventions pour l'exploitation de logements à but non lucratif 4-43
Subventions pour la sécurité dans les collectivités 4-323
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités 4-153
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges 4-153
Subventions pour les indemnisations en vertu de la partie IX *de la loi sur la protection de l'environnement* 4-175
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle 4-301
Subventions pour les programmes communautaires de la justice pour les victimes 4-301
Subventions pour les programmes d'intervention en cas de violence conjugale 4-301
Subventions pour les programmes municipaux RIDE 4-306
Subventions pour les réparations à la Société de logement de l'Ontario et pour l'amélioration des logements publics 4-43
Subventions pour les services dans le domaine de la médecine légale 4-304
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime 4-306
Subventions pour les transports en commun des municipalités 4-321
Subventions - Projets de construction d'aqueducs et d'égouts .. 4-179
Subventions - Projets spéciaux 4-219
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-310
Subventions versées en compensation des impôts municipaux - hôpitaux psychiatriques 4-254
Subventions versées en compensation des impôts aux municipalités 4-153
Subventions versées en compensation des taxes municipales-hôpitaux publics 4-250
Subventions versées pour le compte d'autres ministères 4-15
Subventions a l'institut d'administration publique du Canada 4-277
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités 4-61, 4-310
Supplément pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants 4-187

T

Tourisme 4-140, 4-141
Transports (Ministère) 4-315
Transports urbains et régionaux 4-320, 4-321
Travail (Ministère) 4-329
Travaux d'infrastructure Canada - Ontario 4-39
Travaux d'infrastructure Canada /Ontario - 2 ..... 4-39, 4-260
Traversiers municipaux 4-325
Tribunal de l'équité salariale 4-334, 4-335
TVOntario 4-17

U

Unité des enquêtes spéciales 4-218, 4-219
Université de Guelph 4-61

V

Vérificateur provincial (Bureau du) 4-97, 4-100, 4-101
Vérification de la qualité des services de laboratoire 4-252
Vérification et supervision des libérations sous caution 4-221
Victimes de mauvais traitements 4-220, 4-221, 4-222
Violence faite aux femmes 4-294
Visites surveillées-projet pilote 4-221